

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°306

SEPTEMBRE 2010

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : VICTOIRE DU « OUI » AU RÉFÉRENDUM**
- **IRAK : LES ARABES DE KIRKOUK S'OPPOSENT AU RECENSEMENT**
- **SYRIE : UN RAPPORT DE L'ONU ALARMANT SUR LA SITUATION DES PAYSANS KURDES**
- **IRLANDE : DE KERMANSHAH À CARRICK OU LE PREMIER FESTIVAL DE CINÉMA KURDE**

TURQUIE : VICTOIRE DU « OUI » AU RÉFÉRENDUM

Le 12 septembre les Turcs votaient par référendum pour refuser ou approuver les modifications apportées à la constitution héritée du coup d'État militaire du 12 septembre 1980. Ces changements constitutionnels visent notamment à remanier l'appareil judiciaire et à réduire les pouvoirs de l'armée au sein de l'État.

Le principal parti kurde, le BDP, avait appelé au boycott de ce référendum, notamment pour protester contre l'absence de la mention explicite du peuple kurde dans les textes, alors que d'autres partis kurdes, à l'électorat plus réduit, avaient, malgré leurs réserves, estimé que l'approbation de ces modifications était une étape positive.

Le jour du scrutin, quelques affrontements sans gravité autre qu'échanges de jets de pierres et de gaz lacrymogène entre manifestants et policiers ont opposé dans certaines villes comme Mersin, des Kurdes boycottant le référendum et ceux qui s'y rendaient.

L'enjeu de la participation et de l'approbation finale dépassait de loin les réformes constitutionnelles : il s'agissait aussi pour l'AKP, le parti au pouvoir, d'obtenir un « vote de confiance » de la part de l'électorat, en plus d'envoyer un signal positif à l'Union européenne.

« La démocratie turque est aujourd'hui à un tournant majeur

de son histoire » a déclaré le jour du vote le Premier ministre Recep Tayip Erdoğan.

Les réformes permettront ainsi de traduire devant les tribunaux civils des officiers militaires, d'empêcher l'interdiction des partis politiques (une mesure dont les partis religieux ont fait les frais, tout comme ceux des Kurdes) et de permettre au gouvernement ainsi qu'au Parlement d'avoir un droit de regard sur la composition de la toute puissante cour constitutionnelle, jugée souvent comme acquiesse aux gardiens du kémalisme.

Les motivations de la « rue turque » pour approuver ou refuser les changements étaient assez

variées. Certains veulent tourner pour de bon le dos au spectre d'un coup d'État militaire et souhaitent l'avènement d'un véritable pouvoir civil. D'autres ont voté contre par méfiance envers ce qu'ils considèrent comme une omniprésence de l'AKP dans les institutions politiques et surtout judiciaires, ou bien par défiance de principe envers un parti stigmatisé comme « islamiste » par ses adversaires.

Dès l'annonce des résultats, survenue le lendemain, le gouvernement a pu crier victoire avec 58% de oui, tout comme le parti du BDP, qui a qualifié, par la voix de son co-président Selahattin Demirtaş le succès du boycott kurde comme une « victoire historique », en demandant l'élaboration d'une nouvelle constitution, qui permettrait notamment aux Kurdes d'être éduqués dans leur langue maternelle ainsi que de jouir d'une autonomie politique.

À Diyarbakir, capitale historique des Kurdes de Turquie, 70% des électeurs sont restés chez eux. Dans les villes et régions kurdes, comme Batman, Şirnak, Agri, Muş, Ardahan, Kars, Idir, Van, le boycott a été bien plus important, surtout dans la province de Hakkari, avec moins de 7% des électeurs à s'être rendus aux urnes et seulement 3% pour la ville de Yuksekova.

Comme souvent pendant une période politique cruciale entre Kurdes et Turcs, un attentat sanglant qui a frappé un minibus de civils, roulant dans la région de Hakkari a commodément permis aux faucons de fustiger « les terroristes » et de réclamer un retour à une politique « ferme » envers les Kurdes. Le PKK a pour sa part nié toute implication dans l'attentat qui a fait 9 victimes et a accusé les

groupes de la contre-guérilla turque.

Le mouvement armé avait annoncé le 13 août dernier la prolongation d'un cessez-le-feu unilatéral pour le mois de ramadan et a déclaré à l'agence de presse kurde Firat News qu'il n'avait pas l'intention de le remettre en question, « jusqu'à ce que de nouveaux et graves événements surviennent ».

Pour le porte-parole du PKK, une autre attaque qui a touché les habitants du petit village de Peyanus serait en représailles des milices occultes de l'armée en raison de sa participation quasi nulle au référendum du 12 septembre : Seulement 5 personnes aurait voté, alors que 99% des électeurs du village ont boycotté les urnes.

Quelques jours plus tard, le 20 septembre, le cessez-le-feu du ramadan a été prolongé sans grande surprise. Dans le même temps, à l'occasion de la rentrée scolaire, un autre boycott, de 5 jours, a été lancé à la fois appuyé par le PKK et le BDP : celui des écoles par les écoliers kurdes, afin de protester contre l'interdiction d'enseignement dans leur langue maternelle.

« Le droit à l'éducation dans sa langue maternelle est un des droits humains fondamentaux. C'est un droit naturel pour les enfants kurdes de recevoir une éducation dans leur langue maternelle. Aussi c'est un devoir d'humanité et de patriotisme de prendre part à ce boycott scolaire de 5 jours. Nous appelons notre peuple à soutenir cette campagne importante. » a déclaré le PKK.

Le ministre turc de l'Éducation nationale, Nimet Çubukçu, a pro-

testé contre ce mouvement, qu'il a qualifié d' « exploitation » des enfants à des fins politiques. Il a aussi averti que les parents qui n'enverraient pas leurs enfants à l'école s'exposeraient à des poursuites judiciaires.

Selahattin Demirtaş, leader du BDP, a répliqué que l'assimilation des enfants kurdes perpétrée durant des années était un crime constitutionnel.

« Ici est la mère patrie des Kurdes. Vous ne pouvez refuser les demandes d'un peuple pour l'éducation en sa langue maternelle, qui est un droit indéniable et non un crime constitutionnel. Ceux qui ont assimilé des millions de Kurdes ont commis un crime contre l'humanité. Nous soutenons l'éducation dans la langue maternelle car nous voulons affirmer que nous ne participerons pas à ce crime contre l'humanité. »

Dans les rues de Diyarbakir, plusieurs milliers de Kurdes ont défilé le 20 septembre pour soutenir le boycott scolaire : une marche est partie du centre culturel Cigerxwin jusqu'au parc de Koşuyolu, avec des bannières sur lesquelles étaient écrits des slogans en kurde comme "Zimanê Kurdî zimanê me ye" (notre langue est le kurde). "Em zimanê xwe dixwazin" (nous voulons notre langue), "Bê ziman jîyan nabe" (pas de langue, pas de vie).

Dans la plupart des écoles en région kurde, à Diyarbakir, Urfa, Hakkari, Van, Agri, Mûş, Idir, Bitlis et Kars, les classes sont ainsi restées vides, certains enseignants s'étant joints aussi au mouvement à Yuksekova.



IRAK : LES ARABES DE KIRKOUK S'OPPOSENT AU RECENSEMENT

Le 2 septembre, le président de la Région du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, recevait dans sa capitale d'Erbil le Vice-président des États-Unis, Joe Biden, accompagné de l'ambassadeur James Jeffery, du général commandant les forces américaines en Irak, Lloyd Austin, ainsi que de plusieurs conseillers de la Maison Blanche. Au dîner de réception donnée en l'honneur de la délégation américaine était également présent le Premier ministre kurde Barham Salih.

Massoud Barzani a souhaité exprimer une fois de plus la « gratitude » du peuple irakien et tout particulièrement celle des Kurdes pour le rôle joué par les États-Unis dans la libération de l'Irak. De son côté, Joe Biden a fait part au président kurde des « sentiments d'admiration » qu'éprouvait Barack Obama envers la population du Kurdistan d'Irak.

Mais congratulations respectives mises à part, la rencontre devait surtout porter sur certains points sensibles de la politique irakienne, comme le futur retrait des armées américaines, la question de Kirkouk, ou la vacance actuelle du pouvoir en Irak qui rend encore plus difficile les perspectives de résolution des problèmes cités plus haut.

Si la plupart des Irakiens redoutent le départ définitif des Américains, les Kurdes sont peut-être ceux qui auront le plus à perdre dans ce retrait, tant leur méfiance s'accroît envers les deux blocs arabes, chiite et sunnite, et leurs velléités d'un « Irak fort », c'est-à-dire centralisé, qui mettrait à mal l'autonomie des Kurdes. « Les Kurdes ont quelques raisons d'être nerveux au sujet du départ

des Américains », confirme Kenneth Katzman, spécialiste des questions du Moyen Orient pour le département de recherche du Congrès, le départ des États-Unis signifiera pour le Gouvernement régional kurde la perte d'un allié de poids qui garantit l'autonomie du GRK, car ni les chiïtes ni les sunnites ne veulent d'une autonomie des Kurdes ou bien qu'ils contrôlent eux-mêmes leurs ressources pétrolières. »

Au sujet de la formation d'un nouveau gouvernement irakien, des fuites dans la presse laissaient entendre que la visite de Joe Biden avait aussi pour but de convaincre les Kurdes de renoncer à la présidence irakienne, en la personne du président sortant Jalal Talabani, leader de l'UPK, rumeur démentie aussitôt par Falah Mustafa, responsable des Affaires étrangères au sein du gouvernement kurde.

L'avenir de Kirkouk est une autre question cruciale pour l'avenir des relations kurdo-arabes au sein de l'Irak. À l'approche d'un recensement de toute la population irakienne, les différentes factions s'échauffent dans la province disputée, car ce recensement peut être aussi vu comme l'étape préliminaire au référendum réclamé par les Kurdes en vertu de l'article 140 de la Constitution. Mohammed Khalil Al-Juburi, un membre arabe du Conseil provincial de Kirkouk s'est ainsi déclaré hostile à un tel recensement, accusant le gouvernement irakien de n'avoir rien fait jusqu'ici pour vérifier la validité des listes électorales de la province, validité contestée par certains mouvements arabes et turkmènes car entérinant la majorité kurde de la population. « Une commission doit être créée pour vérifier les registres des électeurs et seule-

ment après nous participerons au recensement. »

Dr. Najmaddin Karim, député kurde de Kirkouk pour l'Alliance du Kurdistan juge, pour sa part, tout report du recensement comme « inacceptable ».

« Plusieurs districts à majorité kurde ont été détachés de Kirkouk et leurs habitants déportés. S'il y a une des parties qui a lieu de se plaindre, ce sont les Kurdes. Malgré cela, il n'y a pas d'intention politique dans ce recensement. Il est juste prévu à des fins de planification pour tous les Irakiens, y compris les résidents de Kirkouk. »

Dr. Najmaddin Karim a aussi attiré l'attention sur les agissements de pays voisins, et tout spécialement la Turquie, qui cherchent à interférer dans cette question par peur d'une indépendance kurde et accusent les partis politiques locaux hostiles au recensement d'agir en fonction de l'agenda turc.

Selon lui, « les Arabes et les Turkmènes accusent toujours les Kurdes d'avoir changé la démographie de Kirkouk. Dans la perspective des élections législatives de mars dernier, ils avaient affirmé que 800 000 Kurdes avaient investi la ville. Si cette plainte avait été exacte, alors les Kurdes auraient dû remporter les 12 sièges au parlement irakien pour cette région. »

Dans un entretien accordé au journal arabe Asharq Al-Aswat, le président intérimaire du parlement irakien, Dr. Fuad Masum, chef du bloc kurde Alliance du Kurdistan, confirme le caractère de « violation constitutionnelle » de ce parlement irakien qui aurait dû élire un président un mois

après sa formation. Mais cette élection est étroitement liée à la formation du gouvernement, comme l'explique le parlementaire :

« La tradition au sein des blocs politiques irakiens est que si le président du Parlement est issu d'un des blocs, ce bloc là sera privé de la présidence (du pays) ou du poste de Premier ministre. Tout cela doit être fait en un seul accord, et les trois postes dirigeants répartis entre les grands blocs. Cela n'a pu se produire jusqu'ici. Si nous étions dans un pays démocratique évolué, un parti ou un bloc qui a obtenu 50% des sièges plus un aurait élu le président du parlement, et les candidats à la présidence et au poste de Premier ministre seraient issus de ce même bloc. Malheureusement, aucun bloc n'a obtenu ce nombre de sièges, de sorte qu'aucun camp politique ne peut compter sur ses propres voix pour former à lui tout seul un gouvernement. Il lui faut une coalition ce qui signifie aussi que plusieurs blocs doivent se mettre d'accord sur la répartition des postes-clés du pays. »

Sur la question de la formation du futur gouvernement, à l'issue d'une élection, la question de savoir qui a remporté réellement ces élections grève les débats et les accords possibles. La constitution énonce en effet que le bloc le plus important au parlement a le droit de former un gouvernement. Mais les interprétations divergent à ce sujet. Le leader de la liste Al-

Iraqiyya, l'ancien Premier ministre Iyad Allawi, a obtenu le plus grand nombre de sièges pour sa propre liste aux élections. Mais le Premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki, dispose du plus large bloc parlementaire par le jeu des alliances entre listes chiites. Or le texte de la constitution ne précise pas si le « bloc le plus important » désigne la liste qui a remporté les élections ou le groupe parlementaire qui après divers regroupements entre listes élues a formé une majorité. La cour fédérale n'ayant pu se prononcer à ce sujet, les choses demeurent en suspens, avec un président temporaire assumant ces fonctions en vertu de son ancienneté et en attendant qu'un accord se décide entre les factions politiques irakiennes.

Interrogé sur les chances des trois leaders politiques irakiens briguant la tête du gouvernement, à savoir Iyad Allawi, Nouri Al-Maliki et Adel Abdel Mahdi, de l'Alliance nationale, Dr. Fouad Masum estime que si Iyyad Allawi est indiscutablement le candidat de sa liste, il doit y avoir un accord de passé entre les deux rivaux chiites pour désigner un candidat unique. Et c'est alors seulement que des discussions sérieuses pourront commencer avec les sunnites et les Kurdes. Contrairement aux menaces proférées récemment par Iyad Allawi, Dr. Fouad Masum ne croit pas à un retrait des sunnites du processus politique en cours, « car le caractère dominant d'Al Iraqiyya est, en plus du sécularisme, le réalisme. La formation d'un nouveau gouverne-

ment sans Al-Iraqiyya affaiblirait gravement ce gouvernement. L'Alliance kurde fait tout son possible pour qu'Al-Iraqiyya soit une composante importante de la future formation. »

Sur la difficulté des négociations en cours, Dr. Fuad Masum estime que le problème réel est qu'il n'y a pas de « dialogue sérieux » entre les composantes politiques irakiennes, qui font passer tous leurs messages et demandes par l'intermédiaire des media, sans concertation préalable.

« Toutes les discussions ou accords conclus en Irak l'ont été par le biais des media. On ne peut conclure des accords essentiels pour la destinée du pays à travers les media. Ils doivent être faits à huis clos et ensuite on doit annoncer les résultats de ces accords. Mais ce qui se passe est que, dès que des pourparlers entre politiciens ont eu lieu, l'un des deux bords se précipite pour faire des déclarations à la presse, puis l'autre politicien fait sa propre déclaration, qui sera différente de ce qu'a affirmé le premier. Cela ne peut que mener à un résultat nul. »

Sur la reconduction de Jalal Talabani à la présidence, Dr. Fuad Masum affirme que s'il y a bien un point sur lequel les blocs irakiens font consensus, c'est celui-ci : « il est le seul qui peut occuper ce poste dans les circonstances qui prévalent actuellement dans le pays. C'est l'avis d'Al-Iraqiyya, de l'État de droit et de l'Alliance nationale. »

SYRIE : UN RAPPORT DE L'ONU ALARMANT SUR LA SITUATION DES PAYSANS KURDES

Un haut responsable des Nations Unies, Olivier de Schutter, a dénoncé dans un rapport la condition « inacceptable » faite aux Kurdes de Syrie, après une visite dans ce pays, notamment dans la

région de Djézireh où vivent plus de 300 000 kurdes privés de tous droits civiques.

« Ils ne peuvent voyager à l'étranger. Ils n'ont pas accès aux emplois publics et sont discrimi-

nés pour recevoir des soins ou être éduqués. » a déclaré De Schutter dans une conférence de presse à Damas.

Cette région souffre aussi de sécheresse depuis 2005 ce qui a

considérablement paupérisé sa population. Quatre sécheresses consécutives auraient obligé 50 000 familles à fuir leur habitat, la plus sévère étant celle de 2007-2008. Les gouvernorats qui ont le plus souffert sont ceux de Hassaké, Deir ez-Zor et Raqqa. Au total, le rapport estime que 1.3 millions de gens sont touchés, dont 95% dans ces trois régions. 800.000 d'entre eux sont très sérieusement affectés dans leur survie : pour l'essentiel de petits fermiers, dont le blé tendre a été gravement atteint par la maladie de la rouille jaune et les petits éleveurs qui ont perdu entre 80 et 85% de leur cheptel depuis 2005.

Beaucoup de familles ont émigré

vers les villes dans l'espoir de trouver des emplois saisonniers ou permanents. Certaines estimations font état de 29 à 30.000 familles ayant émigré en 2009 en prédisant qu'en 2010 ce chiffre s'élèvera encore, pouvant atteindre 50.000 familles. Les plus touchés par cet exode rural sont les fermiers de Hassaké.

Une des conséquences de ces migrations et de cette détresse économiques est la chute spectaculaire de la scolarisation. Dans certaines écoles du nord-est de la Syrie, ces taux de scolarisation ont baissé de 80%. Le rapporteur de l'ONU estime que ces familles émigrées remplissent les critères des populations déplacées en

interne, définis par les Principes des déplacements internes de 1998, et donc ont droit à un soutien de l'État syrien, où qu'ils se trouvent, à la fois durant leur exode et aussi une fois qu'ils chercheraient à retourner sur leurs terres.

Au sujet des distributions alimentaires préconisées par l'ONU, le rapporteur pointe la situation dramatique des Kurdes « sans papiers » de Syrie qui, de ce fait, ne peuvent bénéficier de cette aide alimentaire. Olivier de Schutter rappelle que le droit à une nationalité et celui de n'en être pas arbitrairement déchu fait partie des droits universels.

IRLANDE : DE KERMANSHAH À CARRICK OU LE PREMIER FESTIVAL DE CINÉMA KURDE

Les 1 et 3 octobre prochains se tiendra à Carrick sur Shannon, région de Leitrim, en Irlande, le premier festival de courts et longs métrages consacrés à la question du cinéma kurde.

Ce festival, organisé par le Leitrim City Hall, projettera 20 courts et longs métrages, fictions et documentaires. Parmi les organisateurs figure Mustafa Gundogdu, qui avait aussi participé à l'organisation du Festival du film kurde de New York.

Parmi les fictions figurant au programme, « Min dît », de Miraz Bezar, « Welcome », du réalisateur français Philippe Lioret, et « Whisper with the Wind » de Shahram Alidi.

Dans la série des documentaires, on pourra voir « Close Up Kurdistan » de Yüksel Yavuz, « David le Tolhildan » de Mano Khalil et « Kurdi », de Peri Ibrahim,

racontant l'exil d'un ancien peshmerga et son retour Kurdistan.

Parmi les 11 courts métrages, un des plus récents est celui de « Rojin » réalisé par la cinéaste Chiman Rahimi, du Kurdistan d'Iran.

Un débat aura également lieu sur le cinéma kurde, avec la participation des cinéastes Miraz Bezar, Binevşa Berivan, Chiman Rahimi et Peri Ýbrahim ainsi que du réalisateur de Kurdi, le britannique Doug Aubrey.

La population kurde de Leitrim ne doit pas dépasser une centaine de personnes mais leur histoire est récente et particulièrement dramatique, remontant à 1979 quand, en Iran, les Kurdes participèrent à la révolution iranienne qui renversa le Shah. Lorsque l'Ayatollah Khomeiny se retourna contre les Kurdes, en les qualifiant de « satans », beaucoup de villes et de villages kurdes furent détruits et des milliers de Kurdes tués. Un

certain nombre d'entre eux purent fuir l'Iran. Une partie de ces Kurdes de Kermanshah trouva ainsi refuge en Irak et fut dispersée dans différents camps de réfugiés, au nord du pays, jusqu'en 1982. On les transféra ensuite, en pleine guerre Iran-Irak, et en plein Anfal kurde au nord, dans le désert d'Al-Tash, à l'ouest de l'Irak, où ils vécurent plusieurs années dans des conditions misérables, sans aucune aide internationale.

En 2003, avec la chute du régime du Baath, l'insécurité généralisée à tout l'Irak et surtout dans cette région frontalière, menaça aussi ces Kurdes. Ils furent alors transférés dans un camp du HCR en Jordanie. En juin 2006, l'Irlande fut un des quelques pays ayant accepté d'accueillir ces réfugiés.

Les Kurdes de Carrick, à la fois premiers spectateurs et initiateurs du premier festival kurde d'Irlande, sont ces réfugiés partis de Kermanshah il y a plus de 20 ans.

Loin du chaos de Bagdad

Irak : le paradis de Shaqlawa

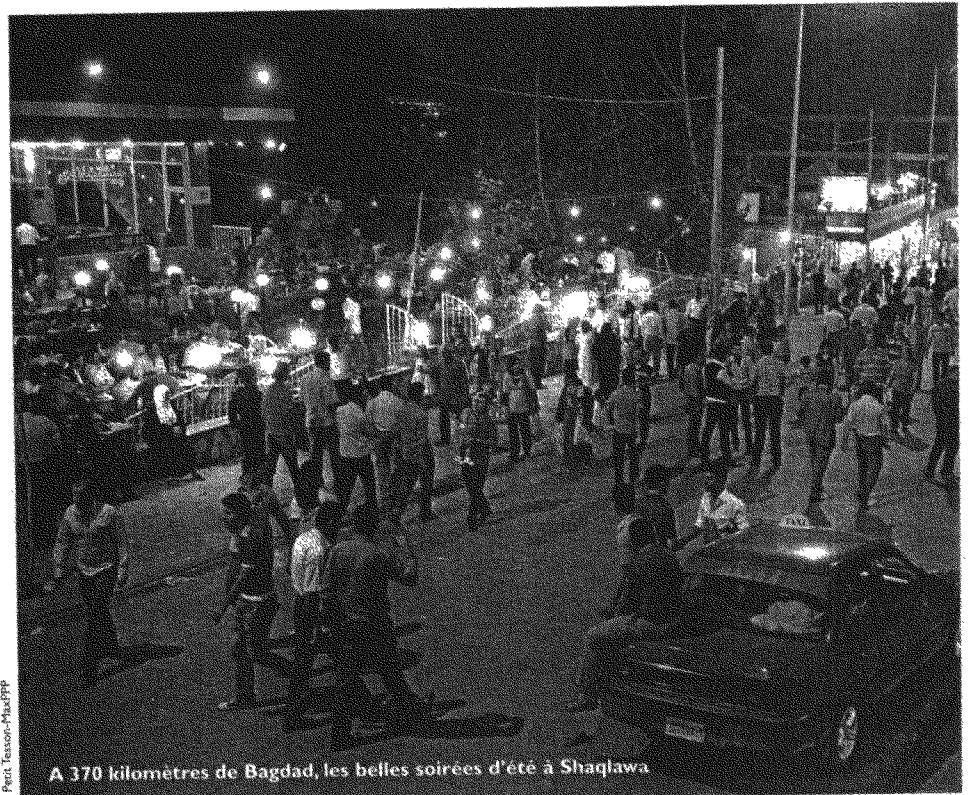
Epargnées par la guerre, les stations touristiques du Kurdistan sont devenues le refuge des Irakiens aisés. Ils viennent y oublier les menaces qui planent toujours sur l'ensemble du pays

De notre envoyée spéciale

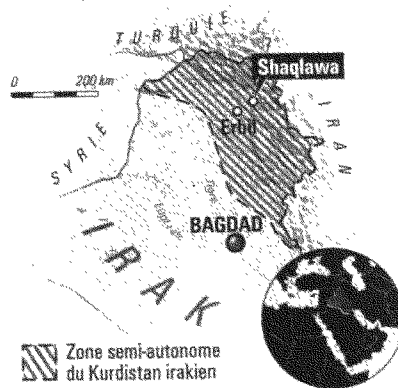
P Ibrahim Abood sort les valises du coffre du 4 x 4, fatigué mais l'air heureux du vacancier arrivé à bon port. Ce père de famille a quitté Bagdad à l'aube avec son épouse et ses deux fils. Il leur a fallu douze heures pour parcourir les 370 kilomètres hérissés de check points jusqu'à Shaqlawa, station touristique perchée dans les montagnes du Kurdistan irakien, au nord du pays. Quel est le programme des vacances ? « Aucune idée, sourit-il. Nous n'avons qu'une obsession : fuir Bagdad. Nous avons pris notre décision hier soir. » La veille, aléa d'une ville chaotique, un camion a foncé dans le générateur du quartier et l'a mis hors d'usage pour une durée indéterminée. Sans électricité, il n'y a plus d'eau dans le réservoir sur le toit car la pompe pour le remplir ne fonctionne plus. Le thermomètre, en revanche, flirte toujours avec les 50 °C. « C'est tout simplement l'enfer, alors qu'ici, eh bien, ça ressemble au paradis », résume Ibrahim.

Avec sa rivière qui serpente nonchalamment, ses arbres au feuillage touffu, ses 30 °C bienveillants et, surtout, ses cascades cachées dans les vallées des environs – l'attraction numéro un auprès des touristes –, Shaqlawa est le refuge des Bagdadis aisés et ses hôtels affichent complet. A la nuit tombée, la petite ville prend des airs de kermesse. Les enfants ont les doigts collants de barbe à papa, les parents ont un gros nounours vert coincé sous le bras, le vendeur de glaces fait fortune. Vue de Bagdad et du reste de l'Irak, cette insouciance ressemble à un mirage. Près de six mois après les élections législatives, le gouvernement n'est toujours pas formé et le blocage pérennise un inquiétant vide politique. Explosions à la bombe et attaques d'insurgés ont repris avec une intensité alarmante ces dernières semaines. Et le retrait des troupes de combat américaines, depuis la fin août, est une préoccupation supplémentaire.

Pour oublier la peur et le destin incertain de leur pays, les Irakiens viennent donc s'accorder quelques jours de répit dans la région semi-autonome kurde, épargnée par



A 370 kilomètres de Bagdad, les belles soirées d'été à Shaqlawa



la guerre. L'allègement des formalités pour pénétrer sur le territoire du Kurdistan a dopé le tourisme. Sous le régime de Saddam Hussein, un Irakien arabe qui s'y rendait trop souvent pouvait passer pour un traître et finir en prison. Jusqu'en 2007, un visiteur n'était autorisé à franchir le check point que si une connaissance kurde se portait garante pour lui. Contrôle de passeport et photo

suffisent désormais pour passer cette ligne de démarcation intérieure.

Ferdin et Yadar ont déroulé le tapis sur un coin d'herbe. Thermos à thé, gâteaux, olives, poulet, pastèque : le pique-nique nocturne sera un régal. « A Bagdad, les coupures d'électricité sont tellement fréquentes que j'ai transformé le frigo en placard », plaisante Yadar, professeure d'électro-technique. La majorité des Irakiens ne reçoivent pas plus de quatre heures de courant par jour. Et la pénurie a provoqué plusieurs émeutes. Le délabrement des services publics est un des motifs d'exaspération les mieux partagés, toute confession confondue. Et les nouvelles centrales électriques n'entreront en service qu'en 2012, au mieux. Voilà pourquoi les chambres climatisées 24 heures sur 24 des hôtels de Shaqlawa sont un luxe, pour cette minorité d'Irakiens aisés qui y ont accès.

Hassan a élu domicile avec ses trois garçons dans un chalet en bois du « Village suédois ». Allée en gravier, pelouse verte, ☘

Repères

20 mars 2003. Invasion de l'Irak par la coalition menée par les Etats-Unis.

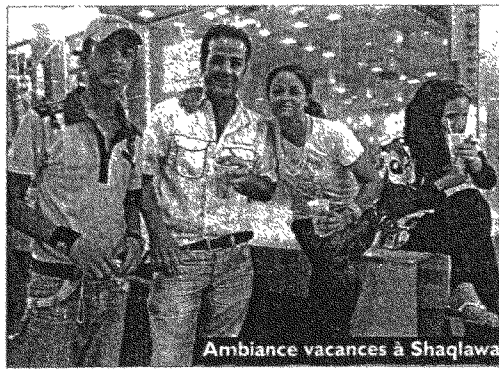
2007. Au plus fort de son déploiement, l'armée américaine compte 170 000 soldats en Irak.

7 mars 2010. Elections législatives. La liste laïque, le Bloc irakien d'Iyad Allawi, arrive en tête avec 91 sièges, soit deux d'avance sur l'Alliance pour l'Etat de droit, conduite par son rival chiite Nouri al-Maliki, le Premier ministre sortant.

Juillet 2010. Selon l'Iraqi Body Count, entre 97 106 et 105 952 civils irakiens sont morts dans des attaques depuis le début du conflit ; 4 413 soldats américains ont également trouvé la mort et 32 000 ont été blessés.

31 août 2010. Fin du retrait des forces de combat américaines.

Fin 2011. Retrait total des soldats américains d'Irak.



C. Pierre Tesson-MaaPPP

l'endroit est coquet. « La nuit coûte 140 dollars et nous restons deux semaines, nous sommes des privilégiés, c'est le prix à payer pour que mes enfants découvrent un environnement "normal" », se désole ce concessionnaire de grosses cylindrées à Bagdad. Les parcs ont pourtant rouvert dans la capitale irakienne. « Je n'y vais jamais : il faut compter deux heures à cause des embouteillages aux check points, le stress de se retrouver au mauvais endroit au mauvais moment est insupportable », explique Hassan. Et depuis le début d'août, Al-Qaida cible tout particulièrement les policiers et même les agents de la circulation postés aux carrefours.

Dans la rue principale de Shaqlawa, la foule déambule et savoure la brise nocturne. Foulard léopard et yeux verts pétillants, Alyaa s'attarde devant un stand de lunettes de soleil, essaie une parfaite imita-

tion Gucci. Elle habite dans la province de Diyala, l'une des plus dangereuses du pays, nid de terroristes sunnites. « Je n'étais pas sortie le soir depuis sept ans, depuis l'invasion américaine en mars 2003, explique la jeune mère de famille. Ici, je ressens un tel bien-être ! J'avais oublié cette sensation. »

Trois trentenaires, en short et basket, fument un narguilé en terrasse, avec un plaisir si palpable que les replonger dans la réalité de l'Irak frôle l'indécence. Mais à la première question, ils deviennent intarissables sur la corruption et l'incurie de leurs hommes politiques. Le Bloc irakien, liste laïque de l'ancien Premier ministre Iyad Allawi, est arrivé en tête aux législatives du mois de mars mais deux formations chiites se sont alliées pour l'empêcher de constituer un gouvernement. « Depuis, les partis marchandent à tout-va pour se partager le gâteau, et sacrifient sans vergogne la sécurité du peuple irakien à leurs intérêts personnels », grogne Rafid Shakar. Son frère Salam craint que l'impasse politique ne les fasse « retourner aux pires heures de la guerre, avant 2007 ». Pour lui, les violences en hausse en sont les funestes prémices. En juillet, au moins 396 civils ont été tués, deux fois plus qu'en juin, et le bilan du mois d'août est sans doute plus terrible encore.

À la table d'à côté, les femmes de la famille sirotent des jus de fruits. La belle-mère se penche et chuchote à l'oreille de son gendre : « Vous ne pourriez pas parler d'un autre sujet... Vous voulez gâcher les vacances des enfants ? »
LAURE MARCHAND

Un retrait à haut risque

Barack Obama « abandonne l'Irak aux loups », a récemment accusé Tarek Aziz dans une interview au quotidien britannique « The Guardian ». Du fond de sa cellule, l'ancien vice-Premier ministre de Saddam a résumé un sentiment partagé par une bonne partie de ses compatriotes. « Aucun peuple n'aime être occupé et je rêve d'un pays libre, mais les Américains nous laissent en plan, ils quittent le navire », s'inquiète aussi Hasan Abood, avocat à Bagdad. Depuis le 31 août et le retrait des troupes de combat, il ne reste sur le sol irakien qu'un contingent de 50 000 soldats américains, avant un repli complet fin 2011. Les six brigades maintenues rempliront des missions d'entraînement et de formation des forces irakiennes et participeront à des opérations anti-insurrectionnelles.

En respectant ce calendrier, le président américain tient un de ses engagements de campagne : le départ des GI's est davantage motivé par des calculs de politique intérieure que par une véritable stabilisation de la situation sur le terrain. Aux Etats-Unis, l'opinion veut oublier au plus vite ce conflit et les élections au Congrès, en novembre, s'annoncent délicates pour les démocrates. Début août, devant un parterre de vétérans handicapés, Barack Obama reconnaissait que « le sacrifice américain en Irak » n'était cependant pas terminé. Celui du peuple irakien non plus. Même si les condi-

tions de sécurité ont nettement progressé par rapport à 2006-2007, période où les violences intercommunautaires étaient au plus haut, la recrudescence actuelle des attaques rappelle la fragilité de cette amélioration. Les actions d'Al-Qaida font craindre que

l'organisation n'ait déjà reconstitué son réseau. Le 25 août, elle s'est livrée à une démonstration de force : à quelques heures d'intervalle, 14 attentats à la voiture piégée ont fait au moins 53 morts et 300 blessés à travers le pays.

Le général Ray Odierno, commandant des forces américaines en Irak, tout en concédant « des hauts et des bas », a assuré que les Irakiens étaient en mesure de maintenir la sécurité : « Ils peuvent s'en charger. » Ce qui n'est pas vraiment l'avis des principaux intéressés. Le lieutenant général Babakir Zebari, chef des forces irakiennes, considère que ses troupes ne sont pas opérationnelles : « L'armée américaine doit rester jusqu'à ce que l'armée irakienne soit prête, c'est-à-dire en 2020. »

Il redoute particulièrement l'après-2011, quand les Irakiens se retrouveront seuls aux commandes. Les dissensions ethniques internes constituent un autre motif de dysfonctionnement. Mais le 1^{er} septembre, l'« Opération Aube nouvelle » a pris le relais de l'« Opération Iraqi Freedom ». Les Irakiens espèrent qu'il ne s'agira pas d'un crépuscule.
L. M.



Kimberly Johnson-US Army/AFP

M. Obama : « La mission de combat en Irak a pris fin »

« Les Etats-Unis ont payé un prix énorme »

Verbatim Discours du 31 août à Washington

« Ce soir, j'annonce que la mission américaine de combat en Irak a pris fin. L'opération "Liberté pour l'Irak" est terminée et les Irakiens ont maintenant la responsabilité principale de la sécurité de leur pays. Cela avait été ma promesse aux Américains, alors que j'étais candidat à cette fonction [de président].

En février, j'avais annoncé un plan de retrait de nos troupes de combat, tout en redoublant nos efforts pour renforcer les forces de sécurité de l'Irak et aider son gouvernement et son peuple. C'est ce que nous avons fait. Nous avons retiré près de 100 000 soldats de l'Irak. Nous avons fermé ou transféré des centaines de bases aux Irakiens. Et nous avons déplacé des millions de pièces d'équipement hors d'Irak (...).

Mettre fin à ce conflit n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Irak, c'est dans le nôtre. Les Etats-Unis ont payé un prix énorme pour mettre le futur de l'Irak entre les mains de son peuple. Nous avons envoyé nos jeunes gens faire d'énormes sacrifices en Irak, et consacré des ressources à l'étranger à un moment de restrictions budgétaires chez nous. Nous avons persévéré en vertu d'une conviction que nous partageons avec les Irakiens – une conviction que des cendres de cette guerre, un nouveau début pourrait naître dans ce berceau de civilisation. Au long de ce remarquable chapitre de l'histoire des Etats-Unis et de l'Irak, nous avons assumé notre responsabilité. Maintenant, il est temps de tourner la page. »

Washington
Correspondante

Neuf semaines des élections de mi-mandat qui s'annoncent de plus en plus mal pour les démocrates, le président américain, Barack Obama, ne pouvait pas laisser passer l'occasion de montrer qu'il tient ses promesses. « Ce soir, j'annonce que la mission américaine de combat en Irak a pris fin », a-t-il dit mardi 31 août, rappelant l'engagement qu'il avait pris pendant la campagne présidentielle. « L'opération "Liberté pour l'Irak" est terminée », a-t-il ajouté.

M. Obama a tenu un discours de dix-neuf minutes dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, assis à la même place que George Bush lançant l'offensive contre Saddam Hussein le 19 mars 2003. L'exercice a brusquement ramené l'Irak dans la conscience des Américains, qui n'en demandaient pas tant. Selon un sondage CBS, 72 % d'entre eux pensent maintenant que le résultat n'en valait pas la peine et 59 % estiment que les Etats-Unis auraient mieux fait de s'abstenir. L'Irak est en revanche l'un des rares sujets sur lesquels l'opinion est majoritairement satisfaite (à 52 %) de l'action de M. Obama.

« La perspective d'une guerre sans fin en Afghanistan ne servirait pas nos intérêts ni ceux du peuple afghan »

En sept ans, cinq mois et treize jours, la guerre a fait 4 427 morts parmi les militaires américains – le plus récent, un sergent âgé de 20 ans, a été tué le 22 août – et 34 268 blessés. Et 150 000 morts irakiens, selon une indication du département d'Etat. Au mois de juillet, les autorités ont encore dénombré 500 explosions d'engins artisanaux. « La violence ne va pas cesser avec notre mission de combat », a prévenu M. Obama.

Le président entendait montrer qu'une page est tournée. Il a été précis sur le calendrier de retrait, en Irak comme en Afgha-



Le président des Etats-Unis était allé saluer les troupes, mardi, à Fort Bliss, au Texas. J. REED/REUTERS

nistan, comme pour couper court au débat qui est en train de reprendre, à l'initiative des « faucons », sur le danger de dégarnir le front. Pour lui, le militaire n'est pas le seul pilier de la puissance américaine. « La force et l'influence de notre pays à l'étranger doivent être fermement ancrées dans notre prospérité à domicile », a-t-il dit. Et il l'a répété : « Ma tâche la plus urgente est de redresser l'économie. »

Malgré les suggestions des républicains, M. Obama n'a pas ouvert la porte à une révision de l'accord sur le statut des forces signé avec le gouvernement irakien en 2008 pour permettre à l'armée américaine de rester, si Bagdad le souhaitait. « Toutes les troupes américaines partiront avant la fin de l'année prochaine », a-t-il confirmé. Mais les Etats-Unis resteront un « partenaire fort » pour Bagdad. Il n'est pas entré dans le débat sur l'état actuel de l'Irak, sinon pour encourager ses responsables à « avancer avec un sens de l'urgence » dans la formation d'un gouvernement, six mois après les élections législatives.

Idem sur l'Afghanistan. En août 2011, nous entamerons « une période de transition des responsabilités en direction des Afghans », a-t-il réaffirmé. Là aussi, il a coupé court aux spéculations sur un report des échéances. Certes le « rythme de retrait » sera « déterminé par la situation sur le terrain », mais « qu'on ne s'y trompe pas, cette transition s'engagera, car la perspective d'une guerre sans fin ne servirait pas nos intérêts ni ceux du peuple afghan ».

M. Obama a appelé à tourner la page également sur la scène intérieure. Dans l'avion présidentiel qui l'amenait au Texas, où il était allé remercier les soldats de la base de Fort Bliss, il a téléphoné à

M. Bush, dont il a cité le nom à deux reprises dans son discours. « Personne n'ignore que lui et moi avons été en désaccord sur la guerre depuis le début, a-t-il rappelé. Mais personne ne peut douter du soutien du président Bush à nos troupes, de son amour pour son pays et de son engagement pour notre sécurité. » Cherche-t-il à se ménager des soutiens dans la période qui s'annonce, et à offrir

aux républicains modérés une alternative au populisme des Tea Parties?

Pendant ses vacances, M. Obama a invité le maire de New York,

Michael Bloomberg, à une partie de golf. La Maison Blanche a aussi organisé pour le 11-Septembre une commémoration en Pennsylvanie qui réunira Michelle Obama

et Laura Bush. Il serait temps que l'Amérique « projette une vision du futur qui ne soit pas seulement basée sur nos peurs », a souhaité Barack Obama. ■

Corine Lesnes

Nation building works



David Brooks

The U.S. venture into Iraq was a war, but it was also a nation-building exercise. America has spent \$53 billion trying to reconstruct Iraq, the largest development effort since the Marshall Plan.

So how's it working out?

On the economic front, there are signs of progress. It's hard to know what role the scattershot American development projects have played, but this year Iraq will have the 12th-fastest-growing economy in the world, and it is expected to grow at a 7 percent annual clip for the next several years.

"Iraq has made substantial progress since 2003," the International Monetary Fund reports. Inflation is reasonably stable. A budget surplus is expected by 2012. Unemployment, though still 15 percent, is down from stratospheric levels.

Oil production is back around prewar levels, and there are some who say Iraq may be able to rival Saudi production. That's probably unrealistic, but Iraq will have a healthy oil economy, for better and for worse.

Living standards are also improving. According to the Brookings Institution's Iraq Index, the authoritative compendium of data on this subject, 833,000 Iraqis had phones before the invasion. Now more than 1.3 million have landlines and some 20 million have cell phones. Before the invasion, 4,500 Iraqis had Internet service. Now, more than 1.7 million do.

In the most recent Gallup poll, 69 percent of Iraqis rated their personal finances positively, up from 36 percent in

March 2007. Baghdad residents say the markets are vibrant again, with new electronics, clothing and even liquor stores.

Basic services are better, but still bad. Electricity production is up by 40 percent over pre-invasion levels, but because there are so many more air-conditioners and other appliances, widespread power failures still occur.

In February 2009, 45 percent of Iraqis said they had access to trash removal services, which is woeful, though up from 18 percent the year before. Forty-two percent were served by a fire department, up from 23 percent.

About half the U.S. money has been spent building up Iraqi security forces, and here, too, the trends are positive. Violence is down 90 percent from pre-surge days. There are now more than 400,000 Iraqi police officers and 200,000 Iraqi soldiers, with operational performance improving gradually. According to an ABC News/BBC poll last year, nearly three-quarters of Iraqis had a positive view of the army and the police, including, for the first time, a majority of Sunnis.

Politically, the basic structure is sound, and a series of impressive laws have been passed. But these gains are imperiled by the current stalemate at the top.

Iraq ranks fourth in the Middle East on the Index of Political Freedom from The Economist's Intelligence Unit — behind Israel, Lebanon and Morocco, but ahead of Jordan, Egypt, Qatar and Tunisia. Nearly two-thirds of Iraqis say they want a democracy, while only 19 percent want an Islamic state.

In short, there has been substantial progress on the things development efforts can touch most directly: economic growth, basic security, and political and legal institutions. After the disaster of the first few years, nation building, much derided, has been a success.

When President Obama speaks on Iraq, he'll be able to point to a large national project that has contributed to measur-

able, positive results.

Of course, to be honest, he'll also have to say how fragile and incomplete this success is. Iraqi material conditions are better, but the Iraqi mind has not caught up with the Iraqi opportunity.

There is still very little social trust. Iraq is the fourth-most-corrupt nation on earth, according to Transparency International's rating system. The role of women remains surprisingly circumscribed. Iraqi politicians clearly find it very hard to compromise (though they

Though Iraq's achievements remain fragile and incomplete, its progress must be acknowledged.

may be no worse than American politicians in this regard).

Human capital is lagging. Most doctors left Iraq after the invasion, and it is hard to staff health clinics. The engineers left too, so American-built plants lie dormant

because there is no one with the skills to run them. Schools are suffering because of a lack of teachers.

Ryan Crocker, the former ambassador, recently wrote an article in The National Interest noting that fear still pervades Iraq. Ethnic animosities are in abeyance, but they are not gone. Guns have been put in closets, but not destroyed.

If he is honest, Obama will have to balance pride with caution. He'll have to acknowledge that the gains the U.S. is enabling may vanish if the U.S. military withdraws entirely next year. He'll have to acknowledge that bottom-up social change requires time and patience. He'll have to heed the advice of serious Iraq hands like Crocker, Michael O'Hanlon of Brookings and Stephen Biddle of the Council on Foreign Relations, and shelve plans to withdraw completely.

Such a move may rob him of a campaign talking point. But it will safeguard an American accomplishment that has been too hard won.

Kurds' EU gas deal irks Baghdad on eve of U.S. transition

By Ben Lando of Iraq Oil Report

Baghdad is scrambling to re-establish federal control over oil and gas exports, after Iraq's Kurdish region announced a deal to export natural gas to Europe, the same week America officially ends combat operations in Iraq.

In a statement with the Kurdistan Regional Government (KRG), the German utilities company RWE announced it would help develop northern Iraqi natural gas for export via the Nabucco pipeline to Europe. Taken by surprise, Iraq's Oil Ministry quickly released its own statement condemning the deal.

"Iraq is exporting crude oil and gas through SOMO (the State Oil Marketing Organization) exclusively and there is no other side is authorized to sign contracts with local and international companies regarding this issue," the ministry said, adding "there is no value" to any agreement without its approval. Both the speaker of the KRG and the head of its foreign relations department issued rebuttal statements.

The RWE deal would boost the semi-autonomous Kurdish region's already-advanced energy sector, and residents would gain access to cooking and heating gas supplies via pipelines.

But the deal also throws fuel onto the fire of Iraq's key, unresolved issue: the competing claims by the central and local governments to make contracting and strategy decisions about their massive oil and gas reserves. The KRG, on the other hand, has defied Baghdad by independently signing more than two dozen contracts with foreign companies to explore for and produce oil and gas, without federal approval. The KRG claims it has the legal rights to control hydrocarbon development in its region as long as it sends all revenue to the central government.

It's not clear whether the American diplomatic mission, which as of Sept. 1 will have the lead role in shepherding Iraq to full sovereignty, is keyed in enough to these core issues to play a productive mediator role. The outgoing ambassador to Iraq said in a parting press conference the Arab-Kurdish feud is over, and officials here scrambled after smuggling allegations began to make headlines.

Iraq, however, is suffering from a crisis of electricity and fuel shortages, and Baghdad has vowed to export natural gas only after domestic demand is met. So, although Baghdad is developing its natural gas reserves – most notably by capturing associated gas flared from oilfields in Basra and by offering three dry gas fields to foreign investors in an Oct. 1 auction – it has only committed them to Nabucco verbally. The Nabucco pipeline consortium represents an attempt to feed Asian and eastern European natural gas to western Europe without any Russian involvement. On August 23, Nabucco's constituent companies announced two main feeder lines to come from Iraq and Georgia.

American heads in the sand

In short, the issue of who controls Iraq's oil sector is a wedge in Iraq's major fault line.

This dispute lies at the heart of a grand Iraqi federalist debate, and over the past six years it has stalled key pieces of legislation that would have governed the oil sector and oil-



US President Barack Obama reads his speech to photographers after delivering an address to the nation on the end of combat operations in Iraq from the Oval Office of the White House in Washington on August 31, 2010. (NICHOLAS)

revenue redistribution, resolved territorial claims, and clarified the management of the national army. The federalist question is also a flashpoint in the ongoing post-election attempts for form a governing coalition.

Yet Washington's delegation to Iraq has apparently not taken great notice – despite a season of political earthquakes in which the RWE deal is only the latest tremor.

"I think oil is no longer an impediment in reconciliation," Christopher Hill told a State Department press conference Aug. 17, days after ending a 16-month stint as U.S. ambassador to Iraq. "They have reached an agreement where the contracts that were assigned with the KRG, the Kurdistan Regional Government, have been accepted in Baghdad."

In late June, the New York Times broke a story that has been an open secret in Iraq for some time: that the KRG has been complicit in exporting oil and fuel to Iran, in contravention of the central government's monopoly on such exports and in defiance of U.S. sanctions, which forbid substantial support to the Iranian energy sector. The smuggling allegations took Americans in Iraq by surprise and opened a new front in the verbal wars between the central and regional governments over oil policy.

Talking to reporters two days after Hill's press conference, responding to criticism from Baghdad over the Iranian export controversy, KRG natural resources minister Ashti Hawrami said, "We will not listen to lectures delivered by losers."

"The minister in the federal government can speak whatever he wants; we are working according to the constitution," Hawrami added. "The policy of the federal government in terms of energy and electricity in particular has failed."

Soon after the Iran smuggling story broke, an American delegation met with Kurdish leaders to discuss the issue. (The KRG's foreign affairs chief, Faleh Mustafa Bakir, confirmed that Lt. Gen. Kenneth Hunsaker, then the deputy commanding general in Iraq, and the new assistant chief of mission in the embassy, Peter Bodde, raised the issue of Iranian exports with KRG officials, including the ministers of natural resources and interior.) It was one of an increasing number of meetings between American and Kurdish officials in the wake of the Times story.

"We have met with different officials so they can tell us what is going on and compare the input of various sources

we have," said Larry Milam, the senior economics adviser with the U.S. Embassy's Regional Reconstruction Team in Erbil, the KRG's capital.

The U.S. military refused numerous interview requests to discuss allegations of smuggling across the border it helps Iraq protect and monitor, and how that trade of energy products – illicit or otherwise – squares with U.S. sanctions against supporting Iran's energy sector.

The Kurdish export controversies have strained relationships not only between Kurds and Arabs and between Iraq and the U.S., but also within Kurdistan itself.

The Kurdish opposition party Goran has pushed the issue as an example of the regional government's corruption. The party of KRG president Massoud Barzani filed a \$1 billion lawsuit against Goran's newspaper Rojname after a story alleging the president benefited from hundreds of millions of smuggling profits; Goran's TV station KNN airs regular footage of the tankers at the border and gave prime coverage to video it took that showed a U.S. military delegation at one border crossing with Iran.

The U.S. military said the visit to the border captured by KNN cameras is routine, and directed all other queries to the U.S. Embassy. The Embassy also ultimately refused any interviews. Those that were scheduled were not allowed to be conducted on the record, and were ultimately canceled on the day they were to take place. Sources within the State Department said officials at the embassy were unprepared to address such a politically delicate issue.

A time of transition

The sluggish American response to the rising Kurd-Arab conflict is the result of an embassy that's both in transition and disconnected from the ground-level reality of Iraq's streets, according to U.S. officials speaking on background. The military, meanwhile, has been working with security officials from both sides in joint border operations.

The recent reduction of U.S. troops to below 50,000, in advance of the August 31 deadline, marks a shift in American goals, away from war-fighting and toward training. Primary responsibility for the American presence in Iraq will shift from the U.S. military to the State Department, which is expanding its presence via consulates throughout the country. The U.S. embassy in the capital is its biggest in the world – proof of the strategic relationship Washington envisions it will maintain with Baghdad, even after the final bases close in 2011.

Yet American diplomats have complained to Iraq Oil Report, on the condition of anonymity, that their security restrictions are setting them up to fail.

Such a mission, they say, requires personal interactions between foreign service officers and local citizens. Yet the embassy will rely heavily, for transportation and protection, on private security contractors who are infamous around Iraq; soon, their armored convoys will be painted a bright, alien silver to avoid confusion with the military's tan vehicles.



SEPTEMBER 5, 2010

Iraq cuts oil product supplies to Kurdish region

By Ahmed Rasheed – Reuters

BAGHDAD– Iraq's Oil Ministry has cut supplies of some fuel products to the northern Kurdish region by 50 percent in response to the Kurds selling what they say is excess kerosene, fuel waste and naphtha to Iran, officials said.

The move threatened to aggravate already tense relations between Iraq's minority Kurds and the Arab-led government in Baghdad, at a time when U.S. forces which have acted as a buffer between the two since the 2003 invasion are starting to leave.

The decision to cut supplies to the semi-autonomous Kurdish Regional Government was ordered by Oil Minister Hussain al-Shahristani, Oil Ministry documents obtained by Reuters showed.

"Based on instructions from the oil minister, it was decided to cut the allocation of kerosene and diesel fuel sent to provinces in the Kurdish region by 50 percent until further notice," one document said.

An Oil Ministry official who declined to be named said the decision was taken in response to an acknowledgement last month by Kurdish natural resources minister Ashti Hawrami that the region was selling surplus oil products to private companies.

Those private companies were exporting the products through neighbouring Iran, a challenge to U.S. efforts to impose sanctions on Iran.

The exports have put further strains on Kurd-Arab relations.

Shahristani has said any exports of crude oil would be illegal because the law only allows the State Oil Marketing Organisation to sell crude abroad. But he has also complained about the resale of refined products because Iraq does not produce enough to be self-sufficient and has to import.

NEW OIL FIELDS

"The Kurdish regional government is allowing the illegal export of refined products to take place while the federal government has to spend millions importing refined fuels

because of a shortfall," the Oil Ministry official said.

Kurdish officials condemned the decision to restrict kerosene and diesel supplies to their region, and said they would make every effort to ensure fuel prices did not rise.

"The decision to cut fuel supplies is unjust and we will do our best to stop any negative implications," Serwan Abu Bakir, a senior official at the Kurdish natural resources ministry, told Reuters on Sunday.

Iraqi Kurdistan and Baghdad have been at loggerheads for months over oil deals the Kurds signed independently with foreign firms. The Arab-led government in Baghdad refuses to pay the firms, and oil exports from Kurdistan stopped last year.

Baghdad's hand has been strengthened by a series of deals to develop oilfields outside the Kurdish region that could turn Iraq into one of the world's top three crude producers. That has made the government feel less dependent on potential revenues from the export of Kurdish oil.

In Korea, a model for Iraq

Even after combat troops have fully withdrawn, the U.S. must keep its commitment to Baghdad

Paul D. Wolfowitz

WASHINGTON Vice President Joe Biden, who traveled to Iraq this week to mark the formal end of United States combat operations there, has claimed that peace and stability there could be “one of the great achievements” of the Obama administration. Of course, the largest share of credit belongs to the brave men and women of the American military, who have sacrificed so much and persevered through so much difficulty. Credit also goes to the Iraqi Army and police forces who have fought bravely and increasingly well, and to Iraq’s people, who have borne a heavy burden. But it is good that President Obama and his administration also claim credit, because success in Iraq will need their support.

My hope is that the president understands that success in Iraq will be defined not by what we withdraw, but by what we leave behind. At a minimum, we need Iraq to be a stable country, at peace both within its borders and with its neighbors. And we should help Iraq to one day become a leader of political and economic progress in the Middle East.

The aftermath of another American war is instructive. Fifty-seven years ago, an armistice ended the fighting in Korea—another unpopular conflict, far bloodier than the Iraq war, although shorter. Civilian casualties were horrendous, and the United States and its allies suffered more than half a million military casualties. The South Korean Army took the heaviest losses, but the United States also paid a high price: 33,739 killed or missing in battle and 103,284 wounded.

Gen. Dwight Eisenhower won the 1952 presidential election, in part, on a promise to end the war. According to a poll taken in April 1953, three months before the armistice was signed, 55 percent of the American public thought the war had not been worth fighting, whereas only 36 percent thought that it had.

Yet when the war was over, the United States did not abandon South Korea. We had done so in 1949, when our post-World War II occupation of Korea ended, opening the door to North Korea’s invasion the following year. This time, instead, we kept a substantial military force in South Korea.

The United States stuck with South Korea even though the country was then ruled by a dictator and the prospects for its war-devastated economy looked dim. With all its failings, South

Korea was nevertheless a haven of freedom compared with the bleak and brutal despotism of North Korea.

We also understood that stability on the Korean Peninsula was critical for the peace of an entire region — a region that involved Japan as well as the Soviet Union and China. Most important,

With all its failings, South Korea was nevertheless a haven of freedom compared with the brutal North.

abandoning South Korea would have risked squandering all that had been gained.

Although South Korea has assumed the principal responsibility for its own defense, there are still 28,500 American troops on the peninsula. Our continued

commitment prevented another war and today South Korea is a remarkable economic success story. A series of democratic elections, starting in 1987, have made it a political success story as well.

Some similar considerations apply to Iraq today. First, Iraq occupies a key position in the Gulf, a strategically important region of the world — a position that is all the more important because of the dangerous ambitions of Iran’s rulers.

Second, whatever the failings of Iraq’s democracy, it bears no comparison to the regime that other hostile elements would impose. With all its imperfections, Iraq today is more democratic than South Korea was at the end of the Korean War, and more democratic than any other country in the Arab Middle East (with the possible exception of Lebanon).

We have withdrawn so many of our troops and relinquished a combat role because Iraqi security forces have been able to take on most of the security burden. Their numbers have grown from about 320,000 in December 2006 to more than 600,000 at the end of last year; they are also becoming more capable.

Of course, numbers are only part of the story, and Iraqi security forces still need assistance from the American military. Not surprisingly, the enemy has

increasingly focused its attacks on Iraqi soldiers and police officers as the United States withdraws, although Iraqi losses are still far below what they were earlier in the war. Since June 2003, about 10,000 Iraqi security forces have been killed, twice the total of the United States and the entire international coalition.

Even as our combat commitment ends, our commitment to supporting Iraq must continue. That means continued political support, including offering our help in resolving the current stalemate over forming a government. (It’s worth remembering that much of the difficulty the Iraqis are encountering arises from a Constitution and electoral system that the international community helped design. Moreover, this example of peaceful negotiations to create a government is something new in the Arab world.)

Our commitment must also include continued material support, particularly in the form of military and technical assistance. And though we have agreed to withdraw all our troops by the end of next year — a pledge that we must honor if the Iraqi government so desires — we need to remain open to the possibility of a mutually agreed longer-term security commitment or military presence for deterrence and support.

It is well worth celebrating the end of combat operations after seven years, and the homecoming of so many troops. But fully abandoning Iraq would damage the interests of the United States in the region and beyond. Maintaining a long-term commitment, albeit at greatly reduced cost and risk, is the best way to secure the gains that have been achieved with so much sacrifice.

PAUL D. WOLFOWITZ, a visiting scholar at the American Enterprise Institute, was the deputy secretary of defense from 2001 to 2005.

US Withdrawal Will Leave Iraqi Kurds More Dependent on Neighbors

By HAWAR ABDUL-RAZAQ

ERBIL, Iraqi Kurdistan: As the US has reduced its presence here in Iraq, political experts warn the Kurds to strengthen their ties with neighboring countries and remain less reliant on the US.

The Kurds have long considered the US their closest ally and friend. This alliance was augmented by the 2003-Iraq War after the Kurds became an unreserved US ally after Turkey refused to cooperate with the Americans to invade Iraq.

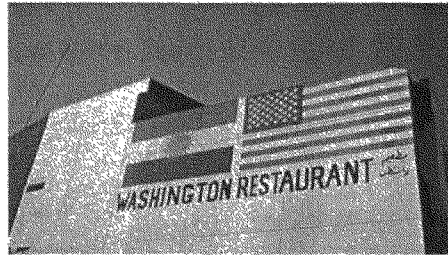
But now some political observers believe that it is better for Kurds build up its political and economic relations with Turkey to avoid any possible threat posed by Iran and the Arab Iraq.

"The Kurds have some reason to be nervous about US departure," said Kenneth Katzman, specialist in Middle East affairs for the Congressional Research Service where he provides analysis on Iraq and Middle East to the members of Congress and their staffs.

"The US departure will mean that the KRG loses a valuable ally that is guaranteeing the autonomy of the KRG," added Katzman. "Because both Shiite and Sunni Arabs do not want Kurds having autonomy or control over their own oil resources."

Qubad Talabani, representative of the Kurdistan Regional Government (KRG) to Washington in an interview earlier in the mid of last month told Rudaw that the Kurds are no longer the 2003 unreserved ally of the US.

"I would like to say that we are not



**Kurdistan and US flags are painted on a wall of the Washington Restaurant here in Erbil, the capital of Kurdistan.-----
Photo/Hobotraveler.com**

in 2003 now," said Talabani, son of Iraqi President Jalal Talabani. "We won't say 'OK' for whatever US says."

However, Katzman does not believe that the Iraqi government will be in a position to crash on the Kurds, as far the Arab parties remain weak and divided in the south and center of Iraq.

"The national government armed forces will not be strong enough at any time in the foreseeable future to invade northern Iraq, as Saddam did, and oust the KRG," said Katzman.

"The KRG is enshrined in the TAL and the national Constitution and invading northern Iraq would be against the established constitution".

Daniel P. Serwer supervisor of the United States Institute of Peace's (USIP) efforts in Afghanistan, Iraq, the Balkans, Haiti and Sudan, says that there are reasons to be optimistic and pessimistic about the future of the Kurds following the full withdrawal of US forces by the end of happen next year.

"There are of course risks from all those directions, but there are also



The US departure will mean that the KRG loses a valuable ally that is guaranteeing the autonomy of the KRG," said Katzman.

opportunities," said Serwer.

"Relations between Kurdistan and Turkey have improved markedly. There is no reason why they should not continue to improve, especially if Kurdistan is able to limit the threat to Turkey from the PKK members who hide out in Iraqi Kurdistan," he added.

On the other hand, Serwer says "Tehran is the most problematic: the Iranians fear instability arising from Kurds inside Iran and at the same time they have promoted instability inside Iraq".

Just like almost any other political analyst, David L. Phillips, Senior Fellow and Deputy Director of the Center for Preventive Action at the Council on Foreign Relations, is supportive of the enhancement of the Turkey-KRG ties.

The US also prefers Turkey to play a central role Iraq rather than Iran as it is leaving the country for the vulnerable Iraqis.

"The KRG has been prudent by developing close diplomatic and commercial ties with Turkey. Ankara is an important strategic partner and acts as a counter-weight to Baghdad. The KRG should continue to strengthen those ties while maintaining constructive relations with others," said Phillips.

dpa..... Deutsche Presse-Agentur

Iraqi Kurdish trade with Turkey balloons

September 4, 2010 (dpa)

Erbil, Iraq - Trade between the autonomous Kurdish region of Iraq and Turkey has doubled in the last three years, official statistics released on Saturday showed.

Tamar Ramadan, the governor of Dohuk, the province that borders Turkey, reported that the value of trade has re-

ched 6 billion dollars annually, up from 3 billion dollars in 2007.

Ramadan told the Kurdish AK news agency that he expects that number to hit 11 billion dollars next year.

Dohuk, some 460 kilometres north of Baghdad, has a large border with Turkey and serves as a gateway to the neighbouring country.

Massoud Barzani, president of the Iraqi Kurdistan region, visited Ankara earlier this year, promising to crack down on the militant Kurdish Worker's Party (PKK) - which still operates in his territory - and open new a new era of ties with Turkey.



Kurdish PUK official killed in clash over power cuts in Iraq

ekurd net -September 1, 2010

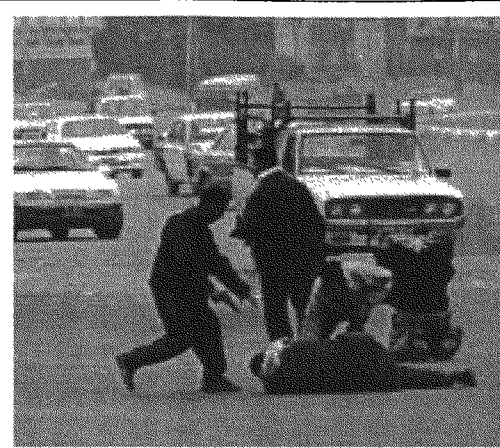
KIRKUK, Iraq's border with Kurdistan region, An official from Iraqi President Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan was killed in a dispute over electricity Wednesday in the northern Kurdish city of Kirkuk, police said.

Ichneh Mohiuddin Hussien, was shot dead by gunmen who attacked a power station owned by his son, Amanj Mohiuddin. A relative was injured in the attack.

Two men, identified as a policeman and his brother and armed with Kalashnikov automatic rifles, attacked the power station because generators were not turned on as scheduled, police said.

Power cuts in the city of Kirkuk have extended for 20 hours each day amidst soaring summer temperatures. Kirkuk city is historically a Kurdish city and it lies just south border of the Kurdistan autonomous region, the population is a mix of majority Kurds and minority of Arabs, Christians and Turkmen, lies 250 km northeast of Baghdad. Kurds have a strong cultural and emotional attachment to Kirkuk, which they call "the Kurdish Jerusalem." Kurds see it as the rightful and perfect capital of an autonomous Kurdistan state.

Article 140 of the Iraqi constitution is related to the normalization of the situation in Kirkuk city and other disputed areas through having back its Kurdish inhabitants and repatriating the Arabs relocated in



Kurds have a strong cultural and emotional attachment to Kirkuk, which they call "the Kurdish Jerusalem." Kurds see it as the rightful and perfect capital of an autonomous Kurdistan state.

the city during the former regime's time to their original provinces in central and southern Iraq.

The article also calls for conducting a census to be followed by a referendum to let the inhabitants decide whether they would like Kirkuk to be annexed to the autonomous Iraqi Kurdistan region or having it as an independent province.

The former regime of Iraqi President Saddam Hussein had forced over 250,000 Kurdish residents to give up their homes to Arabs in the 1970s, to "Arabize" the city and the region's oil industry.

The last ethnic-breakdown census in Iraq was conducted in 1957, well before Saddam began his program to move Arabs to Kirkuk. That count showed 178,000 Kurds, 48,000 Turkomen, 43,000 Arabs and 10,000 Assyrian-Chaldean Christians living in the city.

**REPORTERS
WITHOUT BORDERS
FOR PRESS FREEDOM**

2 September 2010

Two Kurdish newspapers banned for a month, cultural magazine seized

Reporters Without Borders regrets that Kurdish publications have again been suspended or seized under the Anti-Terrorism Law (Law 3713), which allows the Turkish courts to impose harsh penalties on journalists and media when they allude to Kurdish armed separatists and fosters a repressive climate for the Kurdish media.

Although the European Court of Human Rights has repeatedly condemned Turkey because of the Anti-Terrorism Law, the country's constitutional court has refused to consider overturning it.

In the latest case, an Istanbul court suspended the daily Rojev for a month on 28 August under article 6 of the law because an article in that day's issue used a photo of a poster of Abdullah Öcalan, the jailed leader of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), and a photo of the PKK flag. The PKK has been waging an armed struggle against

the Turkish state since 1984 and is on the Turkish, European Union, US and Canadian lists of terrorist organisations.

The day before, a court in the southern city of Mersin ordered the seizure of the latest issue of the cultural quarterly Güney (issue No. 53) under article 25 of the Press Law on the grounds that an article by Ali Dagdeviren was pro-PKK propaganda. The article criticised the jailing of Kurdish minors under the Anti-Terrorism Law but did not at any time mention the PKK.

On 24 August, an Istanbul court suspended the country's only nationwide Kurdish daily, Azadiya Welat, for a month and ordered the seizure of that day's issue because of offensive content but did not specify which articles, columns or photos it found offensive. The newspaper has repeatedly been prosecuted or had issues seized. This was the eighth time it has been sanctioned since its launch in 2006.

Reporters Without Borders reiterates its support for former Azadiya Welat editors Vedat Kursun and Ozan Kiliç and other journalists with Kurdish media who are serving long jail sentences. The case of Kursun, who has been sentenced to 166 years in prison, is emblematic of the way the Anti-Terrorism Law is being abused.

In another recent case, an American journalist, Jake Hess, was deported on 20 August after being detained for nine days. "The grounds given by the authorities for expelling him and banning him from re-entering the country are the fact that his name is on a list of people accused of links with the PKK," his lawyer, Serkan Akbas, said.

The European Court of Human Rights condemned Turkey 12 times in cases involving freedom of expression in 2009. Seventeen percent of the rulings issued by the court since 1959 have concerned Turkey.



Après le retrait des troupes combattantes américaines, quel avenir pour l'Irak ?

Par Karim Pakzad, chercheur associé à l'IRIS

Les forces combattantes américaines quittent l'Irak. Même si 50.000 soldats restent encore jusqu'à la fin 2011, ce retrait marque un moment important dans l'engagement américain en Irak.



Barack Obama a tenu sa promesse. Dès 2003, simple élu, il a été un farouche opposant à la guerre en Irak décidée par George W. Bush. Candidat aux primaires démocrates et ensuite à l'élection présidentielle, il a promis de mettre fin à la guerre et de rappeler les Boys à la maison. Il a parfaitement respecté le calendrier du retrait qu'il avait fixé dès son entrée à la Maison Blanche.

Il est encore trop tôt pour faire le bilan d'une guerre désastreuse décidée unilatéralement par George W. Bush. Ce bilan apparaît déjà contrasté, voire largement négatif du côté américain. Ce n'est pas sans raison que Barack Obama n'a pas crié victoire lors de son discours sur l'Irak de mardi soir.

Pour les États-Unis, cette guerre a été, après la guerre du Vietnam, la plus coûteuse en vies humaines avec la mort de 4417 militaires américains. Plus de 1000 milliards de dollars ont été dépensés depuis 2003. Cette guerre a divisé les Américains et les alliés de l'Amérique. L'image des États-Unis est sortie affaiblie et dégradée dans le monde. Il faudra du temps pour effacer de la mémoire les mensonges de l'administration américaine qui ont motivé la guerre : les preuves de détention par Bagdad des armes de destruction massive et la lutte contre le terrorisme, alors que Al-Qaïda n'existait pas en Irak avant l'invasion américaine. Sans parler d'Abou Ghraïb et Guantanamo.

Les forces américaines laissent derrière elles un pays confronté à de nombreux défis qui rendent son avenir incertain. Certes, le Premier ministre Nouri al-Maliki a assuré que l'Irak après ce retrait était désormais « un pays souverain et indépendant », accreditant ainsi l'idée selon laquelle l'Irak était jusqu'à aujourd'hui un pays occupé. Certes, depuis deux ans, Al-Qaïda est affaiblie en Irak mais elle n'est pas totalement vaincue et l'insurrection arabe sunnite irakienne commence à la remplacer dans l'opposition au gouvernement à majorité chiite. Alors que le Premier ministre irakien se déclare convaincu que l'armée irakienne est capable d'assurer la sécurité du pays, le chef de l'état-major irakien, le général Babaker Zabar, demandait très récemment aux États-Unis de rester dans son pays jusqu'à ce que l'armée soit complètement prête en 2020.

De nombreux conflits à caractère communautaire et politique sont en suspens et peuvent à tout moment dégénérer en conflit ouvert. Le sort de la ville de Kirkouk, capitale de la province pétrolière du même nom, revendiquée par les Kurdes comme étant leur capitale culturelle et historique,

n'est pas réglé. Les Arabes, aussi bien sunnites que chiites, refusent de céder la souveraineté du Kirkouk aux Kurdes. D'ores et déjà le gouvernement autonome du Kurdistan signe des contrats d'exploitation du gaz et du pétrole du Kirkouk avec les compagnies étrangères, violemment contestés par le gouvernement central. Certes, une large partie de la communauté arabe sunnite a finalement choisi d'adhérer au processus politique en place en participant aux élections du 7 mars dernier, mais ils n'ont pas renoncé à leur revendication de modifier la Constitution adoptée en 2005 pour renforcer le caractère arabe de l'Irak au détriment des Kurdes.

Certes, il y a eu plusieurs élections en Irak et la dernière élection législative a été un succès, mais la classe politique irakienne et les partis qui la compose manquent cruellement de maturité politique. Près de sept mois après le scrutin, l'Irak n'a pas réussi à se doter d'un gouvernement. Les tractations entre les partis et les coalitions politiques montrent que l'ambition personnelle prime sur le projet politique. À la tête de « Mouvement national irakien », une coalition à majorité sunnite, dirigée par l'ancien Premier ministre chiite laïc « pro-américain » choisi par Paul Bremer, l'administrateur américain en Irak après l'invasion, est apparue comme la première force politique en obtenant 91 sièges sur les 325 sièges du Parlement contre 89 sièges pour la liste « Coalition de l'État de droit » du Premier ministre sortant Nouri al Maleki et 70 sièges pour « Alliance nationale irakienne » des chiites conservateurs. Les différents partis kurdes, quant à eux, ont obtenu 57 sièges. Sans avoir la majorité au Parlement, Ayad Allaoui souhaite, avec le soutien des pays arabes, notamment l'Arabie saoudite, former le nouveau gouvernement. Le Premier ministre sortant Nouri al Maleki a bien réussi à former une coalition avec ses anciens alliés chiites de la liste « Alliance nationale irakienne », mais ses partenaires ne veulent à aucun prix le voir se succéder à lui-même, d'autant plus qu'ils ont en la personne du vice-président de la république sortant, Adel Abdul Mahdi, un chiite laïc respecté qui peut obtenir les voix des Kurdes.

Peut-on croire l'annonce faite, lundi 30 août, par le puissant chef de l'Alliance nationale irakienne Ammar al-Hakim d'un prochain déblocage de la crise politique et la formation d'un nouveau gouvernement ? Beaucoup d'Irakiens souhaiteraient la formation d'un gouvernement d'union nationale pour surmonter les difficultés politiques et sécuritaires mais aussi pour résister aux influences contradictoires de ses voisins, notamment celles de l'Iran et de l'Arabie saoudite qui sont en compétition ouverte en Irak.

Après la venue de Recep Tayyip Erdogan à Diyarbakır, le BDP maintient son appel au boycott du référendum.

Jean Marcou

Comme prévu, Recep Tayyip Erdogan a tenu, le 3 septembre dernier, un meeting à Diyarbakır (photo), la capitale des Kurdes de Turquie. Devant une foule importante composée de populations locales et de délégations venues de toutes la Turquie, le premier ministre n'a pas véritablement surpris son auditoire en lançant un appel à la poursuite de la démocratisation de la Turquie et au maintien de l'unité de celle-ci. Se disant convaincu qu'une majorité de Kurdes allaient soutenir la révision constitutionnelle qui sera soumise à référendum, le 12 septembre prochain, il a mis au défi les partis d'opposition (CHP et MHP), qui militent pour le «non» de venir s'exprimer, comme lui, à Diyarbakır. Recep Tayyip Erdogan a promis également l'élaboration prochaine d'une nouvelle Constitution, une annonce qu'il avait déjà faite antérieurement. En revanche, il ne s'est pas prononcé sur les conditions que le BDP (Baris ve Demokrasi Partisi, Parti pour la Paix et Démocratie) avaient posées pour lever son appel à l'abstention, conditions incluant notamment la fin des opérations militaires actuellement menées dans le sud-est du pays, la levée du seuil de 10% pour avoir une représentation parlementaire, la libération des responsables politiques kurdes récemment arrêtés...

Ainsi à l'issue de ce meeting et à une semaine du référendum, les positions politiques paraissent figées. Tandis que l'AKP soutient sa réforme en essayant d'obtenir un plus large soutien de la société civile et des intellectuels (le prix Nobel de littérature Orhan Pamuk vient d'ailleurs d'annoncer qu'il voterait «oui»), l'opposition laïque (CHP) et nationaliste (MHP) continuent à appeler à voter «non», et surtout les Kurdes du BDP maintiennent leur mot d'ordre d'abstention.

Rendant compte du meeting du premier ministre comme d'un succès, en estimant qu'une forte proportion de Kurdes s'approprient à voter en faveur de la révision constitutionnelle proposée par le gouvernement, la presse pro-gouvernementale estime que le BDP, en continuant à appeler au boycott du scrutin, est en train de se tirer une balle dans le pied. Pour essayer de clarifier la situation et de mieux faire comprendre la position de la formation kurde, Ahmet Türk, l'ex-leader du DTP (la formation qui a précédé le BDP, et qui a été dissoute en décembre dernier par la Cour constitutionnelle), vient de donner une longue et intéressante interview au quotidien anglophone pro-gouvernemental «Today's Zaman». Répondant à la question : «Supposons que vous soyez à la tête du parti qui gouverne et que vous ayez à traiter un problème qui n'a pas été résolu depuis 80 ans, quel serait votre approche ?», le leader kurde répond que si ce problème n'a pas été résolu depuis 80 ans, c'est justement parce que «le cœur de ce problème a toujours été ignoré». Selon lui, si les choses sont différentes aujourd'hui, c'est parce qu'il y a «un groupe qui n'accepte plus que l'on ignore sa langue, sa culture et son identité». Ainsi, «l'acceptation de l'identité kurde n'est une faveur ni de l'Etat ni du gouvernement», mais une réalité politique qui s'est imposée progressivement suite aux luttes menées

par un peuple qui se sent différent au sein de ce pays. Ahmet Türk admet néanmoins que la situation politique a beaucoup changé en Turquie au cours des dernières années. «Si on compare les années 1980 à aujourd'hui, on doit honnêtement reconnaître qu'on est aux antipodes», déclare-t-il. Mais, selon lui, il y a là une raison de plus pour regretter que pas un amendement de la révision, qui doit



être soumise à référendum le 12 septembre, ne concerne directement la question kurde. Alors qu'on lui demande pourquoi le BDP n'a pas soutenu, au Parlement, la disposition rendant plus difficile la dissolution des partis politiques, qui aurait de fait protégé les partis kurdes, Ahmet Türk rappelle que l'AKP avait tout à fait les moyens de faire voter cette mesure, et que ce sont certains de ses membres qui ont empêché son adoption. Interrogé sur le cœur de la révision constitutionnelle projetée qui concerne la hiérarchie judiciaire, en particulier le Conseil supérieur de la magistrature (HSYK) et la Cour constitutionnelle (qui a dissous nombre de partis kurdes), l'ancien leader du DTP répond que le problème, qui est en cause ici, concerne avant tout le développement de la démocratie et «non le transfert du pouvoir» (de l'establishment politico-militaire à l'AKP). Là encore, sans nier les changements politiques récemment intervenus, Ahmet Türk regrette qu'ils ne soient pas plus importants. Alors que la discussion part sur une comparaison avec le cas de l'Espagne, il rappelle que, bien que les cas basque et catalan soient différents, le gouvernement espagnol a eu le courage de s'engager dans des mutations profondes. Or, selon le leader kurde, «le gouvernement de l'AKP, pas plus que les gouvernements Demirel ou Ecevit, n'a eu le cran de dire : «nous avons des Kurdes parmi nos concitoyens et leurs différences sont un atout»». En réalité, Ahmet Türk, certes, «préfère le «oui» d'un point de vue conscient et éthique, s'il est amené à simplement choisir entre «oui» et «non» », mais il regrette que ce choix soit bloqué par un processus référendaire qui en réalité n'aborde pas directement la question kurde qui est pourtant le principal problème politique du pays. C'est bien, en fait, parce qu'ils sont ignorés par ce référendum que les Kurdes devraient à leur tour l'ignorer.

L'appel à l'abstention du BDP, le principal parti kurde, qui est aussi, à l'heure actuelle, la quatrième formation politique représentée au sein du parlement ture (avec l'AKP, le

CHP et le MHP), continue à être très débattue, au sein de la société civile et des intellectuels en Turquie. Beaucoup parmi eux estiment que le BDP campe sur des positions trop radicales et pas assez pragmatiques, en refusant de voir l'avancée symbolique que constitue une réforme perçue par une grande partie de la population (dont une part significative de Kurdes) comme une nouvelle avancée vers la démilitarisation et le renforcement de l'Etat de droit. En privilégiant la revendication kurde dans ce débat, le BDP s'exclurait en quelque sorte d'un mouvement en marche. Pourtant, comme le rappelle Ahmet Türk, non sans admettre le changement intervenu, les Kurdes n'ont-ils pas été exclus de cette réforme dès le départ ? On comprend que

pour des raisons politiques en général et électorales en particulier, le gouvernement ait évité d'inclure des mesures concernant directement la question kurde dans cette réforme. Mais, même si le résultat du référendum est positif, on peut penser que la question kurde risque de revenir très rapidement sur l'agenda politique turc, et qu'alors tous les protagonistes devront prendre leurs responsabilités.

L'Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPO), dont le responsable est actuellement le Professeur Jean Marcou, a été créé au sein de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA) d'Istanbul, en 2005.

REUTERS

Encore des semaines avant un gouvernement en Irak, dit Allaoui

Lundi 6 septembre 2010 - Reuters

Khalid al-Ansary et Serena Chaudhry

L'ANCIEN PREMIER ministre irakien Iyad Allaoui, dont la formation est arrivée légèrement en tête des élections législatives du 7 mars, espère que les négociations sur la formation d'un gouvernement auront progressé d'ici la fin octobre.

Six mois après le scrutin, qui n'a dégagé aucune majorité claire, l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays a ravivé les tensions alors que l'armée américaine a retiré ses troupes de combat.

"J'espère (...) qu'à la fin octobre, (les choses se seront éclaircies)", a déclaré, en anglais, Iyad Allaoui dans une interview accordée à l'agence Reuters.

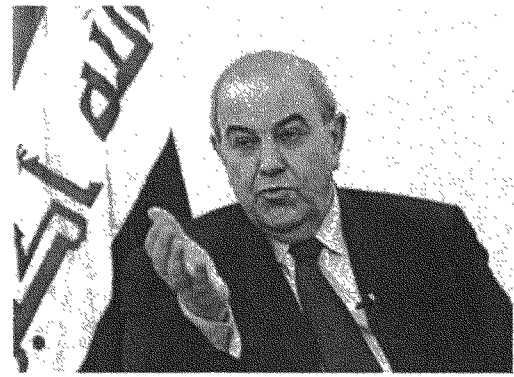
"Nous en sommes encore au stade préliminaire. Nous savons qu'il y a du retard, mais il est plus important d'être en sécurité que de regretter (...) le départ des Etats-Unis, qui ont déjà commencé à réduire leurs effectifs. Et nous pensons qu'il reste beaucoup à faire pour que ce pays devienne sûr et stable."

Irakia, la formation d'Allaoui, négocie avec celle du Premier ministre Nouri al Maliki, la coalition de l'Etat de droit (EDD), arrivée deuxième du scrutin du 7 mars, et les deux alliances cherchent parallèlement à nouer d'autres partenariats.

Mais pour l'heure, les formations politiques chiites, sunnites et kurdes restent largement divisées sur l'attribution des postes au sein d'un futur gouvernement, à commencer par celui de Premier ministre.

TRANSITION

Maliki n'a pas réussi à persuader son principal allié chiite, l'Alliance nationale irakienne, de le reconduire à ce poste, raison pour laquelle il s'est tourné vers Allaoui.



Dans son interview, le chef de file d'Irakia a confirmé que la nomination du prochain chef du gouvernement constituait l'un des principaux points d'achoppement des discussions qu'il mène avec Maliki, ainsi que la question de savoir qui aura la légitimité de constituer le futur cabinet.

Allaoui, s'il est prêt à laisser un autre membre d'Irakia occuper le poste de Premier ministre, insistera pour que son alliance soit la première à tenter de former le gouvernement.

Le dirigeant d'Irakia, une formation qui se présente comme multiconfessionnelle, a ajouté qu'il était important que tous les blocs politiques soient représentés.

"Parce que nous sommes en transition, il faut partager le pouvoir et il faut déclarer que personne ne sera privé de son droit électoral, et que personne ne sera un partenaire subalterne et l'autre un partenaire plus important", a-t-il dit.

"Malheureusement, certains de nos collègues pensent qu'offrir un ou deux sièges au gouvernement est suffisant (...) Nous ne voyons pas les choses comme ça."

AFP

TURQUIE: UN SOLDAT TURC TUÉ LORS DE COMBATS AVEC LES REBELLES KURDES

DIYARBAKIR (Turquie), 7 septembre 2010 (AFP)

UN SOLDAT TURC a été tué dans la nuit de lundi à mardi lors de combats avec les rebelles kurdes dans l'est de la Turquie, ont affirmé des sources locales de sécurité.

L'accrochage est survenu alors qu'un groupe de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'apprêtait à mener une opération contre une centrale hydroélectrique sur la rivière Dinar, dans la province de Tunceli, ont indiqué ces sources.

Ces combats interviennent alors que le PKK a décrété unilatéralement une

trêve des combats pour la période du mois de jeûne musulman du Ramadan, qui a commencé le 11 août et doit durer jusqu'au 20 septembre.

Le PKK lutte pour l'autonomie de la région kurde. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

Les rebelles réclament aussi une reconnaissance explicite dans la Constitution des droits des quelque 15 millions de Kurdes de Turquie (sur 73 millions d'habitants).

Les Turcs sont appelés à se prononcer par référendum le 12 septembre sur une révision de la Constitution visant à démocratiser les institutions turques.

Out of Iraq, into crux of Mideast

BAGHDAD

End of combat operations marked as U.S. leaders ponder rough road ahead

BY MICHAEL R. GORDON
AND ELISABETH BUMILLER

The United States began a fragile new era in its turbulent history with Iraq on Wednesday as American political and military leaders marked the official end of combat operations but acknowledged that a difficult milestone, the creation of a new coalition Iraqi government, was not yet in reach.

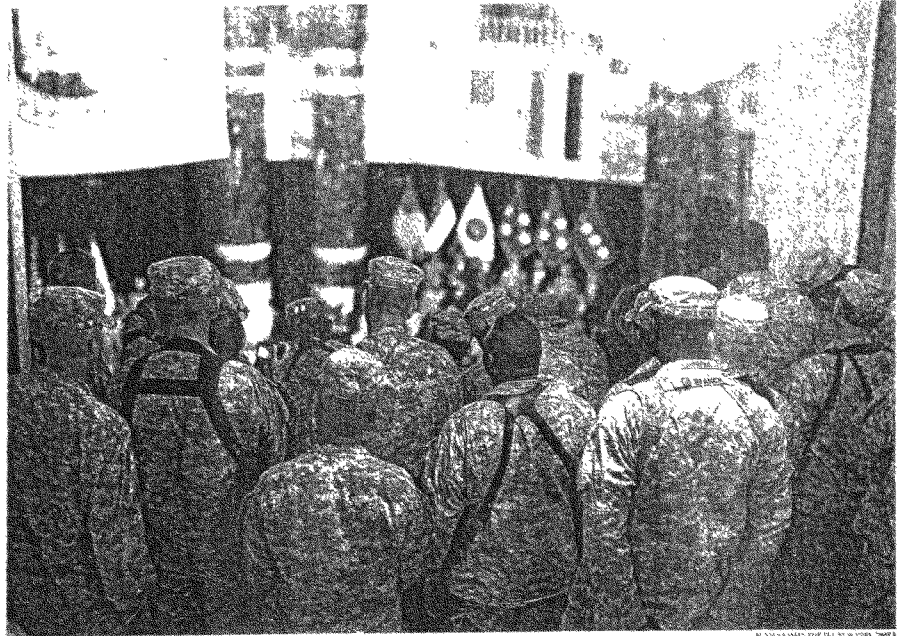
In the marble rotunda of Al Faw Palace, one of the lavish former homes of Saddam Hussein that serves as the American military headquarters in Baghdad, Vice President Joseph R. Biden Jr., Defense Secretary Robert M. Gates and Gen. Ray Odierno sounded the same theme in a made-for-television ceremony to inaugurate Operation New Dawn, as the post-combat phase has been named. The United States, they said, was moving toward an exit after seven years of war but would not abandon the country.

"We stood together in difficult times, we fought together, we laughed together and sometimes died together," said General Odierno, who formally ended four years as the top American commander in Iraq during the ceremony. He said the change in mission, which still leaves 50,000 American troops in the country, "in no way signals the end of our commitment to the people of Iraq."

The ceremony, attended by hundreds of American and Iraqi military commanders under United States and Iraqi flags hung from the rotunda's black marble columns, at times resembled a high school reunion as officers who served multiple deployments in Iraq greeted one another before the formalities began.

The setting was rich in symbolism: Some seven years and five months ago, American forces entered the devastated palace during the invasion of Baghdad to find an enormous crater from an American bomb, no plumbing or electricity, and goats wandering the rooms.

Despite the pageantry of the ceremony, held the day after President Barack Obama declared combat operations at an end in a prime-time address from the Oval Office, military officials said they



At a ceremony Wednesday marking the end of combat operations, U.S. soldiers listened to a speech by Vice President Joseph R. Biden Jr. from a balcony at Al Faw Palace in Baghdad.

remained concerned about the bloodshed in Iraq, which has been sharply reduced from dark days before a 2007 increase in American forces but is still not under control.

Recent statistics gathered by the U.S. military show that in the first 17 days of Ramadan, the Muslim holy month that began in August, there was an increase in casualties when compared with a similar period during Ramadan in 2009. Specifically, civilian casualties had increased more than 55 percent, Iraqi security force casualties were up more than 35 percent and American casualties had risen 25 percent.

There has also been a major increase in rocket and mortar attacks in the fortified Green Zone and at the Baghdad airport, according to Gen. Ralph A. Baker, deputy commander of American forces in central Iraq. General Baker, who said there had been about 60 such attacks in the last two months compared with "two or three" in the preceding months, blamed a "confluence" of factors, including frustration over insufficient electricity, the return of Iranian-trained militants and Iraq's failure to produce a post-election government, which the insurgents had sought to exploit.

The goal of the insurgents, he said, is to "further erode confidence" in the Iraqi government and Iraqi forces "by trying to portray them as weak."

Both Mr. Biden and Mr. Gates expressed concern about the failure of the Iraqis to form a government six months after elections, although they sought to cast the stalemate in a positive light. "Politics has broken out in Iraq," Mr.

Biden said in his remarks from the podium. But he added that the Iraqis had courageously voted in large numbers, and therefore "they expect a government that reflects the results of the votes they cast."

Mr. Gates, who has taken a markedly anti-triumphal tone during the clamor surrounding the end of combat, said earlier on Wednesday that history had still to judge whether America's involvement in the seven-year-old war was worth the cost.

In subdued comments on Wednesday morning to reporters in Ramadi, the provincial capital of Anbar Province and the scene of some of the fiercest fighting of the war, Mr. Gates said that while American forces "have accomplished something really quite extraordinary here, how it all weighs in the balance over time I think remains to be seen."

Asked directly if the war had been worth it, Mr. Gates replied, "It really requires a historian's perspective in terms of what happens here in the long run."

The war, he added, "will always be clouded by how it began" — that is, he said, the premise on which it was justified, Saddam Hussein's weapons of mass destruction, which did not exist. "This is one of the reasons that this war remains so controversial at home," he said.

Nonetheless, Mr. Gates said he remained hopeful that Iraq could work out its problems in the long run, including its failure to form a coalition government. "These guys are politicking, they're not shooting at each other," he said. "And the efforts of Al Qaeda to reignite the sectarian violence we saw in 2006 and 2007 have

not been successful. So I guess I would have to say I'm optimistic that these guys will get a coalition government and that they will continue to make progress."

Nonetheless, when the Obama administration drew up the plan to reduce American forces to 50,000 troops by the end of August 2010, military planners assumed that Iraq would have a newly elected and largely representative government in place. Although Mr. Obama's goals for Iraq are less far-reaching than those of President George W. Bush — who envisioned a democratic Iraq that would act like a catalytic agent for political change in the Middle East — the current administration's goals are not immodest and include an Iraq government that, as President Obama said Wednesday night, is "just, representative and accountable to the Iraqi people."

In his speech on Wednesday night, Mr. Obama noted that the last combat brigade had left Iraq on Aug. 19 without a shot being fired. What he did not say was that since then, one U.S. soldier was killed near Basra when his unit was attacked by mortar or rocket fire, and at least four American troops in Iraq have been wounded.

Despite the official end of the combat mission, officials say, fighting will continue. American Special Operations Forces will continue to hunt for insurgents along with Iraqi units — a mission the Pentagon calls "partnered counterterrorism."

The six American "advise and assist" brigades that are staying behind to train Iraqi forces, escort American civilian advisers and protect United Nations officials have all of the weapons and military capabilities of a traditional combat

unit. There is every indication that attacks by insurgents and Iranian-backed militias against American troops will continue, and the advisory brigades will have the right to defend themselves.

"The rules of engagement have not changed," wrote Col. Malcolm B. Frost, commander of an advisory brigade in Diyala, in a note to the soldiers' families. "We will move around Iraq fully protected in armored Strykers and other armored vehicles, wearing full body armor, and fully loaded with ammunition to deal with the enemy."

Colonel Frost's brigade has the same combat and support soldiers as a traditional combat brigade but also has 51 advisers. Since arriving in Iraq in July, two of the brigade's soldiers have been killed.

Belfast
Telegraph

SEPTEMBER 7, 2010

My Kurdistan is only part of Iraq truly open for business

The Kurds survived Saddam. Now they're keen to rebuild their economy, says

Bayan Sami Abdul Rahman

Finding new markets for exports, investment and trade is of increasing importance to businesses in Northern Ireland. Finding one that is already well-disposed towards you and where English is widely spoken would be a useful bonus.

Such a place is to be found in the Kurdistan region of Iraq.

We also appreciate the quality and expertise of your companies and institutions and wish to be your allies.

I am, therefore, in Northern Ireland to meet a wide range of businesses, academics, unions and others to convey the commercial and cultural opportunities in my part of Iraq and to encourage mutual understanding.

The Kurdistan region is about the size of Switzerland with a population of five million. It is now the safest and most stable part of Iraq. It wasn't always so.

Saddam sought to eliminate the Kurds, razed thousands of our villages and murdered up to 200,000 men, women and children.

We rose up against Saddam Hussein in 1991 and were protected from his genocidal menace by British

and American airplanes until Saddam was ousted in 2003.

We have used our freedom to build democratic institutions. We have no insurgency and no foreign soldier has been killed or injured in the past seven years.

We have a good record in protecting our Christian minority, an issue of interest here. Representatives of the All-Party Parliamentary Group (APPG) on Kurdistan at Westminster visited the region in January and focused on the position of Christians in Iraqi Kurdistan where many have fled from the rest of Iraq.

They commended the region for "its generosity in welcoming Christians and protecting their position".

Most of our wealth is in oil and gas, but we also have plentiful, if underused, agricultural resources.

Hotels, shopping centres, schools and hospitals are going up in what has become a construction boom. Our services and infrastructure are also blossoming.

We aim to increase tourism and build an open market economy which requires external expertise and investment after decades of war, oppression and neglect.

To this end we have devi-



sed generous tax and land concessions for investors. We want to use our natural wealth to spread the benefits to our people and diversify our economy for when our oil runs out.

As Meg Munn MP, the APPG chair says: "The plain truth is that Kurdistan is now the only part of Iraq truly open for business for many British and other companies."

We recently held a major investment conference in London which was attended by 600 people including representatives from Northern Ireland. They have begun to understand the fact that Kurdistan is in Iraq need not impose security risks.

There have been several British trade missions to

Kurdistan over recent years, but this October a senior British Government official will lead the mission for the first time and it is not too late for companies in Northern Ireland to join.

I know that there is some interest in Northern Ireland towards Iraq and the Kurdistan region. I don't wish to over-egg the pudding by making too many comparisons - our histories are different.

However, both places have suffered protracted violence and a long struggle to rebuild. Like you, we hope that the new generation will grow up in peace.

Iraqi Kurds are certainly interested in your experiences and maybe you will find ours of some interest. We hope your companies will be part of our recovery.

Bayan Sami Abdul Rahman is the UK High Representative of the Kurdistan Regional Government



Iraqis Divided Over US Troop Exit

Views of American withdrawal coloured by political party allegiances.

By IWPR-trained reporters - Iraq
ICR Issue 352 , 3 Sep 2010

Iraqis marked the end of the American military occupation as an historic milestone this week, but some questioned the true extent of their sovereignty and wondered whether Washington would honour its promise of future support.

United States President Barack Obama announced on August 31 that Operation Iraqi Freedom is over and the Iraqi people now have the lead responsibility for the security of their country.

Obama pledged to support Iraq as it strengthens its government, resolves political disputes, resettles those displaced by war and builds ties with the region and the world. Yet Obama also said it was time for America "to turn the page" on what some consider to be one of the most divisive chapters in its history.

Iraqis were left to read into the speech whatever they could about the legacy of seven years of military occupation, and a future that begins in the shadow of insurgent violence and political paralysis.

A wave of coordinated attacks in at least 14 cities and towns on August 25 killed more than 50 people and wounded hundreds. Meanwhile, a functioning coalition government has yet to be formed nearly six months after inconclusive national elections. These factors, along with Iraq's still sub-standard social services and utilities, have led some to cast doubt on the timing of the withdrawal of US combat troops.

The withdrawal was done according to a timetable between the US and Iraq, and [Obama] was careful not to declare America the victor, as [former US president George] Bush did, said parliamentarian Mahmoud Othman, a former member of the US-created Iraqi Governing Council and now a leader of the Kurdish coalition in Iraq's National Assembly. But it clearly comes at an awful time. The government isn't formed, and security isn't stable. It's worrying.

He added, Obama spoke about Iraq as partner — that was his word. Whether he will keep his word or not, I don't know.

Iraqi and US officials attempted to ease such concerns in the days surrounding the speech.

In a televised address on August 30, interim prime minister Nuri al-Maliki declared that Iraq was now sovereign and independent and expressed faith in Iraq's US-trained security forces.

American vice-president Joseph Biden and US Secretary of Defence Robert Gates arrived separately in Iraq to reiterate Washington's ongoing support. Biden also met rival leaders of Iraq's bickering political blocs in an effort to smooth the government formation process — a move which some construed as an attempt to exert political pressure.

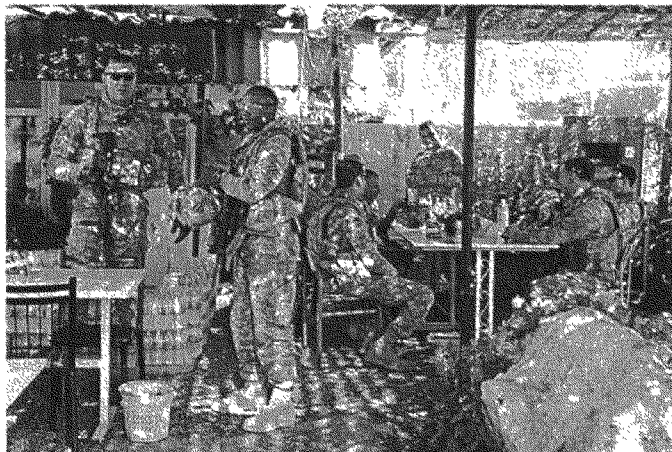
Both Biden's visit and Obama's speech can be classed as external interference in Iraqi affairs, and such factors have

proven to be useless, said Jamal al-Battekh, a senior leader in the Sunni-based Iraqiya coalition. America wants a government headed by Maliki, and this is not acceptable to other voters or Iraq's other political blocs, he added, referring to Maliki's narrow election loss to former prime minister Ayad Allawi, who heads Iraqiya.

As an Iraqi citizen, I can see that Iraq is not a sovereign country, continued Battekh. Sovereignty only exists if [a country has] a powerful army that can defend its borders. The Iraqi army is no more than a handful of militias that are affiliated with political parties. Anyone who talks about sovereignty or independence in Iraq is delusional.

Some announced that they were content with the progress made towards stability.

Bush defeated the dictatorship, and Obama pulled American troops out of Iraq and gave Iraqis their sovereignty, so each one of them did his job well, said Abdul Hadi al-Hasani, a senior member of the State of Law list, which is aligned with caretaker premier Maliki. Many of the things Iraq wished to



US patrol takes a break at a roadside cafe in Mosul. All combat troops have since left Iraq. (Photo: Tracey Shelton) IWPR.

achieve have already been achieved with the help of America; Saddam [Hussein] was defeated and a democratic system was established.

"Now the American forces are withdrawing. The withdrawal was the most important thing for Iraqis and now it is done, just as Obama said, he added.

Hasani said Iraqis would be watching closely to see whether Obama's words translated into action, especially with regard to the training and equipping of Iraqi forces. He rejected suggestions that the US or other foreign powers were meddling in Baghdad.

We are a sovereign country, as the Iraqi premier said, and the proof is that even after five or six months after the election, Iraqi politicians are still in discussions and we do not have a government. No one has manipulated our politicians or changed their minds — we are an independent country, Hasani said.

Reactions from Iraq's disparate political movements have generally divided along partisan lines. Critics of America pointed out that although the US did topple Saddam Hussein, the US-led invasion also obliterated Iraq's infrastructure, sparked a sectarian civil war, and indirectly cost the lives of at least 100,000 Iraqi civilians.

The Sadrist movement doesn't trust the speech by Barack Obama because relations between Iraq and the US are still

unequal, just as they have been in the past, said Qusay al-Suhail, a senior leader in the political party of anti-American Shia cleric Muqtada al-Sadr. We are against any outside interference in Iraq, whether it is from the US or any other [country].

He added, The Sadrist movement will continue to regard Obama as the president of the occupied state of Iraq. We will trust the US administration only when the last American soldier has left Iraq.

The US, which will leave roughly 50,000 personnel as trainers and advisors in Iraq until 2011, has launched an estimated 53 billion dollar rebuilding campaign that has drawn controversy over allegations of mismanagement, despite making vast improvements to infrastructure. For example, the US has spent nearly 4.6 billion dollars on electricity upgrades, yet most Iraqis still only receive between four to eight hours of power per day.

Some politicians believe that ongoing support from the US is the only way to improve Iraq's debilitating social conditions, and the first step in this process is kick-starting the stalled negotiations to form a government.

"It is almost six months since we had the election, said Falah Mustafa, head of the foreign affairs department in the Kurdistan Regional Government. In the civilised world, a government would be formed in a few days or weeks, or at least within a couple of months.

Mustafa said that Obama's speech must be taken seriously because it confirmed the ongoing US commitment to Iraq, marked the removal of American combat troops, and called for a new government.

A chapter in that relationship has ended, he said. The Iraqi leadership has to understand that this is an important stage in our history.

U.S. pushes compromise for Iraqis to share power

WASHINGTON

As lengthy effort to form government stalls, plan offers possible coalition

BY MICHAEL R. GORDON AND ANTHONY SHADID

As Iraqi politicians struggle to form a new government, the Obama administration has been encouraging a major new power-sharing arrangement that could lead to a coalition with Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki and his principal rivals.

The compromise plan, which was promoted in Baghdad last week by Vice President Joseph R. Biden Jr., would drastically alter the structure of Iraq's government by limiting the power of the prime minister and establishing a new committee that would have substantial authority to approve military appointments, review the budget and shape national security policy.

The approach aims to create a new governing coalition with Mr. Maliki's party, State of Law; Ayad Allawi's party, Iraqiya; and the Kurdish alliance. U.S. officials say it represents the best chance to break the political logjam that has left Iraq without a new government six months after the elections. But the

lack of trust among Iraq's contending factions has hampered the effort.

"We don't really see what other option there is out there," said a senior U.S. official who asked not to be identified because he was discussing confidential negotiations. "If we have a national unity government that is less efficient but perceived as representative and accountable to the Iraqi people, we think that's better for the future of Iraq."

Iran has stepped up efforts to foster its own option, which would keep Mr. Maliki as prime minister in coalition with the Iraqi National Alliance, a Shiite alignment that includes followers of the radical cleric Muqtada al-Sadr.

Although Mr. Maliki has irritated Iran at times, it views him as the most viable candidate, especially as part of a Shiite bloc, Iraqi officials say. The Iranians "don't like him very much," one Iraqi official observed. But, he added, "It's better to put the money on him, to bet on him as the real choice."

Some experts on Iraq say that even a successful effort to forge a unity government may leave Iraq with a coalition government that is too weak to tackle the tough problems that lie ahead. "It may perhaps help smooth the surface in the

Complicated, Iraqi politics have become byzantine.

very short run, but it isn't a good solution for Iraq as a viable state in the long run," said Reidar Visser, an Iraq analyst.

At the heart of the problem is the political gridlock in Baghdad against a backdrop of insurgent attacks and an Iraqi populace increasingly disgruntled about the failure of the government to deliver basic services.

While the turnout for the parliamentary elections in March was relatively high, it failed to produce a decisive outcome. Iraqiya, which is headed by Mr. Allawi, a secular Shiite, and represents

many Sunnis, won 91 seats. Mr. Maliki's State of Law secured 89 seats, and the Iraqi National Alliance won 70.

Complicated, Iraqi politics have become byzantine to a remarkable degree. Experts say the Sadrists, seeing themselves as power brokers, have become overconfident in trying to determine the identity of the next prime minister. U.S. officials do not object if the Sadrists serve in the government but are wary of giving them such a large role that they could unhinge the coalition by walking out.

Mr. Biden said in an interview in Baghdad last week that if the country went another six months without a new government, it would raise concerns that the Iraqi military might intervene in politics. "My worry will be that generals in the military will start saying, 'Wait a minute, which way is this going to go?'"

"But I think we are far from that," said Mr. Biden, who added that the Obama administration had been striving to facilitate a political breakthrough. "We have been deeply involved with each of the parties from the day after the election results came in. This has been constant."

The idea of a new power-sharing arrangement has been discussed for the past several months. The aim was not just to curb the powers of the prime minister but to create new positions that could be occupied by members of a broad governing coalition. Toward this end, a largely advisory Iraqi government body — the Political Council for National Security — would be given the power to review security, budget and oil export policy.

Current and former American officials said that a number of scenarios have been discussed with the Iraqis, including having Mr. Allawi head the new committee or having him serve as president with clearly defined veto authority, a position that is currently occupied by Jalal Talabani, a Kurdish leader who is thought to be reluctant to give up the job.



IRAN: QUATRE REBELLES KURDES TUÉS PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ

TEHERAN, 4 septembre 2010 (AFP)

QUATRE REBELLES KURDES appartenant au groupe Komala ont été tués lors d'un affrontement avec les forces de sécurité dans la province iranienne du Kurdistan (ouest), a indiqué samedi le quotidien conservateur Kayhan.

Les quatre rebelles avaient "pénétré dans le pays pour y commettre des opé-

rations terroristes mais ont été tués avant de pouvoir agir", selon Kayhan qui ne précise pas la date de l'accrochage.

Des armes et des explosifs ont été saisis par les forces de sécurité, ajoute le journal.

Le groupe Komala (marxiste-léniniste) prône l'indépendance du Kurdistan et mène une lutte armée contre le régime islamique en Iran.

Les régions iraniennes frontalières de l'Irak et la Turquie, où vivent des minorités kurdes, sont le théâtre d'affrontements périodiques entre les forces armées iraniennes et divers groupes armés kurdes, basés dans le nord-est de l'Irak.

Les Kurdes représentent environ 7% de la population en Iran.



TURQUIE: NEUF REBELLES KURDES ET UN SOLDAT TUÉS LORS DE COMBATS

DIYARBAKIR (Turquie), 7 septembre 2010 (AFP)

NEUF REBELLES KURDES et un soldat turc ont été tués lors de combats dans l'est et le sud-est de la Turquie, ont annoncé mardi des sources locales de sécurité.

Les neuf membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été abattus lors d'opérations des forces de sécurité lancées dimanche dans la province de Hakkari (sud-est) après que des rebelles eurent attaqué un poste de gendarmerie de la zone, ont indiqué ces sources.

Dans un incident séparé survenu dans la nuit de lundi à mardi, un soldat turc a été tué lors d'accrochages avec des membres d'un groupe clandestin d'extrême gauche que les autorités locales avaient d'abord pris pour des membres du PKK.

L'accrochage est survenu alors qu'un groupe d'extrémistes s'appêtait à mener

une opération contre une centrale hydroélectrique sur la rivière Dinar, dans la province de Tunceli.

Par ailleurs, la police d'Adana, dans le sud de la Turquie, a saisi mardi 20 kg d'explosif plastique et arrêté deux personnes en lien avec cette affaire, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Selon l'enquête, tout laisse penser que le PKK voulait utiliser cette importante quantité d'explosif pour des attentats avant et lors du référendum prévu le 12 septembre dimanche en Turquie sur des amendements à la Constitution contestés par une partie de la population kurde, selon l'agence, qui cite les autorités policières.

Les affrontement en Anatolie orientale interviennent alors que le PKK a décrété unilatéralement une trêve des combats pour la période du mois de jeûne musulman du Ramadan, qui a commencé le 11 août et doit durer jusqu'au 20 septembre.

Le PKK lutte pour l'autonomie de la région kurde. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

Les rebelles réclament aussi une reconnaissance explicite dans la Constitution des droits des quelque 15 millions de Kurdes de Turquie (sur 73 millions d'habitants).



9 Septembre 2010

TURQUIE : " La Turquie doit sortir du carcan putschiste

| Hasan Cemal | Milliyet

Les polémiques à propos du Conseil supérieur des juges et des procureurs semblent ne jamais s'arrêter. Ce qui est en jeu, c'est la place de la justice dans notre pays – et la possibilité ou non de poursuivre des militaires. Un exemple : en l'an 2000, à Adana, le procureur Sacit Kayasu avait rédigé un acte d'accusation pour que soit jugé le général Kenan Evren, responsable du coup d'Etat du 12 septembre 1980. Le Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK) était alors immédiatement passé à l'action et avait exclu ce procureur de la profession. A la suite de la plainte de Sacit Kayasu, la Cour européenne des droits de l'homme a annulé cette décision, ce qui n'a pas empêché le HSYK de refuser d'entériner ce jugement.

Une autre affaire eut lieu en 2005 :

Ferhat Sarikaya, procureur de Van [dans le sud-est de la Turquie], avait rédigé un réquisitoire relatif au scandale de Semdinli [des militaires turcs en civil avaient commis un attentat contre une librairie dans l'espoir que cet attentat fût attribué au PKK, le parti indépendantiste kurde]. Le général Büyükanit, alors commandant des forces armées terrestres, qui n'avait pas hésité à qualifier les auteurs de l'attentat de "braves gars", se trouvait en bonne place dans l'acte d'accusation du procureur de Van. C'en était trop ! L'état-major réagit violemment en annonçant qu'il n'autoriserait pas qu'une enquête soit menée contre le général Büyükanit. Le HSYK fit le nécessaire sans tarder. Le procureur de Van fut dessaisi.

Seulement, aujourd'hui, ce n'est pas aussi facile qu'auparavant. Le monde judiciaire est en train de changer. De plus, il bénéficie d'un soutien

politique, en particulier du côté du gouvernement AKP [islamiste modéré], même si celui-ci n'est pas toujours à la hauteur. Ce soutien encourage en tout cas l'action de juges et de procureurs indépendants qui croient à l'instauration d'un Etat de droit... Ces dernières années, la haute magistrature s'est comportée comme le "dernier rempart" d'une mentalité putschiste. La Turquie doit absolument se libérer de ce carcan. La "camisole de force" que le coup d'Etat de 1980 a imposée au pays n'a plus de sens aujourd'hui. On a tenté, depuis les années 1980, de maintenir cet esprit militariste en utilisant des institutions telles que le HSYK ou la Cour constitutionnelle... Pendant ce temps, les institutions issues du suffrage universel – le Parlement, le gouvernement – ont été systématiquement affaiblis par les coups d'Etat. Mais, aujourd'hui, la "camisole de force" craque de tous les côtés. Dans ce contexte, la révision constitutionnelle soumise à référendum le 12 septembre prochain, bien qu'encore insuffisante, va dans la bonne direction.

la Croix

10 SEPTEMBRE 2010

La Turquie devant un choix de société

Dimanche, les Turcs se prononceront par référendum sur une série d'amendements visant à réviser la Constitution dans un sens plus démocratique. Une réforme considérée comme un test de confiance pour le parti au pouvoir

ISTANBUL

De notre correspondante

Cem Yilmaz a «*le cœur léger*». Trente ans après le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, ce militant de gauche, d'origine kurde, torturé quotidiennement durant ses trois années passées en prison, de 1980 à 1983, avoue avoir eu un «*coup de chance*». «*J'ai eu une occasion rare de prendre une revanche sur les généraux*», reconnaît ce producteur de musique.

De sa voix rocailleuse, il raconte: «*Nous étions 16 par cellule. Les militaires nous battaient au son d'une chanson nationaliste créée à la demande des généraux et intitulée Turquie, mon paradis dont les paroles désignent les ennemis de la nation: ouvriers, démocrates, intellectuels. Dès 7 heures, chaque matin, elle était diffusée en boucle dans les cellules. Jusqu'au soir. Cela nous rendait fous.*»

Son «*coup de chance*», Cem Yilmaz l'a vécu en 1997 quand il est tombé sur un catalogue de musique contenant *Turquie, mon paradis*. «*Après en avoir aussitôt acheté les droits, j'ai annoncé l'interdiction de la diffuser. Des personnes que je n'avais pas vues depuis des années m'ont contacté, en larmes*» raconte-t-il. «*Ce que j'ai fait est une petite chose. Mais dans ce pays, de petites choses peuvent résoudre de gros problèmes.*»

La victoire toute symbolique



Rassemblement de militants du Parti de la justice et du développement (AKP) à l'occasion du référendum constitutionnel, à Istanbul, dimanche.

de Cem Yilmaz sur les militaires trouve un écho particulier alors que dimanche, trente ans jour pour jour après le coup d'État militaire de 1980, le pays se prononce sur une réforme constitutionnelle. Elle prévoit, notamment, de lever l'immunité constitutionnelle dont bénéficient les putschistes. «*Évidemment, il faut qu'ils soient jugés, lance Cem Yilmaz. Symboliquement ce serait très fort. En réalité, ils ont déjà été jugés et condamnés dans les consciences.*»

Malgré les divergences d'interprétation sur la prescription ou non des faits, la levée de l'impunité des putschistes est l'un des points les plus consensuels du projet qui comprend la révision de 26 articles de la Constitution écrite en 1982 par les militaires. Salué par l'Union européenne comme «*un pas dans la bonne direction*», il limite aussi le pouvoir des cours de justice militaires.

Influence européenne, demandes de la société, coups de butoir de la justice contre l'armée via l'énorme affaire Ergenekon révélée en 2007 – une cellule clandestine accusée de tentative de coup d'État –, le

processus de démilitarisation de la Turquie se poursuit. Même le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste) a pris du recul face à cette institution. «*En cas de coup d'État, je serais le premier à m'interposer devant les tanks*», a déclaré son nouveau leader, Kemal Kılıçdaroglu.

«*La réforme constitutionnelle contribue en partie à réduire l'influence de l'armée sur la société*», confirme Ümit Kardas, juge militaire à la retraite. «*Mais le véritable enjeu est ailleurs. Il faut changer les mentalités, mettre un terme aux cours donnés par des militaires dans les lycées, réduire le pouvoir du Conseil de sécurité nationale, faire dépendre l'état-major du ministère de la défense...*»

Tout le monde s'accorde à dire que les réformes sont insuffisantes, à commencer par le parti au pouvoir, l'AKP (parti de la justice et du développement): «*Le peuple voudrait une vraie nouvelle Constitution écrite par ses représentants et non par les militaires. Malheureusement, l'opposition a refusé de participer à un plus vaste projet*», affirme Ergin Çavus, un membre

de l'AKP occupé à haranguer les passants.

« La réforme constitutionnelle contribue en partie à réduire l'influence de l'armée sur la société. »

À deux jours du vote, si le oui reste en tête dans les sondages, l'ambiance est tendue et la suspicion croissante à l'égard du parti au pouvoir (issu de la mouvance islamique), accusé de vouloir saper les principes républicains. « Il y a des choses positives, comme la discrimination positive pour les femmes », estime Cagri Ustuner, un militant du CHP occupé à distribuer des tracts pour le « non ». « Non aux coups d'État militaire et civil », peut-on y lire sous un portrait du premier ministre Erdogan, comparé aux putschistes de 1980.

« Mais nous ne pouvons accepter la réforme de la justice », ajoute cet étudiant. « L'AKP veut contrôler les juges. La Cour constitutionnelle est ce qui fait tenir la République laïque fondée en 1922 par Mustafa Kemal Atatürk. C'est pour cela que le gouvernement s'acharne sur elle ». Ce jeune diplômé, sans emploi, juge « inconcevable » que les principes kémalistes soient remis en cause, tout comme la figure d'Atatürk.

La réforme qui cristallise les passions concerne les modifications apportées à la formation de la Cour constitutionnelle et au Conseil supérieur des juges et des procureurs, deux des adversaires les plus coriaces de l'AKP. « Elle ne résoudra pas les graves dysfonctionnements du système judiciaire, mais va seulement changer la couleur de ceux qui le contrôlent. Il y a un risque de dérive autoritaire », analyse Gareth Jenkins, politologue britannique installé à Istanbul.

« Faux », répond Ergin Cavus, devant son stand de l'AKP d'où rugit une incessante musique de campagne électorale. « Les évolutions envisagées s'inspirent des systèmes existants en Europe », défend-il avant de s'en prendre à l'opposition. « Elle a peur des juges en provenance d'Anatolie, qu'elle considère comme étant des supporteurs de l'AKP. Résultat, ils étaient jusqu'ici systématiquement écartés des hautes cours de justice », lance ce militant.

« L'ambiance est exécration », confirme Gareth Jenkins. « Le gouver-

nement estime que c'est à son tour d'avoir les clés du système. Il y a de la revanche dans l'air, notamment contre l'armée. Les procès en chaîne, depuis 2007, entraînent une démoralisation très profonde des officiers. Au lieu d'abattre l'armée, il faudrait la réformer ».

Cem Yilmaz craint lui aussi cette ambiance de règlement de compte. « La société turque doit se confronter à elle-même, mais sereinement. »

Installé dans son petit bureau des bords de la Corne d'or, il soutient les réformes visant l'armée mais, à l'image du parti pro-kurde, il boycottera le scrutin. « Un si grand paquet constitutionnel sans un mot sur le problème numéro un du pays, le problème kurde, c'est impensable, estime Cem Yilmaz. Je vais rester chez moi dimanche. »

DELPHINE NERBOLLIER



VU DE BRUXELLES

La Croix | VENDREDI 10 SEPTEMBRE 2010

L'Europe voit d'un bon œil l'essentiel de la réforme

Tout en estimant que la révision constitutionnelle marque « un pas dans la bonne direction », la Commission européenne surveillera son éventuelle mise en œuvre

« En substance, ces réformes, en cas d'adoption, sont un pas dans la bonne direction. » Dans une récente lettre à des universitaires turcs que s'est procurée *La Croix*, le directeur général chargé de l'élargissement à la Commission européenne, Michael Leigh, résume la perception positive de la révision constitutionnelle soumise à référendum en Turquie.

« Instituer un médiateur, restreindre l'autorité des cours militaires (...), introduire le principe de la discrimination positive (...), étendre les droits à la négociation collective des fonctionnaires, sont des avancées que nous ne pouvons que bien accueillir », énumère la lettre. La Commission pourrait difficilement bouder des amendements constitutionnels qui pour la plupart, reconnaît-elle, répondent « à des manquements identifiés dans (ses) nombreux rapports ».

L'exécutif communautaire n'applaudit pas pour autant des deux mains à toutes les modifications proposées. La réforme judiciaire laisse songeur. Le fait que le ministre de la justice lui-même présidera le « haut conseil des juges et procureurs » n'aide pas à la séparation des pouvoirs et inquiète. D'autant que les pouvoirs d'investigation de ce haut conseil seront « sujets à l'approbation du ministre ».

Toutefois, reconnaît-on dans

l'entourage de Stefan Füle, commissaire européen à l'élargissement, « il n'existe pas non plus un seul modèle de pouvoir judiciaire en Europe » : « Le ministre de la justice préside le conseil supérieur de la magistrature aussi dans certains pays de l'Union. » Comme en France – jusqu'à la fin de cette année – où le ministre de la justice représente le président de la République.

L'Union européenne attend d'autres réformes politiques d'Ankara.

La vigilance de Bruxelles porte aussi sur la concrétisation de l'ensemble de la réforme constitutionnelle turque en cas de oui. « Le référendum ne sera pas la fin du parcours », prévient la porte-parole de Stefan Füle, rappelant par ailleurs les autres réformes politiques que l'UE attend d'Ankara : liberté de la presse et d'expression ou encore droit de grève des fonctionnaires. Ces exigences seront rappelées dans un rapport d'étape sur l'adhésion de la Turquie à l'Union attendu pour le 10 novembre. À ce stade, sur les 35 chapitres soumis à la négociation depuis 2005, 13 sont ouverts, 18 sont gelés et un seul est conclu. Le tout exige l'unanimité des Vingt-Sept à chaque étape.

Quand bien même le oui l'emporterait dimanche, la Commission ne s'attend pas à ce que cela change l'hostilité de certains États, dont la France, à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Comme l'explique l'entourage du commissaire Füle, « cette attitude est affaire d'opinion publique dans les États membres, sans lien avec des avancées en Turquie ».

SÉBASTIEN MAILLARD

ENTRETIEN >>> **Ahmet Insel**, professeur de sciences politiques à l'université Galatasaray, à Istanbul

la Croix

10 SEPTEMBRE 2010

« Il y a une vraie confrontation de classes en Turquie »

La réforme constitutionnelle peut-elle conduire à une islamisation de la société turque, comme certains le prétendent ?

AHMET INSEL : Rien ne peut permettre de le penser. Au contraire. Sauf à considérer que la saisine directe du Conseil constitutionnel par les citoyens ou que les politiques de discrimination positive envers les femmes ou le droit d'avoir une convention collective pour les syndicats de fonctionnaires soient de nature à déstabiliser la société et conduire à l'islamiser.

Il y a un fantasme dans une partie de la société turque, comme en Europe, où l'on considère les forces démocrates conservatrices de Turquie, incarnées par l'AKP, comme porteuses d'une vraie islamisation. Les réformes du Conseil constitutionnel ou du Conseil supérieur de la magistrature sont considérées comme le fer de lance de cette islamisation parce que leurs opposants jugent qu'elles vont renforcer les pouvoirs de l'exécutif sur le judiciaire.

Ce n'est pas le cas ?

Non. Si l'AKP a envie de renforcer son pouvoir sur la justice, il n'a qu'à laisser les choses en l'état et attendre que les membres actuels des deux conseils partent à la retraite. Selon le système mis en place par les militaires, ce serait le président de la République et le premier ministre qui nommeraient leurs remplaçants.

C'est le non-changement qui conduirait à un renforcement du pouvoir autocratique de l'AKP. Désormais, la moitié des membres du Conseil supérieur de la magistrature seront élus par 12 000 juges de première classe,

alors qu'actuellement les cinq membres sont élus par le président de la République.

Le débat n'a donc rien à voir avec les réformes constitutionnelles ?

L'immense majorité de ceux qui voteront non à la réforme ne votera pas contre le contenu des réformes constitutionnelles, mais contre l'AKP. Ce qui pose problème, c'est que pour une partie importante de l'intelligentsia turque et le courant laïc moderniste en Turquie, l'AKP n'est toujours pas un parti légitime.

La majorité de ceux qui voteront non ne votera pas contre les réformes, mais contre l'AKP.

Pourquoi, alors que l'AKP est au pouvoir en Turquie depuis huit ans, ce parti n'est-il toujours pas légitime aux yeux de l'opposition ?

Pour une partie des modernistes laïques autoritaires, l'AKP représente le «peuple ignare» qui vote et arrive au pouvoir. Il se trouve que dans leur esprit, ce «peuple ignare» est musulman, comme est catholique le «peuple ignare polonais». Il y a une vraie confrontation de classes en Turquie.

Aujourd'hui, les ouvriers, les classes populaires, les pauvres, tous ceux qui ont un revenu inférieur à 500 dollars (392 €) par mois, voteront à plus de 65 % oui au référendum. Ceux qui ont un revenu supérieur à 2 500 dollars (2 000 €) par mois, qui sont diplômés de l'enseignement supérieur,

vont massivement voter non au référendum. Ce clivage socio-économique explique beaucoup la force de l'AKP, parti des classes populaires. Et les classes supérieures, sous couvert de modernisme, essaient de délégitimer l'AKP qu'ils considèrent comme le parti de la plèbe.

La laïcité intervient-elle dans ce clivage ?

Oui. Elle se traduit par l'interdiction faite aux jeunes filles qui portent le voile d'entrer à l'université. En refusant de lever cette interdiction, les républicains très laïques, les kémalistes, ont perdu leur base populaire. L'AKP est un parti conservateur démocrate, et libéral en matière économique. Comme les démocrates-chrétiens en Italie portaient les valeurs du catholicisme, l'AKP porte les valeurs de l'islam.

De là à dire que dans les pays musulmans, contrairement aux pays chrétiens, un parti qui porte les valeurs de l'islam serait un danger pour la laïcité, il y a une limite. Car cela signifierait qu'un pays avec une majorité de musulmans au pouvoir ne sera jamais laïque. Or, en huit années de pouvoir, on ne peut pas dire que l'AKP est devenue moins laïque.

Mais la société turque, elle, devient de plus en plus conservatrice. Et elle produit des valeurs conservatrices autour de la famille, la place de la femme, etc. Néanmoins, une partie de la population turque se considère plus proche d'un conservatisme à l'occidentale que d'un conservatisme qui s'exprime à travers les symboles de l'islam.

**RECUEILLI PAR
AGNÈS ROTIVEL**



PAROLES

« Une démarche d'intégration »

Claudio Monge

Père dominicain
au couvent Saint-Pierre-et-Paul d'Istanbul

«Ce paquet constitutionnel est important, car il s'inscrit dans la démarche d'intégration à l'Union européenne. Le problème, c'est que l'on assiste à un bras de fer avec les forces laïcistes qui voient ce paquet comme un attentat à la Constitution. Ce discours est en dehors de l'histoire. Le pouvoir militaire est l'une des anomalies les plus importantes d'un pays qui se veut démocratique

et moderne. L'autre problème, c'est la peur que cette réforme favorise, à terme, des droits islamiques. Je ne crois pas au retour à un État islamique en Turquie même s'il y a dans certains cercles une montée d'un islam plus fermé. J'ai l'impression que les minorités, notamment les Arméniens, voteront pour le « oui ».

**RECUEILLI PAR
DELPHINE NERBOLLIER**

Turquie : les enjeux du référendum du 12 septembre.

Jean Marcou

A la veille du référendum qui doit se prononcer sur une révision constitutionnelle qui se propose principalement de changer le mode de désignation de la hiérarchie judiciaire et le statut de celle-ci, les différents protagonistes de la vie politique turque fourbissent d'ultimes arguments pour inciter les électeurs à soutenir le projet, à le rejeter ou à bouder les urnes. Le premier ministre s'en remet désormais à une formule simple : voter «oui» c'est choisir la «Constitution du peuple» et s'éloigner d'une «Constitution militaire». Pour arriver à ses fins le gouvernement de l'AKP doit en effet impérativement ratisser large, et convaincre les électeurs indécis que les réformes qui sont proposées vont amplifier la démilitarisation et plus généralement le recul du pouvoir d'Etat observés au cours de la dernière décennie. Face à cette nouvelle offensive réformatrice du parti majoritaire, le CHP, principal parti d'opposition, qui depuis 4 mois dispose en outre d'un nouveau leader, a fait évoluer son discours. Car, c'est moins le risque de l'agenda caché islamiste qu'il dénonce maintenant en l'occurrence que celui d'une concentration excessive des pouvoirs dans les mêmes mains. Le scénario d'une nouvelle victoire du parti actuellement au pouvoir inquiète en fait une part non négligeable d'électeurs, qui sans être favorables au régime établi par les militaires après les coups d'Etat successifs, veut écarter le spectre d'un Etat AKP. Pourtant, le scrutin de dimanche prochain ne se résumera pas à un affrontement frontal «Evet (Oui)/Hayir (Non)», car les Kurdes du BDP ont réussi à ouvrir une troisième option : celle du boycott. Là encore il ne s'agit pas de défendre les institutions de 1982, mais de dire que la révision proposée à référendum ne va pas assez loin, et surtout qu'elle ignore superbement la question kurde, qui reste, selon tous les observateurs avertis, le premier problème qui se pose à la Turquie contemporaine.

Les sondages qui, au début de l'été, donnaient le «Oui» largement vainqueur, sont depuis une dizaine de jours beaucoup plus mitigés. Il semble donc que ce scrutin sera plus disputé qu'on ne l'avait initialement prévu. Mais le comportement des électeurs lors d'un référendum est en général beaucoup plus imprévisible que lors d'élections traditionnelles. Cette incertitude n'empêche pas néanmoins les principaux camps de déjà se projeter dans l'après 12 septembre. La presse gouvernementale, qui croit encore fermement en un succès confortable du «Oui», annonce que ce référendum va lamener les partis d'opposition et les organisations socio-professionnelles qui, comme la TÜSIAD (l'Association des industriels et hommes d'affaires turcs), n'ont pas voulu soutenir les réformes. Les partisans du «Non», qui pensent, pour leur part, que le résultat sera serré, prédisent au gouvernement, à l'issue du scrutin de diman-



che, une situation tendue et difficile à gérer. Enfin, la mouvance politique kurde, qui estime que le boycott sera suivi par une majorité de ses électeurs, et peut-être même par des électeurs turcs, espère se retrouver en position de force après le référendum, pour mettre le gouvernement sous pression et le pousser à conduire les réformes qu'il hésite encore à engager, en particulier la transformation de la citoyenneté et l'adoption de vraies mesures de décentralisation.

En réalité, si le scrutin de dimanche voit le «Oui» l'emporter avec une réelle avance (53-54%), on pourra en déduire que la dynamique, qui a porté l'AKP au pouvoir en 2002 et qui l'y a reconduit en 2007, fonctionne encore, et que cette formation apparaît toujours, à une majorité des électeurs turcs, comme le vecteur nécessaire au changement qui s'est dessiné au cours des dernières années. En revanche, si ce référendum se traduit finalement par un résultat étroit positif ou négatif, on sera incliné à croire, non que les Turcs ont voulu sauver les institutions de 1982, mais que l'AKP ne leur apparaît plus comme la formation qui incarne par excellence le changement. En ce sens un résultat serré pourrait en réalité indiquer que la Turquie entre dans une nouvelle phase de mutations, celle où un retour au système politico-militaire établi par les coups d'Etat est définitivement impossible, et où le pays a le choix entre plusieurs options politiques capables d'incarner l'avenir.

L'Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPO), dont le responsable est actuellement le Professeur Jean Marcou, a été créé au sein de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA) d'Istanbul, en 2005.



LE PKK "DÉPOSERAIT LES ARMES" SI LA TURQUIE ADOPTAIT LE MODÈLE ESPAGNOL (LEADER)

MADRID, 12 septembre 2010 (AFP)

LE LEADER des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Murat Karayilan a assuré, dans un entretien paru dimanche, que le PKK "déposerait les armes" si la Turquie adoptait un modèle de régions autonomes comparable à celui de l'Espagne.

Le modèle espagnol en matière d'autonomie régionale "est celui que nous cherchons", assure-t-il dans une interview au quotidien espagnol El Mundo, indiquant avoir "étudié" la Constitution espagnole qui assure des degrés d'autonomie variables à ses différentes régions.

Pour ce responsable, le modèle à suivre est celui d'un "pays où les gouvernements locaux vivent harmonieusement avec le pouvoir central, où ils disposent de leurs propres forces de police et de leurs parlements".

"Si nous obtenions l'autonomie de la Catalogne (la région espagnole la plus autonome, NDLR), nous déposerions les armes et les remettrions aux Nations unies", assure le leader du PKK, rencontré par un journaliste d'El Mundo dans

les montagnes de Qandil (Kurdistan irakien), à la frontière avec l'Iran.

La trêve du PKK dans ses opérations contre les forces armées turques, valable jusqu'au 20 septembre, a été décidée "en raison du référendum" sur la révision de la Constitution qui se déroule dimanche en Turquie, explique Murat Karayilan.

Mais "si les attaques et détentions de Kurdes continuent, nous devons changer de stratégie" et "nous mettrons fin au cessez-le-feu", ajoute le responsable, pour qui le conflit entrerait alors "dans une nouvelle phase", avec une "campagne de désobéissance civile de la population kurde".

La trêve lancée le 13 août, fait suite à une période d'intensification des combats depuis que le chef du PKK, Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est de l'Anatolie. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.



"TOUT LE MONDE PAIE" FACE AU CHANTAGE D'AL-QAÏDA EN IRAK

MOSSOUL, De Prashant RAO (AFP) - 7 septembre 2010

CHANTAGE, extorsions et crime organisé: Al-Qaïda verse de plus en plus dans ces méthodes pour financer ses activités, les hommes d'affaires payant le prix fort de ces intimidations, selon des officiers irakiens et américains basés dans le nord de l'Irak.

En dépit de la baisse des attaques à Mossoul et dans la province de Ninive, et malgré le déclin du trafic d'armes via la frontière avec la Syrie, menaces et coercition demeurent monnaie courante dans cette région.

"Tout le monde paie, et personne n'objecte ni ne diffère (le paiement) parce que leurs véhicules seront saisis et leur boutique fermée jusqu'à ce qu'ils versent l'argent", affirme Abdoullah Ahmed Ali, qui possède un étal dans le centre de Mossoul.

Ainsi, les camions chargés de nourriture transitant de Syrie vers Bagdad se voient prélever une taxe de 200 dollars, les véhicules plus petits autour de 100 dollars.

Refuser n'est pas une option, résume M. Ali, 44 ans.

"Ceux qui refusent de payer finissent comme Abou Mohammed", un commerçant qui, selon lui, n'aurait pas consenti à verser l'argent exigé par l'Etat islamique d'Irak (ISI), branche locale d'Al-Qaïda.

On l'a retrouvé mort, abattu.

De tels récits sur des intimidations sont légion à Mossoul, carrefour commercial depuis des siècles mais désormais connu pour être un point central de la contrebande.

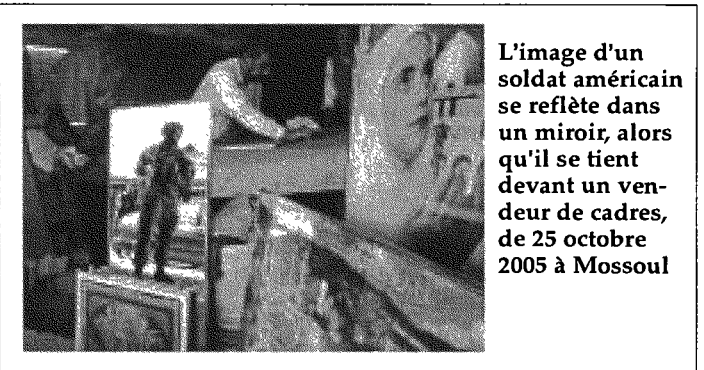
Parmi les méthodes d'Al-Qaïda figure l'extorsion. "Ils y ont recours parce que des trafics d'explosifs et d'armes ont été stoppés", dit à l'AFP le capitaine Keith Benoit, qui effectue des patrouilles conjointes avec les Irakiens et des soldats peshmergas kurdes dans la région de Ninive.

La police irakienne confirme le recours de l'ISI à l'extorsion.

"Soit ils collectent des impôts par la force, soit ils reçoivent de l'aide en provenance (d'autres) pays pour financer leurs attaques", explique le colonel Hamed Abdallah, qui travaille pour une force mixte rattachée à la base américaine de Marez, à la périphérie de Mossoul.

Selon les Américains, les attaques ont considérablement baissé à Ninive: 24 explosions de bombes ont été signalées entre février et avril contre six lors des trois mois suivants.

Les violences à Mossoul ont aussi chuté, selon l'Iraq Body Count, même si la ville demeure, selon l'ONG britannique, plus dangereuse que Bagdad.



L'image d'un soldat américain se reflète dans un miroir, alors qu'il se tient devant un vendeur de cadres, de 25 octobre 2005 à Mossoul

L'ISI est "en train de devenir une organisation complètement criminelle, motivée par l'argent et avec une idéologie et un objectif très très vagues", souligne le colonel Charles Sexton, commandant de la 2e brigade, 3e division d'infanterie sur la base de Marez.

"Leur premier objectif est de gagner de l'argent pour leurs chefs et subordonnés".

Le 27 juillet, durant une patrouille au marché de Maaj à Mossoul, des commerçants se sont plaints d'extorsion au commandant de la 3e division de la police fédérale, le général Mohammed Latif, raconte le colonel Dan Reid.

Le général Latif a dit aux commerçants: "Appelez-moi directement si quelqu'un essaie de vous extorquer de l'argent, car cet argent sert à financer le crime organisé ou les activités terroristes".

"Il a reçu quelques coups de téléphone, un peu plus d'informations, mais il n'y a pas eu de grosse capture, pour l'instant", note-t-il.

Selon le colonel Reid, à la tête d'une équipe de conseillers militaires, la coopération entre les différents organes de sécurité à Mossoul est pauvre et cela entrave les efforts pour juguler le crime.

"Personne ne fait confiance à personne ici", poursuit-il.

Propriétaire d'un générateur qui alimente un quartier de Mossoul, Amin Jamil Ahmad explique qu'il doit payer 50 dollars par mois aux insurgés se réclamant de l'ISI.

"Les responsables locaux savent très bien ce qui se passe", souligne cet homme de 37 ans. "Si l'on avait une sécurité forte et un bon renseignement, ils pourraient les arrêter. Là personne ne refuse. Tout le monde paie".

Arabs say census in Kirkuk should be postponed

Erbil, Sept. 5, 2010 (AKnews) — An Arab member of the Kirkuk Provincial Council (KPC) said the Arab members of the council still oppose conducting the general population census in Kirkuk.

Kirkuk Provincial Council

Speaking to AKnews, Mohammed Khalil al-Juburi said the Iraqi government has not made any changes to the population and voters' registrations in Kirkuk.

Arabs in Kirkuk worry the census may show Kurds to be the largest ethnic group in the contested province. Kirkuk has been at the heart of territorial disputes between Iraqi Kurds and Arabs for decades.

"A committee must be formed and probe into the voter registrations and only then we will take part in the census process," Juburi said.

He accused the two major Kurdish parties of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of "changing Kirkuk's demographic make-up in a way that it is quite noticeable for anybody that visits Kirkuk."

Iraqi Arab parties have opposed holding the population census in the past several years leading to its postponements a couple of times.

Meanwhile, a Kurdish lawmaker from Kirkuk in Iraqi parliament Najmaldin Karim said the demands for halting the census "are not acceptable."

"Several Kurdish-dominated districts and areas were cut off from



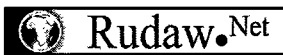
Arabs say census in Kirkuk should be postponed

Kirkuk (in the past) and their residents were displaced. So if there is any side that should be unhappy and complain, it is the Kurds. But despite all this, there is no political purpose behind the census. It is just meant for planning purpose for all Iraqis including Kirkuk's residents," Karim said.

He accused Iraq's neighboring countries, "in particular Turkey", of intervening in Kirkuk's internal affairs and said some parties act based on "the orders and agenda of Turkey."

"Arabs and Turkomans always charge that Kurds have changed Kirkuk's demography. In the run up to the March parliamentary elections this year, they said 800,000 Kurds had entered the city. If that claim was true then Kurds should have won all Kirkuk's 12 seats in the Iraqi parliament during the elections," said Karim.

Iraq's first population census was carried out in 1927 which showed the country's population to be around 2.9 million. In the last population census in 1997 that excluded the three provinces of the Kurdistan Region, the country's population was reported to be about 22 million.



5 SEPTEMBER 2010

Gulan Avci, Kurdish MP in Sweden Hopes To Become Minister

By DLBKHWIN DARA

STOCKHOLM, Sweden: As Turkey faced a coup d'état on Sep 12, 1980, Gulan Avci's family left their predominantly Kurdish city of Van to permanently live in Sweden. Back then; Avci was only 3 years old.

She is now one of the prominent women parliamentarians for the Liberal People's Party in the Swedish Parliament.

Avci says her life and politics have always been two sides of the same coin since she was born into a political family and conflict environment. But her first political career started seven years ago.

"I spent most of my time here in this office. I want to work not only for Swedish people but also for my people in the four parts of Kurdistan," said Avci referring the Kurdistan region of Iraq, Kurdish region of Syria, Iran and of Turkey.

"Not only the issues in Sweden but those in Kurdistan are also of my concern."

Gulan Avci is the wife of the well-known Swedish parliamentarian Frederic Halm, who considers himself a



Gulan Avci, a Kurdish member of the Swedish Parliament.

friend

of the Kurds. They have a son named Kevin.

Avci, who has re-nominated herself to server another term in the parliament in the Swedish elections to take place in 10 days' time, wrote in her website that she is "struggling against racism, intolerance, anti-Semitism, Islamophobia and extremism."

Her favorite book is "Long Walk to Freedom: The Autobiography of Nelson Mandela," by Nelson Mandela.

"Women can achieve any goal they target," said Avci.

Though Avci has been raised up in

Sweden, she still has a nationalist sentiment for her ancestors. She says she feels Kurdistan from inside.

"I very much like the mountains, the land, and the people of Kurdistan. It true I was brought up in Sweden but Kurdistan is a part of me."

She says one of the things she has been proud of is her ongoing attempt to bring up Kurdish issue in the Swedish Parliament.

The Kurds are the largest stateless ethnic group of the world. They have been subjected to ethnic cleansing, chemical gassing, and genocide by the Arab, Turkish and Persian regimes.

"I think have done it to some extent," said Avci.

Avci is also proud of the democratic system existing in Sweden. She says there is every channel available for a Swedish citizen to get to power in Sweden regardless of their ethnic, religious or any other origin.

Avci hopes to become the foreign minister rather than remaining as a member of parliament. She said she was interested in playing a more international role and in turn benefits her fellow Kurds from around the world.

Iraqi-Kurdish relations take a new hit

Chris Wills and Tamsin Carlisle
The National / UAE

A new flashpoint in relations between Iraq's minority Kurds and the country's central government has emerged as US troops pull out.

Baghdad's decision this week to halve supplies of Iraqi diesel and kerosene to the semi-autonomous Kurdistan region over alleged fuel smuggling has revived the festering resentment that Iraqi Kurds harbour over their treatment at the hands of Saddam Hussein.

The act of cutting fuel supply to the Kurdistan region sadly reminds us of the embargo practices of the former regime, said Ashti Hawrami, the Kurdistan regional government's minister of natural resources.

He described the move as illegal and unconstitutional, echoing the words Baghdad used when it criticised the Kurdish government for signing oil and gas production-sharing agreements with foreign companies.

We have tightened up our borders, Mr Hawrami said.

Any trucks arriving at the border check points will not be allowed to pass unless they hold a verifiable official permit from the [Kurdish] ministry of natural resources. This is an effective measure that we will continue [to employ] to prevent fuel oil coming through Kurdistan from other parts of Iraq.

Mr Hawrami has denied that Kurdistan, which has little oil-refining capacity, is primarily responsible for the smuggling of Iraqi-produced fuels into Iran. He suggests the region is being unfairly punished.

This is a drop in the ocean compared with what goes on across Iraq's other wider and porous borders, Mr Hawrami said.

The regional government has also pledged to help Baghdad clamp down on black-market activities including fuel-smuggling.

Kurdistan has a mountainous, 1,458km border with Iran that is hard to patrol. But this is not the

Baghdad has halved supplies of Iraqi diesel and kerosene to its semi-autonomous Kurdistan region. Azad Lashkari / Reuters



only poorly guarded border between Iraq and Iran, which is under UN, EU and US sanctions over its controversial nuclear programme. Most of the country's eastern land border is disputed, along with a portion through the Shatt al Arab, the maritime inlet in southern Iraq running from the confluence of the Tigris and Euphrates rivers to the Gulf.

Mr Hawrami has previously acknowledged that fuel smuggling inevitably takes place across Kurdistan's borders with Turkey and Iran. However, most smuggled Iraqi fuel is diverted from refineries outside the Kurdish region, he argues.

In any case, profits from Kurdish fuel smuggling do not enrich the regional government but instead line the pockets of criminals, making the funds unavailable for rebuilding Iraq's infrastructure.

The truth is this: we understand that the large Iraq refineries produce some 500,000 tonnes of fuel oil each month which is distributed, allegedly for domestic use to support economic development, but without any effective controls over the end users, Mr Hawrami said.

Some of this fuel oil unfortunately finds its way to the black market, and then it's smuggled under false licences and permits out of the country across all the borders of Iraq.

The tiff over smuggling is the latest dispute to poison Kurdish relations with Baghdad. The regional and central governments were already at loggerheads over oil and gas jurisdiction and the status of the city of Kirkuk and other parts of

northern Iraq that the Kurds believe should be included in their territory.

The current Kurdistan is a union of three northern Iraqi provinces named after their biggest towns — Erbil, Sulaymaniyah and Dohuk. Kirkuk and its giant oilfield, the first to be exploited in Iraq, lie just over Kurdistan's south-western border with the rest of Iraq.

The Kurdish peshmerga armed forces regularly patrol the disputed border territory. Before last month's US pullout, the US army was encouraging the peshmerga and regular Iraqi army to work together in the border region.

Analysts predict that without any significant move towards resolving the dispute over intertwined resources, a sharp escalation of territorial hostilities will occur in the disputed Iraqi region as the remaining US troops withdraw.

Regarding oil exports, Mr Hawrami believes the Kurds will be able to strike an agreement with Baghdad only when a new central government has been formed.

Power struggles that followed Iraq's March national election have left the country without a democratically constituted government for the past six months.

We are hopeful and to some extent confident that the deadlock with Baghdad will come to an end soon after the formation of the new government, Mr Hawrami said. Kurdistan will be a net contributor to Iraq's overall economy, so it will be a win-win situation for all of us to resolve these outstanding issues.



Iraq's Future: The Kurdish Perspective

September 2, 2010

From Errol Barnett, CNN

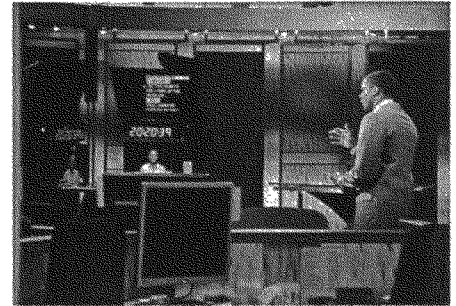
Even though Kurds in Northern Iraq enjoy relatively low levels of violence and have previously expressed interest in becoming their own autonomous region, Mr. Mahmoud Othman – a leading member of the Kurdistan Alliance – underscored his commitment to do whatever it takes to keep Iraq together and start healing after seven years of war. During a conversation with me on "Prism," his impatience and patriotic frustration was evident in his comments to me, saying, "these people are not putting National interest of their country ahead of their blocs – and that is the main issue. Otherwise they would have been more flexible."

Since Iraqis risked their lives to vote in elections March 7, their impatience too continues to mount as neighbourhoods remain unchanged. Electric power is intermittent, violence continues and elected leaders have yet to find consensus on any major

issue – like who will be Prime Minister. This is because results left two parties with almost the exact same portion of votes and parliamentary seats; Former Prime Minister Iyad Allawi's Iraqi National Movement and current Prime Minister Nuri Al-Maliki's State of Law Coalition captured 25.9% and 25.8% respectively. Al-Maliki's bloc received 89 seats against Allawi's 91. A 163-seat majority is needed to form a government in the 325-seat parliament. Meanwhile the Iraqi National Alliance and Kurdistan Alliance were 3rd and 4th in the vote count

Mr. Othman told me although his group is willing to work with any form of a coalition government, his hands are essentially tied. He's waiting for Al-Maliki and Allawi to come to power-sharing consensus. A painstaking process that even in stable countries like Australia can take months. Only after this is resolved, can key ministerial posts be filled and critical legislation – like the distribution of oil wealth, a rebuilding of damaged infrastructure and security plans post-U.S presence – be decided

Making that flexibility more challen-



On 'Prism' Errol Barnett talks with Michael Holmes in Baghdad about Iraqi refugees waiting for political solutions so they can return home.

ging is the fact that even though the two leading parties paint themselves as more secular –sectarian divisions have emerged. Coalitions talks were suspended recently due to comments by Nuri Al-Maliki that Allawi's candidate list was simply a "Sunni List." Mr. Othman says there is no other option but to work past these separations: "They have to do it. This is their country, nobody will lead it for them, they have to rule their country and form a government as soon as they can."



Syria treatment of Kurds "unacceptable" -UN official

- * 300,000 Kurds left stateless by old census
- * Kurds mainly live in east, impoverished by drought

September 7, 2010 (Reuters) By Khaled Yacoub Oweis

DAMASCUS, - Syria's denial of citizenship rights to its Kurdish minority is "unacceptable" and the government should improve their treatment to help build national unity, a high-level U.N. human rights official said on Tuesday.

In a rare visit to Syria, U.N. Special Rapporteur Olivier de Schutter issued a report examining human rights in a country which has been in a state of emergency since the Baath party came to power in 1963. The report said authorities should do more for victims of a drought that has impoverished much of the country's east.

The area is populated by a mix of Arabs and Kurds, including up to 300,000 Kurds who are stateless as a result of an old census that denied them Syrian nationality.

"They cannot travel abroad. They have no access to public employment and are discriminated in access to health and education," Schutter told reporters in Damascus.

"This is unacceptable. Thought must be given to recognising that these people have a right to Syrian nationality. It is not the official position of the government but I think that it will be a way to create unity," he added.

Several Kurdish politicians who have raised the nationality issue have been sentenced to long jail terms.

No Syrian officials were immediately available for comment.

Officials have in the past promised to look into the situation, saying there is no discrimination against Kurds.

The east, home to most of the Kurds that make up 10-15 percent of the population, has suffered from drought since 2005. Schutter's report said 800,000 people in the region were severely hit by the drought and living in extreme poverty.

"They should be benefiting from much higher level of support than is now provided by the Syrian government," Schutter said, adding that small farmers and herders lost 80-85 percent of their livestock since 2005.

Up to 50,000 families have fled the eastern region due to the drought, which has been worsened by illegal digging of ground wells that depleted the water table. The region produces all of Syria's modest output of 375,000 barrels of oil per day.

The state has a duty to help them under the U.N. Guiding Principles on Internal Displacement, the report said.

Education, agriculture as well as the social safety also need improvement. The report said the Syrian government was overwhelmed by the enormity of the crisis but it still needed to gather more information about its extent.

"How could you sow your fields when your children are starving?" Schutter said.



U.N. Special Rapporteur Olivier de Schutter.



The BDP to invite 'self-governing peoples' to Turkey

GOKSEL BOZKURT

As has been reported, the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, is drafting a new project for democratic self-government. The first signal came from the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK, leader, Abdullah Öcalan, who is serving a life sentence at Omrali Prison. Following that, BDP officials have begun producing a new definition of self-governing similar to the Northern Iraq Kurdish Administration. BDP co-chairs Selahattin Demirtas and Gultan Kisanak have frequently touched on the democratic self-government issue during the constitutional reform campaign.

I asked Kisanak in a conversation recently, How would you explain self-government? She said they had not discussed the technical and legal details of the issue, having only thought of it as a political project. We are open to suggestions. We want 29 self-governments. And if someone comes forward and wants to discuss how many we should have, we can discuss it, she added.

I went to the southeastern province of Diyarbakir last weekend and listened to Kisanak as she defended the idea of self-government in the meeting held at Station Square and received support from Kurdish masses. Kisanak said they had no problem with the Turkish flag and that a second flag, a symbol of the Kurds, should not be a problem in the suggested self-government.

As far as I see, however, the BDP spokespersons have offered democratic self-government as a political suggestion, but have failed to explain what it really is. Based on the remarks of Demirtas and Kisanak, we understand that the proposal would call for internal autonomy while it would accede to

Turkey on foreign affairs. In this, it resembles northern Iraq a bit, as well as the Basque Country in Spain.

The BDP officials did not get into details, and I think I see the reason clearly now; the BDP wants to benefit from similar experiences abroad before elaborating on the details of the new project, but have prepared a road map for the post-referendum period.

The BDP plans to get in touch with people around the world who have experience of self-government and hold a Democratic Society Congress with their participation.

The Basques, of course, are the leaders in such experience, declaring autonomy in 1979 in the north of Spain.

Meanwhile, the outlawed Basque Homeland and Freedom, or ETA, organization has promoted independence and, through its bloody acts of violence, is considered a terror organization today.

Nonetheless, for the BDP, the Basques experience gained 30 years ago is extremely important today.

At the moment, the BDP is looking to invite the representatives of several self-governing regions, including the Aland Islands of Finland, the Faroe Islands of Denmark, Galicia, the Basque Country and Catalonia in Spain, as well as Scotland which elected its own parliament in 1999 South Tirol in Italy, the Azores Islands of Portugal, the German Region in Belgium, the Gagauz Region in Moldova and Crimea in Ukraine.

Following the referendum, the BDP will redesign policies in accordance with its demands for self-government.

In this, BDP parliamentary deputies will frequently voice autonomy demands and focus on it during the plenary sessions and sessions of Parliamentary Planning and Budget Commission.

To reduce tension in the western

part of Turkey, the BDP representatives will explain that the Kurdish demand for self-government is not a demand for a federation or a confederation and does not mean separation, while the BDP local organizations academy and the Democratic Society Congress will plan a big meeting to that effect. Political scientists, representatives of civil society organizations and academics, as well as representatives of the aforementioned self-government examples, will participate in this meeting. Meanwhile, the academy will draft an Alternative Local Administration Law, which would be submitted to Parliament by late October.

All these preparations show that the BDP wants to play the democratic self-government card by the 2011 elections but the percentage of boycott votes in the referendum will be a determining factor. My impression is that the Kurds who want to reinforce the self-government project through examples around the world know very well that they will not be able to defend all these theses if many people do not heed the boycott call.

The MHP has always protected Kurds from detention!

I followed the rallies of the ruling Justice and Development Party, or AKP, and of the BDP two days apart in Diyarbakir last week. Both rallies ended in peace and we didn't witness any acts of violence that generally seem to occur after BDP rallies. Following every single rally, participants generally stone the MHP building located on Station Square, making news headlines. This time, however, they didn't stone the MHP provincial building because the MHP moved out someplace else, away from the area, thus saving themselves from being stoned.

In the end, though, it means the MHP has protected Kurdish children from being detained for throwing stones!

Syria should do more for Kurds, UN official says

Khaled Yacoub Oweis
Reuters

DAMASCUS: Syria's denial of citizenship rights to its Kurdish minority is "unacceptable" and the government should improve their treatment to help build national unity, a high-level UN human rights official said this week. In a rare visit to Syria, UN Special Rapporteur Olivier De Schutter issued a report examining human rights in a country which has been in a state of emergency since the Baath party came to power in 1963. The report said authorities should do more for victims of a drought that has impoverished much of the country's east.

The area is populated by a mix of Arabs and Kurds, including up to 300,000 Kurds who are stateless as a result of an old census that denied them Syrian nationality.

"They cannot travel abroad. They have no access to public employment and are discriminated in access to health and education," Schutter told reporters in Damascus.

"This is unacceptable. Thought must be given to recognizing that these people have a right to Syrian nationality. It is not the official position of the government but I think that it will be a way to create unity," he added.

Several Kurdish politicians who have raised the nationality issue have been

sentenced to long jail terms.

No Syrian officials were immediately available for comment. Officials have in the past promised to look into the situation, saying there is no discrimination against Kurds.

The east, home to most of the Kurds that make up 10-15 percent of the population, has suffered from drought since 2005. Schutter's report said 800,000 people in the region were severely hit by the drought and living in extreme poverty.

"They should be benefiting from a much higher level of support than is now provided by the Syrian government," Schutter said, adding that small farmers and herders lost 80-85 percent of their livestock since 2005.

Up to 50,000 families have fled the eastern region due to the drought, worsened by illegal digging of ground wells that depleted the water table.



Kurdistan Region Presidency (KRP)

11 September 2010

Kurdistan Region Rejects Any Further Delay on National Census

KURDISTAN Region Presidency Chief of Staff, Fuad Hussein, said in a statement that the Kurdistan Region Presidency would not accept any more postponements to a national census. He affirmed that one must be held by the end of 2010.

The Kurdistan Regional Government has already shown remarkable patience in waiting for the constitutionally-mandated census to occur, despite repeated delays. Further delays reflect a dangerous drift in the Iraqi political process and a lack of commitment by some groups to the federal, democratic principles that form the basis for the new Iraq.

"Those calling for a deferral of the census are the same people who prevented the census from taking place in 2009. They constantly put forward unsubstantiated reasons for the postponement of this much-needed census," said Mr. Hussein, adding that it is clear that those behind such actions do not support the realization of a democratic and representative Iraqi government.

"These people are afraid to face hard facts, including a public acknowledgement of the true size of their constituency in Iraq. Attempting to distort facts about the social and ethnic makeup of Iraq is a red line to us. Furthermore, we totally reject attempts to distort the size of the Kurdish nation by giving Failis, Shabaks, and Yezidis categorizations that do not reflect their status as Kurds," the statement read.

Statements by those in charge of conducting the census reveal that the delay is politically-motivated and designed to impede the progress of Iraq's democracy. In 2009, the Iraqi Minister for Planning Ali Baban announced his Ministry's total readiness to hold the census in 2009. On July 7, 2009, he announced that "the Ministry of Planning has completed all the preparations for holding the national census in all parts of Iraq,"



even boasting that the census would be the best the country had ever witnessed.

At the time, he also dismissed calls for any delays from a few representatives of Kirkuk and Ninawa provinces as being of a political nature and reaffirmed his Ministry's commitment not to delay the census further.

Then on 25 September 2010, the Iraqi Minister of Planning issued a statement, revealing that "because of certain reservations and concerns from political groups in Kirkuk and Ninawa, the commission responsible for conducting the census is considering the possibility of postponing the census in order to give time to political groups to resolve outstanding issues."

The Kurdistan Region leadership totally rejects any more delays to the census. The census must be held by the end of 2010.

INTERVIEW

Turquie « Une réforme dans le bon sens »

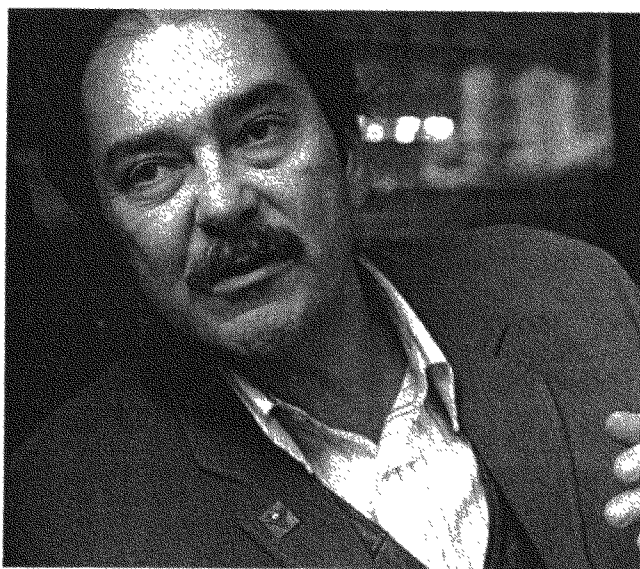
Le 12 septembre, les Turcs se prononcent sur une révision majeure de leur Constitution. Universitaire engagé pour le « oui », Cengiz Aktar (1) explique l'enjeu du référendum.

Quel est l'enjeu du référendum constitutionnel du 12 septembre ?

» Pour beaucoup de Turcs qui s'exprimeront, ou choisiront de ne pas s'exprimer, il s'agit davantage d'un plébiscite sur le gouvernement islam-conservateur [AKP, Parti pour la justice et le développement] que d'un référendum. C'est à l'image du vote sur la constitution européenne, en France, en 2005 : nombre d'électeurs s'étaient prononcés pour ou contre le parti au pouvoir sans regarder la substance du texte. Cela dit, cette fois-ci, le paquet d'amendements proposés à la Constitution de la République (libertés civiles, renforcement du pouvoir civil sur le militaire et le judiciaire) va bien plus loin que les retouches apportées précédemment – seize fois – depuis son imposition en 1982. **Faut-il voir dans les modifications proposées un démantèlement de la part autoritaire du kémalisme ?**

» Je ne parlerai pas de démantèlement, mais de normalisation. Cela remonte plus loin que le kémalisme. C'est un siècle de tutelle jacobine mise en place par les Jeunes-Turcs qui est contesté par ces amendements.

Les milieux libéraux sont divisés sur la réponse à donner à ce référendum. Certains, comme le Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk, soutiennent le « oui »...



HÉRITAGE L'intellectuel veut en finir avec un siècle de centralisme.

» Je fais partie d'un groupe intitulé *Yetmez ama evet!* (« Ce n'est pas assez mais c'est oui ! »). Ce slogan résume notre position. Avec cette réforme constitutionnelle, nous allons dans le bon sens. Il faudra, toutefois, continuer à se battre pour que la démilitarisation en cours soit synonyme de démocratisation et que le pays atteigne le niveau démocratique suffisant pour régler les problèmes intérieurs et extérieurs.

Que faut-il encore réviser dans cette Constitution ?

» Il faudra réfléchir à une nouvelle constitution car l'actuelle reste une camisole pour la Turquie. Les modifications proposées ne facilitent pas le problème n° 1 du

pays, la question kurde. Notre système administratif, calqué sur celui de la France jacobine, doit être décentralisé. L'enseignement reste fondé sur l'usage d'une langue unique, le turc.

D'autres intellectuels libéraux militent, eux, pour le « non ». Pourquoi ?

» Ceux-là voient un leurre dans l'actuelle réforme. Ils craignent que celle-ci ne soit l'occasion pour l'AKP de renforcer son emprise sur le pays. Ils redoutent une tutelle sur le système judiciaire, et au-delà sur l'appareil d'État, par les confréries islamiques. Ils s'inquiètent aussi de l'avènement d'un régime de type semi-présidentiel. Nombre de femmes

imputent des arrière-pensées à l'actuel gouvernement. A mon avis, ce sont des peurs exagérées. En Turquie, même si certaines municipalités ici ou là bannissent sa vente, on boit toujours autant d'alcool. Ce n'est pas l'Iran.

L'armée reste-t-elle aussi populaire ?

» Non. Elle fait les frais des révélations au fil du procès Ergenekon sur l'existence d'une conjuration en vue d'un coup d'État. Aujourd'hui sur la défensive, elle se préoccupe de sauver ce qui peut l'être. De fait, il n'y a pas de politique de défense stricto sensu. Le chef d'état-major ne relève pas du ministre de la Défense, mais du Premier ministre. Et l'armée continue à imposer ses choix dans l'achat de matériel et son organisation.

Le parti prokurde a appelé au boycottage du vote...

» C'est un signe inquiétant de l'aliénation d'un pan de la classe politique kurde vis-à-vis de la politique nationale. Cela n'empêchera pas de nombreux Kurdes de voter « oui ».

L'UE salue cette révision de la Constitution. Cela débloquera-t-il les négociations sur l'adhésion ?

» Non. Les blocages sont ailleurs, au niveau de la République de Chypre et de Nicolas Sarkozy. Mais si la Constitution est amendée, je ne doute pas que la présidence belge de l'UE applaudisse. La main de ceux qui veulent en Europe que les négociations se poursuivent en sera renforcée.

● PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-MICHEL DEMETZ

(1) Professeur à l'université Bahcesehir d'Istanbul, il a publié en 2010 *L'Appel au pardon. Des Turcs s'adressent aux Arméniens* (CNRS Editions).

L'EXPRESS

du 8 au 14 septembre 2010



S. HANEED/ASP

Hommages à géométrie variable

IRAK Depuis de nombreuses années, Danielle Mitterrand soutient la cause kurde. En octobre 2009, elle était reçue à Arbil pour inaugurer la première école française dans la capitale de la région autonome.

Les diplomates français en poste en Irak savent de quel héritage se réclamer, selon qu'ils sont en compagnie de Kurdes, d'Arabes sunnites ou chiïtes. Les premiers n'ont pas oublié François Mitterrand, ni surtout son épouse, Danielle, dont plusieurs écoles portent le nom. Jacques Chirac reste le plus populaire dans la « rue arabe » sunnite. Enfin, les chiïtes, aujourd'hui au pouvoir, savent gré à Nicolas Sarkozy d'avoir choisi de regarder vers l'avenir en oubliant les désaccords du passé.

Turquie : accrochages entre militants kurdes et forces de l'ordre à la veille du référendum

rfi

11 Septembre 2010

Par RFI Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

Les Turcs sont appelés dimanche 12 septembre 2010 à s'exprimer par référendum sur une révision de la Constitution. L'opposition appelle à voter non. Le parti kurde, le PKK prône, lui, le boycott, car même si la question kurde est absente de la réforme constitutionnelle, les incidents se multiplient dans le pays. Cette éruption de violence fait craindre que la fin du cessez-le-feu unilatéral de la rébellion, le 20 septembre, ne tourne à nouveau au bain de sang.

Depuis l'annonce lundi d'une opération militaire tuant neuf rebelles kurdes, le Sud-Est vit une émeute quasi-permanente qui circule de ville en ville, avec son cortège de blessés des deux côtés. Parmi eux un enfant de 13 ans, touché par une balle en pleine tête et qui est dans un état critique, plus proche de la mort que de la vie.

Des députés du parti pro-kurde BDP ont également été sérieusement malmenés lors d'un rassemblement à Van, et vendredi c'est le centre d'Istanbul qui a été le théâtre d'une manifestation conclue sur des violences aux policiers, heureusement sans autres dommages que matériels.

Au même moment, à Bursa, à l'est

d'Istanbul, un autre parlementaire du BDP, l'ancien dirigeant de l'Association des droits de l'homme Akin Birdal, qui avait réchappé à une tentative de liquidation à l'arme automatique dans ses bureaux d'Ankara il y a plus de dix ans, a été violemment agressé alors qu'il s'exprimait dans un meeting. Son agresseur lui a donné un coup de tête avant de le rouer de coup de poings, mais il n'a ensuite échappé que de justesse au lynchage et c'est lui qui est en soins intensifs.

Le Parti pour la paix et la démocratie appelle au boycott de ce référendum, estimant que rien n'y répond aux problèmes des Kurdes.

La Turquie aux urnes pour réduire le rôle de l'armée

Le référendum vise aussi, selon l'opposition, à étendre l'influence des islamo-conservateurs.

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

CONSTITUTION Les scènes de torture ont beau être stylisées, elles glacent le sang. Les yeux bandés, un mannequin est suspendu par les bras, un autre est soumis à la *falaka*, bastonnade, très douloureuse, de la plante des pieds... Le choc provoqué par des câbles électriques branchés sur le courant est laissé à l'imagination des visiteurs du « Musée de la honte » qui vient d'ouvrir ses portes dans le centre d'Ankara. Organisée



Le chef du gouvernement, Recep Tayyip Erdogan, a appelé à plusieurs reprises à « régler son compte » à la Constitution « putschiste »

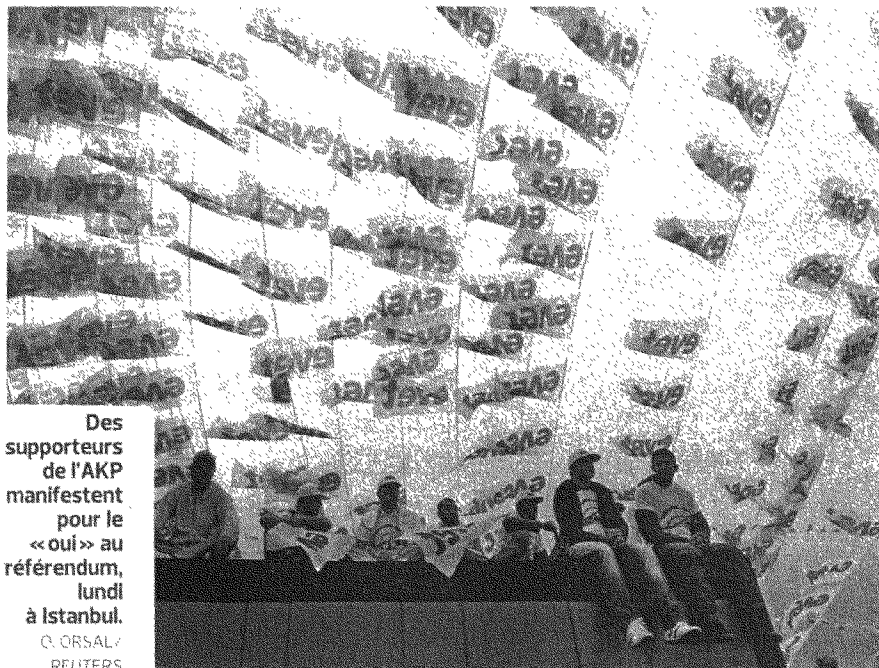
par l'association militante Génération 78 pour la commémoration du coup d'État du 12 septembre 1980, l'exposition plonge au cœur des exactions commises par la junte il y a trente ans. Cette période sinistre de l'histoire récente de la Turquie, au cours de laquelle 650 000 personnes ont été arrêtées, des dizaines de milliers torturées et cinquante exécutées à l'issue de procès politiques, est une plaie à vif dans la mémoire collective.

Dimanche, jour anniversaire de l'intervention militaire, les Turcs y seront de nouveau confrontés lors d'un référendum. Ils doivent se prononcer sur une réforme partielle de la Constitution, adoptée en 1982 et rédigée alors sous la houlette de l'armée, qui renforce notamment l'autorité du pouvoir civil sur celui des militaires. Une des modifications proposées par le gouvernement islamo-conservateur prévoit la suppression de l'article 15, qui garantit

l'impunité des généraux auteurs du coup d'État. La disparition de ce verrou constitutionnel pourrait ouvrir la voie à leur procès même si des juristes estiment que la prescription, commençant à partir de ce 12 septembre, réduit les possibilités d'une action en justice.

Des réactions mitigées

Pendant la campagne, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a fait de l'abrogation de ce texte un de ses arguments électoraux principaux pour



Des supporters de l'AKP manifestent pour le « oui » au référendum, lundi à Istanbul.
G. ORSAL / REUTERS

Un test pour le premier ministre Erdogan

BIEN plus que par le ramadan, l'été turc a été rythmé par les meetings politiques. Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a exhorté ses supporters à dire « evet », « oui », lors du référendum sur la réforme constitutionnelle, promettant davantage de démocratie. Son principal adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, le leader du Parti républicain du peuple (CHP), a défendu la cause du « hayır », « non », estimant que les changements entraîneraient une mainmise du gouvernement islamo-conservateur sur les institutions judiciaires.

Les Turcs vont se prononcer demain sur 26 amendements à la Constitution. La réforme prévoit des mesures en faveur des

femmes, l'établissement d'un Ombudsman, des droits accrus pour les fonctionnaires, le renforcement du pouvoir des tribunaux civils au détriment de la justice militaire. La polémique concerne essentiellement une modification du mode de nomination des membres de la Cour constitutionnelle et du Conseil supérieur des juges et des procureurs. Au fil de la campagne, le référendum s'est transformé en test pour Erdogan. Les derniers sondages donnent une légère avance au oui. À quelques mois des législatives, un rejet de la réforme serait un coup dur pour le Parti de la justice et du développement (AKP).

L. M.

convaincre les électeurs de voter en faveur de la réforme de la Constitution, mais ses intentions suscitent des réactions mitigées. Promettant une démilitarisation accrue de la Turquie, le chef du gouvernement a appelé à plusieurs reprises à « régler son compte » à la Constitution « putschiste ». Cet été, devant le groupe parlementaire de sa formation, le Parti pour la justice et le développement (AKP), il est même apparu

en larmes en lisant des lettres de jeunes militants pendus par la junte.

« Erdogan exploite nos sentiments pour obtenir plus de « oui » au référendum alors que son seul intérêt est de renforcer sa mainmise sur les institutions, fulmine Mikail Kirbayir. Qu'est-ce qui empêchait le gouvernement de juger les responsables avant ? La prescription va démarrer alors que nous at-

tendons justice depuis trente ans. » Le 13 septembre 1980, son frère Cemil, alors militant dans une organisation marxiste, a été arrêté au domicile familial à Kars, aux confins du pays, près de la frontière avec l'Arménie. Emmené au poste de commandement militaire de la ville, il n'en est jamais ressorti. « On nous a dit qu'il s'était enfui », ajoute cet ancien fonctionnaire, la voix tremblante. Malgré le soupçon de calculs politiques, Cafer Solgun, éditorialiste au quotidien *Taraf*, a hâte d'aller déposer son « oui » dans l'urne. Arrêté à 17 ans pour avoir organisé une grève dans son lycée, il a purgé une peine de huit ans de prison. « Dans une démocratie, il est intolérable que l'inter-

diction de juger des auteurs d'un coup d'État soit inscrite dans la Constitution. Le retrait de l'article 15 est un gain démocratique », explique Cafer Solgun en soulignant qu'il compte porter plainte dès que possible.

Dans les années 1970, les affrontements entre groupes d'extrême gauche et d'extrême droite avaient conduit le pays au bord de la guerre civile. Beaucoup de Turcs voient l'ombre des États-Unis derrière l'instauration de l'état d'urgence dans la nuit du 12 septembre. Engin Cirmen, avocat qui a longtemps lutté pour le procès des putschistes n'a guère d'espoir : « La suppression de l'article 15 est un symbole important, mais pour aller plus loin, pour que les procu-

reurs puissent faire leur travail, il faudrait une réelle volonté politique, comme celle qui permet le procès du réseau Ergenekon, hélas, je ne la vois pas. » Actuellement, des dizaines d'officiers, accusés d'avoir fomenté des plans contre le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, comparaissent devant un tribunal. Mais l'éventualité d'un jugement ne semble pas troubler la paisible retraite au bord de la mer Égée de Kenan Evren, le leader du coup d'État. Il a menacé de se suicider si la justice lui demandait des comptes. En attendant, à 93 ans, il s'adonne à son passe-temps favori, la peinture. ■

Le Monde
11 septembre 2010

Un référendum pour élargir la démocratie en Turquie

Le vote sur la révision de la Constitution, le 12 septembre, est un test pour le premier ministre islamo-conservateur

Istanbul
Correspondance

Sur les panneaux publicitaires, sur des bâches recouvrant des façades d'immeubles, sur les bateaux de pêche qui remontent le long du Bosphore ou sur les plateaux-repas distribués par les municipalités pour la rupture du jeûne du ramadan... Le *evet* (« oui ») est placardé dans toute la Turquie, matraqué par le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), au pouvoir depuis 2002, avant le référendum, dimanche 12 septembre.

Les électeurs sont appelés à se prononcer sur une révision de la constitution, pour « rapprocher la Turquie des standards européens », proclame une affiche. Le commissaire européen à l'élargissement, Stefan Füle, s'est pourtant dit « inquiet de la manière dont la campagne référendaire a été menée ». Confuse, elle s'est déroulée sans réel débat public.

Chaque électeur devra répondre par un seul oui ou non à la modification proposée de vingt-six articles de la constitution qui touchent aussi bien la discrimination positive que le mode de nomination des magistrats.

Ce vote est surtout l'occasion pour le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, de tester sa popu-

larité, à dix mois des élections législatives. Le leader de l'AKP, qui devrait tenter de décrocher un troisième mandat, a jeté toutes ses forces et celles de son parti dans la bataille.

L'opposition, de son côté, a dénoncé un plébiscite maquillé en référendum. Le parti de la gauche kémaliste (CHP) ainsi que la droite nationaliste (MHP) soutiennent le non. Quant au parti kurde (BDP, Parti pour la paix et la démocratie), il appelle au boycott, un mot d'ordre qui pourrait coûter cher à l'AKP. Les derniers sondages prévoient une très courte majorité de oui.

Les détracteurs de M. Erdogan l'accusent de vouloir instaurer un régime autoritaire et de chercher à renforcer le contrôle sur l'appareil judiciaire. Présentée comme une avancée démocratique, la réforme du fonctionnement de la cour constitutionnelle, la plus haute instance judiciaire, et celle du mode de nomination des membres du conseil des juges et des procureurs figurent parmi les thèmes du référendum. Ces deux institutions, bastions laïques, sont considérées comme proches de l'armée.

« Le principal problème en Turquie, c'est qu'il n'y a pas de culture de l'indépendance de la justice », souligne Riza Turmen, un ancien juge à la cour européenne des droits de l'homme. Un groupe

d'une trentaine d'intellectuels, dont le magistrat, a écrit à la commission européenne pour dénoncer l'atmosphère « alarmante » de la campagne : « Quand tout débat rationnel est rendu impossible par la menace et les accusations, cela renforce la polarisation politique qui existe en Turquie », s'inquiète la lettre. Pour ces intellectuels, la révision, à la marge, de la constitution, ne saurait remplacer la réforme démocratique de plus grande ampleur attendue en Turquie.

Les détracteurs de M. Erdogan l'accusent de vouloir instaurer un régime autoritaire

Le Prix Nobel de littérature, Orhan Pamuk, de son côté, a soutenu le texte. Un groupe d'activistes démocrates, qui appelle à manifester dès lundi pour une refonte complète de la constitution actuelle (rédigée par les militaires en 1982), a mené campagne pour un « ce n'est pas suffisant mais oui ».

La date de ce référendum coïncide avec le trentième anniversaire du coup d'État de 1980. Le 12 septembre, le général Evren avait pris le pouvoir et installé une junte qui avait jeté en prison et torturé des dizaines de milliers d'opposants.

Le projet de modification de la Constitution prévoit d'annuler l'article 15, qui assure l'immunité des auteurs du coup d'État. Mais le délai de prescription empêchera tout jugement. « Cela ne va rien changer, c'est un mensonge du gouvernement », balaie Rusen Sumbüloğlu, un membre de l'association des 78, une organisation révolutionnaire d'extrême gauche. « Ce référendum n'est qu'une bataille pour le pouvoir, un combat de chiens. Nous ne voulons pas y participer », poursuit-il.

Dans un centre d'art situé au cœur d'Ankara, la capitale, les « 78 » viennent d'ouvrir une exposition pour dénoncer les crimes commis par la junte. Sur la base de leur expérience personnelle, les techniques de tortures subies par les militants y sont détaillées par le menu : pendaison, sévices sexuels et électrochocs étaient pratiqués dans les prisons turques. « Ce gouvernement est lui aussi le produit des coups d'État, il ne peut pas changer le système », proteste M. Sumbüloğlu. ■

Guillaume Perrier

Erdogan, le grand pari du plébiscite

Le Premier ministre turc a initié le référendum de dimanche sur la réforme de la Constitution héritée du régime militaire, cristallisant les tensions idéologiques.

Par **RAGIP DURAN**
Correspondant à Istanbul

Trente ans jour pour jour après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, les Turcs iront aux urnes pour un référendum amendant 26 articles de la Constitution imposée alors par l'armée. Mais cette consultation s'est transformée en un plébiscite sur l'avenir politique du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et de l'AKP, le parti au pouvoir depuis 2002, issu du mouvement islamiste.

BRAS DE FER. Vu de l'extérieur, tout pourrait sembler simple et le oui l'emporter haut la main afin de continuer la démocratisation du pays. Ces 26 amendements, qu'il faut approuver ou rejeter en bloc, prévoient notamment de rendre plus difficile l'interdiction des partis, de limiter les pouvoirs des cours militaires, de permettre la syndicalisation des fonctionnaires, mais aussi de changer le mode de désignation des membres du

Conseil constitutionnel et du Haut Conseil de la magistrature, en renforçant de fait l'exécutif et le parti au pouvoir. Bruxelles salue «un pas dans la bonne direction». Mais dans une société turque toujours plus polarisée, le référendum a encore durci le bras de fer entre les partisans de l'AKP et le camp laïc.

«Le choix est entre la démocratie et le maintien d'un régime de tutelle militaire», martèle le Premier ministre dans sa campagne à travers le pays. Il joue à fond sur les sou-

«La majorité des amendements sert à renforcer les pouvoirs de l'exécutif et du législatif sur le judiciaire.»

Süheyl Batum professeur de droit à Istanbul

venirs de la dictature militaire de 1980, n'hésitant pas à lire, lors d'un meeting, la dernière lettre d'un jeune militant d'extrême droite, pendu à cette époque. Les deux partis de l'opposition parlementaire, le Parti républicain du

peuple (CHP, social-démocrate, 103 sièges) et le Parti d'action nationaliste (MHP, nationaliste, 70 sièges) prônent le non. «L'AKP désire surtout renforcer sa tutelle sur les institutions», accuse Kemal Ki-

lidaroglu, le nouveau leader du CHP. D'origine alévie (secte moderniste issue du chiisme), cet ancien haut fonctionnaire tente de moderniser le parti jadis créé par Mustafa Kemal, le fondateur de la République, et il se distancie de l'armée, n'hésitant pas à affirmer publiquement : «En cas de coup

d'Etat militaire, je serai le premier à m'interposer devant les tanks.»

Dans sa bataille pour le oui, l'AKP, comme une bonne partie de l'intelli-

gentsia libérale, reproche à l'opposition laïque de tenter de préserver le statu quo d'un régime dominé par les militaires et les bureaucrates. «Avec cette réforme, nous allons dans le bon sens, mais il faut continuer afin que la démilitari-

«Cette révision de la Constitution est un pas dans la bonne direction. Mais il est dommage qu'elle n'ait pas été précédée d'une consultation de l'échiquier politique et de l'ensemble de la société civile.»

Michael Leigh directeur général en charge de l'élargissement de l'UE dans une lettre citée par l'AFP

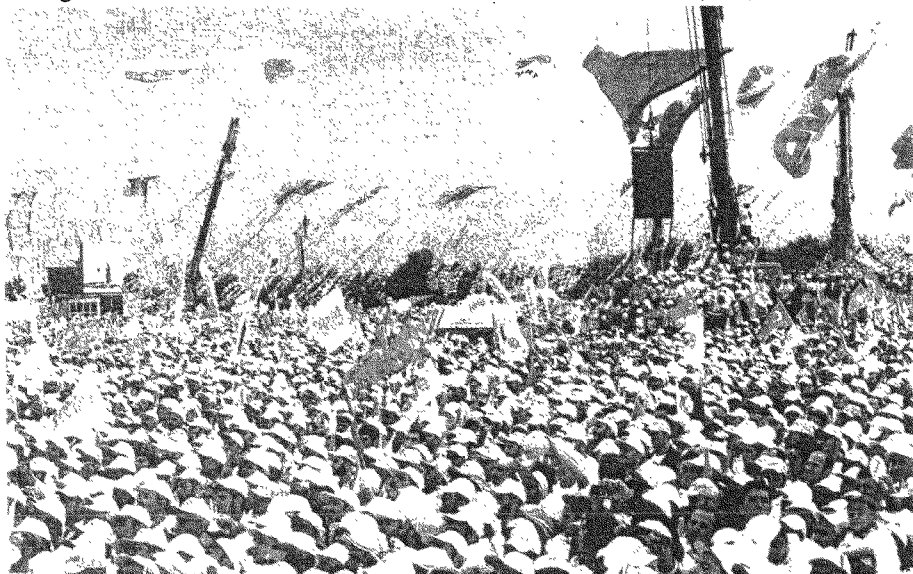
L'actuelle Constitution a été instaurée par le régime militaire en 1982,

deux ans après le coup d'Etat du 12 septembre 1980. L'armée avait pris le pouvoir pour la 3^e fois (1960, 1971) pour mettre fin à une crise sociale et politique. Elle est rentrée dans ses casernes en 1983.

Issu de la mouvance islamiste, l'**AKP (Parti de la justice et du développement)** de Recep Tayyip Erdogan a remporté les élections de 2002 avec 34% des voix. En juillet 2007, sur fond de tensions avec les militaires et les laïcs, ils ont obtenu 47% des voix.

sation en cours soit synonyme de réelle démocratisation», explique l'universitaire Cengiz Aktar, qui a signé l'appel «Ce n'est pas assez, mais c'est oui».

A l'opposé, les laïcs accusent le gouvernement de chercher à renforcer son contrôle sur les institutions et de poursuivre leur islamisation. La justice, notamment la haute magistrature, reste un bastion des tenants d'une laïcité pure et dure, et l'AKP avait en 2008 échappé de peu à la dissolution. «Bon nombre de réformes urgentes pour la démocratie, comme la suppression dans la loi électorale du seuil des 10% des voix pour entrer au Parlement, ne sont pas dans le paquet d'amendements et la majorité d'entre eux servent à renforcer



Manifestation des partisans du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, le 5 septembre à Istanbul.

les pouvoirs de l'exécutif et du législatif sur le judiciaire», s'indigne Süheyl Batum, spécialiste du droit constitutionnel de l'université de Bahcesehir, qui accuse l'AKP «de préparer les bases juridiques d'un régime à parti unique». Des intellectuels engagés depuis des années dans la société civile préfèrent s'abstenir, tel Osman Kavala qui reproche au gouvernement d'avoir mené cette réforme «sans consultation des autres forces politiques, des ONG et sans débat dans la société». Dans les sondages, le oui l'emporte, mais de peu.

BOYCOTT. L'une des clés du scrutin sera l'attitude des Kurdes, qui représentent 13 millions de personnes sur les 70 millions de citoyens turcs. Le BDP (Parti de la paix et de la démocratie, 20 sièges), la principale force politique des Kurdes, accusé par le gouvernement d'être la vitrine politique de la guérilla, appelle au boycott. «Le gouvernement comme l'opposition sont contre une solution pacifique du problème kurde», accuse Selahattin Demirtas, le président du BDP. La consigne sera-t-elle res-

pectée ? Il y a chez les Kurdes de Turquie à la fois un énorme désir de sortir du régime de tutelle militaire et un écoeurément face aux promesses non tenues. «L'AKP se moque des droits des Kurdes. Les déclarations faites par Erdogan, quand il vient dans les régions kurdes, sont aussitôt oubliées car il ne veut pas s'aliéner les franges les plus nationalistes de son électorat turc», explique Abdullah Keskin, directeur d'Avesta, la plus grande maison d'édition kurde. Au-delà de la question posée, c'est en fait un vote pour ou contre

l'AKP et le bilan des huit ans au gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. «La majorité de ceux qui voteront non ne votera pas contre les réformes mais contre l'AKP», souligne l'universitaire Ahmet Insel, directeur de la prestigieuse revue Birikim. En juillet 2007, le parti au pouvoir avait triomphé avec 47 % des voix, un résultat encore meilleur qu'en 2002. Mais lors des dernières élections locales, il y a un an, l'AKP avait perdu huit points. Maintenant, Recep Tayyip Erdogan joue son va-tout. ◆

la Croix

MARDI 14 SEPTEMBRE 2010

EXPLICATION

L'AIEA accuse l'Iran d'entraver son travail

Au premier jour de la réunion d'automne du conseil des 35 gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), prévue toute la semaine à Vienne, Yukiya Amano, directeur général de l'Agence, a exprimé hier son «grand regret» à propos du refus de Téhéran d'autoriser deux inspecteurs expérimentés à revenir en Iran, sous prétexte qu'ils avaient rédigé des rapports «erronés». Ces deux inspecteurs, qui devaient retourner fin septembre surveiller les activités du réacteur de recherche de Téhéran, avaient révélé que les Iraniens procédaient à des expériences nucléaires non déclarées.

Quelles sont les accusations de l'AIEA ?

Dans un rapport confidentiel, remis la semaine dernière aux gouverneurs, Yukiya Amano s'était déjà plaint du retrait du certificat d'inspection des deux experts. Par ailleurs, le rapport insistait sur le fait que Téhéran poursuit la constitution de

ses stocks d'uranium enrichi à 5 % et 20 % de degré de pureté, continuant ainsi à défier les résolutions et sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU qui l'enjoignent de cesser ces activités jusqu'à ce que l'AIEA ait pu déterminer s'il y a une possible composante militaire à ce programme nucléaire.

De plus, Téhéran n'a pas signalé à l'Agence les projets de 10 nouveaux sites pour l'enrichissement d'uranium annoncés le mois dernier par le chef de l'agence atomique iranienne Ali Akhbar Salehi, alors que l'accord sur les mesures de sauvegarde de l'AIEA l'y oblige. Yukiya Amano a réitéré

hier sa «totale confiance dans le professionnalisme et l'impartialité des inspecteurs concernés», «deux grands connaisseurs du cycle du combustible nucléaire» avec «une longue expérience de l'Iran». Par ailleurs, il a annoncé le remplacement du chef des inspecteurs de l'Agence, le Finlandais Olli Heinonen, par le Belge Herman Nackaerts. Olli Heinonen avait démissionné le mois dernier pour «raisons personnelles» après cinq ans à la tête de ce service.

Quelle a été la réponse de Téhéran ?

Ali Asghar Soltanieh, ambassadeur de l'Iran auprès de l'AIEA, a rejeté «catégoriquement» l'affirmation selon laquelle le refus de certification de ces deux inspecteurs «entrave» le travail de l'Agence. Selon lui, l'Iran était dans son bon droit, car l'accord sur les mesures de sauvegarde lui permet d'émettre un veto sur la désignation des inspecteurs, sans même devoir avancer de raisons à ce veto. L'ambassadeur iranien a qualifié de «ridicules» les déclarations sur la décision de Téhéran de refuser deux inspecteurs alors que l'Agence dispose d'un service avec «plus de 150 inspecteurs», service dans lequel elle peut puiser.

Que signifie cette nouvelle épreuve de force ?

Comme l'a remarqué le directeur général de l'AIEA, ce n'est pas la première fois que l'Iran a recouru à ce stratagème. Le 16 janvier 2007 déjà, Téhéran avait demandé à

l'Agence de revenir sur la certification de 38 inspecteurs. En refusant de laisser les inspecteurs de l'Agence qui ont une bonne connaissance du dossier poursuivre leur travail sur le terrain, Téhéran pourrait chercher à dissuader les inspecteurs de poser trop de questions gênantes.

De leur côté, les États-Unis affirment que le rapport de l'AIEA illustre leur inquiétude concernant l'enrichissement, la poursuite de la construction d'un réacteur de recherche à eau lourde, la coopération avec l'AIEA et l'accès des inspecteurs aux sites principaux. L'administration Obama pense toutefois que la dernière série de sanctions adoptées par l'ONU a un impact sur le terrain en Iran et alimente un débat parmi les dirigeants iraniens sur le prix à payer pour le développement d'armes nucléaires. Une réunion des six pays suivant pour l'ONU le dossier du nucléaire iranien (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie) doit se tenir à la fin du mois de septembre à New York.

FRANÇOIS D'ALANÇON

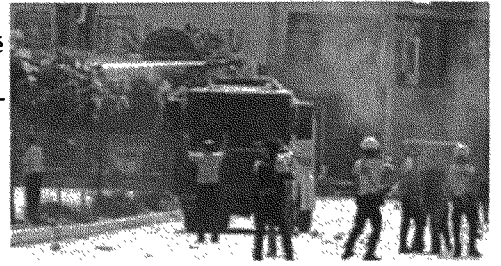
Référendum turc: menaces sur des électeurs dans des villes majoritairement kurdes

euronews — 12 septembre 2010

Empêcher les électeurs d'aller voter. C'est ce qu'ont tenté de faire des protestataires ce dimanche dans la ville de Mersin dans le sud de la Turquie. Des policiers ont été mobilisés à la fois pour escorter des électeurs jusqu'aux bureaux de vote et faire face aux manifestants qui jetaient des pierres.

La ville de Mersin compte une forte population de Kurdes. Or, la

mouvance politique kurde a appelé à boycotter le référendum sur la révision de la constitution. Elle estime qu'elle ne répond pas aux problèmes des Kurdes.



D'après des médias turcs, d'autres affrontements se sont produits dans des villes du sud-est, peuplées majoritairement de Kurdes, et la police a arrêté environ une trentaine de personnes dans 5 provinces pour avoir menacé des électeurs qui se rendaient aux urnes.



IRAK: LE KURDISTAN IMPUTE LE MEURTRE D'UN JOURNALISTE À UN GROUPE ISLAMISTE

ERBIL (Irak), 15 septembre 2010 (AFP)

LES AUTORITÉS DE la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, ont accusé mercredi le mouvement islamiste Ansar al-Islam d'avoir assassiné en mai le jeune journaliste kurde Sardasht Osman.

Auteur d'articles très critiques contre les dirigeants kurdes et la corruption, M. Osman avait été enlevé le 4 mai. Il avait été retrouvé 24 heures plus tard avec une balle dans la tête.

Une commission d'enquête mise en place par le président du Kurdistan, Massoud Barzani, a affirmé mercredi que M. Osman était "lié" à Ansar al-Islam.

"Sardasht Osman a été tué par les terroristes parce qu'il leur avait promis de travailler avec eux avant de se rétracter", estime la commission dans un communiqué, précisant que l'enquête n'est pas terminée.

Selon elle, M. Osman a été enlevé par Hisham Mahmoud Ismail, un Kurde appartenant à Ansar al-Islam, qui a été arrêté mais ne serait toutefois pas le meurtrier.

Etudiant en littérature anglaise à Erbil, la capitale kurde, Sardasht Osman, 22 ans, travaillait pour le magazine kurde Ashtiname (Lettre pour la paix) et plusieurs publications sur internet, avait indiqué l'organisation Reporters sans frontières dans un communiqué publié le 6 mai.

Selon le site d'informations sbeiy.com, pour lequel il travaillait, Sardasht Osman aurait été assassiné pour avoir écrit un article dans Ashtiname sur un membre haut placé du gouvernement du Kurdistan irakien, avait rapporté RSF.

"Pour la famille du journaliste et ses amis, le lien entre l'enlèvement et les activités journalistiques de l'étudiant est évident", ajoutait l'organisation, demandant "au gouvernement du Kurdistan irakien de prendre enfin la mesure de la situation et d'assurer la protection des journalistes".

Plusieurs journalistes étrangers ayant couvert la situation au Kurdistan avaient adressé à la mi-mai une lettre ouverte aux autorités régionales pour demander une enquête indépendante sur l'assassinat de M. Osman et manifester leur "inquiétude face aux signes de détérioration de la liberté d'expression des journalistes kurdes".



IRAK: LA FAMILLE D'UN JOURNALISTE ASSASSINÉ CONDAMNE L'ENQUÊTE DU KURDISTAN

ERBIL (Irak), - 16 septembre 2010 - (AFP)

LA FAMILLE d'un journaliste assassiné au Kurdistan a condamné jeudi les premières conclusions d'une enquête ordonnée par le gouvernement de cette région autonome du nord de l'Irak, qui a affirmé que le reporter avait été tué par un groupe islamiste auquel il était lié.

Auteur d'articles très critiques contre les dirigeants kurdes et la corruption, Sardasht Osman, 22 ans, avait été enlevé le 4 mai à Erbil, la capitale kurde, et retrouvé 24 heures plus tard avec une balle dans la tête.

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), basé à New York, s'est dit mercredi consterné par l'enquête officielle du Kurdistan qu'il a jugée "déficiente" et manquant de crédibilité.

La commission d'enquête mise en place par le président du Kurdistan, Massoud Barzani, a affirmé mercredi que M. Osman était "lié" à Ansar al-Islam, et qu'il avait été tué par des membres de ce groupe islamiste "parce qu'il leur avait promis de travailler avec eux avant de se rétracter".

"Non seulement nous rejetons les résultats de l'enquête, mais nous condamnons aussi cette action et nous exprimons notre colère face à ces tentatives qui visent à le faire passer pour un terroriste coopérant avec Ansar al-Islam", a déclaré Baker Osman, le frère de Sardasht, dans un communiqué publié à Erbil au nom de sa famille.

"Quiconque connaît Sardasht, ou lit ses articles, sait qu'il était un laïc, très éloi-

gné de l'idéologie terroriste", a ajouté M. Osman, qui vit en Suède.

La famille a par ailleurs demandé une enquête indépendante sur cet assassinat, contestant la légitimité de la commission.

Le CPJ a également appelé dans son communiqué à une "enquête crédible".

"Nous espérons davantage qu'un rapport de 430 mots qui lance des affirmations hautement improbables sans les étayer", a déclaré Mohamed Abdel Dayem, un responsable du CPJ.

Etudiant en langue et littérature anglaise l'Université Salaheddine d'Erbil, Sardasht Osman écrivait dans plusieurs publications.

Dans un de ses articles les plus critiques et intitulé "J'aime la fille de Massoud Barzani", publié dans le Kurdistan Post, il condamnait la corruption des dirigeants kurdes, se mettant en scène sous la forme d'un rêve.

"Quand je deviendrai le gendre de Barzani, la nuit de noce se déroulera à Paris et nous visiterons le palais de notre oncle pour plusieurs jours aux Etats-Unis. Nous quitterons nos rues pauvres d'Erbil pour aller vivre dans les beaux quartiers et je serai protégé la nuit par des chiens policiers américains et des gardes israéliens", a-t-il notamment écrit.

Dans un autre article, il faisait état de menaces de mort.

"Au cours des derniers jours on m'a dit que je n'avais plus longtemps à vivre et que les bouffées d'air que je respirais étaient les dernières", écrivait-il. "Je me fiche de la mort et de la torture et j'attendrai ma mort et le dernier rendez-vous avec mes assassins".

Boycott followed in Kurdish areas, reducing yes votes

AYSE KARABAT

Preliminary voter turnout results suggest that voters in the predominantly Kurdish Southeast partially responded to the boycott call made by the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) for the constitutional referendum held on Sunday, reducing the number of yes voters in overall count.

Overall participation was strong in most areas of Turkey, although turnout was low in Kurdish areas due to threats, the boycott call and worker migration for seasonal labor. At the time Today's Zaman went to press, the level participation was 35 percent in pre-dominantly Kurdish Diyarbakir in the Southeast. The participation remained short of the public referendum held in 2007, which had a 52.9 percent voter turnout in Diyarbakir.

Participation was generally low in southeastern and eastern Anatolia, where there were some skirmishes and incidents as well as strong security measures put in place. Galip Ensariolu, the chairman of the Diyarbakir Trade and Industry Chamber (DTSO) told Today's Zaman that participation was very low in the morning hours, but in the afternoon the number of the people heading to the polls increased. He added that in the city center participation will be around 40 percent but that 90 percent of the participants will say yes to the constitutional amendments.

Abdurrahman Kurt, the ruling Justice and Development Party's (AK Party) Diyarbakir deputy, speaking to Today's Zaman, said that in certain neighborhoods there were threats and open attacks against people. Diyarbakir residents usually do not show willingness to go to the ballot boxes anyhow. Its participation in the previous referendums was very low also. For example the recent vote in 2007, on the election of the president, Diyarbakir's participation was 53 percent in general but in the city center was about 35 percent. We believe that this time the participation level will not be lower than in 2007, he said.

He added that people are more hesitant to vote in the towns and rural areas of Diyarbakir province. We heard that the participation in



Overall participation was strong in most areas of Turkey, although turnout was low in Kurdish areas due to threats.

Mardin was 50 percent but in Hakkari almost no one went to the polls, he said.

Selahattin Coban, the chairman of the Diyarbakir branch of the Association of Human Rights and Solidarity for Oppressed Peoples (MAZLUM-DER), sounded downbeat about the voter turnout. He said that his organization will try to monitor the referendum and will report any kinds of pressure on the people.

Two hours before the closure of the ballot boxes in Diyarbakir, «oban told Today's Zaman that the people of Diyarbakir are not very interested in the referendum.

Our teams visited many schools and noticed that participation is very low in the city center. But so far, we have not received any major complaint either from the public or from the party representatives at the ballot boxes. We cannot say that there is pressure on the people but there is an obvious hesitancy among them, «oban said.

He added that there were no open threats urging people to boycott the referendum but that the media created an image that such threats exist. This image created by the media affected people negatively. Also today [Sunday] is very hot here and people might not want to go outside, he said.

The BDP and the terrorist Kurdistan Workers Party (PKK) and its leader Abdullah Ocalan, who is serving a lifetime prison sentence in Ömerli Island in the Sea of Marmara, urged the public to boycott the referendum. The BDP also did not participate in the voting in

Parliament regarding the amendments. It claimed that despite their offering suggestions regarding the amendments, the government refused to take them into consideration. During both the referendum campaign and proceedings in Parliament, the BDP tried to bargain with the government and said that if government promised to meet some demands of the BDP, they might reconsider their position. Among their demands are lowering the election threshold, ceasing military operations within Turkey, the release of the pro-Kurdish politicians and recognizing Öcalan as a negotiator in the solution of the Kurdish problem.

Skirmishes and Molotov cocktails

Interior Minister Besir Atalay said that in general the referendum took place in a peaceful atmosphere and the people have showed an interest in the constitutional amendments. He added that on Saturday 120 persons and on Sunday 18 persons were arrested on charges of threatening people.

The arrests took place in Batman, Van and Ostanbul. Those people were the ones who were trying to exert pressure over the people. We said before that we will not tolerate this kind of behavior. Security forces are also monitoring the groups waiting in front of the schools and on the streets, he said.

In the Akdeniz district of Mersin a group including women and children organized an illegal demonstration to prevent people from voting. The police intervened to break up the demonstration. At the same time a different group waiting in front of the BDP local office in Akdeniz district and another group that wanted to vote started to clash. The police stepped in to stop this skirmish as well and detained 10 people.

In another area of Mersin, the Han neighborhood, one car and one truck were set ablaze while their owners were voting.

In Sirnak the skirmishes turned violent. In the KumAati district of Sirnak a group that wanted to vote was intercepted by a group boycotting the referendum. The verbal discussion turned into a physical fight and eight individuals sustained minor injuries.

Turks approve reforms, bolstering Erdogan's leadership

Turkey sets its sights on a whole new Constitution

ISTANBUL

BY SEBNEM ARSU

A day after its sweeping victory in a referendum, the Islamist-rooted government of Turkey called Monday for an entirely new Constitution next year, in addition to the structural changes approved Sunday to the judiciary, which had been the traditional safeguard of a staunchly secular state.

Huseyin Celik, the deputy chairman of the governing Justice and Development Party, said that if his party were re-elected next year, "we would prepare a new Constitution in consultation with the opposition, civil organizations and, in overall consensus, it will reflect Turkey's experience."

With more than 77 percent of the 50 million eligible voters participating in the referendum Sunday, unofficial final results show 58 percent voted in favor and around 42 percent against the 26 constitutional changes, the semiofficial Anatolian News Agency reported. The Senior Electoral Board is expected to is-

sue official results in the coming days.

The opposition, led by the Republican People's Party, or C.H.P., has strongly criticized the single-handed approach of the Islamist-rooted government in preparing changes to the Constitution.

"Turkey cannot continue its path with decisions that pleases one out of two people," Kemal Kilicdaroglu, the leader of the C.H.P., said, according to the Anatolian agency. "Our wish is to form a society free of oppression and we will be expecting a much clearer approach from the government in this direction."

The government, led by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, called the amendments approved Sunday essential steps for Turkey's democratic evolution. Most of the changes dealt with the status of women and children, labor union laws and the rights of civil servants, including lifting a ban against the filing of lawsuits against leaders of the 1980 military coup. Rights groups moved quickly to file petitions in Ankara, the capital, to prosecute those leaders.

Many critics, however, have considered this referendum as the latest

round in a power struggle between the Westernized secular elite and the pious Anatolian majority which has been steadily expanding its power in Turkey, a NATO member with troops in non-combat roles in Afghanistan.

The Parliament is expected to reconvene soon to prepare the legislative framework for the implementation of the changes, which the European Union will be monitoring closely to ensure the separation of powers.

With an ambitious foreign policy, Turkey has raised its position as a leading player in the region. But improving relations with Iran, Syria and groups like Hamas have irked the country's Western allies, some E.U. member states in particular, putting into question Ankara's eagerness to join the Union.

But European officials applauded the vote. The E.U. commissioner for enlargement, Stefan Füle, said the changes were "a step in the right direction as they address a number of long-standing priorities in Turkey's efforts towards fully complying with the accession criteria," The Associated Press reported.

Iran's nuclear cooperation is selective, U.N. says

VIENNA

Barring of inspectors hampers assessment of weapons allegations

THE ASSOCIATED PRESS

The United Nations nuclear-monitoring agency cannot confirm that all of Iran's atomic activities are peaceful because of Tehran's selective cooperation with nuclear inspectors, the agency's chief said Monday.

Yukiya Amano, director general of the International Atomic Energy Agency, criticized Iran for barring some of those inspectors, warning that the move hampered his agency's attempts to monitor Iran's nuclear program. He suggested that there was still no conclusive assessment of allegations that Tehran had conducted secret experiments to develop atomic arms because Iran continued to stonewall an agency

investigation into U.S. and other intelligence reports purporting to contain evidence of such experiments.

Mr. Amano's blunt comments, at the start of an agency board meeting, drew a strong response from Iran, which accused him of distorting facts in a report prepared for the gathering.

"We request the director general to immediately reconsider this sort of reporting," said Ali Asghar Soltanieh, Iran's chief delegate to the agency, "so that it will not create political tensions."

Iran insists that it is interested only in generating energy through enrichment. But since revelations of its secret enrichment program eight years ago, concerns have grown that Iran wants to develop nuclear weapons, in part through its refusal to give up enrichment and accept fuel from abroad.

The agency report noted that Iran continued to enrich uranium in defiance of five U.N. Security Council resolutions, and focused in greater detail on issues mentioned Monday by Mr. Amano: the lack of progress on the agency investiga-

tion of Iran's purported arms program experiments, and Tehran's decision to strip two inspectors of their monitoring rights after they reported what they called undeclared nuclear experiments.

"This report is the clearest evidence yet that Iran is refusing to address the proliferation concerns of the international community, number one, and number two, much more ominously that it appears determined to acquire a nuclear weapons capability," said Glyn Davies, the chief U.S. delegate to the agency.

While all member states select inspectors from an official agency list, some Western nations on the agency's board argue that because Iran has barred more than 40 inspectors over the past four years, a case could be made that Tehran is violating the agency's Safeguards Agreement. The agreement is meant to ensure that the agency can monitor Iran's nuclear program without impediment.

In barring the two monitors, Tehran argued that they misreported what they saw — a view rejected Monday by Mr. Amano. "I express my full confidence in the professionalism and impartiality of the inspectors concerned," he said. "Iran's repeated objection to the designation of inspectors with experience in Iran's nuclear fuel cycle and facilities hampers the inspection process."

Turkey's referendum Erdogan wins again

ISTANBUL

The government wins big, leaving the opposition fretful but impotent

THERE is just no beating him. Turkey's mildly Islamist prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has once again persuaded millions of Turks to back him, this time in a September 12th referendum on constitutional changes. The reforms will further erode the generals' influence and increase democratic control over the courts. Kemal Kilicdaroglu, leader of the opposition Republican People's party (CHP), had tried hard to portray the reforms as a final assault on the secular order of Ataturk, but the voters were unswayed.

As many as 58% said yes, on a turnout of almost 77%. Analysts suggest that half the yes voters were merely backing Mr Erdogan's Justice and Development (AK) party. The Nationalist Action party (MHP), which campaigned against AK for being too soft on the rebellious Kurds, took an even bigger drubbing than the CHP. Many in its main strongholds voted yes.

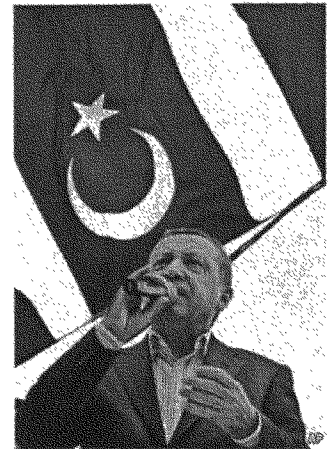
After his triumph, Mr Erdogan was quick to pledge a complete rewrite of the 1980 constitution, which was imposed after a military coup. It will have to wait until next year's general election, which is due next summer. There is plenty of speculation that, if AK repeats its success yet again, Mr Erdogan will then push for the presidency, which falls vacant in 2012. Critics say he may become Turkey's next sultan. But such worries are exaggerated. Turkey is in the midst of historic reforms—and the opposition's failure to embrace them explains why it keeps losing.

The AK party has been in

government since 2002, pursuing an agenda of broadly democratic reform and market liberalisation. This was enough to persuade the European Union to open membership talks with Turkey in 2005. Spurred on by a new class of Anatolian entrepreneurs, the economy has thrived. Turkey's growing influence has fostered a new national confidence that has replaced decades of paranoia and prickliness.

Yet the 42% of Turks who voted no in the referendum remain deeply suspicious of Mr Erdogan and the AK. Turkey is a divided country. The no voters form a slim crescent ringing its western and south-western shores. With their mentors in the army defanged and the CHP failing to gain ground, these "white Turks" feel increasingly vulnerable. Secular Istanbul editors joke darkly about moving to Izmir, which voted no.

Their worries are not wholly unfounded. Ever since his re-election in 2007, Mr Erdogan has unabashedly sought to silence dissident voices. He has had a lengthy run-in with the country's biggest media conglomerate, the Dogan group, which has now taken one show off the air and fired a number of secular columnists. Pressed for an opinion, one surviving soul says "I am too frightened to talk." This makes it even less likely that mainstream titles will make space for Mr Kilicdaroglu's claims that AK is steeped in corruption. Turkey's media bosses tend to value their other business interests over a free press. Meanwhile, the only overtly Islamist party, Saadet, which



Erdogan wants even more votes

had previously been nibbling away at AK's pious base, is riven by internal squabbles.

Yet Mr Erdogan cannot afford to be complacent. Most Kurdish voters in the south-east complied with the wishes of the largest Kurdish party to boycott the referendum. This in turn points to the enduring power of the Kurdistan Workers' party (PKK), which has been waging a violent separatist campaign for the past 26 years. The PKK has threatened to call off its recent unilateral ceasefire unless Mr Erdogan makes further concessions on Kurdish rights and sticks to his promise to produce a new constitution.

The MHP's poor showing should free Mr Erdogan to respond to Kurdish demands. The changes to the judiciary mean that antediluvian judges and prosecutors no longer stand in his way. Mr Kilicdaroglu has said he is ready to help draft a new constitution. Past experience suggests that both the Kurdish issue and a new constitution need some input from the opposition. So long as the Kurdish problem, in particular, festers, Turkey cannot be a truly healthy democracy.

Roadside bomb kills 9 aboard minibus traveling in southeast Turkey

SUZAN FRASER
Associated Press Writer

ANKARA, Turkey (AP) — A roadside bomb attack killed nine people traveling on a minibus Thursday, authorities said, in the latest violence to shake Turkey's turbulent southeast, where Kurdish guerrillas have been fighting for autonomy for decades.

Turkish troops launched an operation to hunt those believed to be behind the attack, which also injured four people, including a 15-month-old baby, near the village of Gecitli in the rugged Hakkari province bordering Iran and Iraq, Hakkari Gov. Muammer Turker said.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan vowed to press ahead with the fight against the rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK. The PKK later denied responsibility.

"These kinds of incidents will not deter us," Erdogan said after the attack. "Terrorism has a cost but it will not remain unanswered."

The rebels suggested it may have been the work of forces trying to discredit the group.

Roj Welat, a spokesman for the PKK told the Associated Press: "We have nothing to do with this explosion and we do not target civilians."

"The Turkish government and the groups loyal to it are behind these attacks as part of their attempts to distort the image of the PKK," Welat said.

In a statement carried by the pro-Kurdish Firat news agency, the group blamed what it called renegade elements within the state that operate clandestinely against perceived enemies and insisted that a unilateral cease-fire it declared would remain in force until Sept. 20.

Kurdish rebels have targeted military vehicles with improvised explosive devices, with the latest such attack on Wednesday in Hakkari province. There have also been several other attacks on police over the past week, which would violate the cease-fire the rebels declared as a pro-



Kurdish party called on the government to open dialogue with rebels for a peaceful solution.

The Hakkari governor's office initially said 10 people were killed in the blast, but later reduced the death toll to nine. It said the mix-up stemmed from the condition of the bodies and that one of the victims had two different names.

A brief scuffle broke out between Kurdish villagers and soldiers who arrived to investigate, after some villagers allegedly refused to hand over a bag they found, CNN-Turk television said. Soldiers could be seen firing shots into the air while a youth was shown throwing a rock at troops.

Two backpacks, two Russian-made anti-tank mines and plastic explosives were discovered near the scene, the state-run Anatolia news agency reported.

On Tuesday, thousands of Kurds attended a funeral for one of nine Kurdish rebels killed in a clash in Hakkari last week. Youths at the funeral threw stones at police, but dispersed after the region's Kurdish mayor intervened, the Anatolia news agency reported.

The pro-Kurdish Peace and Democracy Party boycotted a referendum Sunday over the constitution, arguing that ethnic Kurdish identity was not fully recognized by the state.

The party is now backing an initiative for a five-day boycott of schools when they open on Sept. 20 to force the government into allowing Kurdish-language education for

Kurdish children. The party's leader, Selahattin Demirtas, has said he will not send his daughter to school on Monday, prompting an angry reaction from the Education Minister Nimet Cubukcu who accused the politician of "using children for political aims" and said legal action would be taken against the parents.

A court in Diyarbakir, Turkey's largest city in the mainly Kurdish southeast, issued an order for the removal of all posters calling for the removal of all posters calling for the schools' boycott, Anatolia reported.

Teaching in schools is in Turkish, although Turkey recently took steps toward wider Kurdish-language education by allowing the opening of Kurdish-language institutes and Kurdish courses at universities.

The rebels have been fighting for autonomy in the country's Kurdish-dominated southeast since 1984. The conflict has killed tens of thousands of people.

Bloomberg

September 17, 2010

Iraqi President Jalal Talabani Says His Successor May Not Be Kurdish

By Caroline Alexander

Iraqi President Jalal Talabani said the country's Kurdish minority won't insist on retaining the post after he departs, though it won't drop demands for internal territorial adjustments in the country's north.

There's no constitutional requirement that the president should be Kurdish, Talabani said in comments broadcast by al-Arabiya television. "We can negotiate the possibility that the position of president may not be taken by the Kurds."

While Iraq's constitution doesn't allocate key posts on the basis of sectarian or religious affiliation, as the power-sharing system in Lebanon does, Iraqis have so far awarded the presidency to a Kurd, the premiership to a Shiite Muslim and the post of speaker of parliament to a Sunni Muslim. The distribution of top jobs is a bid to keep the lid on sectarian rivalry between Sunnis and Shiites that has frequently erupted into violence, and ease tensions between Kurds and Arabs over land and oil resources.

Talabani has recently signaled that he wants to stay on as president, after saying in January that he wouldn't seek re-election. He told al-Arabiya that the presidency could also go to a member of the Turkmen minority, without suggesting other options.

Kurds won't negotiate on Article 140 of the constitution, which states that people in the disputed territories will decide in a referendum whether they want to join the semi-autonomous

Kurdistan region or the Arab provinces of Iraq, Talabani said. Those areas include the northern oil hub of Kirkuk. A government that fails to hold such a vote "will be violating the Iraqi constitution," he said.


Arab Opposition

Many of Iraq's Arabs and Turkmens have opposed the implementation of Article 140, citing concerns that Kirkuk will become part of the Kurdish region. Iraq, holder of the world's third-largest oil reserves, exported 58.7 million barrels in May, with almost a quarter of that total coming from Kirkuk.

Kurds make up about one-fifth of Iraq's population. An alliance of Kurdish parties won 43 seats in the March parliamentary elections, which produced no clear winner and created an impasse as leaders compete for allies to form a new government. The Kurds are the fourth-largest bloc behind former Prime Minister Ayad Allawi's Iraqiyah, Prime Minister Nuri al-Maliki's State of Law and the Shiite Iraqi National Alliance.

The U.S., which completed withdrawal of its combat troops from Iraq last month and plans to pull the remaining soldiers out next year, is pressing for a quick end to the deadlock.

The Kurds have said they will back the group supports their demands. As well as the referendum on territorial changes, they are seeking rights to sign oil deals in their own region, and say the federal government should finance the Kurdistan administration's Peshmerga militias without fully integrating them into the Iraqi army.

 Rudaw.Net 20 September 2010

Kurdish Children Sizable Boycott Schools In Turkey

By FIRAT KELEHKI

Diyarbakir, Turkey.- Following a call from the Kurdish Education and Language Movement (known as TZP-Kurdi), a sizable number of Kurdish children in Turkey boycotted the first day of school Monday in objection to the lack of Kurdish language in the education.

The boycott expected to continue for five days has largely been welcomed in Turkey's Kurdish cities with the showing up of around a dozen pupils in some 500-pupil schools.

The boycott highlights one of the deficiencies of Turkey's democracy and is a threat to the dream of many Turks to have their country accessed into the European Union.

It was supported by several pro-Kurdish parties and organizations including the Peace and Democracy Party (BDP-the major Kurdish party- and the militant Kurdistan Workers' Party (PKK), which has bases here in the mountains of Iraqi Kurdistan.



A school in Sirnakh where more than 90 percent of students did not show up on Monday, the first official day of new year's education in Turkey. Photo/Diha.

These parties have already boycotted a referendum held over a constitutional amendment package proposed by the ruling Justice and Development Party (AKP) under the chairmanship of Prime Minister Tayyip Erdogan.

This time's boycott by the Kurdish children serves as a reminder of one of the serious problems Kurds have to Erdogan after he gained a notable success in the September-12 referendum.

More than 23 percent of eligible voters boycotted that referendum, a move that played the decisive role in the success of Erdogan's Islamic-leaning party over its secular nationalist opponents.

Erdogan has long spoken of solving Kurdish question in Turkey. But observers say he has practically done little.

Khaje Shan, spokesperson for the TZP-Kurdi has said that the boycott will happen throughout whole Turkey, encouraging everyone who supports the right of the Kurds to enjoy studying in their mother tongue to

support her organization's call.

Shan said education should be administered at the local level by the provincial powers rather than by the central government.

Selahattin Demirtas, leader of the BDP, has considered the campaign a right move to pressure the Turkish government do more regarding the Kurdish cultural rights.

"I myself have 5 kids. I will not send them to school for five days," said Demirtas. "I want my daughter to study in her mother's tongue."

But the Turkish government has criticized the move threatening that the parents of the boycotters could be penalized.

"Preventing children from education is exploitation," Turkey's Minister of National Education, Nimet Çubukçu. "We strongly protest the decision to use kids for political ends."

"Whoever not sending their kids to school, legal procedures will be taken against them," added Çubukçu.

Facts About Suspected Murderer of Kurdish Journalist

By TAYAR ADIL GORAN and ABDULLA QIRGAEE

ERBIL, Iraqi Kurdistan: A committee formed by the authorities of Iraqi Kurdistan announced last week that a member of an Islamic extremist group admitted that they murdered a young Kurdish critical journalist Sardasht Osman.

Hisham Mahmoud Ismaeel was one of the murderers, said the government report.

He told the inquiry committee that he was a member of the long-practically-defunct Ansar al-Islam- a Kurdish offshoot of al-Qaeda active before 2003 in Hawrman region near Sulaimani under the leadership of Mullah Krekar, who now lives in Norway.

Ismaeel, who was arrested about two months after the abduction and murder of 23-year old Osman, admitted that he and three others had committed the crime after Osman refused to carry out work he pledged them, the inquiry says.

Ismaeel, 28, is from the restive city of Mosul, where Sunni insurgents still roam. He worked as a car mechanic in Beji neighborhood in the Salahaddin province.

The government's report says he is an ethnic Kurd. But a family member says that they are originally Arabs living in the Kurdish regions for decades.

Sabah Ramazan Younis, is the eldest uncle of Ismaeel living in Akre town here in the semi-autonomous region of Kurdistan. He said he heard three months ago that Ismaeel had been arrested by the police.

"Since he was the only son of his family, he was too much free to behave however he desired," said Younis, adding that he had not seen Ismaeel for five years.

"Nobody was able to interfere in what he was doing. He never listened to anyone especially since the his father passed away."



Hisham Mahmoud Ismaeel, a suspected murderer of Kurdish young journalist Sardasht Osman.----- Photo/Rudaw



Hundreds protested the killing of a Kurdish journalist and tried to storm the Parliament on May 10. Photo/AFP

How Was He Arrested?

The committee formed by Kurdistan's President Massoud Barzani started investigation into the murder almost a week after Osman died on May 5.

In June, the committee asked the Erbil's Supreme Court to issue an arrest warrant for Ismaeel after it said it had evidence that Ismaeel was involved in the killing.

After receiving the warrant, the chief of the police of Beji Lt. general Khalil Ali Jibori, said he arrested and handed him in to the Erbil court.

"No one from the assayish [Kurdish security force] or Erbil's police men participated in the operation. They sent a court order and we arrested him," said Jibori, an Arab.

"On June 23, 2010, officer Hussein Ali Ahmed carried out the order. After the case was sent to the Beji Court, it was legally handed in to Erbil's Police on June 27, 2010," said Jibori, adding that Ahmed was killed 2 days after by an explosive car detonated in front of his headquarters.

Jibori is convinced that the explosion was conducted by the Islamic

group as a revenge against Ahmed who had arrested Ismaeel. He said before that explosions had been rare in Mosul.

But a statement issued by Ansar al-Islam denied any involvement of the group in the murder. It said that the accusation was "a huge lie."

"We as a Jihadi group are against the American occupiers and their allies including the [Kurdistan Democratic Party] KDP and [Patriotic Union of Kurdistan] PUK," said the statement.

"If we kill or kidnap someone, we will announce it ourselves. We don't need anybody to lie for us. We consider the kidnappings and killings we may carry out a prayer for which we shall get rewarded by God."

Twin bombs kill 29 and wound 100 in Baghdad

BAGHDAD

Cellphone company and security ministry seem to be the targets

BY TIMOTHY WILLIAMS
AND STEPHEN FARRELL

At least 29 people were killed and more than 100 others wounded when two bombs exploded almost simultaneously Sunday in Baghdad.

One of the bombs was apparently aimed at a sales office of Asiacell, a large Iraqi mobile phone company that has been a frequent target of insurgent extortion attempts.

The target of the second bombing, the more lethal of the two, was a branch office of the Ministry of National Security in Khadimiya, a predominantly Shiite area in northern Baghdad. Nineteen people were killed and 53 others were wounded in that bombing.

The blasts are the latest in a series of attacks that have occurred across Iraq during the past several weeks coinciding with the country's continuing political crisis.

Iraq held parliamentary elections more than six months ago, but the country's political leaders have failed thus far to agree on a coalition government.

Insurgents have sought to take advantage of the power vacuum during what has been a violent summer in the country.

Separately, in Falluja, in western Iraq, a roadside bomb killed six people on Sunday, including three Iraqi soldiers. Fourteen people were wounded in the attack, the Iraqi police said.

No one took immediate responsibility for the two Baghdad explosions, which took place about 10:30 a.m., but the first — a suicide car bomb detonated outside of Asiacell in the west Baghdad neighborhood of Mansour — had the hallmarks of an operation carried out by Al Qaeda in Mesopotamia and its Sunni insurgent allies.

Al Qaeda has repeatedly blown up mobile phone transmission towers around the country, many of them owned by Asiacell. The group also bombed the company's office in the northern city of Mosul in 2008.

On Sunday, an Iraqi police officer at the scene said the office in Mansour had also been bombed at least once in the past.

The police said 10 people were killed and 58 others wounded in the attack outside the mobile phone store.



An Iraqi soldier on the edge of a crater created by a car bomb in the Baghdad district of Mansour on Sunday. The attacks had the hallmarks of Al Qaeda in Mesopotamia and its allies.

The district, located in a heavily traveled business and residential area, was littered with glass and other rubble.

Car parts had been blown atop nearby rooftops. One car had been tossed completely over a building about 50 paces away.

The vehicle apparently used for the bombing, reduced to a burned-out shell, sat in a crater.

Diar Ahmed, Asiacell's chief executive officer, said by telephone that while the company has been repeatedly threatened by insurgents demanding money, the Mansour office had received no recent threats.

But an employee who works at the store said an attack at one of Asiacell's

Insurgents are exploiting a power vacuum as politicians fail to agree on a government six months after elections.

Baghdad shops had been expected because the company had refused to pay extortion money to insurgents. He spoke on condition of anonymity because he was not authorized by Asiacell to speak.

People who live nearby said the store had been well protected by blast walls and by two Iraqi police checkpoints that were on either side of it.

The suicide bomber apparently drove up to a small gap between sections of

the blast wall intended as a pedestrian passageway before triggering the explosion, the police said.

Haider Rahim, a 23-year-old police officer who lives nearby, said the force of the blast had thrown him to the floor of his house.

When he went outside to survey the damage he saw people covered in blood and others burning inside their cars, he said.

The Khadimiya bombing occurred in a residential neighborhood where an office of the Ministry of National Security is also located, the Iraqi police said.

The blast badly damaged that house and at least eight others, knocked down power poles and set trees ablaze.

The vehicle used in the explosion was a pickup truck that had been parked outside a wall in front of the house belonging to the security ministry, the Iraqi authorities said.

The police said that the casualties included employees of the ministry, an agency that works in part to prevent insurgent attacks.

"I carried a lot of victims to the ambulance," said Ali Zamil, a police officer. "Many were women and children."

Yasir Ghazi, Mohammed al-Obeidi, Khalid D. Ali and Zaid Thacker in Baghdad and an employee in Falluja contributed reporting.

TURQUIE • Les premières leçons du référendum

En disant "oui" à la révision de la Constitution, les électeurs turcs ont conforté la position de l'AKP, le parti au pouvoir. Les partis en présence devraient maintenant participer à une nouvelle dynamique politique. Sans oublier d'inclure les Kurdes qui ont largement boycotté les urnes.

| Pierre Vanrie |
Courrier international

“LA MAJORITÉ gouvernementale est sortie victorieuse du référendum du 12 septembre 2010” écrit Derya Sazak dans *Milliyet* dans un éditorial critique à l’égard de l’opposition. “La stratégie de l’opposition parlementaire [kémaliste et d’extrême droite] qui a confondu ce référendum sur la révision constitutionnelle avec une élection pour ou contre le Parti de la justice et du développement (AKP, le parti au pouvoir) s’est soldée par un échec. La gauche qui semble avoir oublié de remettre en cause les conséquences du coup d’Etat de 1980 a choisi de se focaliser sur les origines islamistes de l’AKP et de consacrer toute son énergie à défendre le statu quo en justifiant l’idée d’un Etat tout puissant. Plutôt que d’opter pour davantage de liberté et de démocratie sur une voie menant à l’Union européenne, la gauche s’est perdue dans les méandres de l’idéologie souverainiste en s’alliant avec le Parti de l’action nationaliste [MHP, extrême droite]. La plus grande erreur du leader du Parti républicain du peuple [CHP, kémaliste], Kemal Kılıçdaroglu, pendant cette campagne a ainsi été d’abandonner le combat en faveur de la démocratie à l’AKP”.

Oral Calislar dans *Radikal* abonde dans ce sens en critiquant l’idéologie élitiste et antipopulaire du CHP qui a toujours attribué ses défaites électorales au peu-

ple “qui est forcément ignorant et manipulé”. Evoquant le boycott des urnes dans une partie des régions kurdes du pays, il estime que “par ce boycott largement suivi, les Kurdes ont fait passer le message selon lequel toute avancée en matière de libertés et de nouvelle constitution n’aura de sens que si elle concerne également la question kurde”.

Le quotidien pro-kurde *Günliik*, proche du parti pro-kurde BDP [Parti pour la paix et la démocratie, proche des thèses du PKK] se réjouit d’ailleurs de l’ampleur de ce boycott qui placerait Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK, en position d’interlocuteur, ce qui est une revendication de la mouvance pro-PKK : “L’AKP et le CHP doivent maintenant admettre qu’aucune décision prise sans l’aval des Kurdes et de leurs représentants politiques ne pourra avoir d’effet dans la région [à majorité kurde]. Il faut donc qu’ils acceptent de s’asseoir à la même table qu’eux pour discuter de l’adoption d’une nouvelle constitution civile et démocratique”.

Taha Akyol dans *Milliyet* minimise toutefois l’ampleur de ce boycott en expliquant que le taux de participation dans ces régions du sud-est anatolien est lors de chaque élection plus bas que la moyenne nationale “et que s’il a été très marqué à Hakkari (9 %), il l’a moins été par exemple dans la province voisine de Van (43 %)”.

“Le boycott a été plus efficace dans des villes telles que Hakkari ou Sirnak où la pression sociale est plus forte que dans certaines grandes villes telles que Sanliurfa par exemple où la participation a été de 70 %”.

Mehmet Yilmaz dans *Hürriyet* déplore le résultat de ce référendum qui permet désormais au Premier ministre Erdogan de “formater l’appareil judiciaire à sa guise”. “Il pourra ainsi faire nommer les juges et les procureurs qu’il veut. Ce qui attend maintenant la Turquie, c’est la poutinisation du régime. Nul n’ignore d’ailleurs que son prochain objectif c’est que la Turquie se dote d’un système présidentiel fort”. Ahmet Insel dans *Radikal* estime que le grand perdant de ce référendum est le Parti de l’action nationaliste (MHP, extrême droite) dont les consignes n’ont pas été suivies dans ses bastions traditionnels. Cela ouvre des perspectives positives pour l’avenir : “Les parties en présence sont au moins d’accord sur la nécessité d’une nouvelle constitution. Si ces promesses ne sont pas oubliées, le projet de nouvelle constitution sera le thème central des prochaines élections législatives. Dans ces conditions, la situation qui voit un AKP débarrassé du chantage nationaliste de l’extrême droite et un CHP qui aura compris qu’un projet en faveur de plus de démocratie lui apportera davantage de voix est de nature à créer une nouvelle dynamique politique allant dans le sens de la démocratisation”.



TURQUIE: 10 BLESSÉS DANS UN NOUVEL ATTENTAT DANS LE SUD-EST TURC

HAKKARI (Turquie), 17 septembre 2010 (AFP)

DIX PERSONNES, dont six policiers, ont été blessées vendredi dans un attentat à la bombe dans le sud-est de la Turquie survenu au lendemain de l’explosion d’une mine qui a coûté la vie à neuf villageois kurdes, a indiqué une source officielle locale.

Les autorités locales soupçonnent les rebelles kurdes d’être les auteurs de cet attentat survenu à Yüksekova, dans la province de Hakkari, à l’extrême sud-est de la Turquie, à la frontière avec l’Iran et l’Irak.

Quatre policiers sont dans un état grave, a souligné cette source à l’AFP sous couvert d’anonymat.

La bombe placée près d’un arrêt de taxi a explosé alors que des milliers de personnes défilaient sur l’artère principale de Yüksekova après avoir assisté aux funérailles de deux des villageois tués la veille dans un attentat contre un

minibus transportant des civils dans un village de Hakkari.

Avant l’explosion, la foule s’est heurtée à la police anti-émeutes à coups de pierres. La police a riposté avec des canons à eau et des grenades lacrymogène avant de tirer en l’air pour disperser les manifestants.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a assuré que l’attentat de jeudi ne resterait pas impuni et a pointé du doigt le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

L’aile militaire de ce mouvement a néanmoins rejeté toute responsabilité dans l’attaque du minibus, mettant en cause des éléments au sein de l’Etat turc chargés, selon elle, de créer des désordres dans cette zone qui est le théâtre depuis longtemps de combats entre le PKK et les forces de sécurité.

Généralement, le PKK rejette toute implication lorsque ses actions coûtent volontairement ou accidentellement la vie à des civils, une manière d’éviter la réprobation populaire.

En Turquie, les putschistes de 1980 sont plus vulnérables

Après la large victoire de son projet de révision constitutionnelle, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan annonce la rédaction d'une nouvelle Constitution, totalement civile

ISTANBUL
De notre correspondant

Elles n'ont pas perdu un seul instant. Il était 9 heures, hier matin, lorsqu'une centaine de personnes ont pris d'assaut le tribunal de Besiktas à Istanbul pour déposer plainte contre les auteurs du coup d'État du 12 septembre 1980. La veille, trente ans jour pour jour après ce putsch, 58 % des électeurs turcs avaient approuvé par référendum une révision constitutionnelle qui lève l'immunité de ces généraux.

« Nous ne voulions pas perdre de temps, explique Yalçın Sezer, un enseignant de 29 ans qui s'appête à apposer son nom sur la liste des plaignants. C'est un grand jour pour la Turquie. Je suis très optimiste. Je pense que les putschistes seront jugés un jour. Pouvoir enfin déposer plainte contre eux, trente ans après les faits, est un symbole fort. Je suis très fier d'être là aujourd'hui. » Selon les nouvelles dispositions, il n'est pas besoin d'avoir été une victime directe du putsch pour pouvoir porter plainte.

Yalçın Sezer est l'un des 21 millions d'électeurs qui ont approuvé la révision constitutionnelle présentée au peuple et qui amende 26 articles d'un texte rédigé en 1982, par les militaires. « Mon souhait est que l'on réécrive une toute nouvelle Constitution, entièrement civile, ajoute Yalçın Sezer. Le vote de dimanche marque le début de ce travail. »

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, est allé dans ce sens dimanche soir lors d'un discours fleuve prononcé sous les applaudissements de ses supporters dans les locaux de son parti (AKP, Parti de la justice et du développement) à Istanbul. « Dès demain, 13 septembre, nous tracerons une feuille de route pour la rédaction d'une toute nouvelle

Constitution, a-t-il déclaré. Aujourd'hui, notre démocratie a gagné. Les perdants ne sont pas ceux qui ont voté "non" mais ceux qui refusent le changement et ceux soutiennent les putschistes. »

Si le chef du gouvernement s'est voulu rassembleur, c'est pour balayer les tensions très fortes de ces dernières semaines. Car la campagne électorale, très agressive, a révélé une fois de plus les suspicions d'une partie de la population envers le parti islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan. Fait rare, le premier ministre s'est d'ailleurs excusé dimanche auprès de ceux qu'il « aurait pu blesser » durant cette campagne.

« Dans un référendum sur la Constitution, les 42 % d'électeurs qui ont voté "non" sont plus importants que les 58 % qui ont voté "oui", analyse Hakan Yılmaz, politologue à l'université du Bosphore à Istanbul. La Constitution est un pacte social qui aurait dû réunir et non diviser le pays. Bien sûr, la victoire du "oui" est une réussite pour le premier ministre mais les 42 % de "non" ne sont pas de bon augure. Si le gouvernement ne fait rien pour apaiser le scepticisme de ces électeurs, la paix sociale ne pourra pas être assurée. »

La Turquie est en effet ressortie divisée de ce scrutin. La grande majorité des régions anatoliennes ont approuvé le projet constitutionnel tout comme Ankara,

la capitale, et Istanbul, cœur économique et culturel du pays. Les régions proches du parti d'opposition CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste) telles que l'Égée et la côte méditerranéenne ont en revanche rejeté le projet.

Quant au sud-est de la Turquie, à majorité kurde, si le « oui » y est massif comme à Diyarbakir (94 %), l'appel au boycott lancé par le parti BDP (Parti pour la paix et la démocratie) est une réussite. Ce parti critiquait l'absence d'avancée sur la question kurde dans ce paquet constitutionnel.

Cette victoire du « oui » devrait en tout cas permettre à Ankara de renforcer sa crédibilité en direction de l'Union européenne avec qui les relations sont tendues (*lire encadré ci-dessous*).

Plus important peut-être, à moins d'un an de nouvelles élections législatives, la victoire du « oui » conforte la position du premier ministre et fragilise l'opposition à l'image du CHP qui avait appelé à voter « contre la réforme et contre l'AKP ». Ironie du sort, son nouveau leader Kemal Kılıçdaroglu n'a pas pu voter dimanche... faute de s'être inscrit sur les listes électorales.

DELPHINE NERBOLIER

L'Europe et les États-Unis se félicitent du résultat

L'Europe et les États-Unis ont salué l'issue du référendum constitutionnel en Turquie, présenté par Ankara comme un atout sur la voie de l'intégration dans l'Union européenne (UE) de ce pays musulman de 73 millions d'habitants. Les partisans de l'adhésion se sont dits confortés. Le ministre espagnol des affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, y a vu « un signal clair de la vocation européenne » de la Turquie. « Cela ouvre la porte européenne, même si cela prendra du temps d'en franchir le pas », lui a fait écho son homologue suédois, Carl Bildt.

Alors que Nicolas Sarkozy ne cesse de dire qu'il n'est pas favorable à l'adhésion, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué que la France avait « pris note du résultat ». Il n'a pas répondu à la question des répercussions possibles sur les négociations avec Ankara. Samedi, le chef de la diplomatie, Ahmet Davutoglu, avait exprimé « clairement » à Bruxelles son mécontentement face à la lenteur du processus.

Les États-Unis, qui militent ardemment en faveur d'un ancrage du pays à l'Union européenne et accusent cette dernière d'éloigner la Turquie de l'Occident du fait de ses atermoiements, ont salué par la voix du président Barack Obama le fort taux de participation au référendum. Il y a vu le reflet de « la vitalité de la démocratie turque ».

Le Monde

Mardi 14 septembre 2010

Le « oui » au référendum laisse une Turquie divisée

Les antagonismes s'aggravent entre les classes populaires et les bastions des élites kémalistes

Istanbul

Correspondance

Numériquement, la victoire est nette. Les Turcs ont voté à 58 % en faveur des réformes constitutionnelles, avec un taux de participation de 77 %. Mais, dimanche 12 septembre au soir, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a été accueilli de façon très différente à deux occasions.

Acclamé par ses partisans au siège du Parti de la justice et du développement (AKP), il a été conspué, deux heures plus tard, par les supporters turcs venus encourager l'équipe nationale pour la finale du championnat du monde de basket. Ces deux images dessinent l'état de la Turquie au lendemain du référendum et à dix mois des élections législatives.

Sûr de sa popularité, le leader islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2003, briguera un troisième mandat. Mais les antagonismes s'aggravent un peu plus entre les classes populaires, favorables à l'AKP, qui vivent dans les régions d'Anatolie centrale et dans les banlieues des grandes villes, Istanbul et Ankara, et qui ont massivement voté « oui », et les bastions des élites kémalistes, dans l'Ouest et le Sud, où le « non » l'a emporté.

Pour le chef du gouvernement, « le vainqueur aujourd'hui est la démocratie turque. (...) Les putschistes ont perdu, ils n'atteindront pas leur but », a-t-il lancé, après l'annonce des résultats.

La réforme votée dimanche, le jour du 30^e anniversaire du coup d'Etat de 1980, modifie 26 articles de la Constitution, rédigée par la junte militaire en 1982. Elle vise

notamment à empêcher les interventions dans la vie politique de la justice et de l'armée, deux institutions piliers du régime turc, qui ont souvent opposé des résistances à M. Erdogan. L'exécutif aura désormais son mot à dire dans la nomination des juges de la Cour constitutionnelle et du conseil de la magistrature. La compétence des cours militaires sera réduite. Les partis politiques ne pourront plus être dissous sans accord préalable du gouvernement, et les auteurs du coup d'Etat de 1980 vont théoriquement pouvoir être jugés...

Les Kurdes boycottent

L'Union européenne a salué « un pas dans le bon sens », mais s'est déclarée attentive à la mise en œuvre des réformes. Une nouvelle Constitution est attendue de longue date. « Le "oui" va accélérer le processus », espère l'universitaire Cengiz Aktar. Les adversaires de l'AKP perçoivent au contraire le vote comme « un coup porté aux institutions » et dénoncent la dérive autoritaire de M. Erdogan. Le leader de la droite nationaliste, Devlet Bahçeli, a réclamé dimanche soir « des élections anticipées ».

Quant à la région kurde située dans l'est de la Turquie, elle se trouve à nouveau dans un état de quasi-insurrection. Les électeurs ont massivement suivi l'appel au boycott lancé par le BDP (Parti pour la paix et la démocratie), le parti kurde proche de la guérilla du PKK, et des affrontements ont éclaté. A Diyarbakir, la capitale de la région, seuls 35 % des électeurs se sont manifestés. Dans le fief de Yüksekova, à la frontière de l'Iran, le taux de participation a atteint à peine 3 %.

Guillaume Perrier

Les Turcs sont 58 % à approuver la réforme de leur Constitution



Le Monde

Jeudi 16 septembre 2010

Les Turcs demandent justice trente ans après le putsch

Trente ans après les faits, une avalanche de plaintes s'abat sur les généraux auteurs du coup d'Etat militaire sanglant du 12 septembre 1980.

Dès lundi 13 septembre au matin, une centaine de personnes a investi le tribunal de Besiktas, à Istanbul, pour réclamer « justice contre les putschistes ». Intellectuels, responsables d'organisations des droits de l'homme ou simples citoyens ont déposé plainte pour « meurtres », « tortures » et « coup d'Etat ».

A Ankara, Bursa, Samsun, dans l'ouest et dans le sud-est du pays, à majorité kurde, des procédures similaires ont été lancées.

Obtenir réparation

Il s'agit de la première conséquence concrète du résultat du référendum de dimanche. Le projet de réforme de la Constitution proposé par le gouvernement a obtenu 58 % des suffrages, avec l'espoir, pour les victimes de la répression qui frappa toute la gauche turque et kurde, d'obtenir réparation.

Parmi les 26 modifications adoptées figure la suppression de l'article 15, qui garantissait l'immunité judiciaire aux auteurs du coup d'Etat.

Le général Kenan Evren, chef de la junte au pouvoir de 1980 à 1983 et président de la Turquie jusqu'en 1989, aujourd'hui âgé de 93 ans, coule une retraite paisible

sur la côte égéenne. Deux de ses adjoints sont toujours en vie et pourraient aussi être convoqués par la justice, si les procureurs jugent les plaintes recevables.

Après le coup d'Etat, environ 650 000 personnes ont été arrêtées, des centaines tuées ou disparues, sans compter la cinquantaine d'exécutions capitales. « Je suis resté six ans en prison, dont trois à être torturé jour et nuit, raconte l'intellectuel kurde Orhan Miroglu, membre à l'époque du Parti socialiste du Kurdistan de Turquie. On nous infligeait un traitement de rééducation militaire. Nous étions battus, humiliés, forcés à violer nos codétenus et à manger nos excréments. » L'écrivain a déposé plainte contre ses bourreaux, comme des dizaines de militants passés par la prison de Diyarbakir, où la répression militaire fut la plus brutale.

La question de la recevabilité des plaintes divise les juristes. Après trente ans, les faits peuvent-ils être prescrits ? « L'important, c'est le symbole », répond Baskin Oran, professeur de sciences politiques. « Maintenant que cet obstacle est levé, il y a un vrai espoir de voir la Turquie connaître un processus comme en ont connu l'Argentine et le Chili, veut croire Orhan Miroglu. Il est temps de créer des commissions vérité et réconciliation. »

Guillaume Perrier
(Istanbul, correspondance)

Les premiers enseignements du référendum du 12 septembre

Jean Marcou

Si la victoire du « Oui » semblait probable, son ampleur a malgré tout surpris, car le sondage le plus favorable effectué récemment (les 4 et 5 septembre derniers), par l'Institut Konda, avait pronostiqué un score de 56,8 %, se situant plus d'un point au-dessous du résultat final.

Cette surprise est d'autant plus forte que le triomphe du « Oui » n'est pas seulement important pour la réforme constitutionnelle qui était l'objet de ce scrutin, il l'est aussi et surtout parce qu'il vient renforcer opportunément la légitimité du gouvernement de l'AKP, souvent mise en cause depuis les élections locales de l'an passé, qui avaient vu le parti majoritaire descendre au-dessous de la barre symbolique des 40% et reculer pour la première fois, par rapport au score qu'il avait réalisé lors de la précédente consultation. À ce tassement électoral s'ajoutait des rumeurs persistantes sur l'usure de la formation au pouvoir, suscitées, entre autres, par les difficultés de la politique d'ouverture kurde ou par l'avènement d'un nouveau leader à la tête du CHP. En remportant très confortablement sa 6ème victoire depuis son arrivée au gouvernement en 2002 (élections législatives de 2002, élections locales de 2004, élections législatives de 2007, référendum d'octobre 2007, élections locales de 2009, référendum de 2010), l'AKP a balayé d'un coup tous ces doutes, conforté le mythe de son invincibilité et démontré que la dynamique enclenchée il y a 8 huit ans était loin de marquer le pas. Ce succès, en outre, en appelle déjà un autre, car il fait pressentir la victoire du parti de Recep Tayyip Erdogan, lors des prochaines élections législatives, qui doivent se tenir en 2011.

Le raz-de-marée de dimanche laisse ainsi l'opposition sinistrée. L'échec du « Non » est d'abord celui du CHP, d'autant plus grave pour les kémalistes que leur parti avait entamé une mutation sensible de son discours, depuis la consécration en mai dernier de Kemal Kılıçdaroglu. Au cours de la campagne, qui a précédé le référendum, le nouveau leader a certes cherché à dépasser la rhétorique simpliste de son prédécesseur, abandonnant presque les thématiques de « l'agenda caché » ou du péril islamiste, pour choisir de souligner en priorité le danger d'une concentration des pouvoirs dans les mains du seul parti gouvernemental. Mais, suite à tant d'années où les propos à l'emporte-pièce ont été la règle, il faut bien reconnaître ce changement de ton sonnait un peu faux. Que pesait la proposition d'amnistie pour les rebelles du PKK, après les positions particulièrement nationalistes prises ces dernières années sur la question kurde ? Comment croire que le parti kémaliste était devenu le chantre d'un constitutionnalisme véritable, après les manipulations constitutionnelles à répétition de 2007 et de 2008 ? L'une des leçons de ce scrutin est sans doute que l'image du CHP, au sein de l'électorat turc, est loin d'avoir changée, et qu'elle reste par trop associée à un régime politico-militaire révolu.

L'autre grand perdant de ce référendum est sans nul doute, le parti du mouvement nationaliste de Devlet Bahçeli. Le MHP n'a en réalité jamais réussi à trouver sa place dans les débats qui ont précédé ce scrutin. Il a mené pour l'essentiel

une campagne anti-kurde, en accusant le gouvernement de porter atteinte à l'unité de l'Etat. Mais comment un tel argument pouvait-il être crédible, alors même que la réforme proposée évitait justement la question kurde ? De surcroît, au cours des derniers mois, alors qu'une vague d'arrestations sans précédent a frappé nombre de responsables politiques kurdes et que les violences ont repris dans le sud-est, le gouvernement a souvent donné des gages de son nationalisme, coupant de ce fait l'herbe sous les pieds du MHP. La ligne de ce parti sur la Constitution était par ailleurs d'autant plus difficile à lire qu'en 2008, il avait soutenu, et même initié la



révision constitutionnelle tendant à lever l'interdiction du voile islamique dans les universités. Trop de contradictions et d'ambiguïtés accumulées, ces derniers temps, par une direction vieillissante du MHP ont poussé une partie de l'électorat nationaliste à voter en faveur de la réforme proposée par le gouvernement. Mais une telle défection est d'autant plus dangereuse pour ce parti qu'elle pourrait en outre l'empêcher, en 2011, de passer la barre des 10%, lui permettant d'avoir une représentation dans le prochain parlement.

Hormis l'AKP, la seule formation à sortir renforcée du scrutin de dimanche est le parti kurde, BDP. Son mot d'ordre de boycott du référendum a indiscutablement été suivi dans le sud-est, même si l'intensité de l'abstention kurde s'avère malgré tout inégale géographiquement. La voie choisie par la formation kurde n'était pas simple, car celle-ci prenait le risque d'être désavouée par une partie de son électorat, sensible aux réformes de l'AKP et tentée de soutenir une accentuation de la démilitarisation engagée ces dernières années. Pourtant, le fait que la révision proposée à référendum ait totalement ignoré la question kurde, au moment même où celle-ci se posait avec une acuité renouvelée, aura sans nul doute joué en faveur du boycott. Il y a là une autre leçon du scrutin qu'à l'heure où il savoure sa victoire, le gouvernement devrait se garder d'oublier.

L'Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPO), dont le responsable est actuellement le Professeur Jean Marcou, a été créé au sein de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA) d'Istanbul, en 2005.

Au Kurdistan, on trafique pour survivre

A la frontière de l'Irak, la contrebande est en plein essor.

Hamshahri (extraits), Téhéran



Il s'appelle Omid. Il dit avoir 18 ans, et pourtant il les fait à peine. Omid a traversé la frontière un soir de la semaine dernière avec 80 kilos de cigarettes ramenées à dos d'âne de la région kurde d'Irak [nord du pays], une expédition qui lui rapportera 900 000 rials [70 euros]. Il vit avec ses quatre sœurs et son frère dans un petit village du nord-ouest de l'Iran.

"Nous sommes entre 200 et 300 à franchir la frontière tous les jours, raconte-t-il.

— Combien de temps prend l'aller-retour ?
— Quatre heures et demie, voire cinq heures. Mais c'est juste pendant une demi-heure, même moins, vingt minutes, que c'est dangereux. C'est

tout. [1 500 personnes ont été arrêtées ces cinq derniers mois pour trafic.]

— Tu ne souhaiterais pas faire autre chose, poursuivre des études ?

— Non, il n'y a rien d'autre à faire ici. Nous sommes obligés de continuer ce travail."

Ces mêmes paquets de cigarettes sont vendus plus loin, dans la grande ville. Dans une rue du centre de Sanandaj [ouest du

La frontière Iran-Irak



pays], des hommes les vendent aux abords du bazar. En se baladant dans cette étroite et sombre ruelle, longue d'une centaine de mètres, des hommes s'approchent et vous murmurent "CD, alcool, cartes à jouer [interdites en République islamique]... ?" Toujours à Sanandaj, je monte dans un taxi. Mon chauffeur est originaire d'un petit village proche de Marivan [ville frontière de l'Iran et de l'Irak]. Il a acheté son véhicule il y a seulement deux mois. Auparavant agriculteur, il bouclait ses fins de mois grâce au trafic. Tous les jours, il traversait la frontière avec quatre de ses bêtes, ce qui lui rapportait moins de 1 euro par kilo de charge portée. Accompagné de son frère, il se dépla-

çait surtout la nuit. Il m'amène à Bashmaq, ville frontalière à partir de laquelle il est possible d'entrer au Kurdistan irakien sans visa. La ville constitue un point de passage pri-

vilégié, vers lequel convergent les voitures chargées de marchandises. Ce flot de véhicules cache un commerce parallèle lucratif, estimé à 743 millions de dollars [585 millions d'euros] d'exportation pour l'année dernière. Kaveh, mon chauffeur, me montre les 4 x 4 Toyota Land Cruiser, omniprésents dans la région, souvent difficile à parcourir. Il descend et fait signe au conducteur d'un des véhicules, un "punk" comme ils les appellent ici, car "ils roulent très vite", me glisse à l'oreille Kaveh. Mon chauffeur s'entretient longuement en kurde avec ce "punk". Celui-ci accepte finalement de me parler, sans jamais lever les yeux de mon enregistreur, qu'il regarde avec méfiance. Il évoque son travail, son enfant décédé, les ennuis qu'il peut avoir à la frontière et ce qu'il fait pour gagner sa vie. Lui aussi vit dans un village où la plupart des habitants subsistent grâce au trafic transfrontalier.

Changiz Mahmoud-Zadeh

Un référendum en forme de plébiscite pour l'AKP

L'opposition et l'extrême droite sortent affaiblies du scrutin du 12 septembre. Une aubaine pour l'ambitieux Premier ministre.

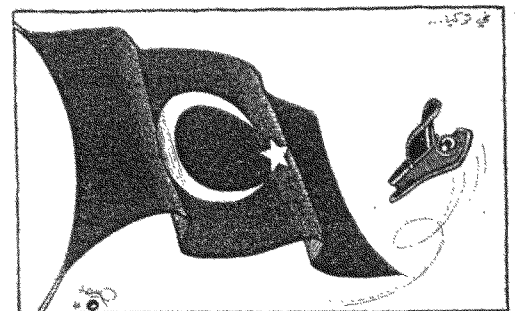
Vatan, Istanbul



Le résultat du référendum constitutionnel [58 % en faveur du oui, 42 % pour le non] est un succès pour le parti au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP, islamique modéré). Quoi qu'on en dise, ce scrutin était aussi considéré comme un vote de confiance vis-à-vis du gouvernement. Et la population a tranché en faveur de l'AKP. De ce point de vue, la stratégie adoptée par les partis d'opposition a été mauvaise. Le premier vainqueur de cette consultation popu-

laire directe est donc sans conteste le Premier ministre Erdogan, qui a pratiquement mené la campagne à lui tout seul. Ce référendum était d'ailleurs pour lui en quelque sorte une répétition en vue de la présidentielle prévue en 2012 ou 2014.

Fethullah Gülen et sa communauté [néo-confrérie islamo-moderniste disposant d'importants relais médiatiques et de réseaux scolaires] peuvent également être considérés comme faisant partie des vainqueurs de ce scrutin. Pour la première fois sans doute, Fethullah Gülen [qui vit aux Etats-Unis] a pris le risque à la veille d'une élection/référendum de s'engager publiquement en faveur d'une des parties en présence. Bien que cet engagement ait provoqué des réactions très négatives de la part de l'opposition et malgré la sortie d'un livre



↑ En Turquie. Dessin de Haddad paru dans Al-Hayat

événement écrit par un haut responsable de la police accusant cette communauté d'avoir précisément colonisé le ministère de l'Intérieur, il semble que le résultat de ce référendum soit tout profit pour Gülen. Le Premier ministre Erdogan a d'ailleurs réa-

lisé un acte inédit en remerciant publiquement de façon allusive mais claire Fethullah Gülen lors de l'allocution qui a suivi l'annonce des résultats.

Si le Parti républicain du peuple [CHP, kémaliste, favorable au non] n'a pas répondu aux attentes suscitées par l'arrivée à sa tête d'un nouveau secrétaire général, Kemal Kılıçdaroglu, ce qui ne va pas manquer de raviver les dissensions au sein de ce parti, le grand perdant du scrutin est sans nul doute le Parti d'action nationaliste [MHP, extrême droite]. En analysant les résultats du référendum région par région, on constate en effet que le MHP et son leader Devlet Bahçeli n'ont pas réussi à convaincre les électeurs de voter non, en particulier dans ses bastions de la mer Noire, du centre et de l'est de l'Anatolie. Toute la stratégie de ce parti reposait sur une critique de l'"ouverture kurde" lancée par le gouvernement et l'AKP. Lorsqu'on

regarde en détail les résultats, on voit ainsi que l'électeur du MHP, dont la sensibilité nationaliste turque est pourtant très forte, n'a pas pris au sérieux les accusations [de collusion avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)] portées contre l'AKP.

L'appel au boycott lancé par le Parti pour la paix et la démocratie (BDP, héritier de différents partis prokurdes interdits) a été un succès qui a permis à ce parti de montrer la solidité de son ancrage régional. Désormais, plus personne ne peut nier que dans les régions du sud-est anatolien où les combats entre le PKK et l'armée turque ont été les plus intenses, le BDP (et par conséquent le PKK) dispose d'une base populaire très forte. Par ailleurs, le fait que les électeurs kurdes qui se sont rendus aux urnes ont voté massivement en faveur du oui montre que ce boycott était dirigé contre le oui dans une région où l'AKP constitue actuellement le seul rival du BDP. Toute-

fois, l'effet de ce boycott doit être relativisé dans la mesure où il n'a pas réussi à influencer le résultat final.

Finalement, ce référendum montre que l'AKP se retrouve en position de force tant dans les régions où le nationalisme turc est puissant que dans celles où le nationalisme kurde est solidement ancré. Dans un contexte où les nationalismes turc et kurde se nourrissent l'un de l'autre, la défaite du parti nationaliste turc et le succès très relatif du parti incarnant la mouvance prokurde à l'occasion de ce référendum brisent cet "équilibre" et pourraient avoir des conséquences politiques non négligeables.

Dans ces conditions, plus rien en principe ne s'oppose à ce que le Premier ministre tienne sa promesse sur l'adoption d'une "nouvelle Constitution civile", projet qui constituera très certainement le principal slogan de campagne de l'AKP pour les prochaines élections législatives prévues en juillet 2011. **Rusen Cakir**



UNE MINE TUE 10 CIVILS EN TURQUIE, LE PKK DÉMENT TOUTE RESPONSABILITÉ

DIYARBAKIR (Turquie), 16 septembre 2010 (AFP)

DIX PERSONNES ont été tuées et trois blessées dans l'explosion d'une mine au passage d'un minibus jeudi dans le sud-est de la Turquie, un attentat dont les rebelles kurdes sont soupçonnés être les auteurs, a-t-on indiqué de source sécuritaire locale.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en lutte armée depuis 1984 contre les forces de sécurité dans cette partie de la Turquie, peuplée majoritairement de Kurdes, a néanmoins démenti toute implication.

Le minibus transportait des villageois au chef-lieu de la province de Hakkari lorsque l'explosion est survenue, près du village de Geçitli.

Les tués, dont certains ont été mutilés par l'explosion, sont tous des civils. Parmi les trois blessés se trouve un bébé de 15 mois.

Des images de télévision ont montré un véhicule rouge réduit à un tas de ferraille et gisant dans un petit cratère.

Le PKK s'en prend souvent à des soldats en permission voyageant dans les zones de conflit à bord d'autocars civils.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a dénoncé à Istanbul une attaque



"terroriste", allusion habituelle au PKK, ajoutant que l'Etat turc ne céderait jamais devant cette menace.

Si la responsabilité du PKK était confirmée, cette attaque serait la plus meurtrière menée par le mouvement autonomiste contre des civils depuis juillet 2008. Deux attentats simultanés avaient alors coûté la vie à 17 personnes à Istanbul.

Dans un communiqué rapporté par l'agence pro-Kurde Firat, le PKK a rejeté toute responsabilité dans cette attaque, accusant certains éléments au sein de l'Etat turc de l'avoir perpétrée, sans autre précision.

Le mouvement a aussi assuré que la trêve qu'il a déclarée en août dans ses opérations contre les forces turques restait valable jusqu'au 20 septembre, comme initialement annoncé.

Hakkari est située dans l'extrême sud-est de la Turquie, à l'intersection des frontières avec l'Irak et l'Iran.

Dans des propos publiés dimanche dans le quotidien espagnol El Mundo, Le leader militaire du PKK Murat Karayilan, retranché avec ses hommes dans le nord de l'Irak, a assuré que le PKK "déposerait les armes" si la Turquie adoptait un modèle de régions autonomes comparable à celui de l'Espagne.

Le gouvernement turc a annoncé l'an dernier un plan visant à accroître les droits de la communauté kurde afin d'amener le PKK à abandonner la lutte armée. Le projet a fait l'objet de vives réactions dans les milieux nationalistes et semble pour l'heure enterré, Ankara ayant annoncé qu'aucune initiative allant contre l'unité nationale ne serait adoptée.

La trêve du PKK fait suite à une période d'intensification des combats depuis que le chef du mouvement Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie des 12 à 15 millions de Kurdes de Turquie, sur une population de 73 millions. Le conflit a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

Attentat

Explosion meurtrière d'une mine au passage d'un minibus



AFP

Ahmet Türk Makes Barzani and Talabani Responsible for Peace In Turkey

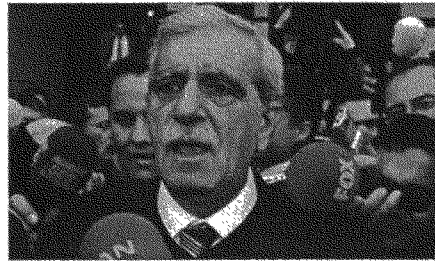
RUDAW

ERBIL, Iraqi Kurdistan: As the militant group-Kurdistan Workers' Party (PKK)- has extended its unilateral ceasefire for one more week, the former leader of the major Kurdish party of Turkey, Ahmet Türk, is putting part of the responsibility for a prolonged peace between Turkey and its Kurds on the Iraqi Kurdish leaders.

Prolonging peace between the Kurds and Turks of Turkey is a "first-and-foremost responsibility" of every Kurd in particular President Talabani and President Barzani, said Türk, after he paid a visit earlier this month to Iraqi Kurdistan meeting with top leaders.

"They can work on the [Kurdish] issue at a political and diplomatic level with Turkey," said Türk, who was banned along with his Democratic Society Party (DTP) from politics by Turkish Constitutional Court for alleged ties with the PKK.

The extension of the ceasefire and Türk's call come 9 days after a landmark referendum Turkey held to reform constitution which will largely transform the judiciary from a bureaucratic body to



Ahmet Türk, former leader of the now-defunct pro-Kurdish party of Turkey, DTP. ----- Photo/reuters

a democratic one.

The Turkish judicial power, which has long been dominated by the military, has closed several Kurdish parties as well as Islamic parties.

But from now on, this would become less likely since the ruling party, currently an Islamic-oriented one, will play key role in appointing the judges.

Before the referendum, deputy leader of the ruling Justice and Development Party (AKP) said that his party would do more to achieve Kurdish demands, if the referendum was vote yes. And It was approved.

Now people, including the European

Union which has been happy with the approval of the reform, hopes to see a more serious move to be taken by the Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan to reform the life of the long discriminated Kurds living in the Southeast and the South.

Asked whether he meant that the Kurdish leaders have to pressure Turkey to meet Kurdish demands, Türk replied: "We don't call that pressure. We just say have a talk with Turkey about this issue."

Türk said that the people of Turkey have been influenced by the "chauvinist" policies of the successive Turkish governments and the political system in general, fostering an anti-Kurdish culture among the Turks.

Türk did hardly have hope in Erdogan to be sincere to solve the Kurdish question.

"We don't want to lose hope. But I don't really see a lot of improvement," said Türk, adding that he and other Kurdish figures have agreed to push the PKK to prolong its ceasefire in order to give Erdogan "no excuse" to stop his pledged reforms.

GULF NEWS SEPTEMBER 24, 2010

Kurdistan on the cards for next Arab League

Arab League to consider Kurdistan since Baghdad is not the top option due to security concerns

* By Habib Toumi, Bureau Chief

Manama- The Arab League will next month consider a suggestion to hold its next summit in Kurdistan, as a substitute for Baghdad.

News about moving the site of the annual Arab summit surfaced following claims that the Arab League and Iraq have not been able to agree on Baghdad as a venue due to security concerns.

"The Arab advisory summit, to be hosted by Libya, will look into a proposal sent recently by Masoud Barazani, the head of the Iraqi Kurdistan Region, to the Arab League, offering to hold the summit in Kurdistan in case it cannot be held in



The Arab League will next month consider a suggestion to hold its next summit in autonomous region of Kurdistan in Iraq's north, as a substitute for Baghdad.

Baghdad," Al Dar daily reported on Thursday, quoting Arab League sources it did not name.

According to the newspaper, the Arab League and Iraq are locked in a "silent standoff" after Baghdad insisted it would host the summit in March, while the Arab League is concerned that Arab leaders will

not show up, meaning that Arab countries would be represented by their foreign ministers.

Request to move

"Several Arab foreign ministers last week asked their Iraqi counterpart to move the summit venue from Baghdad to another city," the paper said.

Alternative proposals by Arab ministers include holding the summit in Cairo, the headquarters of the Arab League, or in the Egyptian coastal resort of Sharm Al Shaikh.

However, Arab League sources say the Iraqi foreign minister has rejected the calls and stressed that the Iraqi government will go ahead with the Baghdad venue regardless of whether or not those invited attend.

The standoff will reportedly be reviewed at a meeting in Libya on October 9.

Arab summits are now held annually in the member countries according to a rotation system based on the Arabic alphabetical order.



Baghdad and Kurds battle over oil

IRBIL, Iraq, September 22, 2010 - (UPI)

Baghdad is again locked in a dispute with Iraq's independence-minded Kurds over ownership of the oil in their semi-autonomous enclave and the Kurds, their political clout waning, look like they are losing.

The confrontation has inflamed sectarian and political tensions as U.S. forces withdraw and the country struggles to cobble together a government six months after stalemated parliamentary elections.

That in turn threatens to seriously undermine Iraqi efforts to build up the long-neglected oil and gas industry, which will pay for the massive reconstruction needed to restore the country as a key energy producer.

"So long as the Kurdistan Regional Government and the national government are conflicting, both sides will lose out -- and the KRG stands to lose out the most," the Middle East Economic Digest cautioned.

Kurdistan, which extends across three provinces in northeastern Iraq, contains an estimated 45 billion barrels of oil.

The 4 million Kurds say they have no separatist ambitions but they clearly see these reserves as the economic core of an independent state that has been their dream for decades.

The central government considers that oil, and most of the revenue it generates, as belonging to the state.

The problem is that a national oil law that would regulate the energy industry and how revenues are shared among Iraq's regions has been hung up in the fractious parliament since it was presented in 2007.

Political insiders say that given the deep divisions plaguing Iraqi society it looks like staying that way even if a new governing coalition does emerge.

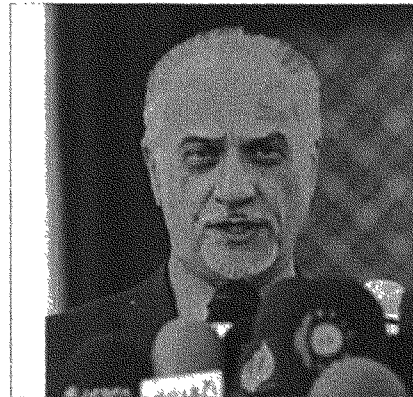
"As the stalemate drags on, both the federal government and the KRG appear to have lost interest in getting the hydrocarbons law passed and have pursued their own unilateral development plans. Despite numerous public statements saying otherwise," MEED reported.

But the KRG has shunned Baghdad and signed production-sharing contracts with foreign oil companies, without obtaining approval from the federal parliament. Iraqi Oil Minister Hussein al-Shahristani has branded those contracts illegal and blacklisted the companies concerned.

In August, the Kurds' Natural Resources Minister Ashti Hawrami acknowledged the KRG was selling surplus oil products to private companies, who then exported the products to neighboring Iran.

Baghdad says that the State Oil Marketing Organization is the only authority with the right to export crude oil and its derivatives.

Earlier this month, al-Shahristani cut supplies of some



Iraqi Oil Minister Hussein al-Shahristani

refined products such as kerosene and diesel fuel to Kurdistan by 50 percent.

Under the postwar constitution, the KRG receives 17 percent of all Iraqi oil revenues.

"As a country with 115 billion barrels of proven reserves, the region's share of the profits could be considered more than sufficient," MEED commented. "But the KRG is keen to avoid conceding too much power to the capital.

It may find its problems are about to get worse. As the key U.S. ally in Iraq, the Kurds, who joined the Americans in fighting Saddam Hussein, had considerable political clout in the new Iraq.

But their influence as kingmakers between the competing political bloc dominated by the Shiite majority has waned. After the March 7 election, it was believed the Kurds would play a kingmaker role. But six months later and still no government, that's clearly not the case.

"All of a sudden, Baghdad's hand has been strengthened and it is now in a position where it can toughen its rhetoric toward the region, without fear of losing power," MEED observed.

The current prime minister, Nouri al-Maliki, a Shiite who appears to have the backing of both the United States and Iran to head the new government, backs al-Shahristani all the way in seeking to curb the Kurds.

Maliki's principal rival, former premier Iyad Allawi, hasn't taken a public position on the issue, presumably to avoid alienating the Kurds whose support he may need.

But political insiders say he opposes allowing the Kurds' oil deals.

And the landlocked Kurds have another big problem: No export outlet. They don't have access to the 500-mile pipelines that carry crude from the northern Kirkuk oilfields -- which they claim as their own -- to the Ceyhan terminal on Turkey's Mediterranean coast.

Although the Kurds had little choice but to agree to hand over oil revenues to the state, not one barrel of Kurdish oil has yet gone to Ceyhan.

Bomb kills 10 at parade in Kurdish city in Iran

TEHRAN

BY WILLIAM YONG AND ALAN COWELL

A bombing on Wednesday killed 10 people, mostly women and children, and wounded 20 during a military parade in the northwest of Iran to mark the start of the Iran-Iraq war 30 years ago, state-controlled news media outlets reported.

The governor of West Azerbaijan Province, Vahid Jalalzadeh, said the attack, in the Kurdish-majority city of Mahabad, had been carried out by opponents of the 1979 Islamic revolution who "have always carried out such brutal acts to take revenge on the people," state-controlled Press TV reported on its Web site.

No group immediately took responsi-

bility for the attack, which came as President Mahmoud Ahmadinejad was attending a United Nations meeting in New York. The Associated Press quoted a provincial official as telling the Mehr News Agency that it was probably the work of Kurdish separatists.

Security in the region is controlled by Islamic Revolutionary Guards Corps.

At least two of the dead were reported to be wives of regional military commanders. The bomb was reported to have exploded about 50 meters from the main parade, and news reports said it might have detonated prematurely.

The attack was the first of its kind for several years in a region where bombings are relatively rare. State television showed uniformed soldiers parading past senior military officers seated on a podium to the sound of marching music. A loud explosion could be heard in the background. The bomb site was littered with broken branches and mangled plastic chairs and bloodstains could be seen on the ground.

The broadcast said the bomb had been planted in trees near the parade site. Other reports said it had been detonated by a timer. Within hours of the explosion, state television said two people had been arrested, but it did not give details of any political affiliation.

At least one group of Kurdish nation-

alists, known as PJAK, is known to operate in the Mahabad region, close to the border with Iraq and Turkey, both of which have sizable Kurdish minorities. In Turkey, in particular, the authorities have been fighting a decades-long campaign against Kurdish separatists that has claimed some 40,000 lives. The Iranian Kurdish movement is said by Iran experts to have close ties to the Kurdish Workers Party in Turkey, which called off a 14-month cease-fire in June, prompting a series of attacks on Turkish security forces.

The attack in Iran was carried out as people were watching a military parade in which "Iran's most advanced military power and abilities were showcased," Press TV said. The parade was part of what was called Sacred Defense Week to commemorate the 1980-1988 war between Iran and Iraq, a conflict that claimed hundreds of thousands of lives.

Iran's Kurds have long presented a delicate subject for the government, which fears that the restive population will join Kurds in Iraq and Turkey to try to form a Kurdish nation. Iran's Kurds, mostly Sunni Muslims, are a minority in a mainly Shiite country, and they say the government discriminates against them.

At the U.N., a confident Turkey grabs the spotlight

UNITED NATIONS

President defends links to Iran and rejects bid for rapport with Israel

BY MARK LANDLER

If the United Nations General Assembly often serves as a stage for ambitious countries to trot out a new image, none has grabbed that opportunity this year with as much vigor as Turkey.

In a flurry of speeches and meetings — and one meeting that did not happen — the Turkish president, Abdullah Gul, defended his country's close ties to Iran, proclaimed its intention to become a leader in the Muslim world, and spurned an attempt to mend fences with Israel over its raid on an aid ship bound for Gaza.

Turkey's muscle-flexing has left the United States uneasy, with administration officials worried that Iran has obtained access to financing for its nuclear program through Turkish banks, and that Turkey's rift with Israel could complicate American efforts to make peace in the Middle East.

Israeli officials reached out to Turkey to arrange a meeting this week between Mr. Gul and the Israeli president, Shimon Peres, in New York. But it collapsed and Israeli claims that Turkey demanded an apology from Mr. Peres for the flotilla raid and Turkish claims that Mr. Gul had no time — all of which inflamed a sore that the Israelis hoped was gradually healing.

Turkey's leaders made no apologies, saying they did not start the fight with Israel. Nor are they shy about Turkey's ambitions, declaring that its status as a Muslim democracy, its flourishing economy and its location at the hinge of

Europe and Asia should make it a central player in resolving problems like the Iranian nuclear program and the Middle East conflict.

"If you look at all the issues that are of importance to the world today," Mr. Gul said in an interview with The New York Times on Tuesday, "they have put Turkey in a rather more advantageous position."

Turkey, Mr. Gul said, is the "the only country that can have a very important contribution to the diplomatic route" with Iran — a clear reference to its effort, along with Brazil, to head off the last round of U.N. sanctions against Iran. After the United States brushed aside those negotiations, Turkey voted against the sanctions in the Security Council.

Mr. Gul said Turkey would adhere to the U.N. sanctions, even if he questioned their effectiveness.

But he said Turkey would not allow the measures to constrict its broader trade with Iran, which the Turkish government has said will triple in the next five years.

On Wednesday, Turkey's trade minister said in Istanbul that the American-led campaign to ban all banking transactions with Iran was a mistake and that Turkey was pushing for looser restrictions. Turkish officials said it was up to its banks and companies to decide whether to go along with tougher unilateral sanctions passed by the United States and the European Union.



ANDREW COMBERT/EPA

Abdullah Gul, the president of Turkey.

"If the demand is for Turkey not to have any trade, any economic relations with Iran," Mr. Gul said, "it would be unfair to Turkey."

He claimed that some American and European companies continued to do business with Iran under new names, circumventing the sanctions. "That is why the sanctions do not yield the results that are envisioned for them, in most cases," he said.

Officials in the Obama administration and experts on sanctions said that as Dubai and other Gulf emirates have begun to crack down on their banking links to Iran in response to the sanctions, Iran has sought other intermediaries that would continue to give it access to the Western financial system. Turkey is an obvious channel, as is Qatar, these officials said.

"In a climate of financial restrictions and sanctions, Turks are actually increasing their trade with Iran," said Ray Takeyh, a senior fellow at the Council on Foreign Relations and a former adviser to the Obama administration on Iran. "It stems from their desire to be a pivotal power in the region."

U.S. Treasury Department officials have visited Turkey to urge the government to implement the sanctions. The United States has also reminded Turkey of its obligations as a member of the NATO alliance.

A senior administration official said that what mattered more than Turkey's public stance was the response of Turkish banks and companies. He said that many were worried that dealing with Iran could have repercussions on their business in the United States and Europe.

Mr. Gul insisted that Turkey did not want to see a nuclear-armed Iran, and that it was working with the United States for a diplomatic solution.

"The perception here in the U.S. is that what Turkey is doing is in some way undermining U.S. policy," Mr. Gul said. "That is definitely not the case."

For now, Turkey's rift with Israel has hampered its role as a peacemaker in the Middle East. In 2008, Turkey mediated talks between Israel and Syria, but those ended after Israel's military strike on Gaza, which was harshly criticized by Turkey's prime minister, Recep

Tayyip Erdogan.

Mr. Gul, an academic who has served as foreign minister, has a less-blunt public image than Mr. Erdogan, though both are viewed with concern by critics who fear Turkey is drifting toward a more militant Islamic focus.

After failing to meet Mr. Peres, Mr. Gul made time to see Iran's president, Mahmoud Ahmadinejad. He also met Wednesday with Turkish and American companies at a New York hotel.

Nothing seemed to make Mr. Gul prouder than Turkey's economy. Turkish bonds, he pointed out, were a safer investment than those of Portugal, Italy, and Spain — three members of a European Union that has not yet accepted Turkey. And Turkey did not have to bail out its banks.

Mr. Gul recounted a meeting with a head of state this week in which the leader told him: "Turkey used to be known as the sick man of Europe, whereas Turkey now is the only healthy man of Europe."



UN NEWS CENTRE

26 September 2010

Officials at UN workshop agree on draft law on NGOs in Iraq Kurdistan

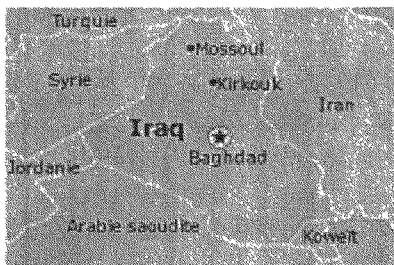
At a workshop organized by the United Nations in Iraq's northern city of Erbil, representatives from the Kurdistan Regional Government (KRG), the presidency council of Kurdistan and non-governmental organizations (NGOs) have agreed on the draft of a new law to govern the work of NGOs in the region.

The roundtable, which ended yesterday, was organized by the UN Office for Project Services (UNOPS) and the International Center for Not-for-Profit Law (ICNL) with funding from the European Union (EU), the Government of Finland and other donors through the United Nations Development Group (UNDG) Iraq Trust Fund as well as the US Department of State's Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor.

Participants at the roundtable also included representatives of the Iraqi Council of Ministers Secretariat, the NGOs Directorate, the outgoing Chair of Iraqi Council of Representatives' Civil Society Committee, the Iraqi State Ministry of Civil Society Affairs and international observers.

The head of the Civil Society Committee of the Kurdistan Parliament, Dana Said Safi, stated that he was "very satisfied with the meeting."

According to Hoshyar Malo, a representative from ICNL/Kurdish Human Right Watch, the roundtable "was the first opportunity in several years of work on the new KRG NGO law to bring all the main stakeholders to one table. Previously, consultations have been less coordinated and taken place in smaller groups, which has not yielded the desired impact."



The multi-year process of working on the new KRG NGO law was accelerated this year and the new draft law now under consideration at the Kurdistan Parliament. Following extensive preparatory work, the three-day Roundtable Conference — which was supported by international experts — provided participants with an opportunity to discuss the provisions of this draft in detail.

The main regulatory challenges in the law are the registration of NGOs, legal guarantees to preserve the independence of NGOs, and rules to prevent interference in the work of NGOs by authorities or political parties. Once passed, a progressive law containing such provisions will help ensure the development of KRG's civil society.

The Director of the NGOs Directorate of the Iraqi Council of Ministers Secretariat, Ahmed Al Attar, added that "there is also a need to synchronise the federal Iraqi NGO law and the future KRG NGO law in order to, for example, avoid double registration requirements. This synchronisation should be done in a spirit of supporting the development of a free and strong Iraqi Civil Society."

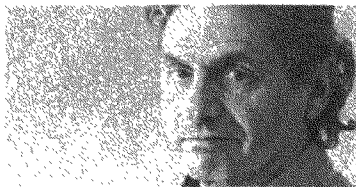
Commenting on the formula of multi-stakeholder consultations, the Advisor to the KRG Prime Minister on Youth and Civil Society Affairs, Fazl Umar, expressed hope that the workshop "will contribute to the adoption of the new KRG NGO law."

According to Dr. Safi, "there is even a possibility that the new KRG NGO law could be adopted at the end of this year, or in early 2011."

Le Monde

Vendredi 17 septembre 2010

La Turquie, élève douée pour une future adhésion



International
Alain Frachon

Cheveux blonds en chute contrôlée sur les épaules, maquillage discret, tailleur blanc élégant, sourire à réveiller Mustafa Kemal Pacha Atatürk (1881-1938), le fondateur de la Turquie moderne, dont l'austère portrait trône au-dessus d'elle, Aysé Sezgin est une fort jolie jeune femme. Dans le gouvernement islamo-conservateur que dirige Recep Tayyip Erdogan, le chef du Parti de la justice et du développement (AKP), elle est secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Sa seule personne est une manière de démenti à tous ceux qui soupçonnent ce parti de conduire doucement la Turquie sur le chemin de l'islamisme – ou alors, c'est l'islamisme tendance Ralph Lauren qui menace le pays ! C'est d'ailleurs ce qu'elle dit à sa façon, Aysé Sezgin, en commentant lundi 13 septembre à Ankara, dans un anglais parfait, les résultats du référendum de la veille.

« Un pas de plus vers l'Europe » – tout le contraire d'une marche cachée vers l'islam radical. En votant à 58 % pour le oui, les Turcs ont voté pour l'Europe au référendum de ce dimanche 12 septembre, assure-t-elle. Ils ont voté, certes, pour une série d'amendements constitutionnels qui garantissent une vie politique plus démocratique : davantage de libertés publiques, notamment. Ils ont plébiscité l'homme qui a pris l'initiative de ce scrutin, M. Erdogan, et empoché son sixième succès électoral d'affilée depuis son arrivée au pouvoir, en 2002. Mais, en se prononçant pour une profonde libéralisation de leur régime politique, les Turcs ont aussi fait ce que leur demande l'Union européenne (UE). Ils mettent leur droit en conformité avec les critères dits de Copenhague, ceux que doivent remplir les pays qui, comme la Turquie

depuis 2005, sont en négociation avec Bruxelles pour devenir membres à part entière de l'UE.

« Nous le faisons pour nous, mais aussi parce que c'est la poursuite de l'euro-péanisation de la Turquie », plaide M^{me} Sezgin devant un groupe de journalistes invités à Ankara par le gouvernement turc. Sans mentionner nommément l'Allemagne et la France, elle poursuit : « Nous savons les réticences de certains dirigeants [c'est le cas d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy] à notre entrée dans l'Europe, mais ne doutez pas que cela reste notre objectif, ne doutez pas un instant que cette adhésion est la perspective stratégique prioritaire de la Turquie. »

C'est une affaire politique, dit-elle : la Turquie n'est pas intéressée par « les fonds structurels », ces subventions que l'Union accorde aux régions les plus pauvres de ses membres ; la Turquie veut être membre d'« un club dont elle partage les valeurs et le destin » – et au moins une partie de l'aire géographique. L'esprit européen soufflerait-il plus ardemment à Ankara que partout ailleurs dans l'Union ? En Turquie, la coalition des pro-euro-

peens est forte : l'AKP d'abord, parce que l'Europe, c'est la modernité, que le parti d'Erdogan entend bien incarner ; une bonne partie des laïques, parce que l'appartenance à l'Union empêcherait toute dérive islamiste ; les Kurdes enfin, parce qu'ils en espèrent plus d'autonomie. Les 58 % de dimanche vont au-delà des 40 % que pèse l'AKP dans l'électorat.

La Turquie a un excellent dossier. Liée à l'UE par une union douanière, son économie est déjà largement intégrée à celle de l'Europe, avec laquelle les Turcs réalisent 50 % de leur commerce extérieur ; ils assurent remplir, en

matière de régulation économique, près d'un tiers de ce qu'on appelle, en patagon eurocrate, « l'acquis communautaire » (les normes et règles de l'UE). Pour parler cru, les Turcs ont, ces dix dernières années, plus participé au développement de l'Europe que la plupart des nouveaux impétrants – et l'on ne veut aucun mal ni à l'Albanie ni à la Bosnie, encore moins à la Serbie ou à la Macédoine, nos prochains camarades dans le club européen.

Sous le sultanat d'Erdogan, la Turquie mène une diplomatie de puissance globale émergente, active au Proche-Orient, en Asie centrale, au Caucase, dans les Balkans. Rien à dire de la part d'un pays de 71 millions d'habitants qui est la 17^e économie mondiale. Sinon qu'on peut se demander si ladite diplomatie n'est pas, au Proche-Orient au moins, en contradiction avec les objectifs de l'Union (et de l'OTAN). Dialogue avec la branche islamiste du mouvement national palestinien, le Hamas, que l'UE boycotte ; rela-

Son économie est déjà largement intégrée à celle de l'Europe, avec laquelle les Turcs réalisent 50 % de leur commerce extérieur

tions de plus en plus étroites avec la République islamique d'Iran ; refus, et non simple abstention, d'Ankara de voter avec l'Europe des sanctions contre Téhéran, etc.

A cela, les Turcs – pas toujours convaincants – répondent que, si leurs moyens sont différents, leurs objectifs sont, eux, les

mêmes que ceux de l'UE. Ils ne parlent au Hamas que pour favoriser un rapprochement avec le Fatah. Leur relation avec l'Iran est

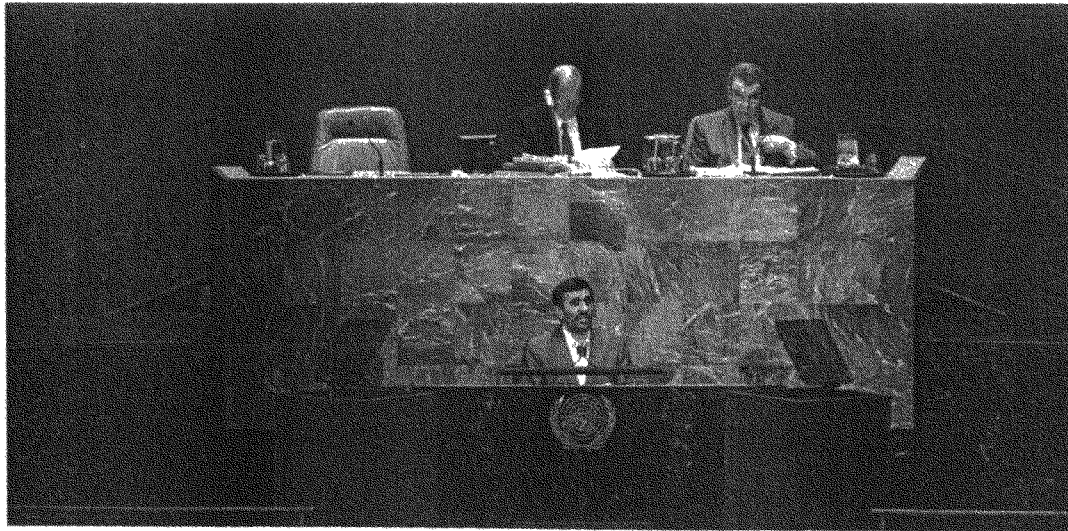
ambiguë, mélange de collaboration et de rivalité. La Turquie est le dernier pays à souhaiter un Iran nucléaire à ses frontières, qui la placerait devant un choix impossible : devoir se doter à son tour de l'arme atomique. Champion de l'islam sunnite, le démocrate Erdogan vult à l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad, porte-parole de l'islam chiite, le statut de héros des opinions arabes. Au Proche-Orient, les Turcs savent que leur influence, leur soft power, n'est pas due au fait que le pays est dirigé par un parti islamo-conservateur. Le pays rayonne parce qu'il est trois choses à la fois : musulman, de plus en plus démocratique et « moderne » – ce dernier terme voulant dire « occidentalisé » (les télévisions arabes diffusent les feuilletons turcs parce que les filles y sont en jeans ou en minijupe).

Cette synthèse complexe, Erdogan l'incarne. L'opposition le soupçonne de tendances autoritaires, de vouloir présidentialiser le régime, d'entretenir un culte de la personnalité inquiétant. Elle a du mal à contester son bilan : le dossier de l'adhésion de la Turquie à l'Europe est chaque jour plus solide. ■

Courriel : frachon@lemonde.fr

LE PRÉSIDENT AHMADINEJAD À LA TRIBUNE DE L'ONU

LE MONDE FACE À L'IRAN



Mahmoud Ahmadinejad, hier, à la tribune de l'ONU, dans le cadre du Sommet sur les objectifs du millénaire pour le développement.

Le président iranien a tenu des propos agressifs, hier à New York. De nombreux pays sont inquiets et se préparent à toute éventualité.

Mahmoud Ahmadinejad était attendu au tournant, hier, au siège de l'ONU, à New York, lors du Sommet sur les objectifs du millénaire. A la tribune, le président iranien, habitué de la controverse, a critiqué à mots couverts l'Occident, prédisant la fin de «l'ordre discriminatoire du capitalisme et de l'hégémonisme». Il s'est ensuite montré plus offensif en marge du sommet, avertissant qu'une éventuelle guerre entre les Etats-Unis et l'Iran serait «sans limite». Une perspective qui inquiète notamment certains pays voisins, alliés des Américains, qui se préparent à toute éventualité.

Israël en première ligne
La rhétorique agressive du président iranien vise particulièrement Israël, à portée de missile de Téhéran. «Tout acte contre l'Iran conduirait à la destruction de l'entité sioniste», a menacé récemment le président iranien. «Ahmadinejad est dans une stratégie de la tension, explique Thierry Coville, spécialiste de l'Iran à l'Institut de relations internationales et stratégiques. Face à la menace, Israël se tient prêt : le pays, qui a déployé un important système de défense face à ses voisins, a notamment mis au point des missiles antimissiles «Arrow» (cofinancés par les Etats-Unis), censés

intercepter des engins d'une portée de plus d'un millier de kilomètres.

Les pays du Golfe contribuent
Les Etats-Unis ont entrepris de renforcer leurs alliés du Golfe. On apprenait la semaine dernière leur intention de vendre des F-15 et des hélicoptères à l'Arabie Saoudite. Une vente faisant partie de l'effort pour «dissuader l'Iran et contrer al-Qaïda au Yémen». Les Etats-Unis avaient aussi fourni des missiles Patriot au Koweït, à la Jordanie, au Qatar et aux Emirats arabes unis. Le fait que l'Egypte ait laissé passer en juin des navires américains et israéliens par le canal de Suez semble un signal lancé à Téhéran.

L'Iran conserve des alliés
Face à Washington, le principal soutien de l'Iran est la Syrie, dont l'acquisition prochaine auprès de Moscou de missiles de croisière Yakhont P-800 a contri-

bué à raviver les craintes d'Israël. La Russie et la Chine peuvent aussi être considérés comme des pays «amis». Et Mahmoud Ahmadinejad peut compter sur le soutien du président vénézuélien, Hugo Chávez.

La guerre, un ultime recours
Si le scénario d'une attaque contre l'Iran n'est pas à exclure, il doit être vu comme un ultime recours. «Nous ne pensons pas qu'une guerre entre Israël et l'Iran, ou des options militaires, seraient le moyen idéal pour résoudre ce problème», déclarait ainsi Barack Obama avant-hier. Les avertissements entrent donc dans le cadre d'une tactique de dissuasion pour mettre la pression sur le régime islamique dans le cadre des négociations sur le nucléaire, suspendues depuis des mois. Hier, l'Iran se disait d'ailleurs «prêt à une reprise rapide des négociations» sur la question. •

PROVOCATIONS EN CASCADE

«[Les Etats-Unis] se proclament chef du monde et tout le monde devrait savoir que l'autorité autoproclamée, c'est la dictature.»

Juillet 2010, en arrivant au sommet du D-8, au Nigeria.

«Il est grand temps que l'idéal du sionisme, qui constitue le paroxysme du racisme, soit brisé.»

Juillet 2009, conférence de Durban II, à Genève.

«En Iran, nous n'avons pas d'homosexuels comme dans votre pays.»

Septembre 2007, dans une université américaine.

«Israël doit être rayé de la carte.»

Octobre 2005, en Iran. (Cette traduction est contestée.)

© D. ENMERT/AP PHOTO

Ce qui fâche



Le nucléaire

L'Iran a lancé fin août à Bouchehr (sud) sa première centrale nucléaire. Le pays est soupçonné par l'Occident de vouloir se doter de l'arme atomique sous couvert de son programme nucléaire civil.

© A. KENARE/AP



L'affaire Sakineh

Le cas de Sakineh Mohammadi-Ashtiani, condamnée à mort par lapidation en Iran, a soulevé une vive émotion en Europe et aux Etats-Unis. La peine est «suspendue», mais pas annulée officiellement.

© AMNESTY INTERNATIONAL/AP

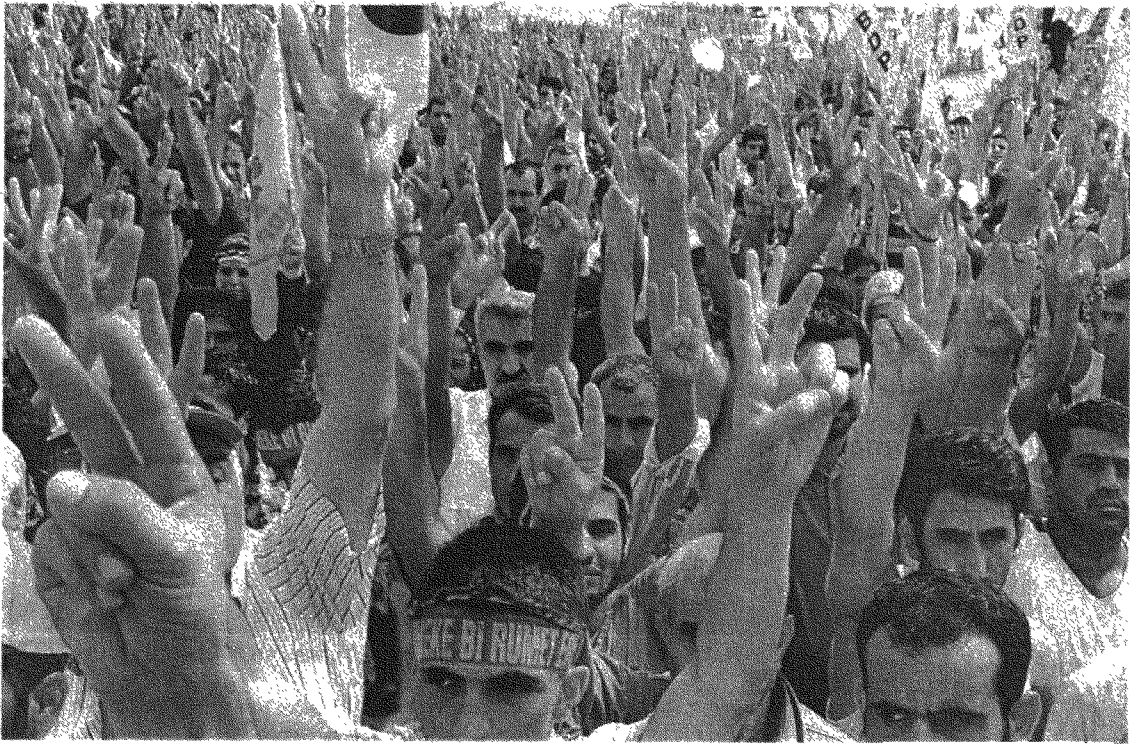


Les «otages»

Trois Américains, soupçonnés d'être des espions, ont été arrêtés en Iran en juillet 2009. Sarah Shrouf (photo) a été libérée. L'échange des deux restants contre huit Iraniens détenus aux Etats-Unis a été proposé par l'Iran.

© S. AL-HASAN/AP/CPA

Un mouvement kurde appelle au boycottage de la rentrée des classes en Turquie



En août, le Parti pour la paix et la démocratie avait aussi appelé au boycottage d'un référendum national.

Le Parti pour la paix et la démocratie réclame l'institution du droit à l'enseignement dans la langue maternelle

VAN
De notre envoyée spéciale

Lundi, jour de la rentrée des classes, les neuf enfants d'Hanim et Mikail Acar couraient et s'amusaient gaiement dans leur quartier aux routes défoncées. « Nous suivons évidemment l'appel au boycott des cours », expliquait Hanim, une belle femme aux yeux verts et aux cheveux couleur de feu. Kurde, la famille Acar habite le quartier Hacibekir à Van, dans l'extrême est de la Turquie. La quasi-totalité des habitants de ce faubourg sont des migrants qui ont fui leurs villages au plus fort des affrontements entre l'armée turque et la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). C'est dans ce genre de quartiers que l'appel à boycotter l'école durant une semaine a été le plus largement suivi, tout comme dans les villes

frontalières, comme Hakkari et Sirnak. Ainsi, lundi matin, sur un millier d'élèves, seuls 30 avaient pris le chemin de l'école d'Hacibekir. « Je veux que mes enfants apprennent et parlent uniquement le kurde à l'école » expliquait Mikail, partisan d'un Kurdistan indépendant.

Cet appel au boycottage, lancé par des associations, est soutenu par le parti pro-kurde BDP (Parti pour la paix et la démocratie) et vise à obtenir le droit à l'enseignement dans la langue maternelle. « Nous voulons que nos enfants puissent apprendre les mathématiques, la biologie et la philosophie en kurde, car c'est notre langue », explique Cüneyt Canis, président de la branche locale du BDP. Contrairement à la famille Acar, il confirme cependant la « nécessité d'apprendre le turc en parallèle ».

En Turquie, selon le traité de Lausanne signé en 1923, seuls les Arméniens, les Grecs et les Juifs disposent du droit à l'enseignement dans leurs langues. « Nous voulons bénéficier des mêmes droits », explique Cüneyt Canis, tout en reconnaissant la difficulté d'un tel parcours, qui nécessite de réviser le traité. Le gouvernement refuse et rappelle avoir autorisé l'ouverture

de cours privés où « personne ne va », ainsi que de départements universitaires en kurde, dont le premier débute ses activités cette semaine.

Parmi les 12 millions de Kurdes de Turquie, la méthode du boycottage embarrasse. « Pourquoi instrumentaliser nos enfants ? demande Süleyman Durur, un chauffeur de taxi qui a envoyé les quatre siens à l'école. J'ai voté pour le BDP pour qu'il agisse au Parlement. » En moins d'un mois, c'est la deuxième fois que ce parti utilise le boycottage. Le 12 septembre, il avait incité les électeurs à bouder le référendum sur la réforme constitutionnelle.

Ce nouvel appel à la désobéissance civile intervient dans un contexte tendu. Jeudi dernier, dix civils ont été tués dans l'explosion d'une mine près d'Hakkari, à quelques jours de la fin du cessez-le-feu unilatéral d'un mois décrété par le PKK. L'organisation armée a nié les faits et prolongé sa trêve d'une semaine.

DELPHINE NERBOLIER

Les entreprises françaises retournent progressivement en Irak. Comme l'enlèvement au Niger l'a montré, encore faut-il savoir à quoi l'on s'expose

L'Irak, nouvel eldorado... à risques

Bagdad
Envoyé spécial

Dimanche 19 septembre, centre de Bagdad. Ce matin, la grande ville s'est réveillée sous une fine couche de sable venu du désert. C'est chaque année la même chose, mais, depuis quelque temps, à cause du manque d'eau et de la désertification qui s'amplifie au sud, la saison des sables commence chaque fois plus tôt, semble-t-il.

La poussière ocre s'infiltrait partout, bouche les narines et pique les yeux. Ce matin, attentats sanglants et tirs de mortier sur la « zone verte » ont encore une fois ébranlé la ville. 32 morts et 120 blessés. Un peu plus que la veille, peut-être moins que demain.

Dans la salle de commandes du « château », les écrans des caméras qui filment les alentours sont scrutés jour et nuit

A Washington, Barack Obama a décrété, fin août, que la guerre, en tout cas la sienne, était terminée. Cela a fait rire, et parfois pleurer (de rage) certains des 50 000 GI qui participent encore chaque jour aux combats « antiterroristes » qui se poursuivent allègrement dans le pays. 426 tués et 838 blessés irakiens, en août. Un peu moins que les 535 morts, dont 400 civils, relevés en juillet – le mois le plus meurtrier depuis un an.

Boris Boillon, l'ambassadeur de France, peut bien affirmer (le 30 août au *Figaro*) qu'il est « faux de dire que la sécurité se détériore », chacun, ici, connaît la réalité. « Pour nous autres, ronchon Bas-sam, assis près de nous, à son volant, le menu est toujours le même : sang, sueur et larmes. »

Sur l'avenue Al-Saadoune, les marchands de primeurs ont recouvert leurs étals de toiles usagées. Ce soir, si ça continue, les restau-



Le site de la future station de traitement des eaux du groupe français Suez Environnement, à Rusafa, dans le nord de Bagdad. CHAMUSSY/SIPA

rants, les boutiques de change, de jouets, de vêtements et même les commerces d'électroménager, les parvenus du « nouvel Irak », tirent leurs rideaux plus tôt. Bagdad souffre, Bagdad se reconstruit un peu, mais Bagdad reste laide, dangereuse et meurtrière.

La ville s'asphyxie dans les effluves d'oxyde de carbone craché par les milliers de véhicules coincés dans les embouteillages titanesques. Il fait 40 °C à l'ombre et pas une once d'humidité dans l'air. Il y a trois semaines, c'était 50 °C. Un four. Le long des rues hérissées, sur des centaines de kilomètres, d'affreuses murailles de béton anti-bombes, les hommes casqués et armés qui filtrent la circulation avec 350 barrages, ont remonté leur foulard et posé des lunettes noires sur leur nez.

Passé la place Firdous, à hauteur de la Rue 55 de ce quartier d'Abou Nawas, jadis chic et prospère, on quitte enfin l'enfer des hommes masqués et des femmes voilées. Un dernier check-point à franchir et

voici « le paradis français », ironise notre chauffeur. Paradis, on ne sait, mais oasis de fraîcheur conditionnée, de boissons colorées et d'appétissants mets cuisinés, c'est sûr.

« Bienvenue au château ! », lance Pierre Bouchez, le maître des lieux. Il ne faut rien exagérer. Le « château », ainsi baptisé par ses pensionnaires de passage, n'est rien d'autre qu'un petit immeuble de deux étages refait à neuf, juste en face de l'ambassade de France.

Bouchés à leurs extrémités par des gardes sourcilleux, des murailles anti-bombes et des miradors, les 500 mètres de la Rue 55 passent pour figurer parmi les plus sûrs de la cité. « Ouais, jusqu'à ce qu'on prenne une pluie de pélots [obus] sur la gueule », tempère un jeune gendarme breton. Justement, il y a trois semaines, l'ambassade a reçu un avis de tempête, le second en trois mois : Al-Qaida en Irak, qui signe toujours l'essentiel des attentats, aurait l'intention de s'en prendre aux « Frannçiyines », comme on dit ici. Vrai, faux ? Allez

savoir. En tout cas, la sécurité a été renforcée, le GIGN et les pelotons de gendarmes mobiles qui protègent la chancellerie et pilotent le dispositif sont en alerte.

Dans la salle de commandes du « château », les écrans des caméras qui filment en permanence les alentours sont scrutés jour et nuit. Un camp retranché ? Certes. Mais l'affaire des enlèvements au Niger montre que, pour faire du business dans les pays instables, on n'est jamais trop prudent.

« Manquerait plus qu'un de nos hôtes soit tué », grogne un garde privé irakien. « Non, franchement, on se sent très en sécurité ici », confie l'un des hôtes. Thierry Mori, directeur à la Sofinfra, entreprise française de BTP spécialisée dans la construction d'hôpitaux, de casernes ou d'hôtels, en est à son quatrième voyage. Avant l'ouverture, le 1^{er} mai, du Centre français des affaires (le vrai nom du « château » et de ses dépendances), il a connu quelques grands hôtels de la ville. Il se sent mieux ici. De toute façon, les

Le vaste marché de la reconstruction de l'Irak est estimé à 600 milliards de dollars

six hôtels « de luxe » de Bagdad sont fermés pour réfection. Le gouvernement veut qu'ils soient en état pour un hypothétique sommet arabe, en mars 2011.

Organisé et géré par l'Agence du développement de l'information technologique (ADIT), organisme d'Etat, le centre offre aux entrepreneurs français ce que M. Mori appelle

« une base logistique idéale » pour conquérir le vaste marché de la reconstruction de l'Irak. Le gâteau est estimé à 600 milliards de dollars (460 milliards d'euros).

Les Français, qui comptent encore ici pour du beurre parce qu'ils ont tardé à s'y intéresser – par rapport aux Américains, bien sûr, mais aussi aux Allemands ou aux Italiens –, veulent leur part. Les Irakiens « publient entre 40 et 60 appels d'offres chaque jour », s'enthousiasme Jean-Pierre Vuilleme, le président du centre.

Problème, les annonces sont souvent en arabe et il faut aller vite. « On traduit les meilleures en anglais ou en français, et on les met sur notre site Internet », précise son

directeur, Pierre Bouchez, un ancien des « services ».

Pour 2000 euros par an, les abonnés de l'ADIT reçoivent tout ce qui concerne leur secteur d'activité. Pour 100 à 200 euros la journée, selon l'espace requis, le centre offre gîte, couvert et piscine aux entrepreneurs de passage. Et des bureaux à l'année (70 000 euros) pour ceux qui veulent s'y installer et bénéficier des services de traduction et de toutes les facilités de la chancellerie juste en face.

Pour l'instant, il y a huit pensionnaires permanents, dont Lafarge, Technip, Sanofi Aventis et Alstom. « L'avantage de cet "hôtel sécurisé", souligne encore M. Mori, c'est qu'on est au centre-ville et qu'on en

sort facilement pour des rendez-vous. » Encore faut-il ne pas s'aventurer sans précaution en « zonerouge », comme disent les Américains, qui campent toujours dans leur immense ambassade de la « zone verte ».

Outre les attentats, qui restent presque quotidiens, les gangs, criminels ou « politiques », spécialisés dans le kidnapping ou l'attaque de banques, de bijoutiers ou d'hommes d'affaires, restent nombreux. Et dangereux. Faute de paiement, ils tuent sans barguigner. « Il y a tant d'enlèvements, note une source locale, que nos journaux n'en parlent même plus. »

Patrice Claude



LE PKK ACCUSE ISRAËL D'AIDER LA TURQUIE À "DÉTRUIRE" LES KURDES

JERUSALEM, 22 septembre 2010 (AFP)

LE LEADER des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Murat Karayilan, a accusé Israël d'aider les autorités turques à "opprimer et détruire" les Kurdes en livrant des armes à Ankara, dans une interview publiée mercredi par le journal israélien Haaretz.

"Dans les années 1960 et 1970, nous (les Kurdes) et Israël étions amis. Nous vous adminions. Mais depuis qu'Israël a resserré sa coopération militaire avec la Turquie vous faites partie de ceux qui participent à notre oppression et éradication", Murat Karayilan dit dans cette interview pour la télévision israélienne, dont Haaretz publie des extraits.

"Il est évident qu'Israël doit avoir des relations avec la Turquie. Mais pourquoi à nos dépens? Pourquoi devrions-nous le payer de notre vie?" s'est-il inter-

rogé, en estimant que les Israéliens devraient être les premiers concernés par les persécutions contre les Kurdes après le génocide nazi.

"Tout le monde dans cette région, les Syriens, les Turcs et les Iraniens, veut nous détruire et voilà que vous leur procurez les armes!" s'est indigné le leader du PKK.

Il faisait notamment allusion à la vente par Israël de drones à l'armée turque qui seraient employés dans les opérations contre la guérilla kurde.

Les rebelles kurdes de Turquie ont annoncé lundi avoir prolongé jusqu'à une date indéterminée leur trêve contre les forces de sécurité turques, selon l'agence pro-kurde Firat.

Les relations entre la Turquie et Israël, alliés stratégiques dans les années 1990, connaissent de vives tensions depuis l'offensive israélienne de décembre 2008-janvier 2009 dans la bande de Gaza, contrôlée par le mouvement islamiste palestinien Hamas.

Elles se sont encore dégradées après l'assaut le 31 mai par les commandos de la marine israélienne d'une flottille d'aide à Gaza qui s'est soldé par la mort de neuf passagers turcs.



ANKARA CHERCHE LE DIALOGUE AVEC LES KURDES POUR CLORE 20 ANS DE CONFLIT

ANKARA, 23 septembre 2010 (AFP)

LE GOUVERNEMENT TURC a affiché jeudi l'espoir d'un règlement du conflit kurde par le dialogue à l'occasion d'une rencontre exceptionnelle avec des politiciens considérés proches des rebelles kurdes.

"Nous estimons qu'aucun de nos problèmes n'est insoluble et qu'il y a de la place pour les résoudre sans effusion de sang (...) dès lors que nous considérons la démocratie et le droit comme des outils importants", a déclaré le vice-Premier ministre Cemil Cicek après la réunion.

"Nous sommes en faveur d'une continuation du dialogue. Nous espérons qu'une nouvelle page va s'ouvrir dans ce contexte", a-t-il déclaré à la presse après avoir rencontré avec le ministre de la Justice, Sadullah Ergin, les représentants du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), prokurde.

Considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte depuis 1984 contre Ankara, revendique l'autonomie du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit a fait quelque 45.000 morts, selon l'armée.

Rappelant que la Turquie venait d'adopter en septembre des amendements constitutionnels visant à renforcer la démocratie, M. Cicek a assuré qu'Ankara était déterminé à engager de nouvelles réformes car "beaucoup des problèmes actuels découlent de la Constitution".

Le président du BDP Selahattin Demirtas a souligné que ces changements devaient inclure la reconnaissance d'une autonomie et de plus vastes droits linguistiques pour les Kurdes.

"L'atmosphère est positive (...) La rencontre a créé des bases pour une intensification des efforts en vue d'une solution politique", a-t-il Cicek estimé.

Il a indiqué que "certains contacts étaient établis" avec le chef emprisonné du PKK Abdullah Öcalan, sans donner plus de détails.

Öcalan purge depuis 1999 une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest), mais conserve un contrôle sur son organisation, au travers de ses avocats, qui servent de relais à ses communiqués.

Le PKK a annoncé lundi avoir prolongé une trêve unilatérale décrétée le 13 août jusqu'à la semaine prochaine, durant laquelle de nouvelles directives seront données.



Turkey's pro-Kurdish party reiterates support for school boycott

ISTANBUL - Hürriyet Daily News

Reiterating its demand for education in one's mother tongue, the pro-Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, marked the new school year Monday with renewed support for an NGO's one-week boycott of the educational system.

In a protest Monday at Galatasaray Square in Istanbul's Taksim district, BDP members and supporters gave an overview of the Kurdish alphabet and read a press release in Kurdish, demanding their right to be educated in the language and renewing their support for the school

boycott called for Wednesday by the Kurdish Education and Language Movement, or TZP-Kurdi.

The current problem results from the government's assimilation policy, which has been continuing for 80 years, independent BDP Istanbul deputy Sebahat Tuncel said, calling on the government to pay attention to the group's request for education in Kurdish.

"The Kurdish alphabet composed of 31 letters expresses a reality," Tuncel said, pointing to a board on which the alphabet was written. "More than 20 million [Turkish] citizens have a different identity and language, but more than 5

million of them have forgotten their own language due to the government's assimilation policy," said Tuncel.

Adding that the school boycott is also a campaign to raise awareness about the right to education in mother tongues, Tuncel addressed criticism from the government that the move exploits children.

"The government has exploited people for 80 years. Kurdish people not being educated in their own language is a problem of human rights," Tuncel said, adding that the group does not have any problem with their children learning Turkish along with Kurdish.

Turkish PM rules out schooling in Kurdish

ISTANBUL , Hürriyet Daily News

Turkey's prime minister on Friday ruled out offering classes in Kurdish to schoolchildren, turning down a key demand by the pro-Kurdish political movement that is seeking to end decades of fighting, The Associated Press reported.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's eight-year-old government has embarked on an ambitious project to resolve the conflict between Ankara and the country's Kurdish contingent.

But the government has faced mounting demands from the Kurds and severe criticism from nationalists amid a backlash of violent attacks blamed on the outlawed Kurdistan Workers'

Party, or PKK, which is listed as a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

One of those demands entered the spotlight last week when a pro-Kurdish organization asked parents not to send their children to school during the first week of the school year to protest the lack of Kurdish-language education.

The pro-Kurdish Peace and Democracy Party, or BDP, openly supported the boycott, while government officials criticized the move.

Erdogan said Friday that education in Turkey can only be held in Turkish, one day after a landmark meeting between the government and the BDP.

Turquie

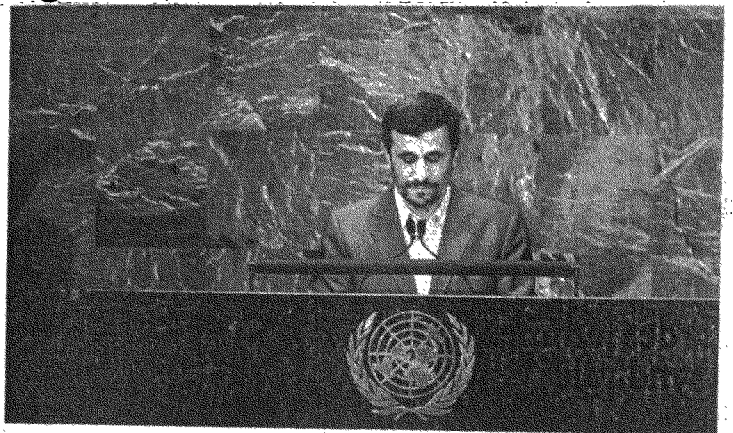
Les rebelles kurdes du PKK prolongent une trêve fragile

ISTANBUL. La guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé, lundi 20 septembre, sa décision de prolonger jusqu'au 27 septembre le cessez-le-feu décrété le 13 août. « Depuis cette date, les opérations militaires ont continué contre nous, et la tension est restée élevée. Malgré cela, le cessez-le-feu reste en vigueur », précise le communiqué du commandement politique, retranché dans la montagne de Qandil, dans le nord de l'Irak.

La réaction des rebelles était attendue, après plusieurs jours de fortes tensions dans toute la région kurde de Turquie. Un attentat contre un minibus a tué neuf civils et en a blessé cinq autres, dans les environs d'Hakkari, le 16 septembre. Le véhicule, qui transportait des villageois, a été déchiqueté par des mines antichars.

Si le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et les médias ont accusé le PKK, les auteurs de cette attaque n'ont toujours pas été identifiés. Le PKK a démenti tout rôle dans l'opération et accuse, au contraire, l'armée turque d'en être à l'origine. Les soupçons contre l'armée se sont renforcés après la découverte, à proximité des lieux de l'explosion, d'un sac à dos portant l'écusson des commandos de montagne d'Hakkari et contenant des mines, des munitions et une caméra. ■ Guillaume Perrier

Le président iranien évoque une « guerre sans limite » avec les Etats-Unis



Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a évoqué, mardi 21 septembre, le spectre d'une guerre « sans limite » avec les Etats-Unis, en marge d'un sommet des Nations unies à New York pour combattre la pauvreté dans le monde. « Les Etats-Unis ne comprennent pas à quoi ressemble une guerre. Quand une guerre commence, elle ne connaît pas de limite », a-t-il souligné. Les Nations unies ont imposé quatre séries de sanctions contre l'Iran sur son programme nucléaire et les Etats-Unis ont appelé à une mise en œuvre rapide et complète de ces mesures. (PHOTO AFP)

Turkey s pro-Kurdish party asks Ankara to take key peace steps

GOKSEL BOZKURT

**ANKARA - Daily News Parliament
Bureau**

During its meeting with the government Thursday, Turkey s pro-Kurdish party outlined three important steps that need to be taken in order to move toward peace, according to a party spokesman.

The Peace and Democracy Party, or BDP, called for an end to military operations, the inclusion of the pro-Kurdish party in the solution process and stronger messages from the prime minister about negotiation for the new constitution, which it asked that the government not postpone until after the 2011 general elections.

Prime Minister Recep Tayyip Erdoan meanwhile ruled out offering education in Kurdish language at schools, one of the other demands that have been raised by the BDP.

Don t expect education in native languages from us, I say to those who demand education in mother tongues. Turkey s official language is Turkish, Prime Minister Recep Tayyip Erdoan told a meeting of his ruling Justice and Development Party, or AKP, on Friday.

The government has given permission for language courses where people can learn Kurdish, Erdoan said, calling other demands exploitative. The prime minister also said everyone should be prepared to make a new constitution and addressed claims that the government has opened up a dialogue with the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK.

We don t have any fantasy of meeting with the terrorist organization, he said.

The PKK has been listed as a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union.

Following the meeting Thursday between BDP co-chairs Selahattin Demirtas and Gultan Kisanak and Deputy Prime Minister Cemil Cicek and Justice Minister Sadullah Ergin, BDP deputy leader Nihat Ogras told the Hurriyet Daily News & Economic Review that the party expected the government to take steps within seven to 10 days.

A second meeting with the government was also expected within a week, Ogras added.

A second meeting between the pro-Kurdish BDP and government officials will be held within a week, a senior BDP figure says. AA photo



According to information obtained by the Daily News, the BDP suggested that the new constitution be created through dialogue with the public and by creating a commission if necessary. The party also suggested that the framing of the new constitution could be the start to a more negotiation-oriented solution to the Kurdish issue.

Ogras: We are waiting for a response

Speaking to the Daily News immediately after Erdoan s speech on Thursday, Ogras said: The government took note. They said that relevant authorities would evaluate [our requests]. Developments now depend on the approach of the government.

Stating that the BDP had not determined the conditions of the PKK s cease-fire, he added that the terrorist organization would not continue with its period of non-action if military operations continue.

If they want to silence the guns, they have to talk to the PKK and [its imprisoned leader Abdullah] Ocalan. You need to talk to those with the guns; it is in vain to expect a cease-fire through the BDP, Ogras said.

[The government] needs to set up a dialogue mechanism. We are expecting tangible actions from the government regarding the BDP s suggestions, he said.

Responding to the prime minister s statement about Kurdish-language education, Ogras said: We are disappointed. And we need to evaluate how this will affect the current environment and how Ocalan will evaluate this.

The BDP is set to discuss a broad spectrum of issues at various party meetings throughout the week. Its co-leaders have stated that they prefer to not discuss issues with the government through the media so as not to damage the dialogue process.

We are going through a sensitive time. We must be patient, said BDP Sirk representative Hasip Kaplan. We will evaluate the prime minister s statement within the party.

Reactions from the MHP, CHP

The Nationalist Movement Party, or MHP, approached the meeting between the government and the BDP with suspicion. Describing the meeting as a negotiation with the PKK, the MHP s Mehmet Sandir said, Now we will see which concessions the government will give to the PKK.

The MHP will never lend its support to the constitution works planned to meet the requirements of the PKK, Sandir told the Anatolia news agency Friday.

Atilla Kart of the main opposition Republican People s Party, or CHP, said Friday that the meeting and dialogue was a positive development, while expressing his party s concerns about the criterion for the planned new constitution.

The framework of the planned constitution shouldn t be drawn during the meeting. It will inevitably lead to a deadlock to draw the framework and impose it on the public, he said. The new constitution should be based on social consensus.



IRAN: DOUZE MORTS DANS UN ATTENTAT À LA BOMBE LORS D'UN DÉFILÉ MILITAIRE

TEHERAN, 22 septembre 2010 (AFP)

AU MOINS DOUZE personnes ont été tuées et des dizaines blessées mercredi par l'explosion d'une bombe lors d'un défilé militaire dans le nord-ouest de l'Iran à forte population kurde, un attentat imputé par les autorités à des "éléments contre-révolutionnaires".

L'explosion s'est produite en matinée dans la petite ville de Mahabad, parmi la foule qui assistait à un défilé militaire à l'occasion du 30e anniversaire du déclenchement de la guerre Iran-Irak (1980-1988).

Selon Vahid Jalalzadeh, gouverneur de la province d'Azerbaïdjan occidental où se trouve Mahabad, l'attentat a eu lieu à "une cinquantaine de mètres de la tribune officielle (...) parmi un groupe de femmes venues regarder le défilé".

"Le nombre de martyrs tués dans cet incident s'élève désormais à douze", a indiqué le chef des urgences iraniennes, Gholam Reza Massoumi, à l'agence de presse Isna.

De source officielle, toutes les victimes sont des femmes, à l'exception d'un garçon de six ans. Aucun militaire n'a été tué, mais les épouses de deux officiers sont décédées. Environ 80 personnes ont été blessées, ont indiqué des sources médicales, craignant que le bilan s'alourdisse.

Selon la chaîne de télévision arabophone Al Alam, la bombe était placée dans un sac au milieu de la foule. Le commandant militaire de la région, le colonel Ghorban Pashai, a précisé à la télévision d'Etat que le sac, caché dans un buisson, contenait "une bombe à retardement qui a explosé à 10h20 locales" (6H50 GMT).

La télévision iranienne a montré des images prises au moment de l'attentat, où l'on entend un bruit sourd avant que de la fumée ne s'élève vers le ciel.

"Nous assistions au défilé lorsque l'explosion s'est produite. Nous nous sommes tous enfuis", a déclaré à la télévision une jeune fille hospitalisée.

Les autorités ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'attentat, qui n'a pas encore été revendiqué mais a été imputé à des "éléments contre-révolutionnaires" par le gouverneur de la province.

"Des éléments contre-révolutionnaires ont commis cet acte sauvage pour se venger de la population de Mahabad (...) qui a toujours soutenu les forces armées", a affirmé M. Jalalzadeh sans identifier ces "éléments".

"Cet attentat aveugle est une réaction aux coups portés par nos forces armées aux groupes contre-révolutionnaires", a-t-il encore affirmé.

Mahabad, ville à population majoritairement kurde, est située dans une région, à la frontière de l'Irak et de la Turquie, qui est régulièrement le théâtre d'affrontements armés et d'attentats imputés par les autorités à des rebelles kurdes.

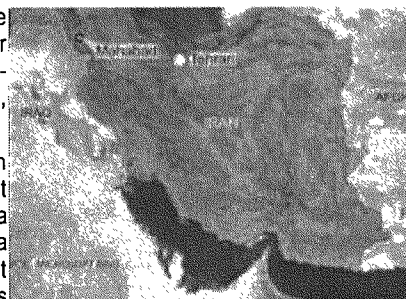
L'Iran accuse les Etats-Unis de soutenir ces groupes basés dans le nord-est de l'Irak, notamment le Komala (marxiste-léniniste) et le PJAK (Parti pour une vie libre du Kurdistan, lié au PKK turc) qui sont les plus actifs.

Neuf rebelles et deux membres des forces de sécurité ont trouvé la mort lors des deux affrontements attribués à ces deux organisations fin août et début septembre dans cette région.

Washington a toujours démenti les accusations iraniennes. Mais pour l'Iran, "il ne fait pas de doute que cette action a été menée avec le soutien des ennemis", a affirmé M. Jalalzadeh à la télévision d'Etat.

"Tout montre que cet attentat a une origine extérieure. Malheureusement, les Etats-Unis et les gouvernements alliés sont présents dans la région et leur soutien aux contre-révolutionnaires est prouvé", a-t-il ajouté.

"Ce sont les ennemis de l'islam et les contre-révolutionnaires qui ont commis cet attentat", a déclaré une femme blessée interrogée par la télévision d'Etat.



Défilé militaire à Téhéran, le 22 septembre 2010, commémorant la guerre avec l'Irak.



IRAN/ATTENTAT LORS D'UN DÉFILÉ MILITAIRE: 30 "TERRORISTES" TUÉS (MILITAIRE)

TEHERAN, 27 septembre 2010 (AFP)

TRENTE "TERRORISTES", dont des "mercenaires américains", impliqués dans l'attentat ayant fait 12 morts le 22 septembre à Mahabad, ont été tués samedi dans une opération des Gardiens de la révolution en territoire irakien, ont indiqué lundi des responsables militaires iraniens.

"Ces terroristes, parmi lesquels d'anciens officiers du régime bassiste irakien et des mercenaires américains, ont été tués lors d'une opération menée par les Gardiens de la révolution et le bassidj" (milice islamiste), a déclaré lundi Abdolrassoul Mahmoudabadi, commandant militaire local iranien cité par le site de la télévision d'Etat.

Il n'a fourni aucun détail sur les "mercenaires américains" qui auraient été tués lors de cette opération, apparemment intervenue en territoire irakien à proximité de la frontière iranienne selon un autre responsable militaire.

"Dès que les terroristes et d'autres contre-révolutionnaires se sont rassemblés dans un secteur de l'autre côté de la frontière (irakienne), les Gardiens ont lancé une opération d'encercllement (...) et ont déclenché une offensive samedi", a expliqué Mohammad Pakpour, chef des forces terrestres des Gardiens de la révolution, sur le site de la télévision d'Etat.

"Cette offensive a entraîné la mort de nombreux mercenaires de l'arrogance globale (ndlr: appellation désignant généralement les Etats-Unis) incluant les principaux éléments du crime terroriste de Mahabad", a-t-il ajouté. Douze per-

sonnes ont été tuées et 81 autres blessées par l'explosion d'une bombe le 22 septembre à Mahabad, une ville à forte population kurde de la province iranienne d'Azerbaïdjan occidental (nord-ouest), frontalière de l'Irak et de la Turquie.

La plupart des victimes sont des femmes et des enfants, qui assistaient à un défilé militaire à l'occasion du 30e anniversaire du déclenchement de la guerre Iran-Irak (1980-1988).

"Les informations obtenues, en particulier le type d'explosif utilisé (dans l'attentat), montrent que les services de renseignements américains et israéliens sont les principaux responsables de cet attentat", a affirmé lundi Abdolrassoul Mahmoudabadi.

Deux responsables de l'attentat "se sont infiltrés en Iran depuis le territoire irakien", a ajouté M. Mahmoudabadi, demandant au gouvernement irakien d'"identifier et de punir les responsables de cette action terroriste".

Les Etats-Unis ont condamné l'attentat.

Les régions frontalières de l'Irak et la Turquie, où vit une importante minorité kurde, sont le théâtre d'affrontements périodiques entre les forces iraniennes et des mouvements rebelles armés kurdes, notamment le PJAK (Parti pour une vie libre du Kurdistan) basé dans le nord-est de l'Irak.

L'Iran accuse les Etats-Unis de soutenir le PJAK ainsi que d'autres organisations ethniques aux frontières de l'Iran, ce que Washington a toujours démenti.

Irak : Al-Qaida reste vivace sur fond de crise politique et de désenchantement

Faute d'accord entre les dirigeants chiites, sept mois après les élections, le pays n'a toujours pas de gouvernement

Bagdad
Envoyé spécial

On les croyait pratiquement vaincus, désorganisés, isolés, privés de réseaux, d'hommes et de sanctuaires. Les sanglantes opérations, presque quotidiennes, souvent synchronisées et signées de leur sigle ces derniers mois contre des casernes, des centres de recrutement, des institutions, des politiciens, des hauts fonctionnaires, des policiers et des militaires de haut rang, ont démontré qu'ils étaient toujours là. Al-Qaida en Irak n'est pas mort. *« Nous avons affaire ici à la troisième génération, plus avancée que les précédentes, de ce réseau terroriste »*,

reconnaissait, dimanche 12 septembre, Abdel Qader Al-Obeidi, le ministre de la défense. Constat partagé par les Américains.

Sur la route poussiéreuse qui leur est réservée en direction de l'aéroport de Bagdad, les 5 000 GI toujours casernés au Camp Victory, à 16 km du centre de la capitale, ont encore durci les conditions d'entrée. Pour parer aux kamikazes, le premier *checkpoint* est automatisé. Une voix dans un haut-parleur exige de tenir haut en main badge spécial ou sauf-conduit qui autorise à être là. Deux cents mètres plus loin, sur un mirador, les sentinelles examinent le document à la jumelle et vous autorisent ou non à avancer vers le deuxième, puis le troisième barrage où scanners, chiens

renifleurs d'explosifs et fouille au corps attendent.

A l'intérieur de la base, véritable petite cité américaine qui compte jusqu'à 50 000 soldats il y a deux

« Nous avons affaire ici à la troisième génération, plus avancée que les précédentes »

Abdel Qader Al-Obeidi
ministre de la défense

ans, aucun étranger, Irakiens compris, ne peut se déplacer sans une escorte en uniforme.

Le président Obama a retiré 90 000 soldats d'Irak en un an. Les 49 700 qui doivent rester sur place jusqu'à fin 2011 ne patrouillent plus dans les villes et, théoriquement, ne participent à des opérations qu'à la demande expresse de leurs homologues irakiens. Cela ne les empêche pas de garder un œil sur tout ce qui se passe dans le pays.

Numéro deux des opérations à Bagdad, le général Ralph Baker, sveltes et fringant quadra de l'US Army, confirme au *Monde* ce que le ministre Al-Obeidi disait mi-septembre à propos des *« signes évidents de régénérescence »* d'Al-Qaida : *« Ils sont plus sélectifs dans leurs cibles, mais ils demeurent le groupe le plus dangereux du pays. Avec nos amis irakiens, on n'a jamais capturé ou tué autant de leurs hommes et de leurs leaders, mais ils semblent se régénérer à chaque fois. »*

Chaque jour ou presque, ils s'attribuent des attentats : une voiture piégée ici, une opération kamikaze là, plus deux, trois ou dix assassinats. *« Les seules opérations qu'ils ne revendiquent pas, note une source militaire irakienne, sont les enlèvements contre rançon, les attaques de banques qui se sont multipliées ces derniers mois. Ces messieurs, ajoute notre officier, semblent manquer de financements pour leur pseudo "lutte de libération au nom d'Allah". »*

Les Américains s'étant, pour l'essentiel, retirés du combat, le gouvernement irakien est persuadé que l'objectif premier des attentats est d'affaiblir, de délégitimer, puis de renverser le « nouvel Irak » dominé par les chiites, majoritaires ici, mais considérés comme des *« apostats à la solde de l'Iran »* (également chiite) par beaucoup de sunnites. *« Ces tueurs fanatiques ne se réconcilieront jamais avec le nouvel ordre »,* confie le bouillant général Mohammad Al-Askari, directeur des relations pressé au ministère de la défense et secrétaire général de la « commission des retraits militaires américains ».

Pour cet homme rude, *« les Américains mentent quand ils prétendent qu'il y a encore des infiltrations terroristes »* parmi les 660 000 membres des forces armées (dont 400 000 policiers). Ou alors seulement *« quelques-unes, au niveau le plus bas [des bataillons] »,* concède-t-il. *« Ils mentent parce qu'ils ne savent rien »* quand ils affirment que des cellules terroristes se sont réimplantées dans des quartiers sunnites de Bagdad, que les alentours d'Abou Ghraïb, à 40 km à l'ouest de la capitale, sont redevenus une *« zone de confort et d'en-*



Un soldat irakien sécurise la zone d'un attentat-suscite à la voiture piégée qui a fait 31 morts, le 19 septembre, à Bagdad. L'attaque a été revendiquée par Al-Qaida en Irak. AP

entraînement pour les djihadistes». Voire que les régions rurales de Diyala et Mossoul sont en train de redevenir leurs fiefs.

Tandis que le pays attend toujours, sept mois après les élections, que les leaders des principaux partis chiïtes se mettent d'accord pour former un nouveau gouvernement, le général Al-Askari reconnaît au moins une chose: « La crise politique n'a pas d'incidence sur l'appareil sécuritaire mais c'est vrai

que nos concitoyens ne le perçoivent pas ainsi. » De fait, selon de bonnes sources, « le nombre et la qualité des renseignements fournis par la population sur les mouvements djihadistes a beaucoup baissé ces derniers mois ». Comme si les gens ne savaient plus très bien à quel saint se vouer.

Un sondage publié mi-septembre par l'Institut international républicain résume la situation.

En décembre 2009, 51% des 3 000 Irakiens de l'échantillon sondé estimaient que leur pays s'engageait « dans la bonne direction ». En juin 2010, 59% du même échantillon pensaient que l'Irak allait « dans la mauvaise ».

La crise de l'été, consécutive à des coupures électriques à répétition, avec ses manifestations et ses morts, ainsi que la dégradation de la sécurité publique depuis quatre

mois ont sans doute aggravé les choses. Dans ce contexte difficile et incertain, Al-Qaida « joue sur du velours », note un analyste politique local qui ne veut pas, pour sa sécurité, être nommé. A tout hasard, la chancellerie américaine, qui dispose de 2 700 gardes armés privés pour sa protection, a demandé à Washington le triplement rapide de cette force. ■

Patrice Claude



LE MINISTRE IRAKIEN DE LA DÉFENSE DISCUTE À ANKARA DE LA LUTTE CONTRE LE PKK

BAGDAD, 28 septembre 2010 (AFP)

LE MINISTRE IRAKIEN de la Défense Abdel Qader Obeidi s'est entretenu mardi à Ankara avec son homologue turc Vecdi Gonul de la coopération entre les deux pays dans la lutte contre les rebelles kurdes du PKK, a indiqué à l'AFP son porte-parole.

Lundi, le vice-Premier ministre turc Cemil Cicek a indiqué aux journalistes que son gouvernement comptait demander au Parlement de prolonger le mandat qui autorise l'armée à bombarder les repaires du Parti des travailleurs du Kurdistan dans le nord de l'Irak.

"Une délégation du ministère de la Défense emmenée par Abdel Qader Obeidi est arrivée mardi en Turquie et s'est immédiatement réunie avec le ministre

turc de la Défense", a déclaré par téléphone ce porte-parole irakien, Mohamed al-Askari.

Pendant cette réunion, ils ont évoqué "la coordination en matière de sécurité, l'échange d'information et les travaux de la commission tripartite luttant contre les groupes terroristes actifs à la frontière irako-turque, et notamment le PKK", a-t-il dit.

M. Askari faisait référence à la commission rassemblant Bagdad, Ankara et Washington et créée en novembre 2008 à Bagdad.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, mène depuis 1984 une lutte armée pour la défense des droits des Kurdes. Le conflit a fait 45.000 morts, selon l'armée turque. Ankara évalue à environ 2.000 le nombre des rebelles retranchés en Irak.



TURQUIE: NOUVELLE PROLONGATION D'UN MOIS DE LA TRÊVE DU PKK CONTRE ANKARA

QANDIL (Irak), 30 septembre 2010 (AFP)

LES REBELLES kurdes de Turquie ont annoncé jeudi avoir prolongé d'un mois leur trêve contre les forces turques, mais ont prévenu que le conflit ne prendrait fin que si Ankara entrait dans de véritables négociations pour trouver une solution pacifique au conflit.

La décision du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une lutte autonomiste contre les forces d'Ankara depuis 1984, a été annoncée dans le nord de l'Irak par son commandant militaire Murat Karayilan.

"Le cessez-le-feu a été prolongé pour un nouveau mois afin de garantir la confiance dans la période à venir", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Qandil.

Mais "un cessez-le-feu permanent n'aura pas lieu tant qu'Ankara n'entrera pas dans de vraies négociations avec nous", a-t-il mis en garde.

Le PKK souhaite "une paix permanente mais (le Premier ministre turc Recep Tayyip) Erdogan a décidé de liquider notre mouvement et mène des efforts diplomatiques pour obtenir le soutien des Etats-Unis et de l'Irak", a affirmé Murat Karayilan.

"Le gouvernement turc n'a pris aucune mesure sérieuse pour satisfaire nos demandes", a-t-il ajouté.

Le PKK avait annoncé un arrêt de ses opérations en août, jusqu'à la mi-septembre. La trêve avait ensuite été prolongée. Murat Karayilan n'a pas donné jeudi la nouvelle date d'expiration du cessez-le-feu.

Le gouvernement turc a multiplié ces dernières semaines les démarches, en

Turquie même, mais aussi à Washington et Erbil (Kurdistan irakien), pour tenter de trouver un règlement au conflit qui a fait 45.000 morts depuis 1984.

Les autorités ont engagé un dialogue en Turquie avec des politiciens kurdes, réputés être proches du PKK, mais aussi plus secrètement avec le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, emprisonné à vie en Turquie depuis 1999.

M. Erdogan a démenti toute "négociation", mais des responsables ont plus d'une fois rencontré le leader kurde, selon la presse.

L'objectif d'Ankara serait d'obtenir la prolongation sine die de la trêve, qui permettrait l'adoption de nouvelles mesures démocratiques en faveur de la communauté kurde, qui représente 12 à 15 millions des 73 millions de Turcs, selon une source proche du gouvernement.

Les rebelles quitteraient la Turquie pour se replier dans leurs repaires du nord de l'Irak, au Kurdistan irakien, dans l'attente de nouvelles directives de leurs chefs.

Le gouvernement turc a entrepris en parallèle des initiatives auprès de l'administration autonome kurde d'Irak qui contrôle une zone où sont situés les repaires du PKK, ainsi qu'auprès des Américains.

Ankara évalue à environ 2.000 le nombre des rebelles retranchés en Irak.

Mais en dépit de ce dialogue engagé, de sérieux points d'achoppement persistent, comme la reconnaissance explicite de l'identité ethnique kurde dans la Constitution, réclamée par le PKK mais que le gouvernement refuse.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays.

PKK Extends Ceasefire For Month

By RUDAW

QANDIL, Iraqi Kurdistan: Kurdish rebel group, Kurdistan Workers' Party (PKK), has extended a unilateral ceasefire it had declared against Turkey because of the Muslim holy month of Ramadan for one more month, said leader of the group Murat Karayilan Thursday.

Speaking to reporters in the mountains of the Iraqi Kurdistan region, Karayilan said that his group will stop launching any attacks on the Turkish armed forces until October 30 to encourage a peaceful resolution of the Kurdish question in Turkey.

He asked Turkey, for its part, to take a similar step and develop the ceasefire into a bilateral one.

The ceasefire comes more than two weeks after the approval of a constitutional amendment by 58 percent of voters in favor of the ruling Islamic-leaning Justice and Development Party (AKP) that had long promised to solve the issue of about 15 million Kurds in the country.

The AKP is led by Prime Minister Tayyip Erdogan.

Karayilan set four conditions of his party as a pretext for the continuation of the peace process between Turks and Kurds. They include the decrease of the parliament threshold from 10 percent to seven percent, a move that could lead Kurds enter parliament as a political party rather than independent law makers.

The second demand of the PKK was a call to halt all military operations by Turkey against its fighters. Other condi-



tions included the advancement of Turkish democracy and keeping dialogue with the leader Ocalan.

The PKK was established in 1984 by the now-imprisoned leader Abdullah Ocalan aiming at the establishment of a Kurdish state in Turkey, a country that still constitutionally denies the existence of Kurds. Since then, more than 40,000 people, mainly Kurds, have been killed.



LA TURQUIE VEUT OUVRIR UNE NOUVELLE PAGE DANS LE CONFLIT KURDE

ANKARA, 28 septembre 2010 (AFP)

LE GOUVERNEMENT TURC multiplie les démarches, en Turquie même mais aussi à Washington et Erbil (Kurdistan irakien), pour tenter de trouver un règlement au conflit qui oppose depuis plus d'un quart de siècle les rebelles kurdes du sud-est du pays aux forces d'Ankara.

Conforté le 12 septembre par sa victoire à un référendum constitutionnel qui accroît les pouvoirs de l'autorité civile sur les militaires et renforce la démocratie, le Parti de la justice du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), s'est attaqué à la très difficile question kurde.

Des contacts ont été établis avec Abdullah Öcalan, leader incontournable de la rébellion kurde, emprisonné à vie mais qui assure, par l'intermédiaire de ses avocats, un puissant contrôle sur son mouvement armé, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a démenti toute "négociation". Mais des responsables ont plus d'une fois rencontré le leader kurde, selon la presse.

Lundi, de retour d'une visite à l'île d'Imrali (nord-ouest) où est détenu Öcalan depuis 1999, son avocate, Aysel Tugluk, a expliqué aux journalistes que son client l'a assuré que ses "efforts pour la paix se poursuivront".

"Nous souhaitons un règlement sur une base démocratique et politique. Nous ne recherchons pas une solution par les armes", aurait insisté Öcalan.

Appelée à commenter ces propos, Mme Tugluk a affiché un optimisme peu commun: "Nous sommes plus proches de la paix".

La semaine dernière, des responsables gouvernementaux ont, fait rare, rencontré des politiciens réputés proches du PKK.

L'objectif d'Ankara serait d'obtenir la prolongation sine die d'une trêve dans les combats déclarée en août par le PKK, qui permettrait l'adoption de nouvelles mesures démocratiques en faveur de la communauté kurde,

qui représente de 12 à 15 millions des 73 millions de Turcs, indique-t-on de source proche du gouvernement.

Les rebelles quitteraient la Turquie pour se replier dans leurs repaires du nord de l'Irak, au Kurdistan irakien, dans l'attente de nouvelles directives de leurs chefs.

Afin de convaincre les Kurdes d'Irak de coopérer avec Ankara dans sa lutte contre le PKK, le ministre turc de l'Intérieur Besir Atalay a de son côté rencontré dimanche à Erbil (nord de l'Irak) le président de la région irakienne autonome du Kurdistan, Massoud Barzani.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, mène depuis 1984 une lutte armée pour la défense des droits des Kurdes. Le conflit a fait 45.000 morts, selon l'armée.

Ankara évalue à environ 2.000 le nombre des rebelles retranchés en Irak.

Les Etats-Unis sont concernés par le problème kurde en Turquie: ils fournissent à l'armée turque des renseignements sur les positions des rebelles, et ont une influence sur le sort du PKK en Irak, du fait de leur proximité avec les Kurdes irakiens et de leur présence en Irak.

Le chef du renseignement turc (MIT) s'est récemment rendu aux Etats-Unis pour évoquer la question.

Mais en dépit du dialogue engagé avec le PKK, de sérieux points d'achoppement persistent dans cet épineux dossier.

Ainsi, les Kurdes réclament une reconnaissance explicite de leur identité ethnique dans la Constitution et le droit à l'enseignement public dans leur langue. Le gouvernement est opposé à ces demandes, au nom de l'unité nationale.

Sur le terrain, les violences quotidiennes persistent, en dépit de la trêve du PKK. Neuf civils ont été tués à la mi-septembre par l'explosion d'une mine dans l'extrême sud-est. Le PKK, soupçonné, a nié toute responsabilité.

All's quiet on one Iraq front: Parliament

BAGHDAD

BY TIMOTHY WILLIAMS
AND YASIR GHAZI

More than six months ago, millions of Iraqis cast aside fears about bombs and bullets to vote. In households without a reliable supply of water, the indelible purple ink on the voters' index fingers did not wear off for more than a week.

The voters have since watched winter turn to spring, and now summer become autumn — and the people they elected still have no leader. They are waiting on their parties to come to an agreement so they can start work.

And while the summer months were marked by a surge in violence and by riots over the lack of electricity, drinking water and other basic services, in Baghdad, members of Parliament have lived out a workers' fantasy: a vacation of more than 200 days (and counting), with full pay and benefits, free to follow their heart's desire. Since the elections March 7, they have met just once, and that was for less than 19 minutes.

"I'm representing the Iraqi people, but it doesn't feel like it. I'm at the boiling point."

In the interim, some have sought out less chaotic places with better weather and less bloodshed, staying in nice hotels or private homes with chlorinated swimming pools in Jordan, Syria, Iran or Dubai.

A few have sat home and stewed. Others have reconnected with family, undergone medical procedures in countries with better-equipped hospitals, or gone to weddings and funerals they would otherwise have missed.

More than a dozen members interviewed say they have been assiduously following news on television and in the papers on sporadic talks between parties to form a coalition government. There has been much news, they agree, but little progress.

The energy and optimism with which these would-be reformers rode into Baghdad after the elections has all but vanished. It has been replaced by feelings of embarrassment, frustration and anger.

"I'm representing the Iraqi people, but it doesn't feel like it," said Kadhim Jwad, a Sadrist elected to represent Babil Province, in the country's south. "I'm at the boiling point. I'm tired and annoyed all the time. There's lots of pressure on me. This is more than I can take."



Demonstrators in Baghdad protesting the Iraqi government's political deadlock. Since the elections March 7, Parliament has met just once.

The last Parliament's trademark lassitude led the public to vote a good many of its members out of office. Ayad Samarrai, the speaker at the time, was re-elected, however, and he said feelings of melancholy were not uncommon among those chosen for the new Parliament.

"Not having a session has created a state of psychological emptiness," he said. "They feel useless. They were ready to participate. They were ambitious, ready to make change. And of course, that motivation has now been stopped entirely."

A salve for their ennui, however, has been their compensation: salaries of about \$11,050 a month each, which include a housing allowance; a fleet of three brand-new armored sport utility vehicles and a 30-member security detail for their use; freshly issued diplomatic passports, which allow for worry-free international travel; and government payments into pension plans that will yield 80 percent of their salaries.

A bank was recently set up inside the Parliament building so that checks can be cashed without fuss.

In the meantime, one in four Iraqis are estimated to live below the poverty line. Leila Hassan, a newly elected member, said, "I get embarrassed when people ask me, 'What's going on?' and when I go out, I feel shy because I'm worried people will blame me."

Ms. Hassan, 30, a member of the Kurdish Alliance, said she had tried to stay engaged but now often gives in to an all-enveloping boredom.

"In my spare time, well, I'm not married, and my mother takes care of me," she said. "She cooks and cleans the house, so I have nothing to do. I have spent a lot of time reading books."

Ms. Hassan said she had also taken courses on democracy with other women elected to Parliament. Those courses have taken them to the United States and Lebanon.

"We have agreed to serve as a lobby on women's issues inside Parliament," she said. "We expected that we would meet each other during a session, so it's funny it happened outside Iraq."

Mahmoud Othman, also a member of the Kurdish Alliance, said he had been fighting the doldrums by showing up at Parliament in spite of himself. He has found himself feeling even more isolated.

"I keep coming to the building, but I am all alone," he said. "I find no one. Sometimes, there are journalists, so I do an interview with them, and sometimes I see friends here, but nothing very useful."

Fatali al-Ashikh, a member of Iraqiya who represents Baghdad, said the hiatus had given him the chance to work on his doctorate in media studies. "I am using this useless time to do something

that will help me in the future," he said. He has also broken in his new official passport. "During Ramadan, I went to

"Not having a session has created a state of psychological emptiness. They feel useless."

Syria and spent most of the month there," he said. "I was running from the heat of Iraq and all the electrical black-outs."

Unadim Kana, an independent who represents Christians in Nineveh Province, in Iraq's north, said he, too, had been "able to travel freely," but he said he would be happy to dispense with that

new freedom if he were allowed to work. "We have lost seven months of possibility," he said.

Herald INTERNATIONAL Tribune SEPTEMBER 28, 2010

Program that hit Iran computers scatters wide

SAN FRANCISCO

BY JOHN MARKOFF

As in real warfare, even the most carefully aimed weapon in computer warfare leaves collateral damage.

The Stuxnet worm was no different.

The most striking aspect of the fast-spreading malicious computer program — which has turned up in industrial programs around the world and which Iran said had appeared in the computers of workers in its nuclear project — may not have been how sophisticated it was, but rather how sloppy its creators were in letting a specifically aimed attack scatter randomly around the globe.

The malware was so skillfully designed that computer security specialists who have examined it were almost certain it had been created by a government, making it a prime example of clandestine digital warfare. While there have been suspicions of other government uses of computer worms and viruses, Stuxnet is the first to go after industrial systems. But unlike those other attacks, this bit of malware did not stay invisible.

If Stuxnet is the latest example of what a government organization can do, it contains some glaring shortcomings. The program was splattered on thousands of computer systems around the world, and much of its impact has been on those systems, rather than on what appears to have been its intended target, Iranian equipment. Computer security specialists are also puzzled by why it was created to spread so widely.

Global alarm over the deadly computer worm has come many months after the program was suspected of stealthily entering an Iranian nuclear enrichment plant, perhaps carried on a USB memory drive containing the malware.

Computer specialists have speculated that once inside the factory and within the software that controls equipment, the worm reprogrammed centrifuges made by a specific company, Siemens, to make them fail in a way that would be virtually undetectable. Whether the program achieved its goal is not known.

The timing is intriguing because a time stamp found in the Stuxnet program says it was created in January, suggesting that any digital attack took place long before it was identified and began to attract global attention.

Siemens has said that the worm had been found in only 15 plants around the world using its equipment and that no factory's operations had been affected. But now the malware is not only detectable but also continuing to spread around the world through the Internet.

It is also raising fear of dangerous proliferation. Stuxnet has laid bare significant vulnerabilities in industrial control systems. The program is being examined for clues not only by the world's computer security companies, but also by intelligence agencies and countless hackers. "Proliferation is a real problem, and no country is prepared to deal with it," said Melissa Hathaway, a former U.S. national cybersecurity coordinator.

The widespread availability of the attack techniques revealed by the soft-

reassessment" of security systems and processes, starting with federal technology standards and nuclear regulations, said Joe Weiss, a specialist in the security of industrial control systems who is managing partner at Applied Control Solutions in Cupertino, California.

One big question is why its creators let the software spread widely, giving up many of its secrets in the process.

One possibility is that they simply did not care. Their government may have been so eager to stop the Iranian nuclear program that the urgency of the attack trumped the tradecraft techniques that traditionally do not leave fingerprints.

While much has been made in the news media of the sophistication of Stuxnet, it is likely that there have been many other attacks of similar or even greater sophistication by intelligence agencies from many countries in the past. What sets this one apart is that it became highly visible.

Security specialists contrast Stuxnet with an intrusion discovered in the Greek cellphone network in March 2005. It also displayed a level of skill that only some foreign power would have.

A two-year investigation by the Greek government found an extremely sophisticated Trojan horse program that had been hidden by someone who was able to modify and then insert 29 secret programs into each of four telephone switching computers. The spy system came apart only when a software upgrade provided by the manufacturer led to some text messages, sent from the system of another cellphone operator, being undelivered.

Proliferation of the worm "is a real problem."

ware has set off alarms among industrial control specialists, she said. "All of these guys are scared to death. We have about 90 days to fix this before some hacker begins using it."

The ability of Stuxnet to infiltrate these systems will "require a complete



September 23, 2010

Could Northern Iraq become a Popular Tourist Destination for Westerners?

The Kurdish regional government's effort to promote the location to travelers is succeeding.

Written by Adam Gonn

The Media Line.

Ever since Kurds established their own semi-autonomous region in Northern Iraq following the US-led invasion in 2003, the Kurdish leader has been promoting the region as a tourist hot spot, and according to recent data it seems to be succeeding.

The main city in the region is Erbil. Due to its own local militias the city has maintained relative calm compared to the rest of the country after the war began seven years ago.

This has led to over 20 four and five star hotels currently being constructed in Erbil.

The main airport of the region is the new Erbil International Airport, which began receiving flights in March 24, 2010. The airport's capacity is 3 million passengers each year.

The Kurdistan Regional Government's Department of Tourism reports that an estimated 39,000 Western visitors traveled to Northern Iraq in 2008 and in 2009 the number grew to 69,000. In addition to Westerners, some 48,000 Iranians have visited already this year.

Outside of Erbil a smaller international airport in Sulaimaniyah, close to the border with Iran, has been built, with a capacity of 1.5 million passengers per year.

One airline that has been operating flights to Erbil's older airport for several years already is Austrian Airlines. Their spokesperson has only good things to say about the route.

"We are satisfied with the line. Booking is good and it's a good market," Pia Stradiot, spokesperson for Austrian Airlines, told The Media Line.

Austrian Airlines offers the route five times weekly and while the airline would not disclose the capacity of their flights, Stradiot said they were pleased with the numbers.

One person who can take credit for renewed travel interest in the Kurdistan region is Hagob Serob, director of public relations at the Department of Tourism for the Kurdistan Regional Government in Northern Iraq. Serob told The Media Line that promoting tourism is part of a long-term strategy for the government.

Iraqi Kurdistan is called "the other Iraq" because "people can enjoy security [here]," said Serob.

"I'm not going to exaggerate if I would say that as a foreigner you can move without any escort. This is something maybe you can't see all over the world," Serob told The Media Line.

"Here in Kurdistan we have many foreigners who are working as investors and for [international] companies," he said. "The Kurdistan region is absolutely different from Baghdad, from Basra, from Najaf."

One of the most important features for making all this possible is security, he explained.



"If you can just find security then you can do everything," he said.

While most Westerners might not have seen northern Iraq as a vacation destination in the past, Serob says times are changing.

"During the last two years many foreigners have found this part of Iraq a good destination," he said.

"It's only a matter of time, maybe within the coming couple of years, maximum five to 10 years, this part of Iraq is going to be a very good destination for all foreigners," Serob predicted.

"Each country, if it is to be considered a tourist country, there are some basics that need to be taken into consideration; for example, the Kurdistan region enjoys a very good nature, the mountains, the springs and the good weather," he said.

As a tourist you don't need to apply for a visa before arriving. You can just show up and get one at the international airport, Serob explained.

"Many airlines are now trying...to have flights to Erbil International Airport," he said. "For example, recently we had flights from Qatar, as the Gulf people are really trying to do good investment here in the Kurdistan region."

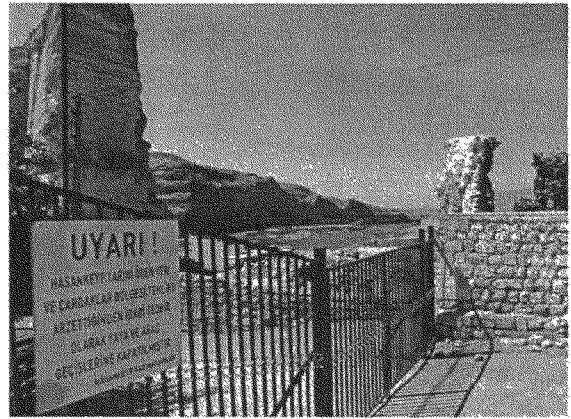
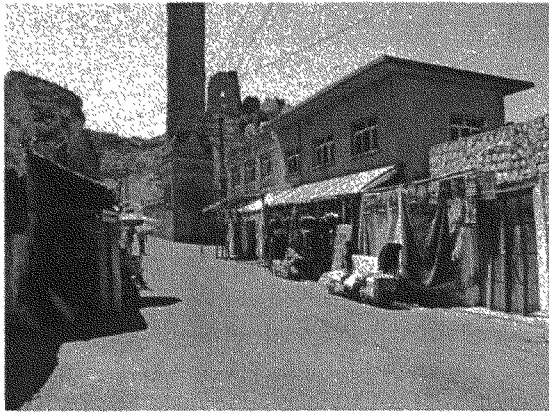
Geoff Hann, director for the UK-based Hinterland Travel, one of the few companies organizing trips to Iraq, told The Media Line that there is a lot of interest in traveling to Kurdistan and Iraq.

"We have ten people traveling to Kurdistan and then another twenty going to Baghdad and then traveling to meet up with the others," Hann said about plans for an upcoming trip in September.

Hann, however, was not that impressed by government efforts in Iraqi Kurdistan.

"They are trying to push for Kurdistan, but it is just a small part of the country and people are interested in more," said Hann.

TURKEY: Dam threatens to inundate heritage, livelihood of Kurdish town



Photos, from top: The main tourist thoroughfare has been empty since Hasankeyf Castle closed following a deadly accident; locals complain the government is doing nothing to reopen the castle because the area will be flooded once the Ilisu Dam is completed. Credit: Stephen Starr

Stephen Starr in Hasankeyf, Turkey

The historic town of Hasankeyf on the banks of the Tigris River in southeastern Turkey was once an important stop on the Silk Road connecting Asia to Europe, part of a rich history that sustains some 3,000 residents who depend on tourism to make a living.

But Hasankeyf will soon be completely submerged, along with its many archeological treasures, as the government hastens to complete a huge hydroelectric dam just 45 miles downstream.

On the foothills of a nearby hill, heavy machinery is busy constructing the foundations for a new town where the government plans to resettle the mostly Kurdish residents of Hasankeyf once the Ilisu Dam is completed, but support for the resettlement plan among locals is low.

"The authorities will pay us 30,000 lira (\$20,000) for our homes but they want to charge us 70,000 lira (\$46,850) to move into the houses up there," said local retailer Muhyettin Talayhan, pointing to the machinery in the distance.

The massive 1,200-megawatt hydroelectric dam is part of a wider development called the South-East Anatolia Project (GAP), which, when completed, will be one of the largest

regional projects in the world. The \$32-billion project will provide much needed electricity, and, the government hopes, undermine Kurdish opposition groups galvanized by popular resentment over poverty and poor infrastructure.

But local residents and archeologists claim the government is ignoring the human cost, as well as the damage to historical sites.

"It will directly devastate up to 78,000 people and many more indirectly, cause environmental problems, cut off water supply downstream to communities in Iraq and Syria and cause great destruction of cultural heritage," Maggie Ronayne, the acting head of archaeology at the National University of Ireland in Galway, told *Babylon & Beyond*.

"This is all in a war zone where the mostly Kurdish population has faced and continues to face serious repression from the Turkish military."

Hasankeyf castle remains closed

Once the dam is finished, water will cover the Hasankeyf castle, other local ruins and several ancient caves that attract some 2 million tourists a year, the town's economic lifeline. Already, poor maintenance and heavy traffic have led to the death of a worker inside the castle in July, forcing authorities to shut it down just as the tourism season was peaking.

Now, the normally bustling road

leading to the castle is empty as vendors stand around waiting for busloads of tourists that do not appear to be coming. Several shop owners have closed their stalls completely.

"They say, 'You are leaving anyway so you don't need anything here,'" said Talayhan, the vendor, frustrated by the attitude of local authorities.

Reputedly a settlement of between 10,000 and 15,000 years old, preservationists say Hasankeyf is one of the region's most important archeological and cultural sites. In the 12th century, the city was successively captured by the Artuqids, ushering in a golden period of prosperity that saw the building of the castle and the Old Tigris Bridge, the remains of which are still visible today.

"Hasankeyf is protected by Turkish national heritage law and by extension by European law and directives. So the state as the developer for this project is breaking its own law as well as European law and other regulations," said Ronayne.

Erbil Shows Baghdad Path Out of Political Impasse



By Eugen Iladi.

The inability of Iraqi political elites to form a government more than six months after the March elections is hardly surprising given the fragmented poll results and deep divisions separating top leaders. All major parties and their representatives seem determined to hold onto power as a matter of political, economic and perhaps even physical survival.

The stalemate is aggravating the security and economic situation and threatens to drive the war-ravaged country further into political instability and massive unrest. An uptick in violence since March could signal renewed sectarian divides and a new impetus for the insurgency.

But things don't have to escalate to that level and Baghdad need only look in its own backyard for models of a better arrangement.

Erbil, the capital of the autonomous region of Iraqi Kurdistan, has transformed itself into a haven of safety, functionality and prosperity by regional standards. The Kurdistan Regional Government, while not free of infighting and political maneuvering, is by far a more efficient administrator of local resources and services compared to the overall situation elsewhere in Iraq.

Instead of opposing further Kurdish autonomy and self-reliance, Baghdad could learn from the region and emulate some of its successes. Incorporating functional elements that work in Erbil would not only help the entire country move forward but could also foster a bond and a sense of shared values between the regions that form the emerging federal democracy of Iraq.

The two dominant political parties of Kurdistan, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) have between them monopolized most aspects of life in Kurdistan based on their historical and heroic fight against Saddam Hussein's regime. When a new challenging opposition movement, Gorran, gained the second highest number of seats in the 2009 local elections, none of the players resorted to overt violence to overcome their opponents. Instead, they expressed their differences and fought at the polls.

Another stark contrast between the thriving Kurdistan region and the rest of the country is its ability to provide basic servi-

ces for the population. While Baghdad continues to be plagued by massive power shortages, Erbil enjoys a constant flow of electricity with only minor interruptions. In fact, Kurdistan consumers get an average of 20 hours of constant electricity per day and projections call for closing that gap by early next year when new power plants are due to come on line.

This is in large part due to investment programs and incentives that attracted foreign operators to build generating facilities in the autonomous region, taking advantage of its vast oil and gas resources. Kurdistan estimates its oil reserves at about 45 billion barrels and its natural gas reserves at 20 trillion cubic meters.

Erbil is also welcoming of investment from abroad. The German Chamber of Commerce chapter in Erbil promotes business ties and attracts major German companies to the region. Italian, French, Austrian, American, Russian Turkish and other Arab energy, construction, apparel, and manufacturing companies are also investing in the region at an accelerated pace. RWE, Rosneft and a slew of smaller but significant players clamor for a piece of the action in this most stable of all Iraqi regions. Turkey is emerging as the premier trading partner of Kurdistan with economic ties expected to push towards \$10 billion by next year, a significant development given the uneasy historical relations between Ankara and Erbil.

Cultural and travel ties are also increasing with Erbil stealing the lime light from Baghdad. France maintains a cultural center in Erbil and the German School reopened its first location in the country earlier this month after its previous Baghdad school was closed down in 1990. Austrian Airlines has a direct Vienna-Erbil link and Lufthansa resumed its Erbil route this spring, after a two-decade hiatus, while postponing indefinitely the resumption of Baghdad flights.

The Erbil Stock Market is scheduled to start trading during the first quarter of 2011 with a startup capital of nearly \$10 million. With an open attitude towards investment and a legislation to match it, the KRG is forging ahead with major oil and gas, commercial and residential construction projects worth several billion dollars.

The new Baghdad central government, when one is formed again, would be well served to learn from Erbil.

The opinions expressed here are those of the author, and do not necessarily reflect the views of Iraq Business News.

Los Angeles Times SEPTEMBER 27, 2010

IRAQ: Mysterious killings continue to shake Baghdad

Raheem Salman and Ned Parker in Baghdad

Baghdad's scourge of mysterious killings continues almost seven months after a national election that has so far failed to produce a government. Assailants regularly target their victims with silencer pistols or small bombs.

In the latest such attack, a police officer was gunned down in the western Baghdad neighborhood of Khadra on Monday morning, according to police sources. On Sunday, gunmen with silencers killed a civil servant from the cabinet. Also killed in other attacks were an official from Iraq's anti-corruption commission; a lieutenant colonel in the police's counter-terrorism unit; and an army major, police said. In a separate attack, a state television announcer was wounded when assailants planted a bomb on his car Monday. Another state television announcer was killed a few weeks ago in a near-identical attack.

Earlier this month, an Iraqi non-governmental organiza-

tion called the Monitor of Constitutional Freedom and Bill of Rights released a report that said 686 people had been killed this year with silencers.

The phenomenon has worried Iraqis enough that a representative of Shiite Grand Ayatollah Ali Sistani addressed it in a recent Friday sermon.

"This way of killing is carried out in a surprise and it doesn't attract the attention, thus the doer can flee easily," Sheikh Ahmed Saafi told worshippers. "This makes chasing them a big challenge for the security forces."

Ali Haidari, a security analyst, told the Los Angeles Times silencers were easy to smuggle around Baghdad.

"It is difficult for our checkpoints to do something for these silencers ... because the pistol is hidden in a certain place in the car," Haidari said. "They can't be found, neither by the manual search nor by the detectors, which I think are not working properly."

Kurdistan's 2011 Budget Is More Than 10 Billion Dollars

By RUDAW

The share of the federal region of Iraqi Kurdistan from the 2011 budget of Iraq will be as much as 12.484 trillion Iraqi Dinars (ID) (\$US 10.67 billion), according to Kurdistan's Deputy-Minister of Finance, Fazil Nabi.

In an exclusive interview with Rudaw, Nabi said that the Kurdistan Regional Government is going to send the project for 2011-budget to get its 17 percent share from the Iraqi central government this week.

He added that a reform has been made in 2011's budget, decreasing the payment of politicians for the ordinary employees of the state mainly the retired ones.



The budget of the President of the republic, for instance, has been decreased by 20 percent, and the budget of the members of the parliament decreased by 10 percent.

Iraqi revenue mainly comes from oil. The country ranks third after Saudi Arabia and Iran to have the largest oil reserves.

But the country ranks fifth top corrupt country of the world, according to

last year's Transparency International report, which failed to make a distinction between the Kurdish region and the Arab Iraq.

Economic as well as political observers agree that there is a high level of corruption here in Iraqi Kurdistan as well. Though the region has an anti-corruption committee to monitor spending in the country, it has been largely ineffective.

The revenues made from oil, which is mainly located in the Shiite provinces in the south and Kurdish provinces in the north, are distributed based on the size of the population making up cities and regions.

Kurdistan includes three provinces of Erbil, Sulaimani and Duhok with an estimated 4,000,000 people. It has 650,849,000 government employees, an amount large enough to give a blow to the region's budget.

AP Associated Press

Iran enters Iraq, kills 30 blamed in parade attack

September 27, 2010 - By Nasser Karimi ,ASSOCIATED PRESS

TEHRAN, Iran — Iranian forces crossed into neighboring Iraq and killed 30 fighters from a group that it says was involved in last week's bombing of a military parade, state TV reported yesterday.

Gen. Abdolrasoul Mahmoudabadi of the elite Revolutionary Guards said the "terrorists" were killed Saturday in a clash "beyond the border" and that his forces were pursuing two men who escaped the ambush.

Although Iran has said in the past that it would target armed groups on Iraqi soil, this is a rare admittance to an attack.

Iraqi officials have complained in the past about Iranian artillery target-

ing armed Kurdish opposition groups on its soil.

The explosion during a military parade on Wednesday in the city of Mahabad, in Iran's northwestern Kurdish region, killed 12 women and children.

Iran has blamed the attack on Kurdish separatists who have fought Iranian forces in the area for years, but most Kurdish groups condemned the attack and no one has claimed responsibility for it.

Iran also has blamed Israel, the U.S. and supporters of Iraq's previous regime for supporting the Kurdish groups.

The parade was one of several held across the country to mark the 30th anniversary of the start of the Iran-Iraq war.

The city of Mahabad is home to 190,000 people, most of them Kurds and Sunni Muslims. Iran is predominantly Shiite.

Government forces in Iraq, Iran and Turkey all have periodically battled with the Kurdish minorities straddling their borders. They fear that the groups want to unite territory in all three countries to form an independent Kurdish homeland.

KURDISHGL BE 28 September 2010

President Barzani Meets Turkish Interior Minister

KRP

President Barzani described the result of the recent referendum on constitutional reforms in Turkey as positive.

In a meeting with Turkey's Interior Minister Besir Atalay, Kurdistan Region President Masoud Barzani described the result of the recent referendum on constitutional reforms in Turkey as positive and a success.

A constitutional referendum on a number of changes

to the constitution was held in Turkey on 12 September 2010. The results showed the majority of the people of Turkey supported the constitutional amendments.

In today's meeting, President Barzani and Mr. Atalay said that they are happy with the progress made in bilateral relations and reaffirmed their desire to continue to improve relations for the mutual benefit of both sides. Nechirvan Barzani, former KRG Prime Minister, also attended today's meeting.



The Turkish Minister, who was accompanied by Murat Özçelik, the Turkish Ambassador to Iraq,

conveyed greetings from both the Turkish President and Prime Minister to President Barzani.

Turkish interior minister meets Kurdistan president Massoud Barzani in Erbil, Iraqi Kurdistan, Sunday, Sept 26, 2010. KRP photo.

A Bagdad, le gouvernement affirme que l'Irak est « ouvert aux affaires »

Bagdad
Envoyé spécial

Les Français, « quelle que soit leur histoire passée avec l'ancien régime de Saddam Hussein, sont les bienvenus dans le nouvel Irak ». Dans son bureau climatisé de la « zone verte », ce quartier central et ultra-protégé de Bagdad où sont disséminées ambassades et institutions de l'Etat irakien, le ministre du commerce se montre satisfait du « retour progressif des entreprises de France » dans son pays. On soupçonne M. Safialdine Moḥammad Al Safi, qui est au gouvernement, les yeux et les oreilles du grand ayatollah Ali Sistani, guide spirituel de la majorité chiite, de tenir le même discours à un Italien ou à un Allemand.

Mais le ton est chaleureux : « Les Français ont bonne réputation ici. Technologique et autre... » Le ministre se « réjouit » de la participation annoncée de 400 entreprises françaises à la prochaine Foire de Bagdad, en novembre. Avec 413 millions d'euros d'exportations en 2009, « sans doute un peu plus en 2010 », espère-t-on à la chancellerie de Bagdad, la France représente ne représente que 1% du marché irakien. En proportion, la Turquie, premier partenaire commercial du pays hors armements (quasiement réservés aux Américains), exporte autour de 7 milliards d'euros de biens divers en Irak. Et l'Iran, 4 milliards. Il y a du chemin à faire.

Après trente ans de guerres, de sanctions, de boycottage et d'occupation, l'Irak a d'énormes besoins à satisfaire et offre à l'appétit des entrepreneurs du monde entier un gâteau évalué à 600 milliards de dollars (445 milliards d'euros). Routes, ponts, gares, hôtels, ports, aéroports, logements, hôpitaux, écoles, usines de traitement d'eaux, manufactures, raffineries, usines chimiques et pharmaceutiques, abattoirs, silos, centrales électriques à construire ou à réhabiliter etc. Sur le site de la Commission nationale d'investissements, les offres de contrats à décrocher sont légion. Certaines sont lancées par l'Etat fédéral, d'autres par l'une des dix-huit provinces dont les budgets de développement sont décentralisés depuis 2006.



Chantiers de reconstruction des immeubles dévastés à Erbil, dans la région autonome du Kurdistan irakien, dans le nord de l'Irak, en avril 2009. GOUJON/ANDIA.FR

Bien sûr, la sécurité reste toujours problématique. Attentats, assassinats et enlèvements sont presque quotidiens. On ne se promène pas sans garde dans les villes et les villages d'Irak. Bien sûr, le pays reste, selon Transparency International, qui établit chaque année un classement, l'un des trois plus corrompus du monde. Bien sûr, la « démocratie » promise par les Américains est encore balbutiante. Bien sûr, enfin, il y a de l'incompétence et de la nonchalance à tous les niveaux. Les services publics (eau, assainissement, éducation, santé et électricité surtout) demeurent chaotiques, sporadiques. Mais comme le dit un homme d'affaires aventureux rencontré la semaine passée, « dans ce monde globalisé où la guerre économique fait rage, où peut-on trouver un pays qui a tant de besoins et assez d'argent pour les satisfaire? »

De fait, potentiellement au moins, l'Irak a les moyens de ses ambitions. « Un géant s'éveille », titrait le *Financial Times* du 15 septembre. Troisième réservoir mondial de pétrole derrière l'Arabie saoudite et l'Iran, l'ancienne Mésopotamie a tiré, ces trois dernières années, 171 milliards de dollars de son sous-sol. La conclusion, fin 2009, d'accords avec des majors internationales (Shell, Total...) devrait permettre de tripler la production d'or noir dans les huit ou dix prochaines années (à 7 millions de barils par jour), espèrent les autorités. D'autres contrats, sur le gaz, vont être offerts à la concurrence fin octobre.

Perspectives « favorables »
L'Irak a des dettes à régler, certes. Mais il les rembourse. Le gouvernement devait 103 milliards de dollars en 2007, 90 en 2009 et moins de 34 en 2010. Selon le Fonds monétaire international (FMI), qui lui a encore prêté 3,6 milliards cette année pour combler le déficit des comptes courants (16 milliards de dollars cette année), la situation n'est pas alarmante. L'effacement, en 2004, de 80% des dettes de l'ancien régime par le Club de Paris a bien aidé. Des accords de rééchelonnement ont été passés avec d'autres pays créditeurs. Mais d'ici dix ans, estime le *Financial Times*, ce pays « pourrait être, si tout va bien, comme l'Ar-

bie saoudite ou le Koweït, exportateur net de capitaux. »

Le FMI estime que « ses perspectives économiques à moyen terme sont favorables ». Les grands équilibres sont bons. L'inflation, qui a dépassé 30% en 2005, est tombée à 6,8% en 2008 et ne devrait pas aller au-delà de 6% cette année. La croissance réelle de l'économie est passée de 1,5% en 2007 à 9,5% l'année suivante, quand le prix du baril de pétrole a atteint des sommets (à 147 dollars), avant de retomber à 4,2% en 2009. Elle devrait dépasser 7% cette année. « L'Irak sort d'une économie centralisée et s'engage résolument dans un système de marché basé sur la compétition », assure Sami Al Araji, le président de la Commission des investissements.

Des lois ont été votées pour garantir aux étrangers la liberté de rapatrier profits et investissements à volonté. Des exemptions fiscales de plusieurs années selon les secteurs sont offertes, de même que les droits de propriété pour les terrains acquis. Bref, comme le dit M. Araji, son pays est « open for business ». ■

Patrice Claude

L'agression de galeries d'art à Istanbul révèle les fractures de la société turque

Trois espaces d'exposition du centre-ville ont été pris d'assaut, en plein vernissage, le 21 septembre

Istanbul
Correspondance

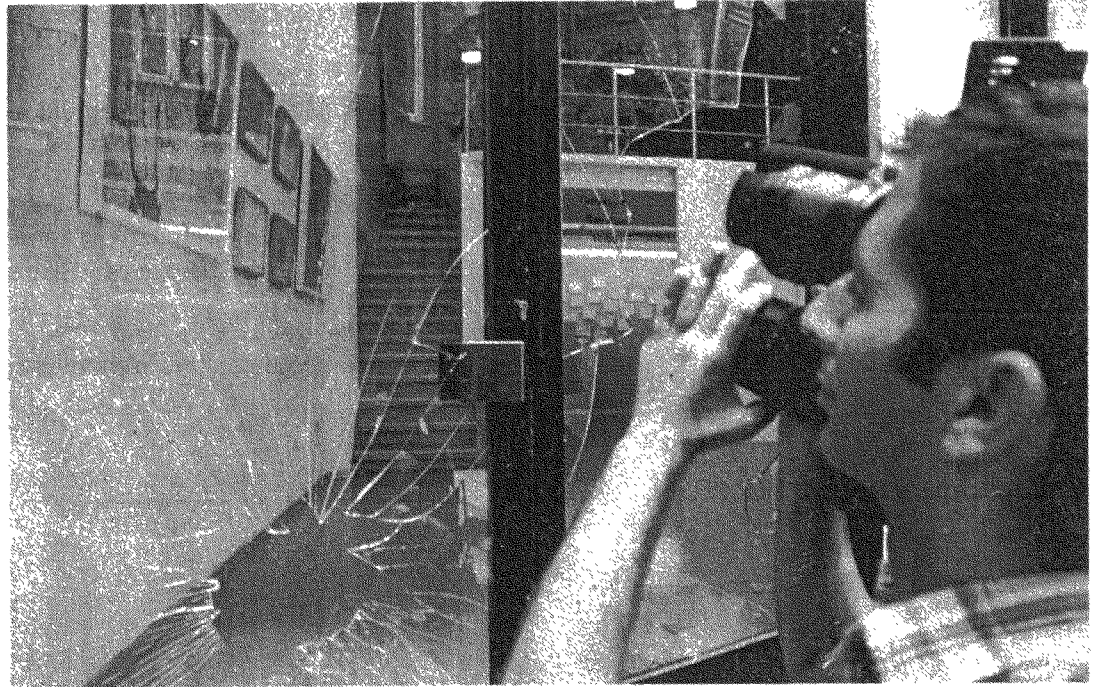
La communauté artistique d'Istanbul en reste abasourdie. Les galeries d'art contemporain qui ont essaimé dans le quartier Tophane, au cœur de la métropole turque, célébraient l'ouverture d'une série d'expositions, dans la soirée du mardi 21 septembre, lorsqu'elles ont été attaquées par quelques dizaines d'hommes en furie, armés de bâtons, de couteaux et de bombes de gaz lacrymogène.

Le vernissage de « Tophane Art Walk », qui se déroulait dans trois lieux, a mal tourné. Les invités se sont enfuis ou enfermés, rideaux tirés, dans les galeries. Cinq personnes ont été blessées, quelques-unes ont évité de justesse le lynchage. La jeune directrice de la galerie Outlet, Azra Tüzünoglu, une brune maniérée en robe léopard, a encore du mal à décrire la scène. Les vitres ont volé en éclats.

Les voyous, visiblement organisés et originaires du quartier, ont pris d'assaut les galeries l'une après l'autre, méthodiquement, et ont stigmatisé « les étrangers qui boivent de l'alcool », selon une artiste encore choquée une semaine après. « Tout le monde était hystérique, certains pensaient qu'ils allaient mourir ! On attendait la police », raconte Ayse, qui est restée enfermée dans la galerie Outlet pendant près d'une heure.

Depuis les incidents, les caméras de télévision ne quittent plus le quartier Tophane. Tout le monde s'interroge : comment interpréter ce déferlement de violence ? Le contenu des expositions n'est pas en cause. Est-ce une réaction d'extrémistes religieux à la consommation d'alcool en public ? Un coup de sang de la frange populaire du quartier contre l'arrivée d'une population plus chic ? La protection d'un territoire réputé pour ses petits trafics ? Pour Nazim, artiste qui expose à la galerie Non, « c'est une attaque fasciste ».

Cette attaque traduit un choc des cultures qui se joue en plein



Cette attaque traduit un choc des cultures qui se joue en plein centre-ville. BÜRAK AKBULUT/A.A./SIPA

centre-ville. Elle est le signe de l'opposition entre deux modes de vie qui coexistent en Turquie. Celui, traditionnel des habitants – Turcs, Arabes du Sud-Est et Roms – sous la coupe de chefs de gang et d'un imam intégriste. Et celui, libéral, des trentenaires branchés venus ouvrir des cafés et des centres d'art dans une ville capitale européenne de la culture en 2010.

Dans un pays dirigé par un gouvernement islamo-conservateur, accusé par ses opposants de promouvoir des valeurs religieuses, la rencontre est conflictuelle. « Si cela continue, l'art devra être exercé sous escorte policière », a commenté un député de l'opposition.

Depuis une semaine, le site Web de l'association du quartier collecte les témoignages de riverains mécontents, prêts à justifier les violences. Principal grief : la consommation d'alcool pendant les vernissages. « Ils boivent leur bière sur le pas de notre porte, comme si c'était un endroit de dégénérés. Ils donnent de mauvais exemples à nos enfants », commente Baha Sönmez, un vendeur de thé.

L'intolérance anti-alcool est en nette progression chez les Turcs conservateurs, selon la sociologue Nilüfer Narli, spécialiste du mouvement islamiste. « On a toujours eu des problèmes avec les habitants sur ce sujet », confirme Zeynep Moralı, directrice de projets au centre d'art Depo. Au café où je vais, les gens reprochent l'attitude des Turcs blancs. On casse leurs codes. C'est allé trop vite. »

Est-ce une réaction d'extrémistes religieux à la consommation d'alcool en public ?

En trois ans, une douzaine de galeries d'art se sont installées sur les pentes de Tophane, à deux pas du Musée d'art moderne, inauguré en 2005 dans d'anciens entrepôts. « La Turquie se démocratise, on peut désormais exposer ce qu'on veut, aborder tous les thèmes », précise Burak Arıkan, qui travaille

pour la galerie Non. Créative et dynamique, la scène artistique ne concerne, au mieux, qu'une petite élite occidentalisée. Les expositions d'Istanbul 2010 restent invisibles pour l'immense majorité de la population de la ville.

En 2008, la galerie Outlet a pris la place d'un restaurant de boulettes de viande où venaient se rassasier les ouvriers. Le loyer a quadruplé. La pression immobilière chasse un à un les petits commerces et menace les locataires. « On ne peut pas dire qu'on ne s'attendait pas à une révolte. Ce que font les galeries est assez élitiste, cela attire surtout des collectionneurs avec de grosses voitures », dit Zeynep Moralı.

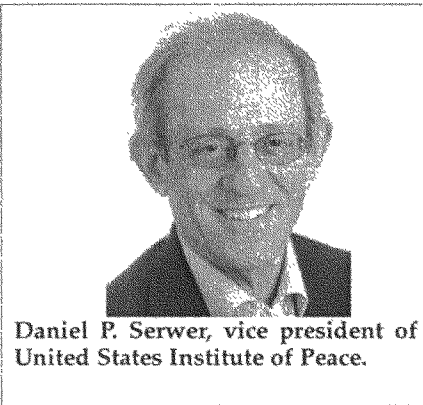
Le lendemain de l'agression, le ministre de la culture, Ertugrul Günay, est venu tenter une réconciliation. Pour le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, l'incident a été « exagéré ». Sinem Yörük, directrice de la galerie Elipsis, n'est pas d'accord : « On ne peut balayer le problème sous le tapis. On sent de plus en plus les divisions dans la société. »

Guillaume Perrier

Experts Warn US Is Turning Its Back On Kurds

By HAWAR ABDUL-RAZAQ

ERBIL, Iraqi Kurdistan: Iraqi Kurds say they unreservedly backed the Americans to topple Saddam Hussein's regime in 2003. Their peshmerga forces fought alongside the Americans against the former Iraqi army. But now many warn that



Daniel P. Serwer, vice president of United States Institute of Peace.

there is a widening gap between the two.

Since the US administration was taken over by Barack Obama, a democrat, some political experts say the US has been turning its back on the Kurds, pressuring them to fulfill their interests in a country mired with a sectarian strife.

This is not apparently what Kurds expect from the Americans. They have already proposed a set of 19 demands to the winning Arab coalitions. Any Arab party that fulfils the more of these demands, the more it will be likely to win the Kurdish support to form a coalition government.

No Arab party has yet shown full support for the demands. In his latest visit paid to Baghdad, US-Vice President, Joe Biden, was said to have personally pressured Kurds to give up presidency, a post now occupied by Jalal Talabani.

American's alleged request for a compromise from Talabani was part of a larger set of proposals Biden handed in to Iraqi politicians. Biden is said to have proposed the Kurds to get the



Biden has reportedly asked Talabani to leave his position as president of Iraq for an Arab. ---
--- Photo/AP

post of head of the National Security instead.

Many say that the US prefers to grant presidency to one of the two winning coalitions, Iyad Allawi's Iraqiya and Nuri Maliki's State of Law, two rival coalitions that have struggled against each other for more than six months to dominate Iraqi politics.

Kurds seem to have backed down for the Americans. In an interview with Arab-speaking television al-Arabia, Talabani said that the post of the presidency was a "negotiable" demand.

"It indicates that the Kurds are seen more as part of the problem than the solution right now and that pressure on them will increase to accept what is on offer in the US proposal," said Stefan Wolff Professor of International Security at University of Birmingham in the UK.

"Kurdish interests have not been a priority for the US. The US wants stability in Iraq and wants to get out as quickly as possible without the country blowing up into violent civil war immediately after."

An American political scientist believes that Washington's main concern is to see Iraqis form a new government as soon as possible helping the American troops to withdraw completely by the end of next year.

"The primary concern of the United States is that a stable Iraqi government gets formed soon, since further delay risks increased instability," said Stephen Zunes, Professor of Politics & International Studies at University of San Francisco.

"What happens to the Kurds is secondary in the minds of U.S. officials, as it has always been," added Zunes.

He also believes the reason behind proposing National security's leading post by Americans to a Kurd is to make sure a non-Arab gets the sensitive post in a country with a relatively high level of sectarian hostility bet-

ween Sunni Arabs, backed by Sunni Arab states, and Shiite Arabs, backed by Iran.

"Desiring to give the Kurds the principal national security post probably comes from a desire to have someone neutral in the ongoing division between Arab Sunnis and Arab Shias and someone who would be less likely to be unduly influenced by either Iran or various Arab states" stated Zunes.

However, another political expert believes that there are other good posts for Kurds to take.

"The speaker's position in the Parliament seems to me the stronger role" states Daniel P. Serwer, vice president of United States Institute of Peace.

"I advise all friends of the U.S., a category in which the Kurds certainly fall, to pursue their own interests vigorously and to depend on U.S. support as little as possible" says Serwer.

A key question remains to be posed: Will the Biden's proposals make Iraqi political process go forward?

Robert Olson, Professor of Middle East Politics in University of Kentucky, is not certain about that.

"I am unsure that this new proposal would make Iraqi political processes go forward, but it seems to me that it would not benefit the Kurds or the power of the KRG" predicted Olson.

"President of Iraq being a Kurd is of great importance for the Kurds. The Head of National Security is of course of vital importance," said Olson.

"But the power of that position can also be diminished and then Kurds would not even have strong base in Baghdad."

Olson added that "it seems that the US is willing for its own domestic politics to diminish the power and significance that Kurds have in Baghdad."

★★★

Fortified border: Iraq on guard against Iran

By **LARA JAKES**
Associated Press Writer

QUTAIBA BORDER FORT -On any map, this castle-like fort is located in Iran. But war, time and drifting desert sands have blurred the border, and for now, Iraqi guards stoutly defend Qutaiba as theirs.

The guards are part of a beefed-up presence on both sides of a long, porous and ill-defined border. Iraq is building four new border forts in its eastern Wasit province alone, which abuts Iran for 116 miles (186 kilometers). Iran also is adding forts, evidenced by half-built structures surrounded by scaffolding that can be seen from Iraq.

The increased tension is a result of an Iraqi government in limbo as American troops prepare to leave the country after more than eight years of war. Underscoring the insecure time, Iraqi wariness of Iranian aggression is on the rise, especially after two major Iranian incursions in less than a year.

"The region here is like a jungle: the strong eat the weak," said Iraqi Brig. Gen. Sami Wahab, who oversees the nearby Zurbatiah port of entry, the largest official pedestrian land crossing between Iraq and Iran.

"If the Iraqi government keeps going backward and reaches the level where you can say it's a weak country, then there's a good chance of Iran coming in," Sami said. "But we don't have cannons to respond; we don't have jets to bomb. That's why the Iraqi people are scared."

On Sunday, Iranian Gen. Abdolrasoul Mahmoudabadi said the Revolutionary Guards had pushed into Iraq over the weekend and killed at least 30 members of an armed group involved in an attack last week that Iran had blamed on Kurdish rebels.

It was a rare example of Iran openly admitting to a cross-border incursion into Iraq.

Iran and Iraq are formerly warring neighbors that have set-

tled over the last several years into an uneasy relationship. Few experts expect a full-scale invasion reminiscent of the eight-year Iran-Iraq war that began in 1980, as both nations have their hands full with domestic turmoil.

Shia-run governments in both Baghdad and Tehran have paved the way toward normalized relations since the 2003 ouster of Saddam Hussein, a Sunni, and Iraq has since given greater freedom to Iranian pilgrims to visit holy Shia shrines in Karbala and Najaf.

But even if they are not the precursor to a full-scale invasion, the incursions are a way for Iran to show its dominance in the region and remind Iraq that while the US military is leaving soon, Iran is here to stay.

The US for its part calls Iran a serious threat — one that is boosting efforts to fund, train, supply and shelter insurgents as the U.S.-led war that began in 2003 winds down. A senior intelligence official in Washington, who spoke anonymously because he was not authorized to talk about the sensitive issue, expressed concern that Iran will supply anyone, terror group or common criminal, with bomb-making parts or other weapons to create the image of instability in Iraq.

A political analyst at Tehran's Azad University said that under Saddam Hussein, Iraq portrayed itself as leader of the Arab world, leading to tension with Iran. But if Iraq's government remains weak, Iran will not go on the offensive, he said.

"Iran already has a big amount of influence in Iraq," analyst Ahmad Bakhshayesh said in an interview. "So it does not need any offensive measures in the borders."

However, Iraq is fiercely protective of its sovereignty, and many officials believe Iran is trying to take advantage of its weakened neighbor. Asked why, Maj. Raad Awad scoffed.

"Iran likes to occupy land. They want to keep expanding their country into the Mideast,"

said Awad at the Saad border fort in northern Wasit.

The two Iranian incursions — especially an oil well takeover in Iraq's southern Maysan province — spurred Iraqis to seek US training on how to fend off an invasion or prevent one from occurring in the first place.

In that first incursion last December, Iranian forces held oil well No. 4 in the al-Fakkah field for days before pulling back without a fight or without much opposition by Iraqi officials. The oil field, located about 200 miles (about 320 kilometers) southeast of Baghdad, is one of Iraq's largest but part of it lies on land claimed by each country.

Watching the debacle unfold, US Lt. Col. Chris Kennedy said Iraqi border police at Qutaiba loaded up with extra rocket launchers, machine guns and other arms to defend themselves should their fort come under a similar assault.

"They actually truly thought, 'Hey, this might happen.' So I think they saw it as a real threat," said Kennedy.

The second incursion came in May when Iranian forces shelled a northern Iraqi Kurdish village and killed a 14-year-old girl while pursuing a Kurdish rebel group Tehran calls a terrorist threat. The mountainous area also lies in disputed territory, and Iranian forces began building structures and paving roads there — incensing the Kurdish government but largely going unchecked by Baghdad.

Border smuggling of anything from honey to tobacco to weapons is not uncommon, especially in Iraq's southern marshlands where the winding waterways make it all but impossible to tell where Iran ends and Iraq begins.

For at least a year, Baghdad and Tehran have been trying to decide how to redraw the 906-mile (1,458 kilometers) border. The last internationally recognized border was drawn in 1975, but it has only been loosely followed since the Iran-Iraq war. The boundaries are so vague that US pilots follow Iraqi bor-

der forts to keep from flying into Iranian airspace.

In March, a team of generals and engineers from both countries began walking the border to mark it, an arduous process that doesn't include the US. It's not clear when the surveyors will be done, and Iraqi Deputy Foreign Minister Labid Abbawi said in an interview that no major results had been achieved so far.

He denied the delay was caused by Iraqi leaders' failure to seat a new government six months after parliamentary elections.

Gen. Babaker Shawkat Zebari, who commands Iraq's military, says his nation will not be able to fully defend its borders until 2020 — underscoring what he calls a need for US forces to remain past a 2011 deadline for a full American troop withdrawal.

The US is selling tanks and F-16 fighter jets to Iraq as part of a \$13 billion equipment package to help its fledgling security forces protect the nation's sovereignty alone.

It's not clear when Iraqis will get the jets, however, and the 140 M1 tanks that began to be delivered to Iraq's army last month will be housed at least an hour away from the border. US officials said that was deliberately done to prevent a tense atmosphere reminiscent of the demilitarized zone delineating North and South Korea.

The US is trying to impress on Iraq that diplomacy — and not firepower — might be a better initial route should another incursion occur. But along the border, pockmarked with mine fields and littered with rusted mortar casings and other shrapnel left over from the Iran-Iraq war, suspicion reigns.

"They might come across the border because they are a strong country," said 1st Lt. Hassan Faisal. "Iran doesn't want Iraq to be a strong country."

Turkey expands diplomatic activity to resolve Kurdish issue

TODAY S ZAMAN

Turkish officials have been conducting intense diplomatic efforts on various fronts as complementary moves to recent and visible steps taken by the government and pro-Kurdish opposition figures as well as key state institutions to bring about a permanent end to the fight between Turkish security forces and the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

INTERIOR MINISTER Besir Atalay discussed measures to end PKK terror and resolve the Kurdish issue with Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani in Arbil on Sunday.

Atalay's visit will be followed by a visit from National Security Council (MOT) Undersecretary Hakan Fidan, who recently went to the US for talks on the PKK issue. Fidan is expected to visit Arbil within the next few weeks for talks on the same issue.

Turkish newspaper Taraf reported on Tuesday that Fidan paid a secret visit to Baghdad earlier this month before visiting Washington. In Baghdad, Fidan held talks with the intelligence chief of the federal government, Taraf reported, citing Ankara-based reliable sources.

In a July interview with Today's Zaman, Syrian President Bashar al-Assad said he backed the PKK's possible farewell to arms so that it could transform itself into a political actor, and added that any campaign against terrorism should include political and social measures along with military ones.

If the PKK lays down arms and becomes a political party, this would be a positive development. As long as there are no weapons and no terror, countries in the region, including Turkey, can have dialogue with it. If it lays down arms, we can also welcome back 1,500 Syrian-origin terrorists within the PKK, Assad said at the time.

As of yesterday in Ankara, Atalay was holding security talks with a US military delegation led by the top US commander in Iraq, Gen. Lloyd Austin. Austin was also expected to hold talks with the

Turkish General Staff.

Speaking to reporters ahead of his meeting with the US general, Atalay told reporters that he will visit Syria on Saturday for talks on the PKK issue.

Atalay, meanwhile, denied news reports suggesting that he had disclosed that Turkish authorities have been holding talks with jailed PKK leader Abdullah Ocalan during his talks with Barzani.

However, our northern Iraq visit is important. Very important issues have been discussed. As a matter of fact, at the moment we are focused on this matter with all of its dimensions. Today's meeting will be a follow-up to these [talks], Atalay added, referring to his meeting with Austin.

Afterwards, there will be other meetings too. On Saturday, we are going to Syria. We will discuss other parts of this issue with Syria. Later, we will have other visits. All of us have been exerting the utmost effort to resolve this problem of Turkey, he said, without elaborating.

The reports, which were firmly ruled out by Atalay, cited the records of the meeting between Atalay and Barzani kept by Iraqi Kurdish officials as a source.

We hold meetings, including with Imrali [an explicit reference to Ocalan as he is serving a life sentence in a prison on Imrali Island in the Sea of Marmara], to resolve the issue. Imrali is close to us at the point of resolution, Atalay was quoted as saying by Milliyet on Tuesday.

Atalay said, however, he had not used an expression such as We met with Ocalan. He also denied that he had told Barzani that Ocalan has actually responded positively to the Turkish government's policies for resolving the issue.

The PKK, which took up arms in 1984 to fight for an ethnic homeland in southeastern Turkey, is listed as a terrorist organization by a large majority of the international community including the United States and the European Union.

All recent hectic contacts among Iraqi, Turkish and US officials indicate that a trilateral security committee was first established back in November 2008 to coordinate the three countries



Interior Minister Besir Atalay (C) and MIT Undersecretary Hakan Fidan (L) have been holding talks with foreign authorities on ways to end the PKK problem.

efforts to eliminate the PKK, which infiltrates Turkey from its bases in northern Iraq.

In April, the US Embassy in Ankara announced that officials from Turkey, the United States and Iraq had agreed on a joint plan to combat the PKK. The agreement was the result of a trilateral security committee meeting held in Istanbul on April 11.

The details of the action plan have so far not been disclosed by any of the parties. At the time, the embassy statement only said: The Trilateral Action Plan sets out the guidelines for the future work of the Committee and contains the actions that should be taken to facilitate joint efforts against the PKK. Participants have expressed their commitment to rapidly work on the implementation of the trilateral action plan.

Atalay, Iraqi Minister of State for National Security Shirwan al-Waili and US Maj. Gen. Joseph Anderson, chief of staff of US Forces-Iraq, led the delegations participating in the meeting. It was the fifth meeting of the trilateral committee.

Later in July, as part of the trilateral mechanism, Turkish, US and Iraqi military officials met to discuss joint measures against the PKK. The meeting in the Turkish border town of Silopi involved commanders in charge of border security from Turkey and Iraq and a commander from the Baghdad headquarters of the US forces in Iraq; it was the first time that the Iraqi border commander and the Turkish corps commander responsible for the Turkey-Iraq border had met.

REUTERS

Investment a "success story" in Iraqi Kurdistan

ARBIL, Iraq September 29, 2010 -(Reuters) - By Shamal Aqrawi

WHILE most Iraqis struggle under the detritus of a seven-year war, the people of Arbil in Iraqi Kurdistan can frolic in a public pool, ride an elevated cable car over freshly planted parkland or escape stifling heat in a new ice skating hall.

The new luxuries of Iraq's northern Kurdish region seem a world apart from the dust and grit of Baghdad, where suicide bombers are an everyday fear, dirt-gray blast walls dominate a war-weary cityscape, hotels are shuttered, leisure confined to home and the city's own telepherique lies in ruin.

The relative security of semi-autonomous Kurdistan, largely unaffected by war, has made it a safe haven in an oil-abundant country that presents an enticing but uncertain profile to a business looking to invest.

"The telepherique idea I brought from China. It cost me \$2.5 million to build and it was constructed by a Chinese company," said Mamdouh Mahinoud, the businessman behind the cable car and skating rink in central Arbil.

"I'm paying \$2,500 per year as rental fees for the land I leased from the government to build the skating hall and telepherique station, so who could resist the temptation to invest here?" he said.

TOO DANGEROUS?

Stunted by a generation of war, sanctions and neglect, Iraq is one of the world's most compelling emerging markets.

It sits atop proven oil reserves of 115 billion barrels, the world's third largest, and its estimated 30 million people are starving for housing, electricity and consumer goods.

But the war that started with a U.S. invasion to oust Saddam Hussein is not over, and Iraq remains a place entered at risk.

Islamist militants are still active. Bombings and other attacks kill hundreds each month.

A new survey of business executives by the Economist Intelligence Unit found 64 percent believe it is still too dangerous to do business in Iraq, even though more than half said their view had become more positive in the last two years.

Kurdistan won the highest marks within Iraq -- 46 percent had highly or somewhat favorable views of the region with only 20 percent unfavorable.

In Arbil, the only blast walls in evidence are the brightly painted ones surrounding the parliament. The capital of Iraqi Kurdistan has clubs, restaurants and a feeling of safety that allows residents to stay out after dark.

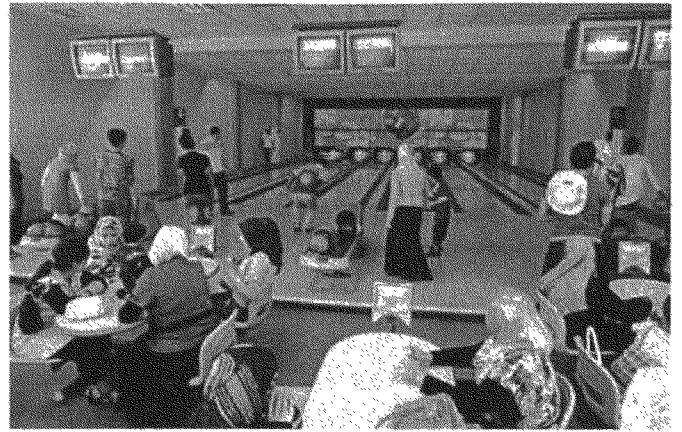
Investors are eyeing the region as an end in itself or an entry point for the rest of Iraq, when the rest of Iraq is safe.

The sounds of construction are everywhere in Arbil as new houses and apartment blocks sprout. Investors have committed \$14 billion since mid-2006, according to government officials.

"This has been a major success story for Kurdistan. We're proud of that," Prime Minister Barham Salih told Reuters in an interview in July.

Business leaders point to a key 2006 investment law that helped transform Kurdistan from a centrally planned economy under Saddam to a more trade-oriented, investor-friendly region.

It offers a 10-year tax exemption and free land to business



Residents play at a bowling hall in Iraq's northern province of Arbil September 25, 2010.

REUTERS/Azad Lashkari

owners, with the right to transfer profits outside the region.

TURKISH INVASION

The Kurds are reaching out to European and American investors but at present 55 percent of the foreign companies investing there -- 640 of 1,170 -- are from neighboring Turkey. By comparison, only 31 are German and two are French

"Kurdistan is a lot more viable for the small and medium-sized companies that want to operate in Iraq but cannot afford to spend the thousands of dollars in security costs needed to operate successfully elsewhere in the country," said Ali Al-Saffar of the Economist Intelligence Unit.

Security concerns may not stop a company from investing in Iraq, but the cost of protecting facilities and people from a stubborn insurgency must be factored into business plans.

Electricity transmission towers and Iraq's oil pipeline to Turkey have been frequent targets.

"There are financial allocations for the security issues. This is an additional cost," said Khalid Jameel, proposals manager for Uruk, a Dubai-based company that won an \$84 million contract to build a power plant in Taji, 20 km north of Baghdad.

The company has 60 security guards stationed at the site for 100 engineers and technicians. It put up a barbed wire fence around the property until a permanent wall is built.

TANGLED BUREAUCRACY, CORRUPTION

Iraq has massive infrastructure plans on the drawing board.

Global oil majors have committed to multibillion-dollar contracts to develop oilfields and the government, funded 95 percent by oil revenue, allocated \$21 billion, a quarter of its budget, to housing, rail and other projects this year alone.

Corruption and bureaucratic snarls remain major impediments.

A World Bank report ranks Iraq 153 of 183 nations for ease of doing business. Transparency International's corruption index has it 176th of 180 nations.

Infrastructure battered by 30 years of nearly constant war also holds back development. Baghdad residents say they get only a few hours a day from the national power grid.

Kurdistan, little touched by the current conflict, does better, supplying more than 18 hours a day.

"Only four or five years ago, we had only one hour of electricity per day," Trade and Industry Minister Sinan Chalabi said. "I think within two or three years' time we shall overcome all our shortage and we will have extra."

Iraqi Kurdistan also has big infrastructure projects in the works, some focused on neighboring Turkey to boost annual trade from

the current \$5-6 billion. Chalabi points to a single bridge between the countries that handles 1,500 trucks a day.

"We have made an agreement to build two extra bridges and to expand the width so we can stand the extra (traffic)," he said.

But disputes between Arbil and Baghdad are hindering growth on both sides.

The federal government says contracts the Kurdistan Regional Government signed with oil firms to develop its fields are illegal. The spat shut down exports from Kurdistan last year and the two capitals have been unable to resolve their differences.

"We are losing billions of dollars a year from not exporting oil from Kurdistan," Salih, the prime minister, fumes.

SAFETY FIRST

Kurdish authorities boast on their website that not a single coalition soldier was killed, nor a single foreigner kidnapped, in Iraqi Kurdistan during the war.

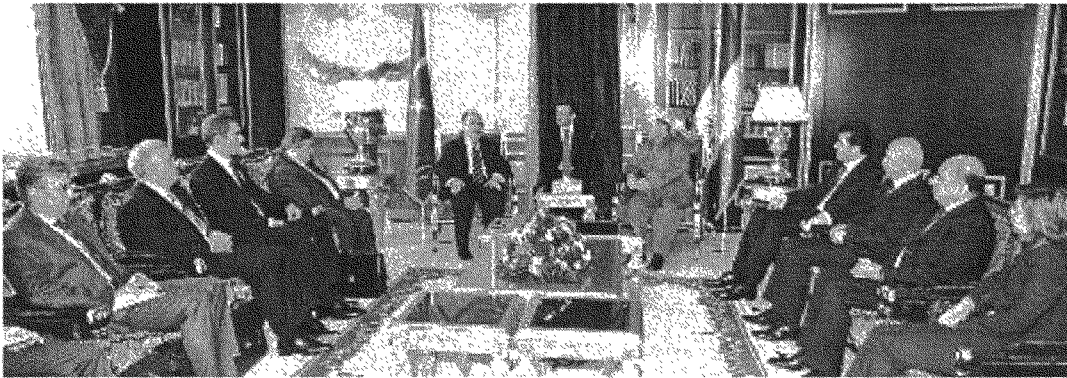
That kind of security has Kurds reveling in new amenities. Khalid Nawzad, a 22-year-old worker at Arbil's bowling alley, says residents stand in line for a chance to play.

"I wish all other parts of Iraq could enjoy some leisure, but I know it's nearly impossible under the current bad security," he said. "I wish one day violence will vanish and life will become normal."



Agency of Kurdistan for NewsSeptember 28th 2010

Kurdish official denies bilateral talks of PKK expulsion



Sept. 28, 2010 (AKnews) Reported by Hevidar Ahmad

Erbil—A leading Kurdish official denied allegations that the President of the Kurdistan Region, Massoud Barzani and the Turkish Interior Minister discussed the expulsion of Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas from the mountainous areas in the Region during a meeting on Sunday. barzani atalay

Bashir Atalay, the Turkish minister arrived in Erbil on Sunday to meet with Barzani and other Kurdish senior officials in the Region.

Following his visit, the Turkish media reported that the leaders had discussed procedures to crack down on PKK fighters and drive them out of their hideouts across the bordering territories.

However, speaking to AKnews on Monday, Faysal Dabbagh, the media secretary of the Kurdistan Region Presidency dismissed the reports, saying "in no way were the talks shifted to the "expelling and suppressing" of the PKK".

"There were no secret talks between Barzani and Attala concerning the PKK," he said.

To guarantee the national rights of the Kurdish population in Turkey, the PKK has been engaged in an armed struggle against the Turkish State for almost four decades, leading to bloody clashes which have claimed the lives of thousands so far.

Regarding the subjects under discussion, Dabbagh mentioned that the discourse was confined to the prospects of improving the mutual relations between Erbil and Ankara, the process of referendum in Turkey, and Turkey's general elections due in 2011.

Barzani described the recently conducted polls on the Turkish constitution as a "significant step forward" and hoped that the amendments will lead to "convincing" results, according to Dabbagh.

A nation-wide referendum was held in Sept. 12 to sanction some changes in the Turkish constitution proposed by the ruling Justice and Development Party (AKP).

The visit by the Turkish interior minister to the Region coincides with the initiation of the peace talks between the Turkish government and the Peace and Democracy Party (BDP) which represents the Kurdish population in Turkey.

Atalay, the Turkish interior minister, is in charge of the dossier for "Turkey's peaceful opening to the Kurdish issue" which was initiated by the Turkish government in June, 2009.

The newly amended Turkish constitution still does not recognize the Kurdish nation and language.

The PKK was founded in 1978 by Abdullah Öcalan and has been engaged in an armed struggle against the Turkish state for the rights of the 20 million Kurds living in Turkey since 1984.

This year the party announced two successive unilateral cease-fires, hoping that Turkey would step forward for peaceful negotiations. The second ceasefire was declared on Aug.13.

On Aug. 13 the PKK held a press conference from Qandil Mountain close to the Turkish-Iraqi border announcing that for the sake of the Islamic holy month of Ramadan the party would suspend attacks against the Turkish army until Sept. 20.

PKK leaders have stressed that the ceasefire would be extended if the Turkish state released imprisoned Kurdish activists and politicians and halted military maneuvers against the PKK but Turkey rejected this appeal.

The PKK is recognized by many countries as a terrorist organization. Öcalan, the founding leader of the PKK was arrested in Nairobi on Feb. 25, 1999 and is currently imprisoned on Turkey's distant Imrali Island.

Question kurde : « Nous sommes proches de la paix »

ZAMAN FRANCE

Alors que le gouvernement turc intensifie ses efforts pour une solution au conflit armé avec la rébellion kurde, le chef des services secrets s'est rendu aux Etats-Unis, un acteur clé au côté de l'Irak du nord.

Le gouvernement turc multiplie les démarches, en Turquie mais aussi à Washington et à Erbil (Kurdistan irakien), pour tenter de trouver un règlement au conflit qui oppose depuis plus d'un quart de siècle les rebelles kurdes du sud-est du pays aux forces d'Ankara. Conforté le 12 septembre par sa victoire à un référendum constitutionnel qui accroît les pouvoirs de l'autorité civile sur les militaires, et renforce la démocratie, le Parti de la justice du développement (AKP), s'est attaqué à la très difficile question kurde. Des contacts ont été établis avec Abdullah Öcalan, leader incontournable de la rébellion kurde, emprisonné à vie mais qui assure, par l'intermédiaire de ses avocats, un puissant contrôle sur son mouvement armé, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a démenti toute « négociation ». Mais des responsables ont plus d'une fois rencontré le leader kurde, selon la presse. Lundi, de retour d'une visite à l'île d'Imrali (nord-ouest) où est détenu Öcalan depuis 1999, son

avocate, Aysel Tugluk, a expliqué aux journalistes que son client l'a assuré que ses « efforts pour la paix se poursuivront ». « Nous souhaitons un règlement sur une base démocratique et politique. Nous ne recherchons pas une solution par les armes », aurait insisté Öcalan. Appelée à commenter ces propos, Mme Tugluk a affiché un optimisme peu commun: « Nous sommes plus proches de la paix ».

La reconnaissance de l'identité kurde, une condition sine qua non

La semaine dernière, des responsables gouvernementaux ont, fait rare, rencontré des politiciens réputés proches du PKK. L'objectif d'Ankara serait d'obtenir la prolongation sine die d'une trêve dans les combats déclarée en août par le PKK, qui permettrait l'adoption de nouvelles mesures démocratiques en faveur de la communauté kurde, qui représente de 12 à 15 millions des 73 millions de Turcs, indique-t-on de source proche du gouvernement. Les rebelles quitteraient la Turquie pour se replier dans leurs repaires du nord de l'Irak, au Kurdistan irakien, dans l'attente de nouvelles directives de leurs chefs. Ankara évalue à environ 2.000 le nombre des rebelles retranchés en Irak. Afin de convaincre les Kurdes d'Irak de coopérer avec Ankara dans sa lutte contre le PKK, le ministre turc de l'Intérieur Besir Atalay a de son côté rencontré



Kurdes manifestant pour la reconnaissance de leur langue, sur les pancartes: « N'interdisez pas ma langue »

dimanche à Erbil (nord de l'Irak) le président de la région irakienne autonome du Kurdistan, Massoud Barzani. Les Etats-Unis sont également concernés par le problème kurde: ils ont une influence sur le sort du PKK en Irak, du fait de leur proximité avec les Kurdes irakiens et de leur présence dans le pays. Le chef du renseignement turc (MIT) s'est récemment rendu aux Etats-Unis pour évoquer la question. Mais en dépit du dialogue engagé avec le PKK, de sérieux points d'achoppement persistent dans cet épineux dossier. Ainsi, les Kurdes réclament une reconnaissance explicite de leur identité ethnique dans la Constitution et le droit à l'enseignement public dans leur langue. Le gouvernement est opposé à ces demandes, au nom de l'unité nationale. Sur le terrain, les violences quotidiennes persistent, en dépit de la trêve du PKK. Neuf civils ont été tués à la mi-septembre par l'explosion d'une mine dans l'extrême sud-est. Le PKK, soupçonné, a nié toute responsabilité.



Attentats en Irak : un kamikaze cible des soldats kurdes dans le nord

30 septembre 2010 (Xinhua)

Des soldats kurdes ont fait échouer mercredi un attentat suicide dans une zone frontalière de la province de Sulaimaniyah, dans le nord de l'Irak, blessant deux soldats. Entre temps, d'autres attaques au centre de l'Irak ont fait une victime civile et huit blessés, selon la police.

Les forces de sécurité kurdes, connues aussi comme Asaish, ont ouvert le feu sur un kamikaze et l'ont contraint à activer sa ceinture d'explosifs avant d'arriver près d'une foule de soldats qui attendaient leur salaire à al-Dawoodiyah, un village situé près de la frontière irano-irakienne, au nord-est de la ville de Sulaimaniyah, à quelque 330 km au nord-est de Bagdad, a indiqué une source sécuritaire

kurde.

Cette dernière a indiqué que des villageois ont fourni des renseignements avant l'attaque indiquant qu'ils avaient aperçu un étranger qui serait un kamikaze traversant la frontière et qui s'est réfugié dans le village.

Plus tard, les Asaish, qui étaient déjà en état d'alerte vive, ont repéré le suspect pendant qu'il s'approchait du lieu où ils étaient rassemblés et l'ont arrosé de balles, a poursuivi la source.

Les forces de sécurité kurdes pensent que le kamikaze est un membre d'un groupe affilié aux militants Al-Qaïda appelé Brigades du Kurdistan.

Turquie : la recherche d'une solution politique à la question kurde relancée ?

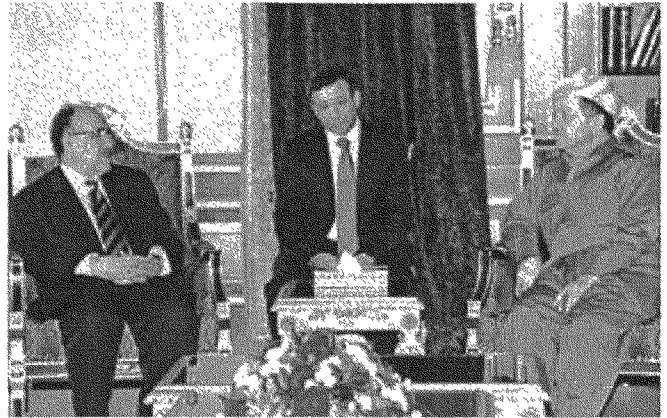
Jean Marcou

Le gouvernement turc est-il en train de relancer de façon significative la recherche d'une solution politique à la question kurde ? La semaine dernière, le vice-premier ministre, Cemil Çiçek et le ministre de la justice, Sadullah Ergin ont rencontré des dirigeants kurdes du parti parlementaire BDP, réputés pourtant proches du PKK, en particulier Selahattin Demirtas, qui, à l'issue de cette réunion, a évoqué l'existence d'une «atmosphère positive». Au cours du week-end, le premier ministre, tout en réitérant sa volonté de ne pas négocier avec une organisation terroriste, a néanmoins affirmé son désir de débarrasser la Turquie «des problèmes qui la gangrènent», en particulier la question kurde, tandis que le président de la République, Abdullah Gül, de retour de New York où il a participé à l'Assemblée générale de l'ONU (cf. notre édition du 23 septembre 2010), tenait des propos similaires.

Mais ce sont surtout deux autres événements, le déplacement du ministre turc de l'intérieur, Besir Atalay, à Erbil, le 26 septembre 2010 (photo), et la visite, le lendemain, d'Aysel Tugluk à Abdullah Öcalan, dans sa prison de l'île d'Imrali, qui ont relancé l'espoir d'un règlement politique de la question kurde. À l'occasion d'une rencontre avec le président de la région kurde du nord Irak, Massoud Barzani, le ministre turc de l'Intérieur a demandé à celui-ci de faire pression sur le PKK pour que le cessez-le-feu qu'il a déclaré unilatéralement avant le référendum du 12 septembre et prolongé depuis, soit pérennisé. Le leader kurde irakien a demandé au gouvernement turc de ne pas sous-estimer le boycott des électeurs kurdes, lors du récent référendum en Turquie, mais il n'a pas fermé la porte à la discussion. Ainsi les deux hommes auraient évoqué un abandon par le PKK des montagnes de Kandil, où ils possèdent ses bases arrière, pour une zone plus éloignée de la frontière turque où les rebelles resteraient le temps qu'un accord définitif soit trouvé entre les deux parties. Quant à Aysel Tugluk, l'ex-députée du DTP et avocate d'Abdullah Öcalan, elle est revenue très optimiste, à l'issue de son entrevue avec le leader du PKK, parce qu'il lui aurait confirmé que son mouvement ne souhaitait pas une solution par les armes, mais entendait trouver une issue politique au conflit.

Lancée en juillet 2009, l'ouverture démocratique du gouvernement de l'AKP pour résoudre politiquement la question kurde s'est enlisée à l'automne de la même année, le parlement ne proposant que des mesures décevantes, et la Cour constitutionnelle dissolvant le parti parlementaire kurde DTP. Par la suite, cet échec s'est confirmé avec les arrestations massives de responsables politiques kurdes et la reprise de la violence dans le sud-est de la Turquie.

Les résultats du référendum du 12 septembre dernier (cf. notre édition du 13 septembre 2010) semblent avoir changé la donne et ouvert une nouvelle opportunité à la solution politique de la question kurde. En effet, l'AKP et le parti kurde BDP sont apparus comme les deux grands bénéficiaires de ce scrutin. Le parti gouvernemental, que l'on disait incapable d'achever les chantiers qu'il avait ouverts et miné par l'usure du pouvoir, a été confirmé dans son statut de vecteur du changement, avec une majorité du «Oui», que la plupart des sondages n'avaient pas prévu. Le BDP, dont beaucoup pensaient que le mot d'ordre de boycott du référendum serait désavoué par son électorat, a finalement été suivi de façon significative



par ses partisans. Le grand perdant de la consultation, en revanche, a été le parti nationaliste, MHP, qui après avoir dénoncé les contacts qu'auraient eus le gouvernement et le PKK, avait articulé toute sa campagne sur la peur d'un démantèlement du pays. Manifestement ce genre de discours ultra-nationaliste ne fonctionne plus, et ce constat donne sans doute au gouvernement une marge de manœuvre supplémentaire dans les initiatives qu'il peut prendre pour rechercher une solution à la question kurde.

Le plus encourageant dans le processus relancé ces derniers jours est qu'il semble que l'on veuille enfin ne pas éluder l'un des aspects majeurs du conflit : celui du devenir du PKK. Certes, le gouvernement continue à dire qu'il ne négociera pas avec un mouvement terroriste, mais il ne nie pas que des contacts existent avec ce dernier, et n'hésite pas à rencontrer officiellement les personnalités politiques kurdes qui apparaissent comme les plus proches du mouvement rebelle kurde. En bref, il est possible que l'on soit en train d'assister à la banalisation de l'idée qu'une relation minimale avec l'organisation d'Abdullah Öcalan est nécessaire, si l'on veut vraiment résoudre la question kurde. Un nouveau tabou serait ainsi en train de tomber, rejoignant la chute de celui qui voulait que les autorités turques n'aient aucune relation officielle avec le gouvernement kurde d'Irak du nord. Ce dernier tabou est d'ailleurs tombé de la même façon : d'abord par l'entretien de contacts officieux, puis par l'établissement, à partir de 2008, de relations officielles. Cet acquis permet aujourd'hui à Ankara d'avoir le soutien des Kurdes d'Irak du nord dans la recherche d'une solution. Il risque d'être précieux quand il s'agira de trouver une porte de sortie honorable pour l'organisation rebelle.

L'issue de la guerre civile larvée, qui ensanglante la Turquie depuis plus de 25 ans, est-elle pour autant aussi imminente qu'a pu le laisser entendre, Aysel Tugluk, au retour d'Imrali, lundi dernier ? Échaudé par les effets provoqués sur l'opinion publique par l'accueil triomphal dont avait été l'objet, en octobre 2009, l'arrivée d'un «groupe de la paix» au poste frontière de Habur (cf. notre édition du 8 novembre 2009), le gouvernement paraît, cette fois, vouloir prendre le temps de la réflexion. Pourtant, l'esquisse d'une solution dans les prochains mois n'est pas à exclure, et ce d'autant plus qu'elle pourrait être à nouveau particulièrement bénéfique à l'AKP et au BDP, lors des prochaines législatives.

L'Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPOT), dont le responsable est actuellement le Professeur Jean Marcou, a été créé au sein de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA) d'Istanbul, en 2005.